International Cooperative Alliance

WORLD COOPERATIVE CONGRESS
Deepening our Cooperative Identity
1-3 DECEMBER 2021
SEOUL, REPUBLIC OF KOREA

Conférence de l'ACI sur la recherche coopérative

Livre des résumés

Tenue dans le cadre du 33ème Congrès Mondial des Coopératives, 28-30 novembre 2021, Séoul, République de Corée et en ligne

Ce livre des résumés est la collection des résumés soumis et sélectionnés pour la Conférence de recherche coopérative de l'ACI, tenue du 28 au 30 novembre 2021, à Séoul, République de Corée, à la fois en ligne et sur place, dans le cadre du 33e Congrès coopératif mondial. Les auteurs ont contribué de manière significative aux débats sur l'identité coopérative en accord avec les quatre domaines thématiques du Congrès.

L'Alliance coopérative internationale est très reconnaissante à tous les auteurs pour leur excellent travail et leur collaboration.

Copyright© Alliance coopérative internationale 2022
La réutilisation est autorisée, à condition que la source soit mentionnée.
ISBN 978-92-9054-158-5 (Version française)

Note.

- Ce livre des résumés ne comprend pas les résumés de ceux qui n'ont pas accepté de partager.
- Les résumés étendus de ceux qui ont accepté de partager sont disponibles via l'hyperlien.
- Les lignes thématiques utilisées dans le livre des résumés ne correspondent pas à celles utilisées lors de la conférence qui avait pris en compte les langues et les fuseaux horaires.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS **14**

COMITÉ SCIENTIFIQUE **17**

RÉSUMÉ DE LA SESSION DE CONCLUSION CONJOINTE DE LA CONFÉRENCE DE L'ACI SURLA RECHERCHE COOPÉRATIVE ET DU 3ÈME FORUM INTERNATIONAL SUR LE DROIT COOPÉRATIF **18**

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE **28**

MANIFESTATION DE L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE 29
L'identité coopérative dans les coopératives de crédit américaines 29
Des principes aux actions : Conceptualiser et mettre en œuvre l'identité coopérative des kibboutz 30
Comprendre l'orientation coopérative dans le contexte des banques coopératives 31
Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen. 32
[PANEL] OPÉRATIONNALISATION DE L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE 34
IDENTITÉ ET DÉFIS DES COOPÉRATIVES 35
Comment le changement institutionnel émerge-t-il ? L'étude de cas des pratiques de commerce équitable des coopératives de consommateurs coréennes 35
"Indexer la lutte partagée : Un langage de modèles pour un développement réaliste des coopératives" 37
Coopératives de développement d'entreprises. Une nouvelle structure pour promouvoir le modèle coopératif. 38
L'avenir des coopératives agricoles polyvalentes et les problèmes d'identité en Corée 39
Individualisation de la société et évolution du rôle des coopératives de consommateurs japonaises - Défis des principes et de l'identité coopératifs au Japon 40
VALEURS COOPÉRATIVES 41
L'organisation coopérative : solidarité, confiance et fiabilité comme moyens éthiques de développement du logement 41
Théorie des jeux et principes et valeurs coopératifs 42
L'éthique discursive de la responsabilité sociale coopérative. Son identité. 44
DES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DIVERS 45
Réflexions sur le coopérativisme en tant que mode de transformation de l'être humain : perspectives du mouvement philosophique coréen du Donghak (apprentissage oriental) 45
L'identité coopérative authentique : La coopération comme philosophie anarchiste 47
Sur la compréhension confucéenne de la pensée coopérative 49
L'évolution des sens de l'identité coopérative - L'importance de l'approche anthropologique dans le discours du développement coopératif. 50
Décolonisation des coopératives et identité coopérative 51
PRINCIPES COOPÉRATIFS 53
Le principe coopératif de souci de la communauté : qu'est-ce que la communauté ? 53
[PANEL] STATISTIQUES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) : IDENTITÉ COOPÉRATIVE ET IDENTITÉ ESS 55

1.1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE 57

MARQUE DE LA COOPÉRATIVE 58
Ce qu'il y a dans un mot : Les coopératives, l'information imparfaite, les signaux, la tromperie et la construction de l'avantage coopératif - l'exemple de l'industrie de la santé et de la forme physique. 58
Maintenir l'identité coopérative à l'heure du COVID - Réinventer et communiquer la marque coopérative 59
Recherche-action participative et réalisation de documentaires pour étudier et diffuser l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop 61
RELATIONS CONSOMMATEUR-MARQUE (CBR) : Une étude empirique à partir d'un modèle intégratif sur les stages dans une coopérative financière au Brésil. 62
Identité coopérative et reconnaissance de la marque dans les coopératives de consommateurs 63
"C Day" : le mouvement qui affirme le pouvoir des coopératives 65
Les coopératives sont cool. Mais les jeunes ne comprennent pas ! 66
Développer la compréhension coopérative dans les organisations coopératives 67

1.2. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE 68

GOUVERNANCE COOPÉRATIVE 69
L'influence de la diversité des conseils d'administration sur la performance des coopératives : L'effet médiateur du conflit 69
Identité coopérative et gouvernance humaniste 70
Gouvernance, gestion et identité des coopératives au Maroc 71
Évaluation des liens entre la gouvernance démocratique et la participation des membres dans les coopératives 72
Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres 74
Mesure des mécanismes de contrôle de la bonne gouvernance dans certaines sociétés coopératives polyvalentes affiliées à l'Union coopérative de Robi Barga, zone de West Shoa, État régional d'Oromia en Éthiopie 75
Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives. 76
PARTICIPATION DES MEMBRES 77
Participation des membres à la gouvernance des coopératives agricoles : Une analyse qualitative au Punjab, Pakistan. 77
Une étude sur la participation et le comportement des membres d'une coopérative de consommateurs coréenne - axée sur le rôle de l'auto-efficacité et de la propriété psychologique des membres 78
"La relance par les entreprises coopératives" 79
[PANEL] APPORTS DE LA RECHERCHE POUR L'APPROCHE DE LA PERSPECTIVE DE GENRE DANS LES ORGANISATIONS COOPÉRATIVES ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE. 80
Actions en Argentine dans une perspective de genre dans le domaine de la coopération 81
L'organisation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil 82
Perspectives de genre et féministes à partir des différentes formes qui composent l'ESS aujourd'hui en Uruguay. 82
L'économie sociale et solidaire, et la critique de la division sociale du travail 82
Contributions à l'approche d'une perspective de genre et de diversité dans la réglementation des coopératives et de l'économie sociale 83
Systèmes d'information pour l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) dans une perspective de genre 83
ÉGALITÉ DES SEXES 84
La participation des femmes pour approfondir l'identité coopérative - Perspectives coopératives en Inde 84
La participation des femmes dans le mouvement coopératif brésilien et mondial 86
La perception des acteurs sur le rôle des coopératives féminines dans l'empowerment des femmes, cas de la région du Souss Mssa, Maroc 88
Le rôle de l'identité coopérative comme moteur de l'ODD 5 90

1.3. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION 91

ÉDUCATION 92
L'indispensable contribution des gestionnaires à l'identité coopérative 92
Un demi-siècle d'éducation coopérative. Contributions à une pédagogie de la solidarité. 94

L'enseignement du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire dans les universités mexicaines 96
ÉDUCATION ET FORMATION DES MEMBRES POUR UNE BONNE GOUVERNANCE AMÉLIORÉE DANS LES COOPÉRATIVES - Expérience du programme d'autonomisation des membres dans les coopératives des régions de Kilimandjaro et d'Arusha, en Tanzanie. 98
Envisager un avenir coopératif en collaboration : La fiction spéculative comme forme de formation d'identité coopérative 99
Robert Owen : "Chemin vers une identité coopérative " 100
Une étude sur les moyens alternatifs de développer l'éducation à l'identité coopérative dans la crise de la pandémie de Covid-19 - Focus sur les cas de l'éducation sans contact mis en œuvre par le Centre de soutien coopératif de Séoul. 101
Objectif de la coopérative : l'éducation coopérative du manager en tant que développement de l'identité coopérative. 102
COOPÉRATIVE SCOLAIRE 103
Les coopératives scolaires, des pépinières de coopératives ? L'identité coopérative dans les coopératives scolaires en Croatie 103
Les adolescents réalisent la valeur coopérative par la résolution de problèmes 104
Une étude de cas sur l'éducation au développement durable basée sur la collaboration entre l'école et la communauté locale à travers une coopérative scolaire de transition énergétique 105
Nécessité de créer une gouvernance collaborative en adoptant une loi et une ordonnance sur les coopératives scolaires 106
[PANEL] APPRENDRE À COOPÉRER : EXPÉRIENCES ÉDUCATIVES ET IDENTITÉ COOPÉRATIVE. 108
[PANEL] L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ÉDUCATION COOPÉRATIVE AU-DELÀ DES COOPÉRATIVES : LE CAS DE LA CRÉATION DE CRESOL INSTITUTO AU BRÉSIL. 110
JEUNES 111
La jeunesse et le partenariat ACI-UE : Les jeunes, l'équité et l'inclusion au sein du mouvement coopératif avec une recherche thématique globale sur les jeunes 111
[PANEL] COLLABORER, INSPIRER ET S'ENGAGER : IDENTITÉ ET PRINCIPES COOPÉRATIFS POUR DÉBLOQUER L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES JEUNES 112

1.4. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ 113

HISTOIRE DES MOUVEMENTS COOPÉRATIFS 114
Leçons tirées du mouvement coopératif afro-américain 114
L'histoire méconnue du cadre juridique du mouvement coopératif à Cuba et les leçons à prendre en compte pour son développement aujourd'hui. 115
[PANEL] LA RÉCEPTION DE L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE À CUBA. ANTÉCÉDENTS, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES 116
[PANEL] LA TRAJECTOIRE ET L'IDENTITÉ DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN CORÉE : SON DÉFI ET SA TÂCHE. 118
[PANEL] LE RÔLE DES ARCHIVES DANS L'ÉVOLUTION, LA PRÉSERVATION ET LA PROMOTION DE L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE 119

1.5. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS 121

[PANEL] IDENTITÉ COOPÉRATIVE ET IMPLICATION DE L'ÉTAT : VU DU POTENTIEL COOPÉRATIF DE L'ASIE PACIFIQUE 122
[PANEL] EXPÉRIENCES DE COPRODUCTION DE POLITIQUES PUBLIQUES ET D'IDENTITÉ COOPÉRATIVE AU XXIE SIÈCLE 124
Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives en Uruguay : caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative 126
Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives au Costa Rica : Caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative 127
Politiques publiques pour l'économie solidaire en Équateur. De la non-existence à l'institutionnalisation. Contributions pour aller vers la co-construction et la co-production. 128
Analyse du RECM Mercosur comme espace de politique publique sur les coopératives : Gouvernance multi-niveaux et identité coopérative 129
POLITIQUE PUBLIQUE 131

Économie sociale et solidaire : contradictions des politiques publiques dans la transition du système économique équatorien....131
L'identité coopérative sous tension : stratégies collectives, "nouveaux" espaces publics et leur influence sur l'agenda des politiques publiques en Équateur. 133
Systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul....135
Mise en œuvre de la loi américaine Main Street Employee Ownership Act par les Small Business Development Centers....136
La protection constitutionnelle des forêts, des villageois forestiers et des coopératives en droit turc comme exemple pour examiner le rôle des coopératives pour un développement rural durable. 137

2. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE 138

Recommandations pour le renforcement de notre identité coopérative internationale 139

2.1. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE 140

NUMÉRIQUE ET TECHNOLOGIE 141
Transformation numérique des coopératives en Inde : Un impératif....141
Comment les coopératives plateformes peuvent-elles préserver l'identité coopérative ?....143
L'entreprise Pégase : une forme innovante de coopération alternative au paradigme dominant....145
Plate-forme coopérative : construction d'une identité par la méta-organisation 146
Ensemble à nouveau : Le rôle des coopératives dans la réduction de la fracture numérique....148

2.3. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE EN DÉVELOPPANT UN RÉSEAU ENTREPRENEURIAL FORT 149

Identité coopérative et intégration pour le développement durable dans la région du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes. 150
Comment (ne pas) construire de solides réseaux entrepreneuriaux coopératifs : Approfondir l'autonomie et l'apprentissage organisationnel dans les coopératives (de travail) 151

2.4. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL.... 152

DISTRIBUTION DU CAPITAL ET DE L'EXCÉDENT 153
Démutualisation, contrôle des membres et performance financière des coopératives au Kenya 153
La redistribution équitable dans les coopératives rurales d'Amérique centrale 155
Mesure de la valeur des fonds propres des coopératives à l'aide du modèle d'évaluation des options.156
[PANEL] LES EXPÉRIENCES DES COOPÉRATIVES CUBAINES DU POINT DE VUE ORGANISATIONNEL, DE LA JEUNESSE RURALE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 157

2.5. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE 159

MODÈLE D'ENTREPRISE COOPÉRATIVE 160
Caractéristiques des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs en Corée du Sud et leurs implications politiques....160
Modèle d'entrepreneuriat coopératif pour le tourisme communautaire 162
Du crédit au papier toilette....164
Étude sur le processus de co-création de valeur centré sur le consommateur : le cas des coopératives de consommateurs....165
Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants 166
Étude sur les caractéristiques des modèles d'entreprise selon les types de coopératives basées sur le client 168
Les coopératives peuvent-elles accroître la concurrence sur les marchés agricoles primaires ? Les résultats d'une micro-étude. 169
Une étude théorique sur l'identité coopérative à travers les leçons tirées de l'expérience du mouvement coopératif japonais et de l'autogestion des travailleurs yougoslaves. 171
L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE COMME AVANTAGE COMMERCIAL 172
La relation entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives en Iran 172

De Rochdale à la mondialisation. L'importance de l'adoption de bonnes pratiques de gouvernance et de gestion dans les coopératives comme stratégie pour garantir l'identité et la consolidation des coopératives dans un marché agile, volatile et orienté vers le capital : une étude réalisée dans l'État de Minas Gerais (Brésil). 173
Effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration sur la performance des coopératives de consommateurs : L'effet modérateur de la propriété psychologique collective 174
Avantages pour les membres et performances des coopératives verticalement intégrées....175
L'effet d'un contexte de crise sur les exportations françaises de vin : Comparaison des caves indépendantes et des coopératives viticoles 176
L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée 177

3.1. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE 178

ACTION CLIMATIQUE 179
L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement 179
Les valeurs coopératives dans un monde qui se réchauffe 181
La coopérative et le modèle d'économie circulaire : une solution durable. L'étude de cas portugaise...182

3.2. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ 183

PAIX 184
Une contribution du coopérativisme à un éventuel processus d'intégration économique dans la péninsule coréenne....184
La contribution des coopératives à la paix positive : revue de la littérature 186
L'économie sociale : une façon de comprendre la transition vers la vie civile de la population des ex-combattants des FARC-EP....188
CONTRIBUTION À L'ÉGALITÉ 189
Les coopératives sont-elles le moteur du changement social ? Une analyse relationnelle d'une coopérative laitière du Gujarat, en Inde....189

3.4. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ.... 190

COMMUNAUTÉ ET TERRITOIRE.... 191
Les coopératives d'entraide et les coopératives d'initiative publique en tant qu'organisations de développement communautaire favorisant les droits de l'homme 191
Pratiques sociales et nouvelles figures d'adhésion pour la définition d'un modèle de coopérative territoriale....192
Contribution des assurances mutuelles de l'économie sociale coréenne à la communauté....193
Les organisations et réseaux de l'économie sociale dans les zones rurales de Corée du Sud - Tendances et défis....194
Développer un modèle alternatif de coopérative : Un cas de coopérative de taxi auto-pousse au Cambodge....195
Stratégie alternative de développement rural avec un mouvement coopératif d'alimentation biologique locale pour la coexistence producteurs-consommateurs....196
Les relations entre les sujets dans la communauté comme impulsion pour le développement du profil d'une personne coopérative. 197

3.5. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE.... 198

COOPÉRATIVES ET (POST-) PANDÉMIE DE COVID-19 199
Les coopératives et l'économie sociale et solidaire en Argentine. Trajectoire et son rôle actuel dans des scénarios complexes. 199
Reconstruire l'économie après Covid-19 : la contribution des grandes coopératives à la phase de reprise 200
La crise de confiance des démocraties actuelles et la solution coopérative (potentielle) - Renoncer à l'alternative coopérative au capitalisme....202
Le secteur coopératif équatorien : analyse de son rôle actuel et futur dans la reprise économique du pays....203

La crise du COVID-19 et l'industrie mondiale du microcrédit : Une opportunité pour passer à de nouveaux modèles financiers coopératifs locaux 204

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD 207

LES ODD 208
RSE et transition, renouveau et enjeux pour l'identité coopérative 208
Identité coopérative et responsabilité sociale des entreprises : un effet de levier pour atteindre les objectifs des ODD 210
Fait pour les coopératives, par les coopératives : Le développement d'indicateurs conçus par les coopératives pour les ODD. 211
Caractéristiques sociodémographiques des coopératives. Vers la mesure de leurs contributions à la réalisation des ODD. Le cas du mouvement coopératif colombien 212
Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires....213
Comment les coopératives sont le moteur du changement - Un cadre de travail sur les ODD pour les coopératives....215
[PANEL] PRÉSENT MAIS PAS VISIBLE : AMPLIFIER L'IDENTITÉ COOPÉRATIVE DANS LES ODD 216
[PANEL] DÉBATTRE DES CONTRIBUTIONS DES COOPÉRATIVES À LA RÉALISATION DES ODD DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19.... 218
[PANEL] COMPTABILISER LES OBJECTIFS : ALIGNER LES OBJECTIFS ÉCONOMIQUES ET SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DES COOPÉRATIVES 220
[PANEL] LES ESG ET LES ODD RENCONTRENT LEUR MOMENT DE PORT ALEGRE.... 222
[PANEL] L'ESG A BESOIN D'UN EKG 224

4.1. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS 226

TRAVAIL ET COOPÉRATIVE DE TRAVAIL 227
L'ULCCS favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise en promouvant la diversification, la technologie, les compétences futures et l'agro-industrie....227
Le programme de revenu social avec travail et la construction d'une identité coopérative 229
Les raisons d'une identité coopérative dans une maison d'édition 230
Vers un modèle de gestion véritablement coopératif : le cas des coopératives de travail du logiciel en Argentine. 231
Lutter contre la récession mondiale. Le rôle des coopératives dans la création d'emplois et le développement local : une étude sur les coopératives de l'État de Minas Gerais (Brésil). 233
Le travail décent comme élément de base à intégrer dans l'identité coopérative présente et future.....234
Performances des coopératives de travail solidaires : Témoignages d'Argentine 236
Productivité, concurrence et contrainte budgétaire souple. Une analyse comparative entre les entreprises appartenant aux travailleurs et les entreprises conventionnelles....237
Les coopératives comme forces motrices dans la création de conditions de travail décentes. Le cas de l'Espagne dans la reprise après la grande récession....238
Une organisation de chercheurs indépendants est-elle viable en tant que coopérative de travail ? - Une analyse de cas utilisant la théorie de la propriété de l'entreprise de Hansmann....240
[PANEL] LE PROJET CO-OPCONVERT : CARTOGRAPHIER LE POTENTIEL DE LA CONVERSION DES LIEUX DE TRAVAIL ET DES ESPACES COMMUNAUTAIRES EN COOPÉRATIVES AU CANADA ET À L'ÉTRANGER 241
Pistes pour démocratiser l'économie et sauver des emplois par la conversion d'entreprises en coopératives : Situer le "modèle canadien" 242
Une perspective comparative des éco-systèmes BCC au Canada et à l'étranger : Une synthèse des entretiens avec les informateurs clés réalisés dans le cadre du projet Co-opConvert.....242
L'importance des cas illustratifs de conversion d'entreprises en coopératives au Canada hors Québec 243
Exploration des attitudes à l'égard de la conversion en coopérative comme modèle de transmission d'entreprise : Premières données d'un sondage aléatoire auprès de propriétaires et de gestionnaires de PME canadiennes....243
Facteurs facilitants et défis de l'écosystème des coopératives de conversion du Québec....243

4.2. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES 244

SERVICE DE SANTÉ ET DE SOINS 245

Les coopératives comme sauveurs de vie : L'exemple des établissements de soins pour personnes âgées et la crise de Covid-19 245
Comment les coopératives créent-elles les soins communautaires durables ? - Les coopératives créent les services publics durables centrés sur la communauté 246
Changement institutionnel des coopératives sociales de santé et de bien-être 248

4.3. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉRIORÉE 249

COOPÉRATIVE AGRICOLE 250
Examen des connaissances et de l'identité coopératives dans le secteur agricole australien. Efforts récents pour renforcer l'identité coopérative en Australie 250
Analyse de l'efficacité des activités d'assurance dans les coopératives rurales d'agriculture et d'élevage 252
Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien 253
Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et du principe coopératifs 254
Les coopératives vinicoles européennes : vers une typologie des réseaux de distribution en Amérique du Nord 256
Les coopératives et l'économie sociale et solidaire 257
De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture. 259
Le rôle des coopératives dans le développement de l'agriculture durable : Le cas des coopératives d'agrumes en Espagne 260

4.4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD AVEC DES LOGEMENTS ET UNE ÉNERGIE ABORDABLES 262

Les coopératives d'énergie renouvelable vers l'ODD 7 : le contexte brésilien et allemand 263

LISTE DES AUTEURS 265

A. J. Lakshmi 266
ACOSTA MORALES, Yaumara 266
AHNACH, Aicha 266
ALLDRED, Sarah 266
ALMEIDA LEYVA, Mary Karla 266
ALVES, Cinara 267
ALPA, Oscar Daniel 267
ALTMAN, Hannah 267
ALTMAN, Morris 267
ALVES JUNIOR, Almiro 268
AMATO, Giorgia 268
ANANIA, Paulo 268
ARZABE, Cristina 269
ASCOLANI, Adrián 269
ASUETA, Juan Martín 269
AVONDET, Silvana 269
BAEK Soonjib 270
BANDEIRAS, Pablo 270
BATEMAN, Milford 270
BEISHENALY, Nazik 270
BERRANGER, Cécile 270
BICKFORD, Nicolas 271
BIDET, Eric 271
BILLET, Adrien 271
BLANCO, Carlos Gonzalez 272
BODINI, Riccardo 272
BORONAT PONT, Violeta 272
BOUCHARD, Marie J. 273

BOUDES, Mélissa....273
BRAGA, Marcelo José....273
BRUNEEL, Johan....273
BUFFA, Gabriela....274
CABRERA, Jorge....274
CARABINI, Camilla....274
CARINI, Chiara....275
CASOLA, Natalia....275
CASTELLA, Carlos Daniel....275
CASTILLO ROMERO, Nadia Eslinda....275
CASTRO NUÑEZ, Rosa Belen....276
CATÁ HERNÁNDEZ, Carlos Alberto....276
CEBALLOS, José Carlos....276
CETERA, Frank....277
CHARBONNEAU, Josée....277
CHAVES, Rafael....277
CHERIET, Foued....277
CHO Wanhyung....278
CHO Mihyoung....278
CHOI Dongil....278
CHOI Eunju....278
CHOI Anthony Woo-jin....279
CHOI Woosuk....279
CHRISTIE, Neha....279
COELHO, Alfredo....279
COMPÈRE, Coline....280
COSSEY, Jozef....280
CRISTOBAL, Stella....280
CROWELL, Erbin....280
DACANAY, Marie Lisa....281
DA SILVA, Sandra Maria....281
DAMBERG, Svenja....282
DAVE, Mohit....282
DEALDINA, Selma....282
DE LISIO, Claudia Elida....283
DO, Emi....283
DOLLEY, Jonathan....283
DONGRE, Yashavantha....284
DUFAYS, Frédéric....284
DUGUID, Fiona....284
EDOSSA, Mekonnen Tolessa....285
EMERSON, John....285
ENCISO-SANTOCILDES, Marta....285
ESTEVAM, Dimas de Oliveira....285
ESTRAGÓ, Alfonso....286
ETTANG, Dorcas....286
EUM Hyungsik....286
ETXEBERRIA, Gonzalo Martínez....287
FERNÁNDEZ SOLÁ, Alberto....287
FERNANDO, Sanjaya....287
FERRARIO, Cecilia....287
FIGUEIREDO, Fabrício Henrique de....288
FIGUEROA GONZÁLEZ, José Manuel....288
FILIPPI, Maryline....288
FORGIARINI, Deivid....289
FREITAS, Alair....289
FREITAS, Alan....289
FREITAS, Carlos Otavio de....289
FREUNDLICH, Fred....289
GAIGA, Giuliana Maricel....290

GALLEGOS CAIQUETAN, Santiago Geovanny....290
GALLO, Marcelo....290
GARCÍA, Inés Liliana....290
GARNEVSKA, Elena....291
GATTI LAGES, Alexandre....291
GIAGNOCAVO, Cynthia....291
GLAS, Mariano....291
GLASS, Ayelet....292
GOODMON, Damien....292
GORDON-NEMBHARD, Jessica....292
GOTZ, Ilana....292
GOUVEIA, Rodrigo....293
GRIMM, Suzane....293
GRIMSTAD, Sidsel....293
GUILLOTTE, Claude-André....293
GUTIERREZ, Danilo....294
HANNIN, Hervé....294
HANZAWA, Akihiro....294
HARNECKER, Camila Piñeiro....294
HEFFETZ, Anat Marle....295
HEO Moonkyung....295
HERNÁNDEZ AGUILAR, Orisel....295
HERNANDEZ TORRES, Damaso L.....296
HERNÁNDEZ VEITIA, Arianna Beatriz....296
HONG Taesook....296
HOWLAND, Mary Ann....296
IDIAKEZ, Francisco Javier Arrieta....296
IYER, Balasubramanian....297
JACOBSEN, Gurli....297
JANG Seungkwon....297
JARAMILLO FRANCO, Gustavo....298
JAYAN, Shanmugham D.....298
JENSEN, Anthony....298
JEON Hyeong-Soo....298
JEONG Misuk....298
JI Min-Jin....299
JI Minsun....299
JO Yuseong....299
JU Suwon....299
JUNIOR, Jorge Serra....300
KANG Do-hyun (Paul)....300
KATO, Osvaldo Ryohei....300
KANG Hyun-ju....300
KHABENJE, Melvin....300
KHIDIROVA, Svetlan I.....300
KIM Hyungmi....301
KIM Jeongseop....301
KIM Changjin....301
KIM Seong-bo....301
KIM Sonam....301
KIM Sue-Lynn....302
KIM Sunhwa....302
KIM Taehoo....302
KIM Yikyung....302
KOO Chungok....303
KORNGINNAYA, Sudha....303
KURIMOTO Akira....303
KWON Yoo-Hong....304
LAHFIDI, Abdelhaq....304
LAJARA CAMILLERI, Natalia....304

LAMA, Sanjay....304
LANAS MEDINA, Elisa....305
LEE Eunjung....305
LEE Hyangsook....305
LEE Jeong-eun....305
LEE Kyung-ran....305
LEE Seong-young....306
LEE Sang-Hoon....306
LEE Sang-Youn....306
LEE SunHee....307
LEE Yoobin....307
LEE Yena....307
LIPPOLD CHENEY, Emily Alice....308
LORET DE MOLA GUTIÉRREZ, Priscilla....308
MACHADO, Carla Santos....308
MAKIN, Elizabeth....309
MANCORI, Andrea....309
MANTZARI, Elisavet....309
MARIÑO, Manuel....310
MARKHELKA, Bogdan Radu....310
MARCUELLO, Carmen....310
MARTINELLI, Francesca....310
MATEOS-RONCO, Alicia....311
MATINDIKE, Shadreck....311
MAUREL, Carole....311
MCCULLOCH, Maureen....311
MAYA DELGADO, Milton....312
MBUGUA, Mary....312
MCIVOR, Liz....312
MCMAHON, Cian....313
MEHRABI, Sepide....313
MENDOZA VIDAURRE, René....313
MESEGUER, Victor....313
MINER, Karen....313
MIRABEL, Thibault....314
MODISE, Julia....314
MOHAMMAD, Mostafa....314
MOLEFE, T. O....314
MOURA COSTA, Davi Rogério de....314
MOXOM, Jeffrey....315
MUGHAL, Nasir....315
MUKAI Kiyoshi....316
MULUME ODERHWA, Etienne....316
MUNYARUKUMBUZI, Emmanuel....316
MUÑOZ MARIBONA, Erik....317
MUÑOZ-PICO, Hilda Paola....317
MUTHUMARIAPPAN, Karthikeyan....318
MUTUBERRIA LAZARINI, Valeria....318
MWAMBI, Mercy....318
NADEAU, Emile....319
NAIK, Gopal....319
NAVIDI, Hamed....319
NDENGEYINGOMA, Billy....319
NEVES, Mateus de Carvalho Reis....320
VNI, Merav....320
NOVKOVIC, Sonja....320
OH Chun Hee....321
OKBANDRIAS, Meron....321
OKEM, Andrew Emmanuel....321
OLIVEIRA, Jose Sebastião Romano de....321

OLIVEIRA, Mariceli Bastos 322
OLIVEIRA, Vera Lucia 322
OZMAN, Muge....322
PALADINO CASTRO, Marcelo....322
PAKHOMOV, Bogdan A. 322
PAKHOMOV, Vladimir M. 323
PARK Seong-Jae....323
PARK Bonghee 323
PARK Sungsoon 323
PASINETTI, Michele....324
PECK, Michael 324
PEGO, Ana Cristina....324
PEREIRA, Juarez 324
PEREZ-MESA, Juan Carlos....325
PIEDRA MUÑOZ, Laura 325
PILLAI, Ashish....325
PINCUS, Carolyn 325
PLANTILLA, Tetay....326
PLOTINSKY, Daniel Elías 326
POHLER, Dionne....326
POLO-GARRIDO, Fernando....327
PRADHAN, Sojen 327
R. Radhika 327
RACHIDI, Lahoussine 327
RAFFAELLI, Paola 327
RAMESHAN, Paleri 328
RAMILAN, Thiagarajah 328
REYES LAVEGA, Sergio....328
RHAZZANE, Soufiane....328
RIBERI, Laura 328
RICHEZ-BATTESTI, Nadine 329
RIEIRO CASTAÑEIRA, Anabel 329
RIOS BAEZ, Juan Rodolfo Mauricio....329
RIXON, Daphne 329
ROCCA, Elena 330
RODRIGUEZ ESPINOSA, Néstor Alfonso 330
RODRÍGUEZ, Josune López 330
RODRIGUEZ MUSA, Orestes 331
ROJAS HERRERA, Juan José....331
ROJER, Guido....331
ROSA, Paula Cecilia 331
ROUILLÉ, Yvan....332
RUIZ-RIVERA, Maria José....332
SACCHETTI, Silvia....332
SAHAN, Erinch....333
SAK, Barbara....333
SALATHÉ-BEAULIEU, Gabriel....333
SALAZAR ARGUEDAS, Sergio....333
SAMARCOS LORA, Rui 334
SANCHEZ BAJO, Claudia....334
SANKAR G. Gopi....334
SANTELICES, Ramón 335
SANTERO, Rosa 335
SANTIAGO, Mary Ann 335
SCHNEIDER, Kathlen....335
SCHOENMAECKERS, Jérôme 336
SCHWENCK, Beatriz 336
SEO Jinseon....336
SEOK Kyoung-mi....337
SHADBOLT, Nicola 337

SHIN Changsub 337
SILVA, Ernandes Raiol 337
SILVA, Felipe de Figueiredo 337
SINGH, Devika 337
SINGH, Shyam 338
SINGH, Simren 338
SITATI, Fred 339
SMITH, Gwendolyn 339
SOBOLEV, Alexander 339
SOLEL, Yifat 340
SOARES DRUMOND, Vitoria Resende 340
SORZANO, Deisy Milena 340
SOTO ALEMÁN, Lien 341
SPITZBERG, Daniel 341
SRNEC, Cynthia 341
TANAKA, Iruma 342
TARHAN, Derya 342
THAMSUHANG SUBBA, Chitra Kumari 342
T.P., Sethumadhavan 343
TSHISHONGA, Ndwakhulu 343
TULUS, Robby 343
UR REHMAN, Munib 344
VALLE RÍOS, Deibby de la C. 344
VAN RIJN, Jordan 344
VAN ROOSMALEN, Vasco Marcus 344
VANDRESEN, José Carlos 345
VARKAROLIS, Orestis 345
VERBEKE, Griselda 345
VICARI, Sara 345
VIDOVIC, Davorka 346
VIETA, Marcelo 346
VIGLIAROLO, Francesco 347
VUOTTO, Mirta 347
WAWERU, Kennedy Munyua 347
YAGHIL, Alexandra 348
YI Ilcheong 348
YOUN Kil-Soon 348
YÜKSEL, Anil Güven 348
YUN Morin 349
ZJAWIŃSKA, Marcelina 349
ZUGASTI, Ibon 349

Avant-propos

Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma sincère gratitude envers les efforts de l'hôte coréen et du bureau mondial de l'ACI pour avoir organisé la conférence internationale de recherche dans les circonstances extraordinaires de la pandémie de COVID. Ils se sont battus pour surmonter les restrictions de voyage et les multiples difficultés pour les participants arrivant en Corée, tout en organisant la recherche et les événements du congrès dans des circonstances sans précédent.

Grâce à leurs efforts monumentaux, nous avons pu organiser cet événement historique qui est devenu un forum d'échange d'idées très variées sur l'identité coopérative. Des contributions du monde entier ont été présentées et entendues.

Les défis, cependant, étaient nombreux. Nous avons organisé la conférence sur trois fuseaux horaires, virtuellement et en personne. Cette disposition ambitieuse a atteint son but et a attiré un grand nombre de contributions, mais l'audience était naturellement limitée car il n'était pas possible d'assister à toutes les sessions 24 heures sur 24. Il n'est pas non plus surprenant que nous ayons rencontré des difficultés techniques à certains moments.

Toutefois, ces problèmes seront partiellement atténués par la mise à disposition de vidéos de toutes les sessions sur le site web du RCC. La publication de ce livre de résumés aidera les chercheurs et les praticiens à saisir la richesse des contributions et nous aidera à inviter une sélection de communications complètes ou de présentations. J'espère que vous pourrez bénéficier de ces mesures a posteriori.

KURIMOTO Akira

Président, Comité de l'ACI sur la recherche coopérative

Une importante conférence internationale de l'ACI sur la recherche sur les coopératives a été organisée en mode virtuel et présentiel entre le 28th et le 30th novembre 2021. Son importance est en grande partie due au fait qu'il s'agissait d'un événement préparatoire au 33rd Congrès Mondial des Coopératives qui s'est tenu à Séoul, en Corée du Sud, et en ligne entre, 1st et 3rd décembre 2021 autour du thème "*Approfondir notre identité coopérative*", une question absolument centrale pour le mouvement coopératif dans le monde. Une plateforme en ligne sécurisée en quatre langues (anglais, coréen, espagnol et français) a été utilisée pour toutes les sessions et les interactions entre les participants, tandis que les participants présentiels se sont réunis à l'hôtel Walkerhill à Séoul, en suivant toutes les exigences dans le contexte de la pandémie COVID-19 telles qu'établies par le gouvernement national de la République de Corée. Le format de l'événement était propice à une interaction importante entre les participants.

Le comité scientifique de la conférence était composé de 24 membres venus du monde entier. Trois appels à propositions mondiaux successifs ont été publiés car la conférence, comme le Congrès, a dû être reportée de 2020 à 2021. Les résumés ont été reçus et examinés par des pairs, et les chercheurs dont les résumés ont été approuvés ont dû envoyer des résumés étendus afin de pouvoir présenter leurs articles lors de la conférence. Ce volume est la collection des résumés des chercheurs qui ont participé à la conférence.

193 présentations orales ont été données par 47 pays pendant trois jours, témoignant de la réponse globale des chercheurs. Au-delà de ces derniers, la conférence a attiré plus de 300 participants.

Les sujets abordés lors de la conférence ont contribué à notre connaissance et à notre compréhension de base du thème général du Congrès, à savoir l'identité coopérative, et des quatre sous-thèmes du Congrès, à savoir Examiner notre identité coopérative en se concentrant sur la déclaration sur l'identité coopérative et sa signification, Renforcer notre identité coopérative en se concentrant sur la façon dont l'identité coopérative peut renforcer la force entrepreneuriale des coopératives, s'engager pour notre identité coopérative en se concentrant sur la façon dont les coopératives contribuent à relever certains des principaux défis auxquels le monde est confronté (l'environnement, l'inclusion, le développement, les crises, l'égalité, la paix, etc.), et vivre notre identité coopérative en se concentrant sur la façon dont les coopératives contribuent aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

Je tiens à remercier les membres du comité scientifique, les examinateurs et tous les participants. Je souhaite également remercier et féliciter les efforts du CCR de l'ICA, de l'Institute for New Economic Thinking (INET), partenaires coréens du Congrès, qui ont accordé des bourses de voyage à 11 jeunes chercheurs de 10 pays. En effet, l'une des caractéristiques des conférences de recherche de l'ICA est l'accent mis sur les chercheurs en début de carrière ; l'atmosphère conviviale des sessions a permis à un certain nombre de jeunes chercheurs de créer et de développer des réseaux uniques, favorisant ainsi leurs trajectoires professionnelles.

J'espère que les résumés inclus dans ce recueil viendront enrichir la littérature sur les coopératives et qu'ils seront des références utiles pour promouvoir la recherche sur les coopératives, qui est l'un des

domaines clés inclus dans le plan stratégique 2020-2030 de l'ACI : cette conférence a constitué une étape importante dans cet effort.

Bruno Roelants

Directeur général, Alliance coopérative internationale

Comité scientifique

Le comité est composé de chercheurs proposés par
- Le Comité de l'ACI sur la recherche coopérative
- La société coréenne d'études coopératives

Co-présidents :
- Sonja Novkovic, Sobey School of Business, Université Saint Mary's, Canada
- KIM Jung-Joo, Université de KON-KUK, République de Corée

Membres :
- Esther Gicheru, The Co-operative University of Kenya, Kenya
- Mirta Vuotto, Université de Buenos Aires, Argentine
- Claudia Sanchez Bajo, Université de Buenos Aires, Argentine
- Davi Moura Costa, Université de Sao Paulo, Brésil
- Jessica Gordon Nembhard, City University of New York, USA
- Akira Kurimoto, Université Hosei, Japon
- Morris Altman, École de commerce de l'Université de Dundee, Royaume-Uni
- T. Paranjothi, Institut de formation des coopératives agricoles, Inde
- Yashavantha Dongre, Université de Mysore, Inde
- Cynthia Giagnocavo, Université d'Almería, Espagne
- Constantine Iliopoulos, Institut de recherche en économie agricole, Grèce
- Paola Raffaelli, École de commerce de Copenhague, Danemark
- Claude-André Guillotte, Université de Sherbrooke, Canada
- Maryline Filippi, Université de Bordeaux, France
- Lou Hammond Ketilson, Université de Saskatchewan, Canada
- Roger Spear, Université ouverte, Royaume-Uni
- JANG Seungkwon, Université de Sungkonghoe, République de Corée
- KOO Chung-Ok, Université des femmes de Séoul, République de Corée
- KIM Hyungmi, Université Sangji, République de Corée
- SONG Jaeil, Université Myongji, République de Corée
- LEE Sang-Youn, Université de Sungkonghoe, République de Corée
- PARK Seongjae, Institut GSnJ, République de Corée

Résumé de la session de conclusion conjointe de la Conférence de l'ACI sur la recherche coopérative et du 3ème Forum international sur le droit coopératif

Introduction

Les coopérateurs du monde entier ont été invités à discuter du thème *Approfondir notre identité coopérative* lors du 33rd Congrès Coopératif Mondial (CCM) en décembre 2021 à Séoul, République de Corée. Le COE est l'événement phare de l'Alliance Coopérative Internationale, qui a été convoqué pour la première fois en 1895, et l'édition 33rd était seulement la deuxième fois qu'il se déroulait hors d'Europe, Tokyo 1992 étant l'autre.

Avant le Congrès, l'ACI a organisé deux événements préparatoires basés sur la recherche, dans le but d'ajouter une réflexion critique et des arguments basés sur des preuves, aux discussions thématiques du Congrès qui a été convoqué pour marquer les 125 ans de l'ACI. rdLes deux événements étaient la Conférence de Recherche Coopérative de l'ACI, dont le thème était les différents sous-thèmes du Congrès, et le Forum International sur le Droit Coopératif, organisé par l'Association Ius Cooperativum avec le soutien de l'ACI à travers son Comité Thématique Mondial sur le Droit Coopératif, sur le thème : L'identité des coopératives et l'harmonisation des lois sur les coopératives. Correspondance ou inadéquation ?

La session conjointe sur les conclusions des événements a été organisée le 30 novembre 2021 dans le Vista Hall de l'hôtel Walkerhill à Séoul, et a été présidée par le Prof. Ann Hoyt, qui remplaçait le Dr. Martin Lowery, Président du Comité de l'ACI (Conseil d'administration) sur l'identité coopérative et la Task Force du 33rd WCC. Les rapporteurs qui ont représenté les différentes sessions des événements basés sur la recherche lors de la session de conclusion étaient le Prof. Sonja Novkovic, Président du Comité de l'ACI sur la Recherche Coopérative, le Dr. Paola Raffaelli, Université de Lund, Mme Camila Carabini, Université de Milano Bicocca, M. Paul Kang, Université de Sungkonghoe, le Dr. Maria José Ruiz-Rivera, UCLouvain et le Prof. Santosh Kumar, Directeur de la Législation de l'ACI, et Mme Sarah Jensen ont coordonné les travaux préparatoires de la session.

Résumé des débats

Le professeur Ann Hoyt s'est présentée en tant que professeur émérite de l'Université du Wisconsin Madison aux États-Unis, et en tant que présidente du conseil d'administration de la Group Health Cooperative, aux États-Unis. Elle a commencé par remercier les personnes qui ont participé à l'organisation et à la participation aux deux événements basés sur la recherche, et a invité le Dr Novkovic à faire les premiers commentaires et à commencer le processus de présentation des lectures des sessions ainsi que des idées originales qui ont émergé des chercheurs qui ont présenté leurs travaux.

Mme Novkovic a remercié le Congrès de lui avoir donné l'occasion de partager les résultats de la session et a fait une mention spéciale aux participants du programme des jeunes chercheurs. Elle a ajouté que 190 articles ont été soumis à la conférence et que 80 personnes y ont participé en personne, que 50 présentateurs ont pu présenter leur travail en personne et que 100 personnes ont présenté leur travail virtuellement par le biais de la plateforme Internet du Congrès. De nombreuses autres personnes se sont jointes en ligne pour participer aux discussions qui ont suivi. Elle a ajouté que certains des articles présentés seront inclus dans la prochaine édition de la Review of International Cooperation, et qu'une édition spéciale du Journal of Cooperative Management est également prévue pour février 2022.

Le professeur Hagen Henrÿ a pris la parole et a informé que 33 articles ont été présentés sur les sujets concernant le droit coopératif. Il a présenté le Forum International sur le Droit Coopératif comme un événement biannuel qui est un forum unique en son genre pour délibérer sur le droit coopératif, et que la prochaine édition devrait avoir lieu en Afrique. Il a également informé les participants de l'existence du Journal international du droit coopératif, qui a publié trois volumes et dont le quatrième,th , devrait être publié en 2022.

Le Dr. Hoyt a remercié les Professeurs Novkovic et Henrÿ pour leurs présentations et a également informé que le Professeur Patrick Develtere de la KU Leuven, Belgique, n'a pas pu participer en raison de circonstances imprévues. Elle a ensuite présenté le Dr. Paola Raffaelli, représentante du Programme des Jeunes Chercheurs (YSP) du Comité de la Recherche Coopérative de l'ACI et lui a demandé de présenter le YSP et de partager sa lecture des sessions dont elle rendait compte.

Mme Rafaelli s'est présentée en tant que boursière postdoctorale à l'université de Lund, travaillant sur l'innovation coopérative et l'entrepreneuriat, et a présenté ses collègues rapporteurs, Mme Camilla Carabini, doctorante à l'université de Milan, Bicocca, en Italie, M. Paul Kang, chercheur à l'université

de Sungkonghoe et Mme Maria José Ruiz-Rivera, docteur de l'UC Leuven et maître de conférences à l'Instituto de Altos Estudios Nacionales en Équateur. Les rapporteurs ont présenté leurs découvertes selon les quatre lignes thématiques de la conférence.

L'identité coopérative

La session de rapport a commencé avec Mme Carabini qui a déclaré que l'identité coopérative s'est avérée être solide et adéquate pour fournir des avantages à ceux qui participent aux entreprises coopératives. Malgré le fait que de nombreux défis restent à relever, les principes et valeurs coopératifs fondamentaux ont fourni d'excellentes solutions à de nombreuses personnes à travers le monde lorsqu'elles rencontrent des environnements favorables. Ce qui est ressorti de nombreuses sessions, c'est qu'une caractéristique clé de l'identité coopérative est qu'il s'agit d'entreprises éthiques - les coopératives sont des entreprises centrées sur les personnes et basées sur des principes et des valeurs. Elle a poursuivi en disant que le mot "solidarité" était celui qui revenait le plus souvent pendant la conférence et que les spécialistes affirmaient qu'il était au cœur de l'identité coopérative, et que la coopération devait être considérée comme une pratique de la solidarité. Elle a ajouté que c'est en pratiquant une solidarité politique et éthique que les membres des coopératives peuvent renverser la logique du marché de maximisation des profits. La solidarité est également un outil important pour construire des partenariats et des réseaux avec des institutions, des organisations et d'autres mouvements sociaux. Ce qui distingue l'identité coopérative, c'est qu'elle encourage une participation active et authentique aux processus de décision. En ce qui concerne les valeurs démocratiques, le concept de confiance entre les membres d'une coopérative et leur prise de conscience de faire partie d'un même mouvement mondial est également essentiel pour renforcer l'identité coopérative. Elle poursuit en disant que la gouvernance coopérative implique un équilibre entre le pouvoir démocratique des membres et le pouvoir de la direction. Certains chercheurs ont montré que la qualité de la gouvernance s'améliore lorsque les pratiques démocratiques sont renforcées. Par conséquent, a-t-elle dit, l'identité coopérative devrait continuer à souligner l'importance de ses valeurs démocratiques. La participation des membres est également un sujet clé de la gouvernance coopérative, et les coopérateurs devraient réaffirmer que les membres sont les protagonistes qui ont construit un système participatif, promu la culture de la participation des membres et que trouver de nouvelles incitations et récompenses pour la participation des membres est une tâche essentielle pour l'avenir des coopératives. Concernant l'autonomie politique, certains intervenants ont souligné comment les coopératives étaient des agents d'action politique radicale et de promotion de la paix. Cependant, il a également été mentionné qu'il était urgent de décoloniser l'identité coopérative. Ceci, a-t-elle dit, est apparu dans différentes sessions, où les universitaires ont parlé d'aller au-delà de la définition formelle reconnue par les cadres juridiques et de rejeter la conceptualisation normative et hégémonique de la coopération. Le défi consistait à valoriser les spécificités et les éternités au sein de *notre* identité mondiale commune en reconnaissant les pratiques sur le terrain issues de cultures et d'idéologies différentes. Le risque est qu'autrement l'identité coopérative devienne profondément excluante. Certains intervenants ont également noté l'importance du soutien des institutions internationales et publiques dans l'appui aux coopératives, à leur identité et à leur patrimoine. D'autres ont souligné le rôle central de l'État dans la mise en relation des coopératives aux niveaux national et international, et pour le soutien financier qui, dans de nombreux cas, était vital pour le bien-être du secteur coopératif. En outre, certains spécialistes ont souligné la responsabilité de l'État dans la promotion des coopératives, car leurs valeurs et leurs principes sont importants non seulement pour l'organisation mais aussi pour la société dans son ensemble. Elle a poursuivi, les orateurs ont également mentionné que l'éducation coopérative jouait un

rôle clé dans la formation des personnes, de l'économie, de l'environnement et de la société en général, et que cela devait se refléter dans l'identité coopérative. Afin d'améliorer l'engagement des jeunes dans le mouvement coopératif, certains universitaires ont affirmé que de nouvelles méthodes coopératives d'enseignement et d'apprentissage devraient être promues pour inspirer les jeunes à devenir les coopérateurs du futur. Certains ont noté que l'éducation devait permettre à l'éducateur de s'autonomiser, de faire de l'éducation à sa manière et dans son propre contexte. Elle a ajouté que certains intervenants se sont concentrés sur l'importance de rassembler plusieurs organisations pour développer un programme interactif et engageant pour enseigner les coopératives aux enseignants des écoles secondaires et des universités, ainsi que pour encourager la collaboration entre les universités et les coopératives. Les coopératives devraient s'engager davantage dans le financement de programmes et de bourses d'études afin de promouvoir l'éducation coopérative aux différentes étapes de l'enseignement. Elle a déclaré que les coopératives étaient confrontées à de nombreux défis tels que l'individualisation, le fossé entre les générations, le vieillissement de la dynamique de pair à pair dans l'espace numérique, l'expansion de l'inégalité dans le cadre de la pandémie, et que les coopératives devaient développer une stratégie pour construire plus de statistiques et également développer des statistiques pour la création d'un environnement favorable qui pourrait aborder les obstacles de valeur. Elle a conclu en soulignant qu'une attention particulière devait être accordée au concept de travail décent de l'OIT. Le travail, a-t-elle dit, se caractérise dans le contexte mondial par une augmentation du chômage et de l'incertitude quant à l'avenir, et les "emplois de qualité" devraient devenir une caractéristique distinctive des coopératives. L'identité coopérative s'est avérée solide et a apporté de nombreux avantages à ceux qui participent aux entreprises coopératives, et il est agréable et utile d'être ensemble pour la réexaminer et y réfléchir à nouveau.

Innovation coopérative et esprit d'entreprise

Le Dr. Rafaelli a présenté la deuxième ligne thématique à laquelle six sessions étaient consacrées. Elle a déclaré que le message clé de cet axe était que l'identité coopérative était cruciale pour l'innovation dans les coopératives et qu'elle constituait également une opportunité commerciale unique. Cependant, a-t-elle ajouté, dans un monde en constante évolution, l'identité coopérative doit être adaptée au nouvel environnement et aux nouveaux défis. Ainsi, afin de soutenir le développement et l'innovation des coopératives actuelles et futures, une nouvelle approche est nécessaire pour atteindre les entrepreneurs du futur, ce qui, selon elle, implique un nouveau langage plus participatif pour les entrepreneurs et une approche inclusive des ateliers. Cependant, le risque de cette approche est lié à la contradiction entre l'identité coopérative et la financiarisation, ce qui a été souligné et nous devons trouver un moyen de surmonter ce dilemme. En outre, les recommandations allaient dans les directions suivantes.

Premièrement, le soutien financier - alors qu'il s'agirait de reconnaître la valeur sociale que les coopératives ajoutent à la société, par exemple, en termes de répartition des bénéfices équitables, et les avantages avec la communauté locale en termes de stabilité des emplois, elles s'appuient généralement sur des bases financières très faibles, ce qui, dans de nombreux cas, leur rend difficile l'accomplissement de leurs objectifs sociaux. Ainsi, il est important d'établir des mécanismes qui leur permettent d'obtenir le soutien financier nécessaire à la réalisation de projets susceptibles de renforcer le cercle virtuel avec leurs communautés.

Deuxièmement, le rôle crucial de la recherche et de l'éducation - l'importance d'établir un réseau international de chercheurs et de centres de recherche pour développer des outils spécifiques pour le démarrage du secteur a été souligné. En outre, la constitution de fondations internes pour la promotion et l'éducation des coopératives pourrait permettre la diffusion de l'information et encourager de

nouveaux coopérateurs. Ces objectifs incluent l'établissement de connexions avec des chercheurs en politique et des projets visant à connecter les coopératives au niveau mondial.

Enfin, sur la relation entre les coopératives et leur identité avec la numérisation, elle a déclaré que, alors que la numérisation et la technologie ont imposé de grandes difficultés à une grande partie de la main-d'œuvre, les coopératives ont été en mesure de résister et, ancrées dans leur identité, les coopératives ont développé des réponses à l'exploitation des gig workers par le capitalisme de plateforme. De cette manière, elle a conclu que les coopératives de plates-formes avaient développé des mécanismes pour réduire l'exploitation par le biais de garanties d'emploi, et qu'il fallait accorder plus d'attention à ces expériences.

Engagement mondial de coopération

M. Paul Kang a présenté sa lecture de cette ligne thématique et a informé sur les quatre sessions qui ont été organisées en relation avec l'Engagement Mondial des Coopératives. Le message clé, a-t-il dit, est que les coopératives devraient assumer plus de responsabilités aux niveaux local et mondial et les faire descendre dans les actions locales. Des études de cas ont été présentées montrant que les coopératives ont contribué à la protection de l'environnement et les orateurs ont mentionné que les coopératives devraient être impliquées dans l'affichage du leadership et accorder plus d'attention aux questions climatiques . Il a ajouté qu'il y avait une proposition d'ajouter un principe sur l'environnement, soit en ajoutant un texte au 7th principe coopératif, soit comme un principe séparé 8 . th

Il a ajouté que les coopératives devraient inclure la consolidation de la paix et l'après-conflit, la reconstruction et la promotion de la dignité dans leurs objectifs et leurs buts. Les coopératives participent déjà à la construction de la paix en promouvant la cohésion socio-économique et la paix est un sous-produit de la manière dont les coopératives font des affaires et construisent la communauté. Il a ajouté que les intervenants étaient d'accord sur le fait que le pouvoir des communautés pourrait devenir un outil ou un moteur pour renforcer l'identité coopérative et que la façon dont les coopératives comprennent les communautés pourrait faire la différence et qu'une vision plus large de ce qu'est une "communauté" pourrait créer de nouvelles opportunités en promouvant des causes sociales telles que les droits de l'homme, les coopératives construisant des communautés locales et promouvant la coopération territoriale. Il a poursuivi en disant que les modèles coopératifs pouvaient améliorer les valeurs et l'identité des coopératives, renforçant ainsi la construction du capital social. Les récents défis mondiaux ont créé de nouveaux objectifs pour répondre aux besoins des communautés et pour explorer les avantages de la collaboration.

Lors de la dernière session, a-t-il dit, les panélistes ont expliqué que les coopératives devraient être impliquées dans l'aide mutuelle et les réseaux sociaux, et que les producteurs et les consommateurs pourraient se réunir pour construire des réseaux plus forts, favorisant de meilleures opportunités, fournissant plus d'emplois. De nouvelles idées pour de nouvelles formes de coopératives devraient être encouragées afin de relever de nouveaux défis. En outre, au niveau mondial, l'économie sociale pourrait être appliquée à l'aide publique au développement. Il a conclu que les coopératives devraient prendre plus de risques et assumer plus de responsabilités sur les environnements dans la coopération territoriale, la construction de la paix et d'autres causes sociales, et que, les coopératives pourraient contribuer à la construction de communautés locales qui répondent aux défis sociaux, en particulier dans l'ère post-Covid-19 ; prendre plus de responsabilités pourrait conduire à plus d'opportunités en élargissant l'identité des coopératives, et l'élargissement de l'identité et le renforcement de l'identité pourraient aller de pair, et de cette façon, les coopératives pourraient élargir le leadership local et mondial.

L'identité coopérative et les objectifs de développement durable (ODD)

Maria José Ruiz-Rivera a présenté la lecture de cette ligne thématique et a informé que tous les participants ont souligné la contribution des coopératives et de l'économie sociale et solidaire dans la promotion du travail décent, de la justice sociale et de l'agenda des Objectifs de Développement Durable. Elle a ajouté que toutes les sessions ont rassemblé des chercheurs et des praticiens qui ont réfléchi à leurs études empiriques, aux perspectives historiques, aux cadres juridiques et politiques, aux plateformes de mesure et au potentiel des coopératives dans la réalisation des ODD. Elle a ajouté que certains chercheurs ont remarqué que les ODD reconnaissaient réellement le rôle central de la solidarité dans la réalisation du travail décent et de la qualité de l'emploi. Cependant, certains participants ont souligné que la reconnaissance de l'action des coopératives en faveur des ODD restait insuffisante dans différents contextes géographiques. Une stratégie globale était donc nécessaire. Les coopératives pourraient intégrer les ODD dans leurs stratégies économiques et sociales. En outre, la solidarité, en tant qu'aspect de l'identité coopérative et l'un de ses piliers, devrait être renforcée en tant que système politique éthique qui pourrait permettre aux membres des coopératives de dépasser la logique du marché et de devenir des agents de l'action politique. De plus, au cours des différentes sessions, il a été souligné que les coopératives sont souvent confrontées à des défis liés au fonctionnement dans un environnement qui n'est pas adapté à leurs besoins. Ce défi implique des aspects critiques tels que la comptabilité et les activités de responsabilité, qui ne peuvent être compris dans un langage axé sur les entreprises axées sur le marché et les besoins de leurs investisseurs. Les études empiriques présentées au cours des différentes sessions ont confirmé ce point et ont montré la nécessité de développer au niveau mondial un indice et des mesures pour et par les coopératives, comme l'a souligné Nazik Beishenaly dans sa présentation. Ces mesures, a-t-elle poursuivi, devraient refléter la contribution des coopératives aux ODD, par exemple, pour l'octroi d'un travail décent. Moins il y a de paramètres, mieux c'est, a déclaré Eric Bidet dans sa présentation. Ce qui est crucial, c'est de créer des instruments mieux adaptés pour montrer les contributions des coopératives aux ODD et pour distinguer ces organisations des entreprises à but lucratif. Par conséquent, il était nécessaire de mettre en place une comptabilité et une obligation de rendre des comptes à des fins coopératives sur la base d'un cadre comptable plus holistique qui aligne la comptabilité financière sur l'impact social et environnemental. En outre, ce qui est ressorti de nombreuses discussions, comme la présentation de Mirta Vuotto, c'est un accord sur la nécessité de disposer de ressources statistiques sur les coopératives qui garantissent l'homogénéité des enregistrements, y compris leur continuité et leur comparabilité. Au cours de la présentation de Sonia Novkovic, les coopératives ont été invitées à intégrer la numérisation et à travailler avec des plateformes comme une forme innovante de coopération.

Pour conclure, elle a déclaré que le mouvement coopératif doit renforcer le dialogue avec les décideurs politiques dans le but de transformer le business as usual, et comme cela a été dit lors de la session d'Ilcheong Yi, pour cela, des politiques publiques inclusives sont nécessaires. Enfin, elle a demandé quelle était la voie à suivre ? Que pourrait-on faire pour mieux rendre compte des objectifs des coopératives ? Le mouvement coopératif pourrait s'engager dans des alliances avec d'autres mouvements sociaux afin d'aligner les activités économiques sur les valeurs sociales et environnementales dans le but d'atteindre les ODD.

En résumé, le professeur Ann Hoyt a remercié tous les rapporteurs de la conférence sur la recherche et a souligné les principaux sujets qui sont revenus plusieurs fois au cours du compte rendu. Elle a déclaré que les sessions ont parlé de fournir un soutien financier, en particulier pour l'éducation et le développement, de soutenir la recherche et l'éducation et de créer, grâce à la recherche, des paramètres efficaces pour identifier les contributions des coopératives à leurs communautés. Les

panels ont parlé des implications environnementales des coopératives et de la nécessité pour les coopératives de s'attaquer aux problèmes climatiques auxquels le monde entier est confronté, de travailler à la construction de la paix, de s'impliquer dans l'aide mutuelle et les réseaux sociaux et de travailler avec d'autres organisations qui ne sont peut-être pas des coopératives mais qui partagent nos valeurs.

Elle a conclu cette partie de la session en disant que les présentateurs de la conférence de recherche respectaient et soutenaient l'identité coopérative, mais qu'il y avait une prise de conscience que l'identité coopérative devait s'adapter aux nouveaux changements qui se produisaient autour, et pour les coopérateurs du monde, s'adapter à ces changements et encourager une large participation à la discussion de *notre* identité fondamentale.

Le 3rd Forum international sur le droit coopératif

Ann Hoyt a ensuite invité le Professeur Hagen Henrÿ à faire un rapport au nom des présentateurs du Forum international sur le droit coopératif de 3 . rd

Le Professeur Hagen Henrÿ a informé que le Forum sur le droit coopératif avait pour thème L'*identité des coopératives et l'harmonisation des lois sur les coopératives - concordance ou discordance ?* Il a déclaré que le Forum était divisé en six sessions et que 33 personnes ont fait des présentations et beaucoup d'autres se sont jointes en ligne. Il a poursuivi en disant que les présentations et les discussions tournaient autour de deux sujets. 1.) la relation entre l'identité coopérative et le droit coopératif et 2) l'harmonisation des lois coopératives et de l'identité coopérative. Il a ensuite expliqué la relation entre l'identité coopérative et le droit. Il a fourni quelques remarques préliminaires en déclarant qu'il y avait un large consensus sur cette relation, et que le Forum comprenait l'identité coopérative comme celle constituée par les trois éléments de la déclaration de l'ACI sur l'identité coopérative - la définition, les valeurs et les principes, et a souligné que les trois éléments n'étaient pas vaguement énumérés dans la déclaration, mais qu'il y avait un lien épistémologique entre les trois et que c'était très, très important. Il a poursuivi en disant que les nouvelles technologies, les facteurs de la mondialisation et bien d'autres choses ajoutent à la question de savoir ce qu'est l'identité coopérative dans le monde réel d'aujourd'hui, et que les avocats doivent envisager la discussion en passant de la valeur pour les membres et les actionnaires à une valeur générale pour les parties prenantes, que les entreprises sont censées produire.

Il a ajouté que la déclaration de l'ACI était juridiquement contraignante pour les membres de l'ACI et indirectement pour les membres de ces membres. Il étaye son affirmation par deux raisons : (1) les coopératives sont elles-mêmes responsables de vivre les principes de l'ACI à travers leurs statuts et leur pratique, et (2) l'aspect de la vie et de la pratique des principes par les coopératives a une influence sur la question de savoir s'il existe une notion émergente de droit international public des coopératives.

Il a déclaré que, pour les juristes, le droit coopératif existait en raison de l'identité coopérative, et que cette dernière était donc d'une importance capitale ; deuxièmement, les juristes devaient distinguer les coopératives dans le cadre du débat plus large sur l'économie sociale ; et troisièmement, un monde diversifié d'entreprises était nécessaire, ce qui impliquait des identités différentes. La raison de ce besoin est que la diversité est une source de développement, et donc une source de développement durable. Il a également rappelé à l'assemblée de ne pas négliger l'auto-identification des coopératives par le grand nombre de coopératives et de coopérateurs du monde entier qui ont participé et adopté la Déclaration en 1995, ce que, a-t-il poursuivi, le monde doit reconnaître. Il a également noté qu'il y avait une lacune dans le monde juridique plus large dans la compréhension du pont entre ce fait d'auto-identification et les règles juridiques. Il a ajouté que la déclaration de l'ACI a acquis une pertinence juridique au-delà de la déclaration elle-même pour les membres parce qu'il y avait deux textes au

niveau international - les directives de l'ONU de 2001 visant à créer un environnement favorable au développement des coopératives, qui se réfère à la déclaration de l'ACI, et, la recommandation de l'OIT sur la promotion des coopératives, 2002 (n° 193) qui a intégré presque mot à mot, la déclaration de l'ACI dans le texte qui recommande aux États de traduire les valeurs et les principes coopératifs dans la loi.

Il a déclaré qu'il y avait un large consensus sur ce que l'on entend par droit coopératif, c'est-à-dire non seulement le droit des coopératives mais aussi le système juridique au sens large - toutes les lois et réglementations qui ont un impact sur l'organisation ou le fonctionnement, les opérations des coopératives et, également, les questions de mise en œuvre de la législation et de l'interprétation de la loi, et ce dans les nombreuses traditions juridiques différentes où les coopératives sont présentes. En outre, il ne s'agit pas seulement du droit des coopératives mais aussi du droit des coopératives. Il a ajouté qu'il n'y avait pas de consensus sur le fait que les principes de l'ACI soient juridiquement contraignants pour les législateurs, et qu'il y avait différentes opinions. Il a dit que l'écart entre les principes d'un côté et les règles juridiques qui sont censées être précises, peut être comblé. Il a déclaré qu'il était intéressant que, indépendamment de ce que les gens pensent de la question, tous les intervenants se réfèrent aux principes coopératifs lorsqu'ils parlent du droit coopératif et qu'un nombre croissant de lois nationales et régionales se réfèrent aux principes d'une manière pas toujours très claire, et que l'ACI devrait y travailler pour rendre les choses plus claires. Il a ajouté que le fait demeure qu'il y a une nette tendance dans les nouvelles lois et les amendements à faire une référence claire aux principes coopératifs de l'ACI. Tous les intervenants ont trouvé que la plupart des lois coopératives, à des degrés divers, ne respectaient pas suffisamment les principes coopératifs. Il a parlé du phénomène de compagnonnage, d'hybridation, d'homogénéisation, de convergence, et cela indiquait qu'à travers la loi, l'identité des coopératives était soit mise de côté, soit se diluait lentement, et les types d'entreprises devenaient un peu plus semblables les unes aux autres à travers la loi. A ce stade, il a soulevé la question suivante : existe-t-il une relation entre l'identité coopérative et la loi ? En résumé, il a dit qu'il y avait un consensus pour dire que oui, il y avait une relation. Ce n'est pas la loi qui constitue l'identité, mais la loi la renforce et la protège. Il a dit que cela est apparu particulièrement dans une présentation, où les intervenants ont examiné la relation entre le droit et l'identité, et sont partis de l'hypothèse que l'on n'avait pas besoin du droit pour protéger et renforcer l'identité. Et le résultat prévisible était que oui, on en avait besoin ! Et cela avait à voir avec la fonction du droit en général.

Il a ensuite parlé de l'harmonisation du droit coopératif. Il a demandé si le monde avait besoin d'harmoniser les lois coopératives pour renforcer l'identité des coopératives ? Et il a soulevé trois autres questions : (1) Qu'est-ce qui doit être harmonisé ? (2) Pourquoi ? (3) Et ensuite, comment harmoniser ? En réponse, il a dit que l'harmonisation des lois coopératives était un fait, que l'on veuille ou non, et que l'important était ce que l'on pouvait faire de ce fait. Il a ajouté qu'il fallait faire une mise en garde sur la notion d'harmonisation, qui couvre une grande variété de questions différentes - les différents types de rapprochement d'identités diverses allant de l'unification des lois à une harmonisation faiblement coordonnée. Ensuite, il y a l'harmonisation internationale et régionale, et il y a l'harmonisation intra-nationale, qui semble être le cas le plus pertinent.

Il a précisé que personne ne proposait une loi uniforme pour les coopératives. La question est de savoir comment harmoniser l'interprétation des principes coopératifs. Il a ensuite présenté quelques recommandations pour le Congrès :

1. Intégrer dans la réflexion sur l'identité coopérative la question du droit,
2. Reconnaître que la déclaration de l'ACI est juridiquement contraignante pour les organisations membres.
3. Utilisez les ressources dont dispose l'ACI à travers le Directeur de la Législation, Santosh Kumar et le Comité du Droit Coopératif de l'ACI.
4. Agir sur la question de l'intégration de la question du droit coopératif dans la formation, dans la création de nouveaux avocats.
5. Dépasser le clivage sectoriel en rattachant ce clivage à des lois sectorielles, ce qui a divisé la réflexion sur le droit coopératif.

Le professeur Ann Hoyt a remercié le professeur Henrÿ et a invité le professeur Sonja Novkovic à faire ses remarques finales.

Le professeur Novkovic a déclaré que la conférence était riche en chercheurs dans les groupes de discussion et a également vu des contributions de praticiens. Elle a déclaré que cela était important et nécessaire pour comprendre comment l'entreprise, le modèle coopératif d'entreprise avec ses caractéristiques capturées par la déclaration, jouait réellement dans l'avantage commercial. Elle a rappelé les discussions de la session précédente sur le Think Tank de l'ACI sur l'Entrepreneuriat Coopératif International où l'importance pour les coopératives de comprendre où elles ont un avantage commercial a été discutée. Elle a indiqué qu'il y a eu de riches conversations sur l'opérationnalisation de l'identité coopérative, ce qu'elle signifie et comment la déclaration n'est pas seulement des mots, mais peut être transformée en outils dans le monde des affaires. Elle a parlé des panels sur les conversions et le travail, et du fait que les chercheurs étudiaient les conditions nécessaires à la conversion des petites entreprises en coopératives. Elle a ensuite évoqué les discussions sur la numérisation et les données.

En conclusion, elle a transmis le message suivant : comment informer le Congrès pour maximiser l'opportunité de discuter de l'approfondissement de l'identité ? Des appels clairs ont été lancés en faveur d'un leadership en matière d'action climatique. Il ne s'agit pas seulement de comprendre le modèle coopératif comme un modèle basé sur des valeurs qui a, comme sous-produit, un impact positif dans le contexte des ODD, mais il s'agit vraiment de la nécessité de montrer le leadership sur le climat et de le mettre au premier plan du modèle. Elle a déclaré que, bien que de nombreuses coopératives y réfléchissent, il y a une certaine frustration dans la communauté de recherche qui est perçue comme un manque de leadership des coopératives. Elle a encouragé les discussions du Congrès à réfléchir à la façon dont les coopératives pourraient se positionner dans cet espace, et que ce positionnement incluait la mesure et le reporting. Elle a rappelé les panels qui ont discuté de l'ESG et du cadre des ODD, et qu'il y avait un appel à aller au-delà des ODD, ce qui, selon elle, était un paquet avec lequel tout le monde était d'accord, mais elle a dit que si l'on devait les examiner minutieusement, beaucoup ne correspondaient pas aux valeurs que les coopératives épousaient. Elle a ajouté qu'il était important d'être critique là où la critique était nécessaire, de remettre en question le cadre ESG et d'uniformiser les règles du jeu dans le sens où les coopératives doivent faire preuve de leadership dans les cadres de mesure et influencer les efforts mondiaux pour mesurer ce qui compte. Elle a également déclaré que de nombreux présentateurs et chercheurs ont siégé dans différents groupes et formulaires qui ont travaillé sur la mesure et le reporting. Elle a déclaré qu'une conversation avec le mouvement sur la direction à prendre était nécessaire. Enfin, elle a déclaré que la conférence avait appelé à un forum pour échanger des expériences dans le domaine du changement climatique, de la mesure et de la communication de l'impact, car de nombreux efforts sont déployés par les coopératives sur le terrain. Elle a déclaré que les plates-formes engagées dans la mesure et la communication de l'impact de la durabilité réinventaient la roue et cherchaient des mesures, des repères et des objectifs pertinents dans un contexte particulier. Elle a déclaré que les coopérateurs et les chercheurs sur les coopératives doivent s'engager les uns avec les autres et voir qui fait quoi, et donc un forum est nécessaire. Elle a déclaré que les chercheurs espéraient que l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social serait partenaire et qu'ils auraient ce forum et une occasion de se rencontrer et de discuter de ce qui est fait pour les coopératives et par les coopératives dans ce domaine de l'action climatique et du développement durable. Elle a terminé par un appel au leadership des coopératives en matière d'action climatique.

Le professeur Ann Hoyt a remercié tous les membres du panel pour leur contribution et pour avoir présenté de précieux aperçus des deux événements préparatoires basés sur la recherche. Elle a rappelé à tous que c'était la première fois que des conférences de recherche et de droit rendaient compte directement à un Congrès coopératif, donnant ainsi un avant-goût des discussions qui allaient avoir lieu dans les prochains jours. Elle a déclaré qu'il était vraiment important de reconnaître les contributions des chercheurs qui ont examiné l'identité coopérative et ont donné des présentations réfléchies et ont eu des conversations avant la conférence beaucoup plus longue, la conversation et la discussion entre les coopérateurs qui se concentreront sur la nature unique des entreprises coopératives et l'identité coopérative, qui est basée sur des principes moraux et éthiques, et guidée par des principes de fonctionnement soigneusement développés.

Elle a déclaré qu'il y aurait de nombreuses autres occasions de discuter de ces questions, de notre identité coopérative commune et de la manière de la moderniser, pour relever les défis auxquels nous sommes actuellement confrontés dans le monde entier. Et il était important que toutes les personnes présentes expriment aux coopérateurs de leur pays qu'il s'agissait d'une discussion ouverte. Il n'y avait pas de résultats préconçus. L'effort a été consacré à obtenir des opinions du monde entier et du plus grand nombre possible. Elle a exhorté chacun à rechercher les opportunités à venir et à y participer pleinement. Elle a rappelé que la voix de chacun était importante. Enfin, elle a exhorté tout le monde à examiner le document de discussion du Congrès - Examiner notre identité coopérative et a encouragé tout le monde à le distribuer dans les communautés locales et les organisations locales. Elle a déclaré que le Congrès espérait inspirer les coopérateurs à participer aux discussions en cours.

L'enregistrement de la session conjointe est disponible

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

Manifestation de l'identité coopérative

L'identité coopérative dans les coopératives de crédit américaines

Jordan van Rijn (CUNA / Université de Wisconsin-Madison, US)

Avec plus de 5 000 coopératives de crédit et 127 millions de membres, les coopératives de crédit américaines constituent le plus grand réseau de coopératives financières au monde. Dans quelle mesure les coopératives de crédit américaines suivent-elles les principes coopératifs, reflètent-elles l'identité coopérative et se distinguent-elles des autres institutions financières ? Au fur et à mesure que les coopératives de crédit se développent et diversifient leurs membres, beaucoup affirment que les coopératives de crédit perdent leur identité coopérative et deviennent plus proches de leurs homologues du secteur bancaire à but lucratif. Ce document présente des preuves que les coopératives de crédit américaines continuent de se différencier des autres formes de banques. Dans leur structure de gouvernance, les credit unions s'appuient sur des administrateurs bénévoles et les PDG sont nettement moins incités par une rémunération basée sur le rendement que les PDG des banques commerciales. En outre, 51 % des PDG des coopératives de crédit sont des femmes, contre seulement 3 % des PDG des banques communautaires de taille similaire. Les coopératives de crédit offrent également de meilleurs taux d'intérêt, fournissent des prêts de meilleure qualité, évitent les pratiques de prêt trop risquées (par exemple, les prêts hypothécaires à risque) et sont plus susceptibles d'ouvrir et de conserver des succursales dans des zones à faible revenu et diverses.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives de crédit, coopératives financières, impact des coopératives, bien-être des consommateurs.

Des principes aux actions : Conceptualiser et mettre en œuvre l'identité coopérative des kibboutz

Anat Marle Heffetz (Mouvement des kibboutz, Israël), Ayelet Glass (Mouvement des kibboutz, Israël) et Merav Niv (Coordinatrice de la coopération, Mouvement des kibboutz / Université de Haïfa, École de sciences politiques, Israël)

Le kibboutz israélien est un phénomène unique en tant que coopérative polyvalente, qui présente des caractéristiques municipales, organisationnelles et communautaires. Répartis dans toute la campagne israélienne, les 250 kibboutzim, membres du "Mouvement coopératif des kibboutz", la plus grande coopérative faîtière des kibboutzim en Israël, diffèrent par leur taille, leurs années d'existence, leurs variations démographiques, économiques et géographiques, ainsi que par leurs différences historiques et culturelles. Le fait que les kibboutzim soient des entités municipales, géographiques, sociales et économiques distinctes les rend très dépendants de l'engagement et de la participation de leurs membres, afin de maintenir leur viabilité à long terme.

Au cours des trois dernières décennies, les crises économiques et la dépréciation de l'engagement idéologique hégémonique, ainsi que les changements internes des normes et des modes de vie, l'introduction de la propriété personnelle du logement et l'établissement d'un système d'incitation, ont conduit la majorité des kibboutzim et leurs membres à la recherche d'une identité renouvelée, afin de créer un dénominateur commun nouveau et unique et un ensemble de valeurs par rapport aux alternatives économiques et communautaires concurrentes qui prévalent dans l'Israël rural, à la fois pour les membres actuels et futurs. L'intérêt croissant pour la vie en kibboutz et l'acceptation de nouveaux membres dans les kibboutzim, a souligné le besoin de méthodes applicables de formation de l'identité coopérative, afin d'améliorer l'engagement et la participation des membres, la résilience sociale et la reconstruction du capital social, comme base des actions collectives nécessaires pour obtenir des effets sociaux et économiques des kibboutzim à la fois en interne et en externe - sur leurs communautés environnantes.

Au cours des années 2018-2019, le Mouvement coopératif kibboutz a développé, caractérisé et conceptualisé le cadre de la "communauté kibboutz à son meilleur", y compris les valeurs et principes coopératifs fondamentaux, aux côtés d'éléments clés spécifiques du "kibboutz" et de la "communauté kibboutz", en tant que processus de formation d'identité avec et pour ses membres, à adapter et à mettre en œuvre par ces derniers.

L'étude proposée comprendra la description de la conceptualisation et du processus de mise en œuvre de la formation identitaire, des données quantitatives et qualitatives collectées dans les kibboutzim en 2020, après l'éclatement de la crise COVID-19 et pendant les premiers mois de 2021, afin de valider les composantes proposées et d'évaluer les processus de formation identitaire multiniveaux (individuels et groupés) mis en œuvre et leurs résultats.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Kibboutz, meilleures pratiques, résilience, formation d'identité

Comprendre l'orientation coopérative dans le contexte des banques coopératives

Svenja Damberg (Université de technologie de Hambourg, Allemagne)

Ce projet de recherche examine en détail l'orientation coopérative des banques coopératives telle qu'elle est perçue par leurs clients-membres afin de mieux comprendre ses dimensions et les idées pour une opérationnalisation potentielle du concept. Bien qu'il existe une longue tradition de littérature coopérative et un grand nombre d'articles conceptuels et qualitatifs sur les coopératives, à la connaissance de l'auteur, la théorie coopérative manque d'une approche claire sur la façon de mesurer l'identité coopérative et l'orientation des entreprises coopératives. Cette étude tente de combiner diverses méthodes, en rassemblant d'abord conceptuellement les différentes dimensions de l'orientation coopérative à partir de la littérature existante, en les comparant aux déclarations officielles et en menant des entretiens approfondis avec des experts coopératifs du secteur bancaire. Les données sont analysées afin d'identifier les différentes dimensions de l'orientation coopérative, de développer des items, et enfin d'établir un construit opérationnalisable. Les résultats peuvent être utilisés et testés dans de futures études sur les entreprises coopératives, et ont donc des implications pour la théorie et la pratique coopératives.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : identité coopérative, orientation coopérative, principes coopératifs, valeurs coopératives, PLS-SEM

Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen.

Claudia De Lisio (INACOOP, Uruguay), Stella Cristobal (responsable du département Innovation et développement, Laboratorio Tecnológico del Uruguay (LATU), Uruguay), Silvana Avondet (CUDECOOP, Uruguay) et Cecilia Ferrario (INACOOP, Uruguay)

Ces dernières années, l'Uruguay s'est engagé dans le développement et la consolidation des entreprises coopératives en concevant un modèle d'amélioration de la gestion appelé Más Valor Cooperativo (plus de valeur coopérative) et un outil informatique qui guide l'incorporation de nouvelles pratiques professionnelles (HIMA), visant à améliorer la compétitivité et la durabilité du secteur coopératif.

La durabilité des entreprises coopératives dans le marché dynamique et incertain d'aujourd'hui exige une bonne articulation entre la viabilité économique de la coopérative en tant qu'entreprise et une gestion solide qui promeut ses principes et ses valeurs. Le principal défi consiste à devenir une alternative compétitive sur le marché, adaptable à ses exigences innovantes mais consciente de son engagement conceptuel, philosophique et identitaire en tant qu'organisations de transformation sociale.

En ce sens, l'HIMA et le modèle More Value, dont la principale caractéristique est de combiner dans son contenu les pratiques caractéristiques de la condition entrepreneuriale avec sa nature coopérative, vont dans ce sens. Le développement du modèle More Value et de l'HIMA, unique dans la région, prend en compte les aspects liés à la performance économique et financière, les aspects sociaux et de groupe caractéristiques des coopératives en vertu de leurs principes et valeurs[1] , et les exigences établies par le cadre réglementaire uruguayen actuel, les bonnes pratiques coopératives et les bonnes pratiques de gestion existantes. Par conséquent, son impact sur l'organisation est double : les entreprises coopératives internalisent de nouvelles façons de gérer leurs entreprises, consolidant leur modèle de gestion socialement responsable et satisfaisant leurs besoins de production, de consommation, de travail, de crédit ou de logement à long terme.

Pour le développement du modèle More Value et de l'HIMA, l'Institut national du coopératisme (INACOOP), le Laboratoire technologique de l'Uruguay (LATU) et l'Institut national de la qualité (INACAL) sont intervenus conjointement (ces deux dernières institutions sont reconnues pour promouvoir le développement durable de l'Uruguay par la conception et la mise en œuvre de solutions globales axées sur la compétitivité et la durabilité des entreprises et des organisations publiques nationales et le développement d'actions visant à promouvoir, diffuser et mettre en œuvre la culture de la qualité et de l'amélioration continue en leur sein). Ce processus a été développé avec la contribution de la Confédération uruguayenne des entités coopératives (CUDECOOP) et le développement de HIMA a été cofinancé par l'Agence nationale de développement (ANDE).

L'HIMA, développé sur la base structurelle du modèle More Value, sert de guide et a pour fonction d'ouvrir la voie à l'incorporation de nouvelles méthodes de gestion de l'entreprise coopérative, en intégrant les concepts de qualité et d'innovation. Il développe des pratiques de gestion liées au leadership, à la stratégie coopérative, au développement humain, aux processus, à la durabilité et aux résultats de l'entreprise, en mettant l'accent sur les processus, le système d'enregistrement et de documentation des pratiques et la systématisation.

L'outil HIMA assure la formation, génère un apprentissage et, surtout, un apprentissage collectif qui a un impact positif sur les processus productifs et sociaux de la coopérative. HIMA devient ainsi un système d'apprentissage permanent, intégral, identitaire et inclusif, axé sur les bonnes pratiques de gestion convenues et validées par tous les membres et collaborateurs de l'organisation.

Alors que l'HIMA ouvre la voie à l'intégration de nouvelles pratiques par les coopératives et à leur documentation, le modèle de valeur More Cooperative permet à la coopérative d'auto-diagnostiquer ses performances en fonction du développement de ses pratiques, en étant capable de s'identifier à un niveau Germinal, d'Engagement, de Mise en œuvre, d'Amélioration, de Durabilité et d'Excellence.

[1] Ils ont été inclus dans l'article 7 de la loi générale sur les coopératives Nº 18407.

Les deux outils contribuant à la professionnalisation et à la modernisation de la gestion des coopératives, il est donc nécessaire d'établir un mécanisme pour motiver les entreprises à poursuivre les processus d'amélioration initiés. La conception de la reconnaissance publique More Cooperative Value, fournie par INACAL et INACOOP, reconnaît les pratiques coopératives de qualité en mettant l'accent sur l'innovation et vise à reconnaître les progrès et à faciliter l'engagement des coopératives dans l'amélioration continue.

La reconnaissance de Más Valor Cooperativo favorise la visibilité des coopératives en tant que partie intégrante du système commercial uruguayen, sur un pied d'égalité avec les autres formes d'organisation commerciale, en soulignant leur nature particulière et leur identité fondée sur les valeurs et les principes coopératifs.

En conclusion, la triade HIMA, Modèle Plus Valeur et Reconnaissance Plus Valeur non seulement renforce les processus associatifs, en incorporant et en systématisant les bonnes pratiques de gestion, mais cherche également à générer, stimuler et promouvoir une culture de qualité et de comportement innovant dans les entreprises coopératives uruguayennes, en créant un avenir coopératif durable, avec une plus grande valeur sociale et économique dans laquelle l'identité coopérative prévaut.

Mots clés : More Cooperative Value, amélioration de la gestion, innovation, qualité, amélioration continue

[Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

[Chaises]

- Sonja Novkovic (Professeur, Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada) et Karen Miner (Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada)

[Panélistes]

- Erbin Crowell (Neighboring Food Co-op Association / NCBA-CLUSA, États-Unis)
- Fred Freundlich (Université Mondragon, Espagne)
- Balasubramanian Iyer (Alliance coopérative internationale Asie-Pacifique)
- Sonja Novkovic (Professeur, Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada)
- Karen Miner (Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada)

Les coopératives sont des entreprises fondées sur des valeurs, détenues conjointement et contrôlées démocratiquement par leurs membres. Centrées sur les besoins des personnes, plutôt que sur le capital, les coopératives s'attaquent souvent aux injustices sociales et économiques. L'objectif des coopératives en tant qu'organisations d'entraide peut être mal interprété, en particulier dans des contextes de complexité, de croissance et de pressions isomorphiques.

Le panel explore les avantages du modèle coopératif, en répondant à la question suivante : Comment les coopératives rendent-elles opérationnelle leur "identité coopérative" ?

Identité et défis des coopératives

Comment le changement institutionnel émerge-t-il ? L'étude de cas des pratiques de commerce équitable des coopératives de consommateurs coréennes

KIM Sunhwa (Université Sungkonghoe, Corée)

Cette étude analyse les processus d'adoption et de transformation de la logique institutionnelle existante des coopératives de consommateurs coréennes et des pratiques nouvellement introduites, en utilisant la théorie néo-institutionnelle, en particulier les perspectives des logiques institutionnelles (Thornton, Ocasio, & Lounsbury, 2012) et du travail institutionnel (Lawrence, & Suddaby, 2006 ; Lawrence, Leca, & Zilber, 2013 ; Lawrence, Suddaby, & Leca, 2009 ; Lawrence, Suddaby, & Leca, 2011). Les coopératives de consommateurs coréennes ont formé la logique institutionnelle de production et de consommation d'aliments " domestiques " sûrs. Il s'agit donc d'une nouvelle pratique pour les coopératives de consommateurs coréennes d'importer des aliments de l'étranger par le biais du commerce équitable. Le thème clé de cette étude est de savoir comment la logique institutionnelle existante et les nouvelles pratiques changent les coopératives de consommateurs.

Les coopératives de consommateurs coréennes ont construit et maintenu la logique institutionnelle d'une "entreprise détenue conjointement", d'une "organisation autonome" et de la "satisfaction des besoins communs de leurs membres", qui sont connues dans le monde entier sous le nom d'identité coopérative. La logique institutionnelle de la satisfaction des besoins communs des membres a notamment donné lieu à des pratiques de production et de consommation d'aliments "domestiques" sûrs, reflétant les besoins sociaux et culturels de la Corée. La logique institutionnelle et les pratiques ont commencé à se heurter à la pratique de l'"importation" d'aliments sûrs et commercialisés équitablement, que leurs membres ont principalement demandée.

Cette étude a analysé le type de travail institutionnel effectué par les coopératives de consommateurs iCOOP pour créer et modifier les pratiques du commerce équitable. La recherche basée sur des méthodes de recherche qualitative a montré que les coopératives de consommateurs coréennes effectuent des travaux institutionnels, tandis qu'iCOOP est apparu comme les quatre travaux institutionnels, à savoir, le travail d'identité, le travail de routinisation, le travail de réseau et le travail de réflexion. En outre, en raison de la logique institutionnelle des coopératives de consommateurs, les deux coopératives de consommateurs ont mis en place des pratiques de commerce équitable comme une pratique supplémentaire plutôt que comme une pratique essentielle des coopératives de consommateurs.

Les organisations construisent des pratiques sous l'influence de la logique institutionnelle, qui s'est formée dans les domaines organisationnels. Lorsqu'une nouvelle logique institutionnelle en conflit avec la logique existante est introduite dans les champs organisationnels, les organisations évaluent si elles acceptent ou non cette nouvelle logique. Si elle est acceptée, les organisations l'appliquent. À ce moment-là, les différents acteurs des organisations sont influencés par l'intérieur et l'extérieur des organisations et effectuent divers travaux institutionnels. Cette étude montre que la logique institutionnelle peut être efficace dans les organisations et les champs organisationnels tout en effectuant un travail institutionnel par la performance des différents acteurs, lorsque les organisations ont tenté d'introduire une nouvelle logique institutionnelle, en particulier une logique institutionnelle en conflit avec la logique institutionnelle existante.

Les implications théoriques de cette étude sont doubles. Premièrement, pour comprendre le changement institutionnel des coopératives de consommateurs, il est important de l'analyser en reliant la logique institutionnelle à la perspective du travail institutionnel. Cela a contribué à développer les théories du changement institutionnel dans la mesure où nous pouvons analyser quels acteurs font des travaux institutionnels pour adopter une nouvelle logique institutionnelle qui entre en conflit avec la logique institutionnelle existante. Deuxièmement, l'analyse du processus d'acceptation et de changement des pratiques de commerce équitable des coopératives de consommateurs coréennes a

contribué à améliorer la compréhension du changement institutionnel des coopératives de consommateurs.

Il y a également trois points d'implications pratiques. Premièrement, il nous a donné ce que nous pouvons faire et comment faire pour le changement institutionnel de manière pratique lors de l'introduction de nouvelles pratiques au sein des organisations. Deuxièmement, en montrant que les pratiques ne sont pas statiques mais dynamiques, elle contribue à élargir la compréhension de la dynamique du changement organisationnel. Troisièmement, cette étude suggère des implications pour l'institutionnalisation du commerce équitable. Elle met en lumière les efforts déployés pour promouvoir et institutionnaliser le commerce équitable.

Références

Lawrence, T. B., & Suddaby, R. (2006). 1.6 institutions and institutional work. The Sage handbook of organization studies, 215-254. Sage.

Lawrence, T. B., Leca, B., & Zilber, T. B. (2013). Institutional work: Current research, new directions and overlooked issues. Organization Studies, 34(8), 1023-1033.

Lawrence, T. B., Suddaby, R., & Leca, B. (Eds.). (2009). Institutional work: Actors and agency in institutional studies of organizations. Cambridge university press.

Lawrence, T., Suddaby, R., & Leca, B. (2011). Institutional work: Refocusing institutional studies of organization. Journal of management inquiry, 20(1), 52-58.

Thornton, P. H., Ocasio, W., & Lounsbury, M. (2012). The institutional logics perspective: A new approach to culture, structure, and process. Oxford University Press on Demand..

Mots-clés : changement institutionnel, travail institutionnel, logique institutionnelle, coopératives, commerce équitable

"Indexer la lutte partagée : Un langage de modèles pour un développement réaliste des coopératives"

Daniel Spitzberg (chercheur principal, Turning Basin Labs / Community Fellow, CU Boulder, US)

La définition de la santé coopérative peut dépasser même les organisateurs et les collectifs les plus expérimentés. Cet atelier pratique présente un cadre analytique simple pour identifier et répertorier les luttes communes et les stratégies pour les surmonter. Il s'appuie sur les données d'une recherche participative menée auprès d'un ensemble diversifié de 66 personnes représentant 41 projets de coopératives à différentes phases de leur cycle de développement. Alors que plus de la moitié des coopératives qui conçoivent leur organisation sont confrontées à la pression mimétique de l'imitation ou de l'adoption des "meilleures pratiques" d'entreprises moins démocratiques, la grande majorité des coopératives qui développent leur entreprise sont confrontées au double défi de la pression de la concurrence du marché : desservir des niches où les coopératives ont tendance à prospérer, et trouver un point d'ancrage dans leur industrie plus large. L'article discute d'un langage type sur la "santé des coopératives" pour servir et unir à la fois les coopératives et les entreprises coopératives potentielles et conclut avec une vision et une stratégie pour une recherche participative ultérieure par le biais d'ateliers.

Mots clés : cartographie sectorielle, compétitivité des entreprises, pressions isomorphes

Coopératives de développement d'entreprises. Une nouvelle structure pour promouvoir le modèle coopératif.

Marta Enciso-Santocildes (Professeur associé, Universidad de Deusto, Espagne)

En décembre 2019, une modification a été apportée à la législation sur les coopératives de la Communauté autonome du Pays basque (Espagne) dans le but d'actualiser certains aspects législatifs et de résoudre l'obsolescence de certaines de ses dispositions.

Le chapitre I du titre II de la loi sur les coopératives basques (ci-après dénommée LCE) définit les différents types de coopératives (articles 102 à 135 de la loi sur les coopératives basques), en conservant ceux qui existent déjà avec quelques modifications, et en ajoutant les coopératives de développement d'entreprises à l'article 135.

L'objectif de ce document est de présenter cette nouvelle figure, en analysant son objet social et ses priorités. Il fait également référence aux réglementations en vigueur dans d'autres communautés autonomes et au niveau international. Enfin, cette figure se distingue des autres. D'une part, des coopératives de facturation, avec lesquelles cette nouvelle forme coopérative ne doit pas être confondue, car elles créent une simple structure juridique sans véritable activité coopérative. D'autre part, des coopératives d'entrepreneurs, dont l'objectif est la création d'entreprises d'économie sociale et l'intégration de groupes d'entrepreneurs en tant que membres.

La réflexion sur ces chiffres nous permet également d'approfondir l'essence et l'identité du coopérativisme, car c'est lui qui marque la frontière entre les coopératives qui promeuvent l'esprit d'entreprise et les mal nommées "coopératives de facturation" de chiffre d'affaires, qui sont en réalité de fausses coopératives.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : entrepreneuriat coopératif, coopératives pour le développement des entreprises, identité coopérative, législation coopérative.

L'avenir des coopératives agricoles polyvalentes et les problèmes d'identité en Corée

PARK Seong-jae (économiste principal, Institut GSnJ, Corée)

Il est douteux que les coopératives agricoles coréennes conservent leur identité coopérative tout en gardant le modèle de coopérative polyvalente. Les coopératives agricoles sont confrontées à des problèmes difficiles qui affaiblissent leur identité en tant que coopérative en raison de plusieurs facteurs : le fossé entre les membres et les utilisateurs dû aux caractéristiques du modèle coopératif polyvalent, l'hétérogénéisation des membres causée par les changements de l'économie et de la société rurales, le problème d'identité provenant du contexte historique spécifique des coopératives agricoles coréennes. Cette recherche tentera d'examiner et d'analyser la question de l'identité des coopératives agricoles, l'évolution de ce problème et les options qui s'offrent à elles. Elle tentera également de proposer quelques suggestions.

Les coopératives agricoles coréennes sont des coopératives polyvalentes qui commercialisent les produits de leurs membres, achètent des outils agricoles et des produits de première nécessité, et fournissent des services financiers, des polices d'assurance et des services de transformation alimentaire. La diversité des activités signifie que les caractéristiques des utilisateurs peuvent être différentes selon les activités. Alors que les membres agriculteurs sont les principaux utilisateurs de la commercialisation des produits agricoles et de l'achat d'outils agricoles, les services financiers sont également demandés par les résidents locaux non agriculteurs. Bien que l'adhésion associative introduite pour ouvrir les services aux résidents locaux ait contribué au développement des activités des coopératives dans le contexte de la diminution de la population agricole, elle a également rendu difficile le maintien de la règle d'identification des propriétaires et des utilisateurs de la coopérative (propriétaire = utilisateur = contrôleur).

L'hétérogénéité croissante des membres causée par le vieillissement de la société rurale, la polarisation de la taille des entreprises et la diversification des produits rend la coopération entre les membres difficile. L'élection directe du président par les membres aggrave ce problème car les coopératives sont gérées en particulier en faveur des agriculteurs âgés ayant des cultures de petite taille qui représentent la majorité dans le collège électoral.

Les coopératives agricoles coréennes ont été façonnées différemment du modèle authentique de coopérative en raison de leur identité déformée par le fait qu'elles ont été créées, interférées et contrôlées par le gouvernement de manière descendante. De 1962 à 1988, sous le système de nomination des présidents des coopératives primaires et du président de la fédération nationale, l'autonomie des coopératives a été sévèrement affectée. Alors que l'autonomie a été reprise en 1989 grâce à la démocratisation, les coopératives ont perdu leur identité de coopérative parce que l'élection directe des présidents, souvent surchauffée, a créé des conflits et des oppositions entre les membres.

Les coopératives agricoles ont compensé le déficit de l'activité principale liée à l'agriculture par l'excédent de l'activité financière. Cela s'explique par le fait que l'économie basée sur les petites exploitations agricoles ne permet pas l'équilibre financier dans les principales activités agricoles. Par conséquent, il est très probable que les coopératives agricoles développent leur taille en augmentant leur dépendance vis-à-vis des activités financières. Dans ce cas, la part de transaction des membres dans l'ensemble de l'activité sera réduite, ce qui pourrait affaiblir l'identité de la coopérative. Pour que les coopératives agricoles restent des coopératives, un tournant est nécessaire et pour cela, des solutions innovantes doivent être préparées pour renforcer leur identité coopérative.

Résumé étendu (KR) disponible

Mots clés : coopératives polyvalentes, identité coopérative, Corée, membres associés, diversification des membres.

Individualisation de la société et évolution du rôle des coopératives de consommateurs japonaises - Défis des principes et de l'identité coopératifs au Japon

TANAKA Iruma (Seikatsu Club Kanagawa, Japon) et HANZAWA Akihiro (Seikatsu Club Kanagawa, Japon)

Malgré la grave récession économique, dans le cadre de COVIC-19, un service de livraison de coopératives de consommateurs au Japon a augmenté son offre d'environ 15 % au premier trimestre de 2020.
La société étant de plus en plus individualisée, un service de livraison des coopératives de consommateurs japonaises a connu un changement radical de son modèle commercial standard, passant du système "Han" au système de commande individuelle dans les années 1990. L'achat collectif de nourriture par "Han" (qui signifie un petit groupe) était un modèle innovant comme alternative au système de distribution traditionnel des magasins, tout en promouvant de nouvelles valeurs humaines qui ne sont pas liées ou inspirées par la recherche du profit. "Han" a été introduit dans les années 1960, lorsque le Japon s'est industrialisé et a connu une croissance rapide de la population urbaine. Le système "Han" a joué un rôle important dans les nouvelles villes pour unir les individus et créer une solidarité économique.
Cependant, lorsque le système de commande individuelle a été introduit dans les années 1990, un démantèlement rapide du "Han" s'est produit. En effet, la croissance du nombre de membres et de l'offre a été spectaculaire depuis lors, mais près de 90% des membres préfèrent le système de commande individuelle. Les membres sont moins engagés dans les activités de la coopérative et ont tendance à changer leur identité de membre à client. L'introduction des TIC et de la politique de ségrégation dans le cadre de la COVIC-19 a aggravé la situation.
De nombreuses entreprises se sont lancées dans le domaine des services de livraison, comme Amazon Fresh, et la concurrence devient intense. Les coopératives de consommateurs japonaises sont toujours en position de leader dans ce domaine, mais leur crise idéologique diminue la compétitivité des coopératives. En réévaluant les "Han" et les effets de leur démantèlement, nous trouverons peut-être les clés pour surmonter la crise du corona virus et poursuivre le développement des coopératives et de la solidarité économique au Japon.
Ce document se compose de 4 parties. La première partie est une introduction aux coopératives de consommateurs au Japon et à leur histoire. La naissance du système "Han" sera également présentée. La deuxième partie examine comment et pourquoi le démantèlement de Han a eu lieu. L'individualisation de la société japonaise et les changements dans le marché du commerce de détail expliqueront les défis que les coopératives japonaises ont dû relever au cours des dernières décennies. La troisième partie tente de montrer quelques espoirs en présentant les activités récentes des membres des coopératives de consommateurs pour ramener les principes et les valeurs coopératives afin de surmonter la situation.
Les données et les entretiens seront principalement collectés auprès du Seikatsu Club.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : principes coopératifs, coopératives de consommateurs, participation des membres

Valeurs coopératives

L'organisation coopérative : solidarité, confiance et fiabilité comme moyens éthiques de développement du logement

Billy Ndengeyingoma (London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni)

Face à l'augmentation des problèmes de logement dans le monde, la recherche s'intéresse de plus en plus à la fourniture participative de logements par les communautés. Ces mécanismes participatifs peuvent prendre diverses formes socio-spatiales et juridiques, dont les coopératives de logement. S'appuyant sur le matériel empirique d'un projet de doctorat en cours, le document de conférence proposé examinera pourquoi les membres de quatre coopératives de logement à Kigali, au Rwanda, perçoivent la coopérative comme la forme organisationnelle appropriée pour atteindre leurs objectifs en matière de logement. Je soutiens que le choix de la coopérative comme organisation résulte des considérations des membres sur les moyens éthiques appropriés pour réaliser leurs ambitions. En effet, les membres entendent préserver la valeur de la solidarité tout au long de leurs projets et consolider la valeur de la confiance tant au sein de la coopérative qu'entre la coopérative et les acteurs des secteurs public, financier et privé.

L'analyse de ce document utilise une approche éthique descriptive et se concentre d'abord sur la solidarité, une valeur reconnue par l'ACI comme essentielle à l'identité coopérative. Je montre que la solidarité occupe déjà un rôle central dans les débuts des coopératives de logement en tant que groupes d'épargne informels de jure. J'explique ensuite les principales raisons pour lesquelles les membres ont cherché à obtenir la personnalité juridique en tant que coopératives, à savoir naviguer dans le monde des affaires, définir des lignes directrices pour faire des affaires ensemble et faciliter les interactions avec les acteurs externes. Comme le résultat de la recherche de la personnalité juridique en tant qu'organisation ne conduit pas nécessairement à une coopérative, cela montre que les membres de la coopérative de logement ont choisi délibérément cette forme d'organisation parmi d'autres options telles que les sociétés appartenant à des investisseurs. Les membres ont reconnu l'ancrage de la solidarité dans l'identité coopérative et ont écarté l'entreprise comme une option appropriée parce qu'elle risquait de mettre en péril le sens même de la solidarité qu'ils avaient encouragé pendant des années et qu'ils tenaient à maintenir à l'avenir.

La seconde moitié de l'analyse met en lumière la valeur de la confiance qui n'a pas été aussi explicitement centrée que la solidarité dans le cadre de l'identité coopérative de l'ACI. Dans le cas des membres de la coopérative de logement de Kigali, la confiance fonctionne comme un bloc de construction essentiel pour soutenir l'intégrité de la structure solide, mais pas entièrement infaillible, de l'identité coopérative. Alors que les membres cherchent à préserver leur solidarité, ils identifient également les limites de la solidarité dans la protection de leurs objectifs d'accession à la propriété, de création de communauté et de création d'actifs contre les accidents potentiels. Cela les amène à définir des lignes directrices et des garanties pour travailler ensemble au sein de la coopérative et avec d'autres parties prenantes de l'offre de logement. Par le biais de la coopérative et de sa reconnaissance légale, les membres institutionnalisent leur confiance les uns envers les autres et dans la sécurité de leurs actifs actuels et futurs. Les avantages de la reconnaissance légale ne concernent pas seulement la partie "légale" mais aussi l'aspect "reconnaissance". Les membres comprennent cette reconnaissance comme un premier pas pour se faire connaître et se construire une bonne réputation. Grâce à cette exposition accrue, ils signalent leur fiabilité aux acteurs du secteur public, financier et privé qui pourraient contribuer à faire avancer les projets des coopératives et en bénéficier.

En se concentrant empiriquement et analytiquement sur les coopératives de logement à Kigali, cette proposition d'article ajoutera à nos connaissances sur la perception des membres des coopératives sur l'identité de leurs organisations et sur les façons dont ils cherchent à solidifier la coopérative en tant qu'organisation solidaire, fiable et digne de confiance.

Mots-clés : solidarité, confiance, fiabilité, éthique descriptive

Théorie des jeux et principes et valeurs coopératifs

Bogdan Radu Mahelka (doctorant, Universidad de Zaragoza, Espagne) et Carmen Marcuello Servós (professeur, Universidad de Zaragoza, Espagne)

L'étude théorique de la société coopérative, en particulier celle qui utilise les modèles de la théorie des jeux comme méthodologie, suppose généralement que la coopérative se comporte de manière similaire, mais pas identique, à l'entreprise conventionnelle. L'objectif de cet article est de répondre à la question suivante : La littérature qui étudie le coopérativisme à l'aide de modèles de la théorie des jeux prend-elle en compte les principes et les valeurs coopératives ? Nous passerons en revue la littérature sur les coopératives utilisant la modélisation de la théorie des jeux et examinerons les hypothèses sous-jacentes de ces modèles afin de répondre à cette question. De la réponse, nous tirerons des conclusions sur la position que l'entreprise coopérative acquiert dans un paradigme conçu avec des valeurs différentes de celles de la coopérative et proposerons une voie différente pour sa modélisation.

La théorie des jeux est une méthodologie utilisée pour étudier le comportement des agents dans un contexte où ils sont influencés par d'autres agents (Peters, 2015). Elle s'est consolidée avec les travaux de Von Neumann et Morgenstern (1944/1947) bien qu'il y ait eu des travaux antérieurs avec la même approche (Cournot, 1838 ; Edgeworth, 1881). Cependant, son utilisation dans la littérature sur les études des sociétés coopératives est limitée, malgré son potentiel de raisonnement logique. L'opportunité d'inférer un comportement réel à travers la théorie est ainsi manquée. Cela pourrait être dû à la rareté des preuves empiriques des modèles les plus primitifs (Crawford, 2013), ce qui a conduit à l'abandon partiel de cette méthodologie.

Nous avons détecté qu'une grande partie de la littérature utilise des hypothèses de maximisation de l'utilité ou de réduction des coûts basées sur Ward (1958), mais avec des modèles de maximisation légèrement différents de ceux de l'entreprise capitaliste. Cela signifie que les valeurs sous-jacentes sont de nature hédoniste (Sandel, 2011) : maximiser le plaisir (utilité ou bénéfices) et réduire la douleur (désutilité ou coûts). Mais les principes coopératifs prennent également en compte le caractère démocratique de l'entreprise, l'engagement envers la communauté ou l'éducation de ses membres. Comme le disait John Stuart Mill : la recherche de l'utilité peut conduire au dénigrement de l'individu (Sandel, 2011).

Cela a quelques implications pour le monde universitaire et la littérature. Premièrement, nous ne serons pas en mesure de prédire avec succès le comportement coopératif en raison de sa complexité. Une seule approche est insuffisante. Deuxièmement, avec cette approche, nous impliquons que seules certaines valeurs méritent d'être prises en compte dans nos modèles (le libre arbitre et la maximisation du plaisir sous forme d'utilité), tandis que nous en excluons d'autres (importance démocratique ou réciprocité). Troisièmement, ce paradigme de maximisation peut conduire à des comportements incohérents. Par exemple, une dégénérescence de la culture démocratique à des niveaux inférieurs à l'assemblée générale de la coopérative (Estragó, 2021).

Il y a également quelques implications pour l'étude de la performance. Premièrement, nous avons tendance à accepter, dans le monde universitaire et dans les coopératives, la dégénérescence démocratique en échange de l'efficacité économique causée par un coût de coordination (Joshi et Smith, 2008). Deuxièmement, le rôle et l'impact des coopératives et des entreprises sociales sont relégués au second plan, en tant que solutions aux défaillances du marché, alors que les sociétés coopératives peuvent exister pour d'autres raisons, notamment politiques (Borzaga et Tortia, 2008). Nous proposons la création de modèles d'agents (Ostrom, 2012) et de rationalité limitée (Crawford, 2013) pour leur potentiel à capturer différents états des agents qui changent dynamiquement et incluent des limites comportementales définies par les principes coopératifs. Ceci, à son tour, pourrait ouvrir la recherche à la modélisation théorique de nouvelles propositions de comportement entrepreneurial, telles que la compréhension de l'entreprise comme une fin pour satisfaire les besoins des stackeholders (Borzaga et Tortia, 2008).

Références

Hansmann, H. (1996). *The ownership of enterprise*. Harvard University Press.

Borzaga, C., & Tortia, E. (2008). *Social economy organisations in the theory of the firm.* OECD.

Cournot, A.-A. (1838). *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses par augustin cournot*. chez L. Hachette.

Crawford, V. P. (2013). Boundedly rational versus optimization-based models of strategic thinking and learning in games*. Journal of Economic Literature, 51* (2), 512-527.

Edgeworth, F. Y. (1881). *Mathematical psychics: An essay on the application of mathematics to the moral sciences* (No. 10). CK Paul.

Estragó, A. (2021). Dualidad y disonancia en la gestión de las cooperativas de trabajo. *Ciencias Administrativas* (17), 078–078.

Joshi, S., & Smith, S. C. (2008). Endogenous formation of coops and cooperative leagues. *Journal of Economic Behavior & Organization, 68*(1), 217–233.

Neumann, J., & Morgenstern, O. (1944/1947) *Theory of games and economic behaviour*. Princeton: Princeton University Press.

Peters, H. (2015). *Game theory: A multilevel approach* (Second ed.; Springer Ed.). Springer Texts in Business and Economics.

Sandel, M. J. (2011). *Justicia: ¿hacemos lo que debemos?* (Debolsillo, Ed.). Penguin Random House Editorial Group.

Ward, B. (1958): The Firm of Illyria: Market Syndicalism. *American Economic Review, 48* (4), 566-589

Ostrom, E. (2012). *Trabajar juntos: acción colectiva, bienes comunes y múltiples métodos en la práctica*. UNAM-Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : valeurs coopératives, théorie des jeux, utilité, principes coopératifs

L'éthique discursive de la responsabilité sociale coopérative. Son identité.

Ramón Santelices Tello (Directeur exécutif, COVIP, Chili)

L'éthique coopérative (E.C.), si elle est d'origine discursive, pourra inclure dans sa constitution de manière authentique les principes traditionnels dont la praxis caractérise et fonde cette associativité.

Reconnaître la responsabilité sociale et solidaire de chacun d'entre eux sous une même argumentation discursive avec la participation égale et équitable de tous les groupes d'intérêt de la structure interne, ainsi que de l'environnement et des parties prenantes affectées.

Cela s'exprime dans les exigences minimales universelles qui guident toutes ses décisions et actions, ce qui la rend identifiable et reconnaissable en tant que coopérative.

La E.C. discursive proposée permet d'avancer dans l'actualisation de la pratique des principes coopératifs, notamment dans les domaines de l'application démocratique et de ceux qui exercent leur participation.

Son principe et sa fin sont l'égale dignité de l'autre comme lui-même, engageant tous les autres domaines de son action en condition de moyens pour l'atteindre.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : éthique discursive, responsabilité sociale, universalité, exigences minimales, altérité de l'autre.

Des fondements philosophiques divers

Réflexions sur le coopérativisme en tant que mode de transformation de l'être humain : perspectives du mouvement philosophique coréen du Donghak (apprentissage oriental).

Jonathan Dolley (chargé de recherche, SPRU, Université du Sussex, Royaume-Uni)

Comment le mouvement coopératif transforme-t-il les sociétés ? Je pense que beaucoup d'entre nous chercheraient à répondre à cette question en identifiant les caractéristiques clés des organisations coopératives capables de transformer les structures institutionnelles de la société au sens large, en remplaçant progressivement les économies compétitives par des économies coopératives. En effet, les sept principes coopératifs de l'ACI pourraient être considérés comme un plan directeur pour la conception d'organisations coopératives. Ils décrivent le modèle idéal de comportement d'une coopérative ; le modèle de travail de l'organisation. Cette focalisation externe sur la structure de la coopérative s'appuie sur la métaphore de la machine qui sous-tend une grande partie de la science occidentale moderne (Midgley 2006, 33). Cette métaphore fournit un langage puissant pour parler de la structure des organisations en termes de fonction, de règles, de responsabilités, de protocoles et de procédures. Elle est inestimable lorsqu'on cherche à communiquer sur la manière de reproduire les modèles coopératifs dans divers contextes. Pourtant, cette métaphore obscurcit autant qu'elle révèle ; la transformation sociale ne consiste pas seulement à changer les structures. Il faut aussi une transformation interne des individus. À quoi ressemble l'identité coopérative en tant que manière particulière d'être humain ? Dans cet exposé, j'explorerai cette question de la transformation interne en m'appuyant sur des métaphores et des idées alternatives dans la philosophie et la religion orientales et occidentales.

Je me concentrerai particulièrement sur le mouvement philosophique coréen du Donghak, ou apprentissage oriental (東學) qui a été influent dans la démocratisation de la Corée du Sud et a eu un impact significatif sur la formation du mouvement coopératif dans ce pays (Pak et Kim 2016 ; Ku 2009).

À Joseon (plus tard connu en Occident sous le nom de Corée), en 1864, au milieu d'un bouleversement politique et social précipité par l'influence étrangère sur la péninsule, les autorités gouvernementales ont exécuté Suun Choe Je-u. Son crime était de défier la hiérarchie traditionnelle en enseignant que tous les humains sont égaux (Seong 2020, 1). Suun avait fondé une nouvelle religion qu'il nomma Donghak (ou Apprentissage oriental) en réponse à la crise qu'il voyait se développer dans son pays. Il a enseigné un mode de vie qui s'enracine dans la croyance que toutes les choses, vivantes et non vivantes, portent et servent Dieu (Hanullim) (Moon 2017, 1149). Cela place l'individu dans une relation d'égalité radicale et de connexion avec les autres humains et toute vie non humaine également. Son enseignement éthique central était de servir les autres comme si on servait Dieu.

Dans les années 1980, les idées de Suun ont été reprises par un groupe de dissidents coréens qui ont réagi contre l'oppression de l'État et l'industrialisation nuisible à l'environnement en formulant leur propre écophilosophie appelée le *Mouvement pour la vie*. Inspirés par ses enseignements, ils ont explicitement rejeté la " vision mécaniste moderne de l'univers " (Pak et Kim 2016, 17) qui, selon eux, conduisait à un état d'esprit de séparation et d'opposition plutôt que d'interconnexion et de coopération (Pak et Kim 2016, 18). En 1986, ils ont créé une association nationale de coopératives d'alimentation biologique pour tenter de mettre en pratique leur philosophie évolutive de transformation écologique et sociale en réunissant le rural et l'urbain, le producteur et le consommateur, l'humain et la nature. Cette coopérative s'appelait Hansalim et est devenue aujourd'hui l'une des plus grandes coopératives alimentaires multipartites au monde. Selon son manifeste, "Hansalim essaie de faire en sorte que les producteurs puissent assumer la responsabilité de la vie des consommateurs, et que les consommateurs, à leur tour, puissent assumer la responsabilité de la vie des producteurs." (Ku 2009, 44).

En réfléchissant aux fondements de l'écophilosophie de Hansalim dans la pensée Donghak, j'explorerai les liens entre les idées de Suun et ce que cela pourrait signifier d'identifier le coopérativisme à une

manière transformatrice d'être humain. J'établirai également des liens avec des courants de la pensée philosophique et religieuse occidentale où des comparaisons utiles peuvent être faites. Enfin, je discuterai des tendances récentes vers des thèmes similaires autour de la signification du coopérativisme dans la littérature académique sur le commoning et les coopératives agroalimentaires (voir Emery, Forney, et Wynne-Jones 2017 ; Gibson-Graham, Cameron, et Healy 2016 ; Gonzalez 2017 : Wynne-Jones 2017).

Références

Emery, S. B., J. Forney, and S. Wynne-Jones. 2017. “The more-than-economic dimensions of cooperation in food production.” *Journal of Rural Studies* 53 (July): 229–35. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2017.05.017.

Gibson-Graham, J. K., Jenny Cameron, and Stephen Healy. 2016. “Commoning as a postcapitalist politics.” In *Releasing the Commons: Rethinking the Futures of the Commons*, edited by Ash Amin and Philip Howell, 1st ed. Routledge. https://www.taylorfrancis.com/books/9781317375371.

Gonzalez, Raquel Ajates. 2017. “Going back to go forwards? From multi-stakeholder cooperatives to Open Cooperatives in food and farming.” *Journal of Rural Studies* 53 (July): 278–90. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2017.02.018.

Ku, D.-W. 2009. “The Emergence of Ecological Alternative Movement in Korea.” *Korean Social Science Journal* XXXVI (2): 1–32.

Midgley, Mary. 2006. *Science and Poetry*. 2006th ed. London ; New York: Routledge.

Moon, Seungho. 2017. “Donghak (Eastern Learning), Self-cultivation, and Social Transformation: Towards diverse curriculum discourses on equity and justice.” *Educational Philosophy and Theory* 49 (12): 1146–60. https://doi.org/10.1080/00131857.2016.1216386.

Pak, Michael S., and Jeehyun Kim. 2016. “Ecophilosophy in modern East Asia: The case of hansalim in South Korea.” *Problemy Ekorozwoju* 11 (1): 15–22.

Seong, Haeyoung. 2020. “The basis for coexistence found from within: The mystic universality and ethicality of Donghak (東學, Eastern learning).” *Religions* 11 (5). https://doi.org/10.3390/rel11050265.

Wynne-Jones, Sophie. 2017. “Understanding farmer co-operation: Exploring practices of social relatedness and emergent affects.” *Journal of Rural Studies* 53: 259–68. https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2017.02.012.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : transformation sociale, écophilosophie, coopérativisme coréen, coopératives multi-acteurs, alimentation

L'identité coopérative authentique : La coopération comme philosophie anarchiste

Emily M Lippold Cheney (Chercheur indépendant, US)

L'anarchisme, en tant que philosophie, aspire à un monde exempt de coercition et d'oppression. Il appelle ensuite à l'abolition de l'État-nation et des systèmes capitalistes, étant donné que la coercition et l'oppression sont les pierres angulaires de leur fonctionnement. Par la suite, je propose d'explorer et de délimiter la pleine expression de l'identité coopérative en tant qu'expression de la philosophie anarchiste qui rejette et résiste au pouvoir de l'État et du capital. Bien que des théoriciens radicaux, tels que Peter Gelderloos (2015), Noam Chomsky (2018) et Mark Fisher (2009), explorent l'expression du coopérativisme en dehors ou - plus justement - en dépit des paysages capitalistes et autoritaires, la majeure partie de cette réflexion est superficielle et ne tient pas compte de la philosophie fondamentale et du canon écrit du coopérativisme.

Cette diminution est largement due à la diffusion limitée de la littérature coopérative par ses philosophes, ainsi qu'à la confusion créée par la mauvaise application et la sous-application du nom "coopératif" parmi les initiatives visibles. Il existe une abondance de projets entièrement coopératifs qui choisissent de s'identifier à des termes peu précis tels que "aide mutuelle" ou socialiste plutôt que coopérativisme, créant ainsi une fausse distinction entre le coopérativisme et ces initiatives. "Pratiquement tous les peuples du monde [...] ont pratiqué l'aide mutuelle" (MacPherson, 1998, 225). De plus, un grand nombre de projets très visibles et nommés coopératifs qui ont atteint une certaine ampleur dans le cadre du capitalisme mondialisé adoptent un comportement contraire à l'identité coopérative - en invitant à des formes de contrôle des investissements extérieurs, en créant une classe de gestionnaires spécialisés et d'autres stratégies de maximisation des profits. Les critiques existantes du coopérativisme par les penseurs anarchistes et radicaux, tels que ceux mentionnés ci-dessus, sont souvent des analyses de ces expressions visibles et corrompues du coopérativisme, plutôt que de l'identité coopérative, du travail écrit des philosophes coopératifs ou d'une analyse de l'application de la théorie du mouvement actuel dans la pratique. En fin de compte, le groupe de ceux qui pratiquent le coopérativisme authentique, indépendamment de la manière dont ils nomment ou encadrent leur travail, et ceux qui nomment leur travail comme coopératif peut être représenté comme un diagramme de Venn, le dernier cercle étant plus petit que l'autre, la plupart des recherches classiques ne prenant en compte que les coopératives du segment indépendant du petit cercle (Figure 1).

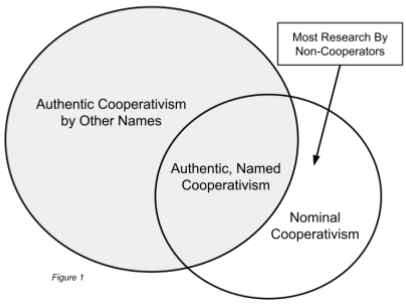


Figure 1

Cet article analyse tout d'abord les manières et les degrés auxquels la théorie et la pratique coopératives se sont écartées du radicalisme à partir duquel l'identité coopérative s'est développée, expliquant la prédominance d'un coopérativisme inauthentique et nominal. Deuxièmement, l'article aborde la contextualisation du coopérativisme authentique en tant que pratique anarchiste en proposant une interprétation concise de l'identité coopérative qui est l'expression la plus complète d'une lutte contre la coercition et l'oppression. A travers cette théorisation, je propose que l'expression la plus authentique et historiquement cohérente de l'identité coopérative est celle qui est en harmonie avec la

philosophie anarchiste qui appelle à l'abolition de l'Etat-nation, du capitalisme de marché libre, et de toutes les formes de coercition et d'oppression systémiques et individuelles. Une telle déduction implique des recherches plus approfondies sur la manière dont l'expression de l'identité coopérative authentique peut être réalisée au mieux lors du développement de nouvelles coopératives, sur ce à quoi ressemble la responsabilité de l'identité authentique au sein d'une communauté du mouvement, et sur les implications de ce cadrage sur la manière dont nous choisissons de faire fonctionner l'infrastructure développée pour l'auto-gestion du mouvement.

La recherche justificative de ce document comprend la littérature des théoriciens susmentionnés et de leurs contemporains, comme Elinor Ostrom (1990) et Nick Estes (2019), ainsi qu'une analyse de la littérature existante sur l'identité coopérative provenant du mouvement coopératif, y compris, mais sans s'y limiter , les Notes d'orientation sur les principes coopératifs (ACI, 2017), les notes de la Conférence mondiale et des Congrès de l'ACI (1980, 1995), les réflexions de philosophes coopératifs tels que le Père Arizmendiarrieta, A F Laidlaw et Ian MacPherson, ainsi que la documentation de la Rochdale Equitable Society of Pioneers. Grâce à ces matériaux, il est possible de mener une analyse et une critique de chaque élément de l'Identité Coopérative, en commençant par des réinterprétations de ses Principes, une explication de ses Valeurs et de leur application aux Principes, ainsi qu'un examen de la Déclaration déterminante pour établir le coopérativisme dans le paysage de la philosophie anarchiste.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Anarchisme, transformation du système, ontologie de l'entreprise, Réalisme capitaliste

Sur la compréhension confucéenne de la pensée coopérative

JEON Hyeong-Soo (professeur émérite et docteur en économie, Université de Daegu, Corée)

Les coopératives modernes ont été introduites en Corée il y a plus de 100 ans et se sont fortement enracinées. Entre-temps, elles servent principalement d'instruments pour atteindre les objectifs de la politique de développement dans le secteur agricole en retard et contribuent en outre efficacement à la mise en œuvre des plans de développement nationaux.

Cela soulève la question suivante : Existe-t-il des valeurs de coopération mondiale ? Peut-on distinguer les valeurs occidentales et asiatiques ? Les valeurs peuvent-elles être transférées d'un pays à l'autre ? La valeur asiatique est-elle un facteur de réussite pour le mouvement coopératif en plein essor en Asie ?

La tentative de réponse à cette question se fait en trois étapes : Nous présentons le système de valeurs confucéen et son impact sur les coopératives. Nous expliquons ensuite les enseignements de la pratique confucéenne, leurs éléments coopératifs, la mentalité économique confucéenne et l'adéquation de l'éthique sociale confucéenne au développement de l'innovation orientée vers le groupe. Il s'agit de la partie principale du document. Dans un deuxième temps, le système de valeurs confucéen est comparé au système de valeurs coopératif. Enfin, il est discuté si, et éventuellement ce que, les coopérateurs dans le monde entier et en particulier en Allemagne pourraient apprendre du système de valeurs confucéen.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Confucianisme, coopérative, harmonie de groupe

L’évolution des sens de l’identité coopérative - L'importance de l'approche anthropologique dans le discours du développement coopératif.

Camilla Carabini (doctorante, Università Milano Bicocca, Italie)

Ce travail vise à souligner la nécessité d'une étude plus approfondie des coopératives d'un point de vue anthropologique. Le mouvement coopératif réfléchit-il suffisamment à la possible implication néocolonialiste de ses récits ? Les coopérateurs de l'ACI se demandent si les valeurs et les principes qu'ils proposent sont bien compris par les différents membres ? Mon expérience personnelle dans le développement des coopératives internationales ainsi qu'une analyse de la littérature suggèrent qu'il est possible de mieux comprendre l'identité coopérative d'un point de vue anthropologique, ce qui pourrait aider à développer les stratégies globales du mouvement.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : anthropologie, coopératives, développement, ethnographie, identité

Décolonisation des coopératives et identité coopérative

Tlotlang Osiame Molefe (Centre africain d'épistémologie et de philosophie des sciences, Université de Johannesburg, Afrique du Sud)

Cet article présente un compte-rendu multirégional de l'origine des coopératives qui s'éloigne des comptes-rendus nationalistes, qui " mettent principalement l'accent sur les rôles de leurs propres "pionniers" " (MacPherson, 2012, p. 204). Sur la base du récit de l'origine multirégionale, l'article présente ensuite deux contextes à travers lesquels la tâche urgente et nécessaire de décolonisation des coopératives et de l'identité coopérative pourrait se dérouler. Les contextes sont fondés sur la reconnaissance du fait que les coopératives et les perspectives de l'Afrique et d'autres pays du Sud (à l'exception notable de l'Inde) n'étaient pas représentées dans le développement initial de l'identité et des principes coopératifs (Hilson, 2018), dérivés des statuts de Rochdale, qui étaient à leur tour "un enregistrement incomplet de la signification de la coopération" (Fairbairn, 1994, p. 14). Les deux contextes sont mutuellement compatibles et, ensemble, suggèrent une voie vers un cadre d'identité et de pratique coopérative qui représente substantiellement le mouvement coopératif mondial.

Le premier contexte considère les coopératives en Afrique (et ailleurs dans le Sud) comme des institutions introduites pendant la période coloniale et imposées pour extraire la main-d'œuvre et la valeur écologique au profit des colonisateurs (Develtere, 1992 ; Wanyama, Develtere et Pollet, 2009). Dans ce contexte, décoloniser les coopératives implique de les réformer pour qu'elles adoptent les valeurs et les principes de l'Alliance coopérative internationale, comme l'Afrique du Sud a tenté de le faire après la chute de l'apartheid, prolongement du projet colonial (Ndumo, 2019 ; Theron, 2019).

Le second contexte considère les arrangements économiques et sociaux communautaires précoloniaux en Afrique (et ailleurs) comme des coopératives de facto que le cadre juridique colonial a rendu informelles en les excluant de la reconnaissance (Nyapadi, 1991 ; Okem & Stanton, 2016). Dans ce contexte, la décolonisation des coopératives et de l'identité coopérative exige de reconnaître ces arrangements communautaires précoloniaux, dont beaucoup existent encore, comme des coopératives et de faire évoluer l'identité et les principes coopératifs pour intégrer les perspectives uniques qu'ils offrent sur la coopération.

Références

Develtere, P. (1992). Co-operatives and development: Towards a social movement perspective. Saskatchewan, Canada: University of Saskatchewan, Centre for the Study of Co-operatives.

Fairbairn, B. (1994). The meaning of Rochdale: The Rochdale pioneers and the cooperative principles. In Occasional Papers, University of Saskatchewan, Centre for the Study of Co-operatives.

Hilson, M. (2018). Co-operative internationalism in practice: The International Cooperative Alliance (ICA) before and after the First World War. In The International Co-operative Alliance and the consumer co-operative movement in northern Europe, c. 1860-1939. Manchester University Press.

Macpherson, I. (2012). Community, individuality and co-operation: The centrality of values. In A. Webster, A. Brown, D. Stewart, J. K. Walton, & L. Shaw (Eds.), Hidden alternative: Co-operative values, past, present and future (pp. 203–225). Tokyo, Japan: United Nations University Press.

Ndumo, J. (2019). An analysis of the legislative and policy trajectory on co-operative development in South Africa. In V. Satgar (Ed.), Co-operatives in South Africa: Advancing solidarity economy pathways from below (pp. 23–54). Pietermaritzburg, South Africa: University of KwaZulu-Natal Press.

Nyapadi, T. (1987). Zimbabwe Law Review. Zimbabwe Law Review, 5(8), 146–161.

Okem, A. E., & Stanton, A. (2016). Contextualising the co-operative movement in Africa. In A. E. Okem (Ed.), Theoretical and empirical studies on co-operatives: Lessons for co-operatives in South Africa (pp. 15–26). Cham, Switzerland: Springer.

Theron, J. (2019). Co-operatives and the limits of legal reform. In V. Satgar (Ed.), Cooperatives in South Africa: Advancing solidarity economy pathways from below (pp. 115–139). Pietermaritzburg, South Africa: University of KwaZulu-Natal Press.

Wanyama, F. O., Develtere, P., & Pollet, I. (2009). Reinventing the wheel? African cooperatives in a liberalized economic environment. In Annals of Public and Cooperative Economics (Vol. 80, Issue 3).

Mots-clés : décolonisation, identité coopérative, Rochdale, Alliance coopérative internationale, origine multirégionale .

Principes coopératifs

Le principe coopératif de souci de la communauté : qu'est-ce que la communauté ?

Claudia Sanchez Bajo (Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine)

Il s'agit d'une proposition visant à discuter et à établir un lien entre la communauté et la paix dans le cadre du principe coopératif des 7th , sur la base des débats théoriques actuels et d'une réflexion prospective pour le 21st siècle. Ces deux termes sont au cœur de notre vie quotidienne, de notre lieu de vie, de notre appartenance, de ce que nous partageons. L'hypothèse est que les coopératives contribuent à la paix tout en étant spéciales dans la mesure où elles offrent un parcours d'apprentissage de la démocratie, de la reconstruction de l'agence et de l'humanité pendant et après un conflit, des capacités entrepreneuriales autonomes, du leadership et de l'apprentissage du vivre ensemble. Vivre ensemble implique des différences, un besoin de dialogue et d'égalité pour s'engager dans ce dialogue, pour gérer les points de vue conflictuels de manière non violente et pour construire une communauté.

Dès lors, comment discuter des coopératives comme construisant la communauté et/ou étant en dehors de celle-ci ? Comment concevoir la communauté comme composée de singuliers (mais différente des individus isolés), dont l'attraction et le point de rencontre seraient la différence ou la diversité ? La question clé étant : Qu'est-ce que la communauté et quels sont ses liens avec la paix, à savoir la paix positive selon la définition de Galtung (Galtung & Fischer, 2013)?

Le principe coopératif 7th **Souci de la communauté** affirme que "les coopératives œuvrent au développement durable de leurs communautés par le biais de politiques approuvées par leurs membres". Les "Notes d'orientation" actuelles sur les principes coopératifs (Alliance coopérative internationale, 2014) présentent plusieurs interprétations de la notion de **communauté**, telles que : une responsabilité patrimoniale (p.37) ; un engagement envers les communautés au sein desquelles elles opèrent, avec des activités cohérentes avec les autres principes (3rd , 6th et 7th) (p.41) ; une contribution économique et sociale à l'économie locale ou régionale, à la fois pour la communauté et la société civile... décrite comme "la gestion de la richesse commune" (p.42).) ; un lien avec les valeurs éthiques émanant des "relations spéciales que les coopératives entretiennent avec leurs communautés et qui vont au-delà de la simple économie d'entreprise" ; un lien avec "des traditions héritées qui se préoccupent de la santé et du bien-être des individus au sein de leurs communautés" (p.85) ; et des coopérateurs vivant dans une "communauté mondiale" (p.89). Les "Notes d'orientation" établissent un lien entre la **paix** et la durabilité sociale et la justice sociale, en tant que condition préalable au développement durable, les coopératives devant inclure un "engagement à œuvrer pour la paix et à la promouvoir...", elles donnent des exemples de "paix et de stabilité" (p.89). Enfin, sous la rubrique "Questions à examiner à l'avenir", le thème de la promotion de la paix mondiale et de la cohésion sociale est laissé ouvert, justifié par le rôle joué par les coopératives, leur capacité unique à contribuer à la paix mondiale, et le fait qu'elles devraient prendre en considération "la contribution qu'elles peuvent apporter dans leurs communautés locales et au-delà à la paix, à la solidarité sociale, à la justice sociale et à la prospérité pour tous" (p.95). Cette affirmation positive mérite une réflexion prospective : qu'est-ce que la communauté au 21st siècle, comment se construit-elle, quel est son lien avec la paix et de quel type de paix parlons-nous, puisque cette dernière est un mot polysémique ?

En 2013, le Forum économique mondial a reconnu que la société civile appartenait à la sphère privée et comprenait les organisations communautaires, la communauté locale et les organisations basées sur les membres (telles que les coopératives) (Forum économique mondial, 2013 janvier): 9-10). Putnam affirme que les coopératives contribuent fortement à la démocratie et à la culture civique (Putnam, Leonardi, & Nanetti, 1994)

La paix positive atteint maintenant un stade plus mature en théorie et en statistiques. (Institut pour l'économie et la paix (IEP), 2019)tandis qu'au cours des 15 dernières années, de solides débats sur la communauté ont permis de surmonter les pièges du 20th siècle, en dépassant le dualisme, le mécanicisme, la base biologique et la stase/l'inertie.

Débats sur la communauté dialogique (Stoetzler & Yuval-Davis, 2002) et (ZASK, 2016); sur la communauté comme tension entre singularité de l'être et itération dans l'œuvre de Jean-Luc Nancy (Devisch, 2014)la parenté analogique (Sahlins, 2013), le capital social et la culture civile de Putnam (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1994), et les travaux de Ravven sur le libre arbitre, la moralité et la coopération, en s'inspirant de Spinoza et des neurosciences. (Ravven, 2013)Ces travaux seront examinés en relation avec la paix, en particulier la paix positive, c'est-à-dire ce qui construit et promeut une vie paisible, sûre et épanouie par l'égalité, l'équité et l'empathie, selon Galtung (Galtung et Fischer, 2013).

Références

Devisch, I. (2014). *Jean-Luc Nancy and the Question of Community* (1st). *Bloomsbury Studies in Continental Philosophy*: Bloomsbury Academic.

Galtung, J., & Fischer, D. (2013). *Positive and Negative Peace, in Pioneer of Peace Research*. *Springer Briefs on Pioneers in Science and Practice: Vol. 5*: Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-642-32481-9

Institute for Economics & Peace (IEP) (2019). Positive Peace: Positive Peace creates the optimal environment for human potential to flourish. Retrieved from http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/10/PPR-2019-web.pdf

International Cooperative Alliance (2014). ICA Guidance Notes on cooperative principles. Retrieved from https://www.ica.coop/sites/default/files/publication-files/ica-guidance-notes-en-310629900.pdf

Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. (1994). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy* (5. print., 1. Princeton paperback print). *Princeton paperbacks*. Princeton, NJ: Princeton Univ. Press.

Ravven, H. M. (2013). *The self beyond itself: An alternative history of ethics, the new brain sciences, and the myth of free will / Heidi M. Ravven*. New York: The New Press.

Sahlins, M. (2013). *What Kinship Is-And Is Not*. Chicago: The University of Chicago Press.

Stoetzler, M., & Yuval-Davis, N. (2002). Standpoint theory, situated knowledge and the situated imagination. *Feminist Theory*, *3*(3), 315–333. https://doi.org/10.1177/146470002762492024

World Economic Forum (2013 January). The Future Role of Civil Society: Report. Preface by Klaus Schwab. Retrieved from http://www3.weforum.org/docs/WEF_FutureRoleCivilSociety_Report_2013.pdf

ZASK, J. (2016). *La démocratie aux champs (Democracy in the Fields): Du jardin d'Éden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques* (Kindle Edition). Paris: La Découverte. Retrieved from https://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_d__mocratie_aux_champs-9782359251012.html

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives, principes coopératifs, communauté, paix, identité

[Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et identité ESS

[Président]

- YI Ilcheong (UNRISD)

[Panélistes]

- Marie J. Bouchard (Professeur, Université du Québec à Montréal Canada / Présidente, Commission scientifique internationale du CIRIEC sur l'économie sociale et coopérative) et Gabriel Salathé-Beaulieu (TIESS, Canada)
- Rafael Chaves (Professeur, Universitat de Valencia et GECES, Espagne)
- EUM Hyungsik (Directeur de la recherche, Alliance coopérative internationale)
- CHOI Dongil (Unité de coopération de l'OIT)
- Barbara Sak (CIRIEC International), Coline Compère (CIRIEC International) et Jérôme Schoenmaeckers (CIRIEC International, HEC-Liège, Belgique)

Alors que les décideurs politiques accordent de plus en plus d'attention aux coopératives et plus généralement à l'économie sociale et solidaire (ESS) comme moyen de mise en œuvre des ODD, la demande de statistiques nécessaires à la reconnaissance sociale et politique et au soutien des gouvernements augmente également. Au cours des trois dernières décennies, les offices statistiques nationaux et les chercheurs (universitaires et institutionnels) ont accompli un travail considérable pour développer des méthodologies et collecter des données aux niveaux national et international. Malgré ces réalisations, de nombreux pays et régions manquent d'informations statistiques sur les coopératives et autres organisations de l'ESS sur leur territoire. Bien que, dans de nombreux cas, le manque de moyens adéquats pour produire des statistiques soit l'une des causes principales de cette situation, il faut également établir des méthodes et des indicateurs statistiques convenus au niveau mondial qui garantissent une collecte et une coordination systématiques des données. Les directives de l'OIT sur les statistiques des coopératives récemment adoptées (OIT 2018) constituent un pas dans la direction de l'amélioration des statistiques sur les coopératives. Mais leur intégration dans les statistiques de l'ESS a récemment été remise en question dans une révision récente du manuel de l'ONU sur les statistiques des institutions à but non lucratif (ONU 2003) qui prétend couvrir l'économie sociale mais n'inclut en fait qu'une petite partie des coopératives (ONU 2018).

La coopérative est l'un des idéaux-types les plus forts (au sens sociologique) de l'économie sociale et solidaire (ESS), ayant sa propre charte de principes et de valeurs depuis 1844, largement partagée à travers le monde, mise à jour en 1995 et développée en notes d'orientation en 2015 (ACI 2015). Une autre figure forte de l'ESS est l'organisation à but non lucratif (NPO). Son identité est liée à la contrainte de ne pas distribuer les excédents de revenus et à l'exonération fiscale qui en découle. S'y ajoutent d'autres types d'organisations qui participent à l'ESS, certaines avec une identité partagée forte comme les associations et les mutuelles, d'autres avec des statuts plus variés comme les fondations, ou plus ambigus comme les entreprises sociales.

À l'heure actuelle, deux approches sont proposées pour mesurer l'ESS avec des normes statistiques internationales, l'une basée sur une conception de l'ESS ancrée dans l'identité coopérative (CIRIEC 2006), l'autre basée sur une conception de l'ESS fondée sur le non lucratif (NP) et le volontariat (ONU 2003) mais qui, dans une révision récente, s'étend à " d'autres institutions connexes ", incluant certaines coopératives qui ne distribuent pas d'excédents mais excluant la plupart des coopératives et mutuelles, tout en prétendant couvrir " le troisième secteur ou secteur de l'économie sociale " (ONU 2018).

Cette évolution exacerbe les tensions entre deux approches traditionnelles de l'ESS, celle de l'économie sociale, surtout motivée par la promotion de la démocratie économique, et celle du secteur non lucratif, surtout préoccupé par l'encouragement des dons caritatifs. Dans le premier cas, toutes les formes d'ESS identifiées sont incluses dans le périmètre. Dans le second cas, la plupart des coopératives et des mutuelles sont exclues, mais de nouvelles sphères d'action volontaire sont incluses (par exemple, le volontariat en dehors des organisations). Dans les deux cas, les "entreprises sociales" sont définies, mais dans des termes qui les relient respectivement à l'idéal-type et à la motivation qui

orientent chaque approche. En même temps, l'ESS est composée d'un spectre beaucoup plus large d'expériences de solidarité émergeant de la société civile, difficilement identifiables par les statistiques officielles nationales (UNTFSSE 2019).

Ce panel exposera certains des problèmes liés à la production de statistiques sur l'ESS dans le contexte actuel. Cette présentation abordera les questions suivantes : Que savons-nous de la manière dont les statistiques sur l'ESS sont produites ? Que nous apprennent les cartographies récentes sur l'ESS ? Quels sont les défis méthodologiques et comment pouvons-nous les relever ? Quelles sont les recommandations à faire aux décideurs politiques ? Quels sont les effets de rebond entre la définition et la mesure des coopératives et l'ESS ? Quelles sont les prochaines étapes que les chercheurs devraient suivre pour améliorer les statistiques ? Le panel présentera trois articles, suivis d'une discussion commune. Il est présidé par Ilcheong Yi (UNRISD).

1. M.J. Bouchard (UQAM et CIRIEC International) et G. Salathé-Beaulieu (TIESS), "État des lieux des pratiques de production de statistiques sur l'ESS. Forces et faiblesses".
2. B. Sak, C. Compère, J. Shoenmaekers (CIRIEC International), "Mapping of mappings. Les représentations de l'ESS dans les statistiques internationales".
3. R. Chaves (U. de Valence et GECES), "Recommandations aux décideurs politiques sur la production de statistiques sur l'ESS et sur les recherches futures".
4. H, Eum (ICA), S. Esim (ILO Cooperatives), M.J. Bouchard, R. Chaves et B. Sak, I. Yi (UNRISD), "Performativité des statistiques sur l'identité des coopératives et de l'ESS",

Ce panel est basé sur une initiative de recherche de la Task Force inter-agences de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire (TFSSE), le Centre de connaissances sur l'ESS pour les ODD. Plus d'informations sur ce projet sont disponibles sur le site de l'UNRISD. Le projet est coordonné par Ilcheong Yi (UNRISD) et Marie J. Bouchard (UQAM et CIRIEC International). Il est financé par le gouvernement de la République de Corée (représenté par Statistics Korea), et réalisé par l'UNRISD en tant qu'organisation de mise en œuvre du Centre de connaissances de l'UNTFSSE. L'équipe du projet remercie le CIRIEC International pour son soutien au projet.

Références

CIRIEC, *Manual for drawing up the satellite Accounts of Companies in the Social Economy: co-operatives and mutual societies*, Brussels, European Commission, D.G. for Enterprise and Industry and CIRIEC, 2006.

ICA, *Guidance Notes to the Co-operative Principle*, Bussels, International Cooperative Alliance, 2015.

ILO, *Guidelines concerning statistics on cooperatives*, Geneva, International Labour Organization 20th ICLS, 2018.

United Nations (UN), *Handbook on Nonprofit Institutions in the System of National Accounts*, ST/ESA/STAT/SER.F/91, United Nations, Sales No: E.03.XVII.9, 2003.

_____, *Satellite Account of Nonprofit and Related Institutions and Volunteer Work*, New York, United Nations Department of Economic and Social Affairs, Department of statistics, Series F, no 91, Rev.1, 2018.

UNTFSSE, UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy (TFSSE), see homepage: file:///Users/uqam/Zotero/storage/ER32IEHV/unsse.org.html [accessed 15 July 2020]

Mots-clés : coopératives, organisations à but non lucratif, économie sociale et solidaire, statistiques, norme internationale.

1.1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE

Marque de la coopérative

Ce qu'il y a dans un mot : Les coopératives, l'information imparfaite, les signaux, la tromperie et la construction de l'avantage coopératif - l'exemple de l'industrie de la santé et de la forme physique.

Hannah Altman (doctorante, Queensland University of Technology, Australie) et Morris Altman (doyen et professeur, économie comportementale et institutionnelle et coopératives, School of Business, Université de Dundee, Royaume-Uni)

Les consommateurs préféreront acheter auprès d'une coopérative, toutes choses restant égales par ailleurs, s'ils savent qu'ils achètent auprès d'une coopérative et s'ils ont une certaine compréhension d'une coopérative. C'est là que réside l'avantage coopératif. Nous soutenons que dans le monde réel de l'information imparfaite et asymétrique, cette connaissance n'est pas garantie. Pour que l'avantage coopératif soit atteint, il doit être construit par l'information fournie aux consommateurs. Étant donné que l'information est imparfaite et asymétrique, les vendeurs ont la possibilité de tromper les consommateurs (faux signaux et étiquettes trompeuses) de sorte que les consommateurs croient qu'ils achètent à une coopérative alors que ce n'est pas le cas. Étant donné que l'information est coûteuse, à moins qu'il n'existe une méthode facile, peu coûteuse et fiable pour déterminer (une heuristique efficace) si une organisation est une coopérative, les véritables coopératives ne seront pas en mesure de réaliser leur avantage coopératif. Cet argument est illustré dans le secteur de la santé et du fitness, où des entreprises se présentent comme des coopératives alors qu'elles ne le sont pas. Cela confère à ces entreprises un avantage concurrentiel alors qu'il ne devrait pas y en avoir. Même si les entreprises n'ont pas l'intention de tromper les consommateurs, ce comportement est analogue à celui des entreprises qui étiquettent leurs produits "commerce équitable" ou "biologique" alors qu'ils ne le sont pas, dans le but de gagner des parts de marché ou de pratiquer des prix plus élevés. Dans ce cas, les consommateurs n'obtiennent pas ce pour quoi ils ont négocié et le terme coopérative peut être exploité sur le marché pour générer des rentes économiques là où il ne devrait pas y en avoir. D'où l'importance de disposer d'une agence d'accréditation et de notation **connue et fiable** qui permettra aux consommateurs de déterminer facilement quelles coopératives sont de vraies coopératives. Les coopératives doivent également s'identifier comme telles. Cela suppose que les dirigeants des coopératives comprennent qu'il existe un avantage coopératif sur le marché. Ce n'est que de cette manière que les consommateurs achèteront ce qu'ils ont décidé d'acheter et que les coopératives seront en mesure d'honorer leur statut d'organisation coopérative.

Résumé étendu (EN) disponible

Maintenir l'identité coopérative à l'heure du COVID - Réinventer et communiquer la marque coopérative

Emmanuel Munyarukumbuzi (African Leadership University, Rwanda) et Sidsel Grimstad (Université de Newcastle, Australie)

Les coopératives sont des entreprises centrées sur les personnes et constituent un modèle d'entreprise unique car elles sont détenues, contrôlées et gérées par les personnes qui ont créé l'entreprise, à savoir les membres. Les coopératives sont guidées par les principes coopératifs, dont l'élément central est que la coopérative doit avoir les avantages qu'elle peut offrir à ses membres. Ceux-ci ne doivent pas être limités aux avantages économiques, mais aussi aux avantages sociaux, culturels et environnementaux et aux aspirations des membres et de la communauté (ACI 2018).

Selon la théorie de la gestion, une organisation dotée d'une forte identité d'entreprise qui exprime "l'éthique, les objectifs et les valeurs de l'entreprise et présente un sens de l'individualité qui peut aider à différencier l'organisation dans son environnement concurrentiel" (Van Riel & Balmer, 1997, p.355) fournira aux parties prenantes externes et aux membres internes de l'organisation une orientation et un objectif en ce qui concerne la conception, la culture, la structure, la stratégie et la communication. La communication d'entreprise est le processus par lequel les parties prenantes perçoivent l'identité de l'entreprise, son image et sa réputation (Melewar et Karaosmanoglu, 2006).

Les coopératives ont une identité coopérative distincte en tant qu'"association autonome de personnes unies volontairement pour répondre à leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs par le biais d'une entreprise détenue conjointement et contrôlée démocratiquement" (ICA, 2018b). L'autonomie et l'autosuffisance au cœur du modèle coopératif offrent une résilience et une force lorsque les temps sont durs. Lorsqu'un changement substantiel et une réinvention de l'objectif et des pratiques sont nécessaires, la communication avec les parties prenantes externes et les membres internes exigera un effort concerté afin de maintenir l'identité de la coopérative, son orientation vers les membres et sa réputation dans la communauté.

Malgré les difficultés liées aux mesures visant à endiguer la COVID19, les coopératives du monde entier font de leur mieux pour réinventer leur objectif, leurs produits/services et leurs processus sans compromettre leur identité coopérative. La réinvention peut se faire dans des domaines tels que les nouvelles façons de créer de la valeur pour les membres, l'introduction de pratiques sûres en matière de COVID dans la production et la fabrication, l'investissement dans la technologie et son utilisation (paiement sans argent liquide par téléphone portable, utilisation de canaux en ligne pour rester en contact avec les parties prenantes à l'étranger) ainsi que des mesures de suivi telles que la distanciation sociale pour empêcher la propagation du COVID-19.

Ces innovations rapides font que les coopératives et leurs dirigeants sont confrontés à de multiples défis en matière de communication. Ils doivent communiquer leur réponse à la pandémie et redéfinir leur relation avec différents publics tels que les partenaires commerciaux, les acheteurs et les gouvernements. Cette communication doit garantir aux parties prenantes externes, et en particulier aux acheteurs internationaux, que leurs processus et produits sont sûrs au regard du COVID. Ils doivent également renforcer la communication interne pour créer une appropriation de la nouvelle marque d'entreprise et s'assurer que ces changements ne compromettent pas l'identité coopérative et l'objectif fondamental de l'entreprise, à savoir les avantages pour les membres. Cette communication interne est ancrée dans les valeurs emblématiques des coopératives, notamment la coopération, l'auto-responsabilité, l'entraide, la solidarité et l'attention portée aux autres. L'agilité et l'innovation démontrées par des mesures rapides en cas de pandémie et une utilisation accrue de la technologie ont non seulement aidé de nombreuses coopératives à rester à flot, mais ont également permis de protéger les consommateurs, les membres et les communautés qu'elles servent.

Cet article basera son analyse sur le cas des coopératives de café rwandaises qui font partie de la Rwandan Small holder Speciality Coffee Company (RWASHOSCCO). L'analyse comprendra une évaluation des principaux thèmes communiqués afin de comprendre dans quelle mesure l'identité coopérative a été maintenue tout en réinventant l'objectif et les processus de l'entreprise. Elle évaluera également comment l'utilisation des TIC a été utilisée non seulement pour protéger les processus

internes de la coopérative, mais aussi pour communiquer la marque de la coopérative en temps de crise, ainsi que pour maintenir les relations avec les partenaires et les clients. Les données seront collectées par une analyse de contenu thématique et la théorie du contrôle de l'identité (Carter, 2014) guidera l'interprétation des résultats.

Références

Carter, M. (2014). Gender Socialization and Identity Theory. Social Sciences, 3(2), 242–263. doi: 10.3390/socsci3020242

International Cooperative Alliance. (2018). What is a cooperative? Retrieved on 14th September 2020 from https://www.ica.coop/en/cooperatives/what-is-a-cooperative

International Cooperative Alliance. (2018). Cooperative Identity Retrieved on 14th September 2020 from https://www.ica.coop/en/cooperatives/cooperative-identity

Melewar, T. C., & Karaosmanoglu, E. (2006). Seven dimensions of corporate identity: A categorisation from the practitioners' perspectives. European Journal of Marketing, 40(7/8), 846-869. Retrieved from https://doi.org/10.1108/03090560610670025. doi:10.1108/03090560610670025

Rwanda Small Holder Speciality Coffee Company (RWASHOSCCO), Retrieved on 14th September 2020 from http://www.rwashoscco.com/

van Riel Cees, B. M., & Balmer John, M. T. (1997). Corporate identity: the concept, its measurement and management. European Journal of Marketing, 31(5/6), 340-355. Retrieved from https://doi.org/10.1108/eb060635. doi:10.1108/eb060635

Mots-clés : identité coopérative, marque coopérative, communication d'entreprise, Rwanda

Recherche-action participative et réalisation de documentaires pour étudier et diffuser l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop

Sara Vicari (Université de Rome Tre / aroundtheworld.coop, Italie), Andrea Mancori (aroundtheworld.coop, Italie), Cécile Berranger (Université de Rome Tre / aroundtheworld.coop / Manchester Metropolitan University, Italie) et Giorgia Amato (Université de Rome Tre / aroundtheworld.coop, Italie).

Les coopératives sont de plus en plus reconnues par les chercheurs et les organisations internationales comme des institutions essentielles au développement humain durable (Sen, 2000 ; Birchall, 2004 ; Herbel et al., 2012 ; Vicari et De Muro, 2012 ; Johnson et Shaw, 2014 ; Vicari, 2014).

Le principal intérêt est ancré dans leur identité d'entreprises démocratiques adhérant aux principes et valeurs coopératifs (ACI, 1995). Leur rôle dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable a été explicitement reconnu (Nations Unies A/RES/70/1), ce qui inclut leur contribution au travail décent, à l'inclusion des jeunes, à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes, à la protection de l'environnement, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, entre autres. Plus particulièrement, les coopératives ont également été ajoutées au patrimoine culturel immatériel de l'humanité (ACI, 2016). Malgré tout cela, il a été affirmé que les coopératives ont disparu des manuels d'économie (Kalmi, 2016) et que leur présence dans les médias de masse a surtout eu lieu dans le cas de questions sensationnelles et controversées, tandis que les réussites des coopératives ont la plupart du temps été ignorées (Verna, 2019). Les bonnes pratiques ont été de plus en plus documentées par les chercheurs et les résultats correspondants ont été publiés dans des revues scientifiques, mais ces connaissances ne sont accessibles à la société dans son ensemble que dans une mesure très limitée. Comment les chercheurs sur les coopératives pourraient-ils combler cette lacune et contribuer par leurs travaux au partage des connaissances sur ce qu'est l'identité coopérative et comment elle peut conduire à une entreprise durable, inclusive et démocratique, capable d'étendre l'agence et le bien-être des personnes ?

Cet article vise à répondre à cette question en présentant le projet aroundtheworld.coop (ATW), réalisé en 2019 et 2020 en partenariat avec le programme Coops4Dev de l'Alliance coopérative internationale (ACI) pour contribuer à la sensibilisation au rôle des coopératives dans la transformation de la vie des gens et de leurs communautés.

15 coopératives performantes et inclusives, actives dans différents secteurs et situées sur tous les continents, ont été documentées au moyen d'une méthodologie combinant des méthodes de recherche participative et la réalisation de films documentaires. Dans ce projet, les membres des coopératives ont été les principaux agents de la narration et les vidéos ont été utilisées pour diffuser les résultats de la recherche au public et pour promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre pairs.

En illustrant l'expérience du projet ATW l'article contribue au débat méthodologique sur la façon dont les chercheurs peuvent enquêter sur l'identité coopérative, en faisant valoir que les vidéos sont un moyen puissant de diffuser les résultats de la recherche auprès d'un large public, permettant ainsi aux citoyens d'être exposés à un récit alternatif au courant dominant.

Ce document est structuré comme suit. Le chapitre 2 donne un aperçu de la littérature pertinente. Le chapitre 3 illustre le projet ATW projet et le chapitre 4 met l'accent sur la méthodologie adoptée dans le projet, en la discutant par rapport à la littérature. Enfin, le chapitre 5 tire les principales conclusions et remarques.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : identité coopérative, développement humain durable, méthodes participatives, réalisation de films documentaires, narration.

RELATIONS CONSOMMATEUR-MARQUE (CBR) : Une étude empirique à partir d'un modèle intégratif sur les stages dans une coopérative financière au Brésil.

Fabrício Henrique de Figueiredo (OCB et Université catholique pontificale de Minas Gerais, Brésil)

Comprendre les composantes attitudinales du comportement des membres insérés dans les coopératives financières par rapport à leur marque est essentiel, car cela génère des connaissances importantes pour les études futures sur les métriques, les stratégies et les modèles de fidélité des membres des coopératives qui restent dans l'adhésion des coopératives financières. Cette étude visait à tester un modèle intégratif des étapes de la relation entre les membres et la marque d'une coopérative financière située dans l'État de Minas Gerais, au Brésil. Cette étude vise à mettre en évidence la relation entre la sensibilisation, la confiance, l'engagement, la valeur et la fidélité à la marque d'une coopérative financière. Le cadre théorique a abordé les concepts de base de l'image de marque en mettant l'accent sur la connaissance de la marque, la confiance envers la marque, l'engagement envers la marque, la valeur de la marque et la loyauté envers la marque ; des facteurs pertinents dans la relation des associés avec la marque d'une coopérative financière. Enfin, on a dressé une liste d'attributs qui intègrent un modèle des étapes de la relation entre les associés et la marque d'une coopérative financière, sur la base des études présentées par Sreejesh (2014). Il devient pertinent de contextualiser le coopérativisme brésilien. Au Brésil, il existe 827 coopératives financières enregistrées auprès de l'Organisation des coopératives brésiliennes (Système OCB, en portugais), avec un total de 10,7 millions de membres, générant 71,7 mille emplois directs, selon une étude publiée dans l'Annuaire brésilien des coopératives (2020). Dans l'État de Minas Gerais, il existe 184 coopératives financières associées à l'Union et Organisation des Coopératives de l'État de Minas Gerais (Système OCEMG, en portugais), avec un total de 1,5 million de membres et 12 mille employés. La coopérative financière, objet de cette étude, a son siège dans la ville de Divinópolis, dans l'État de Minas Gerais, au Brésil, et compte un total de 14 000 membres, opérant dans 7 villes de l'État selon les données recueillies en avril 2020. La méthodologie de recherche a inclus des données secondaires sur le coopérativisme, présentant une contextualisation du modèle d'affaires et les conceptions historiques du coopérativisme dans le monde et au Brésil, puis une enquête a été réalisée auprès des associés, afin de comprendre les bases de cette relation avec la marque de la coopérative de crédit étudiée. La méthodologie de recherche comprenait une enquête, appliquée à un échantillon d'associés, afin de comprendre les fondements de cette relation avec la marque de la coopérative étudiée. Les résultats ont montré une bonne acceptation du modèle proposé pour la marque de la coopérative financière, validant une grande partie de l'échelle suggérée de Relations Consommateur-Marque (CBR), identifiant les antécédents qui génèrent la relation avec la marque et confirmant ses effets sur la valeur de la marque pour le membre de la coopérative. Dans l'étude, la "conscience de la marque" qui, selon Keller (1993), fait référence à un souvenir dans la mémoire des clients, a un effet positif sur la "confiance dans la marque", qui est l'attente que l'entreprise agit avec éthique, honnêteté et en accord avec les attentes. Pour Gefen et Straub (2004), la confiance est essentielle dès lors qu'il existe un sentiment d'incertitude chez le consommateur et la nécessité de contrôler l'environnement. " La confiance dans la marque ", quant à elle, a un effet positif sur " l'engagement envers la marque " qui, selon Morgan et Hunt (1994), peut être compris comme l'échange entre entités et qu'une relation continue est un facteur déterminant pour maintenir l'engagement d'une partie envers l'autre. La confiance a également un effet positif sur la valeur de la marque. Aaker et Joachimsthaler (2000) définissent la valeur de la marque comme un ensemble d'actifs et de passifs liés au nom de la marque et au symbole qui peuvent ajouter ou soustraire de la valeur à un produit ou un service. "L'engagement envers la marque" a également un effet positif sur la "valeur de la marque" et la "fidélité à la marque". Oliver (1999) affirme qu'un consommateur ne sera fidèle à une marque que s'il croit que les organisations offrent le meilleur choix parmi les concurrents et que les principaux signes de fidélité sont la relation continue avec l'entreprise et les références spontanées positives. L'étude est pertinente car le modèle intégratif de stages maintenant présenté peut être reproduit dans des études et des coopératives d'autres pays qui cherchent à maintenir et à améliorer leurs stratégies d'approche et de fidélité avec les membres.

Mots clés : Marque, consommateurs, membres de coopératives, coopératives.

Identité coopérative et reconnaissance de la marque dans les coopératives de consommateurs

Rodrigo Gouveia (PDG, PromoCoop, États-Unis), Manuel Mariño (PromoCoop, Costa Rica) et Jorge Cabrera (PromoCoop, Costa Rica)

Les coopératives de consommateurs du monde entier rassemblent plus de 75 millions de membres selon les données de Consumer Cooperatives Worldwide (CCW). Si l'on considère que les consommateurs n'ont généralement pas besoin d'être membres de la coopérative pour pouvoir acheter leurs biens et services, et que les coopératives de consommateurs gèrent des milliers de magasins d'alimentation où les opérations quotidiennes sont communes, on peut supposer qu'elles interagissent chaque jour avec des centaines de millions de consommateurs dans le monde. Par conséquent, la manière dont elles promeuvent leur identité coopérative, à travers leurs marques et leurs communications commerciales, peut avoir un impact important sur la manière dont la population générale perçoit et comprend les coopératives.

Les marchés sur lesquels les coopératives de consommateurs opèrent possèdent de très grandes et puissantes marques multinationales (par exemple Carrefour, Walmart, Tesco), de sorte que la manière dont les coopératives de consommateurs gèrent leurs marques est essentielle pour leur survie économique.

Les coopératives de consommateurs, comme d'autres entreprises opérant dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires, sont en contact permanent avec les consommateurs par le biais d'une myriade de communications commerciales telles que les mailings numériques et papier, la publicité télévisée, les dépliants et les panneaux dans les magasins, les bulletins d'information, et bien d'autres encore. Les produits de marque propre constituent un moyen particulièrement puissant et courant de communiquer avec les consommateurs et la plupart des coopératives de consommateurs les utilisent pour illustrer leurs valeurs et principes coopératifs.

Cette recherche examinera les caractéristiques des marques des coopératives de consommateurs et leurs communications commerciales avec les membres et les consommateurs en général, afin d'analyser et d'identifier quels sont les principaux aspects de l'identité coopérative véhiculés par ces marques et ces communications, le cas échéant. Il s'agira également de voir s'il existe des différences significatives entre les communications commerciales et les communications institutionnelles en ce qui concerne l'identité coopérative. L'identité coopérative intègre de nombreux éléments, exprimés par les valeurs et les principes coopératifs. Il est raisonnable de supposer que les coopératives de consommateurs choisissent les éléments les plus efficaces pour communiquer avec les consommateurs qui ne sont peut-être pas membres ou, même s'ils le sont, qui ne connaissent pas bien toutes les valeurs et tous les principes coopératifs. En d'autres termes, certaines valeurs et certains principes coopératifs sont plus susceptibles d'être utilisés que d'autres dans les communications directes avec des consommateurs et/ou des membres qui n'ont qu'une idée générale de ce qu'est une coopérative.

Bien que cela puisse être plus clair dans les produits de marque propre qui utilisent une désignation "Coop", les coopératives de consommateurs utilisent d'autres marques propres qui n'utilisent pas cette désignation. Cette recherche examinera également si et comment ces marques incluent des éléments d'identité coopérative.

Une analyse sera faite pour savoir si les communications commerciales de l'identité coopérative, par les coopératives de consommateurs, fournissent des éléments distincts par rapport à ceux que l'on peut trouver sur ces marchés en général et dans d'autres marques. Par exemple, si une certaine coopérative de consommateurs communique son identité liée à la durabilité, en quoi cela diffère-t-il des autres entreprises non coopératives sur ce marché ? Y a-t-il des éléments, dans ces communications, qui sont spécifiques aux coopératives et qui ne peuvent pas être "appropriés" par leurs concurrents ?

Un aspect important qui sera examiné est la manière dont les coopératives de consommateurs communiquent les avantages d'être ou de devenir membre et quels sont les avantages concrets dont bénéficient les membres par rapport aux consommateurs qui ne sont pas membres.

Cette recherche examinera également l'utilisation de la marque globale "coop", y compris l'utilisation des adresses e-mail .coop, par les coopératives de consommateurs en contraste avec leurs propres marques - qui dans la plupart des cas sont également des marques "coop" mais avec des éléments de design et de message différents - pour voir la pénétration de la marque globale dans les communications commerciales et/ou les produits. Dans les cas où la marque mondiale et une marque propre sont utilisées, il sera particulièrement utile de voir de quelle manière elles se combinent.

Une large sélection de pays permettra une analyse comparative et l'identification d'éventuels modèles de communication et de différences dérivées de différences culturelles et de marché. À cette fin, la recherche distinguera neuf régions et sélectionnera au moins deux pays par région comme suit : Europe du Sud (Italie, Bulgarie, Espagne) ; Europe du Nord (Finlande, Royaume-Uni, Suède) ; Moyen-Orient (Israël, Arabie saoudite) ; sous-continent indien (Inde, Sri Lanka) ; Asie de l'Est (Japon, Vietnam), Amérique du Nord (États-Unis, Canada), Amérique du Sud (Brésil, Argentine) et Afrique (Cap Vert, Mozambique). Le choix de ces régions et pays est basé sur la connaissance des chercheurs en matière de coopératives de consommateurs et reflète les régions et pays où il existe des coopératives de consommateurs avec une présence significative sur le marché et des marques propres fortes. Dans le cas de l'Afrique, cependant, la présence des coopératives de consommateurs n'est pas significative et le choix des deux pays mentionnés ci-dessus est basé sur le fait qu'il y a un effort de renouvellement et de redémarrage de l'image et de la reconnaissance de la marque des coopératives de consommateurs dans ces pays, ce qui sera un cadre intéressant pour examiner comment l'identité coopérative est promue sur des marchés où la part de marché des coopératives est faible.

La méthodologie utilisée consistera en une recherche documentaire sur des sites internet, des archives numériques accessibles au public, un examen de la littérature disponible et des entretiens avec des informateurs pertinents.

Les objectifs de la recherche seront les suivants :

- Identifier les éléments de l'identité coopérative présents dans les communications commerciales des coopératives de consommateurs ;
- Fournir une analyse comparative de la manière dont les coopératives de consommateurs promeuvent leur identité coopérative auprès de leurs membres et des consommateurs en général.
- Analyser comment l'identité coopérative peut être utilisée comme un avantage concurrentiel sur des marchés où sont présentes des marques multinationales non coopératives ;

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : consommateur, identité, marque, coopérative .

"C Day" : le mouvement qui affirme le pouvoir des coopératives

Alexandre Gatti Lages (Sistema OCB, Brésil)

L'objectif principal de l'enquête était de montrer l'importance de la Journée de la Coopération ou Journée C, le mouvement qui exprime le pouvoir de la coopération en faveur des changements sociaux, à travers des initiatives volontaires de responsabilité sociale, réalisées par les coopératives brésiliennes dans les interstices de 2009 à 2020, en identifiant les tendances dans le nombre de projets, de villes et de coopératives participantes, l'évolution des volontaires engagés, ainsi que les changements dans le nombre de personnes bénéficiaires. Basés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies (ONU), les projets du C Day réaffirment l'engagement de la coopération envers les personnes, ainsi qu'avec la transformation des sociétés, reflétant la contribution de la coopération à une perspective globale, basée sur la durabilité. La recherche a révélé que le projet C Day a augmenté d'environ 1 650% son nombre de coopératives participantes, le nombre de volontaires engagés est passé de 15 752 en 2009 à plus de 145 000 en 2020, soit une augmentation d'environ 825%, le nombre de projets a connu une croissance de plus de 1 945%, passant de 100 en 2009 à plus de 2 000 d'ici la fin de 2020, ces projets ont été réalisés dans plus de 1 408 villes à travers le Brésil. Depuis 2009, le C Day a déjà bénéficié à plus de 8 millions de personnes dans tout le Brésil. En 2020, le Jour C visait des actions pour combattre les problèmes générés par la pandémie, mais il comptait aussi sur la poursuite des projets dans les communautés où les coopératives opèrent. Du nord au sud, de l'est à l'ouest du pays, les exemples de solidarité ont été nombreux, des dons de nourriture et d'équipement de protection, de soins de santé, de directives financières, entre autres, ont été réalisés montrant la force et l'engagement social des coopératives dans la lutte contre le Covid-19. Les chiffres présentés et les résultats obtenus dans cette étude démontrent l'ampleur du C Day, le plus grand projet de volontariat coopératif du Brésil. Il a été créé pour propager le rôle social des coopératives et renforcer les valeurs de solidarité et de responsabilité sociale, guidées par les principes d'intercoopération et d'intérêt communautaire. Le C Day transforme la vie et le regard de milliers de personnes : elles commencent à entrevoir un monde plus juste, dont elles font réellement partie. Le C Day met en valeur les principes de la prise en charge du bien-être des personnes et certifie qu'il est possible d'allier l'économique au social, prouvant ainsi que de simples attitudes font bouger le monde.

Mots clés : volontaires, solidarité, responsabilité sociale, coopération, intérêt communautaire

Les coopératives sont cool. Mais les jeunes ne comprennent pas !

Marcelina Kornelia Zjawińska (Fondation Splot Społeczny, Pologne)

Des mythes socialement construits, largement partagés et ambivalents ont émergé autour du concept de coopératives au cours du siècle dernier en Pologne. Les spółdzielnie, comme on les appelle, constituaient un modèle organisationnel de premier plan de l'ancien système de la République populaire de Pologne et faisaient partie intégrante de son scénario politique et socio-économique. Cependant, dirigées et contrôlées par le gouvernement, accompagnées par les paradoxes du socialisme à part entière, elles se sont éloignées de leurs origines idéologiques de propriété commune, de gestion démocratique ou d'adhésion volontaire. Depuis lors, les Spółdzielnie, qui sont l'incarnation de l'économie communiste avec leur faible efficacité et leur gestion de façade, évoquent des réunions interminables sans conclusion, du moins. S'il faut construire le *personnage* d'un membre de la Spółdzielnie, ce serait un vieil homme ventru en veste de tweed avec un visage moustachu et une cigarette entre les dents. Cette perception était, et est toujours, si ferme et commune qu'elle a trouvé son chemin dans les films et est entrée définitivement dans le canon de la culture populaire. L'image de pièces brumeuses où des questions mineures et insignifiantes étaient discutées sans fin /alors que les décisions importantes étaient déjà prises/, est maintenant là pour toujours pour que la jeune génération puisse s'appuyer dessus et la réaffirmer. Ainsi, parmi les jeunes dont les récits dépendent principalement des ressources médiatiques, les Spółdzielnie sont principalement et directement liés au système communiste déshonoré et perçus comme une relique léthargique, inefficace et arriérée d'un régime passé.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Identité en construction, perception sociale, récits partagés, histoire publique, spółdzielnie.

Développer la compréhension coopérative dans les organisations coopératives

Gurli Jakobsen (Copenhagen Business School, Danemark)

Mots-clés : valeurs coopératives, apprentissage et éducation, transformation sociale/innovation

1.2. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE

Gouvernance coopérative

L'influence de la diversité des conseils d'administration sur la performance des coopératives : L'effet médiateur du conflit

KANG Hyun-Ju (Centre de soutien à l'économie sociale d'Osan, Corée), LEE Sun-Hee (Université Sungkonghoe, Corée) et LEE Sang-Youn (Professeur, Université Sungkonghoe, Corée)

Cette étude examine la relation entre la diversité du conseil d'administration et la performance à travers les effets médiateurs du conflit dans les coopératives de consommateurs. Dans les coopératives, le conseil d'administration joue un double rôle : il stimule l'activité commerciale et contribue au contrôle démocratique des membres. Naturellement, nous pouvons affirmer que la prise de décision, la politique et la performance dépendent de la composition du conseil. En analysant 423 questionnaires provenant de 66 coopératives locales, cette étude montre que la diversité des valeurs au sein du conseil d'administration a un effet négatif sur la performance, tandis que la diversité des antécédents fonctionnels a un effet positif. En outre, les conflits de tâches ont un effet médiateur entre la diversité fonctionnelle et la performance.

Mots clés : coopératives de consommateurs, conseil d'administration, diversité, conflit, performance

Identité coopérative et gouvernance humaniste

Sonja Novkovic (professeur, Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada) et Cian McMahon (chercheur postdoctoral, Centre international de gestion coopérative, Sobey School of Business, Université Saint Mary's, Canada)

L'identité coopérative se traduit par un modèle d'entreprise unique aux caractéristiques spécifiques : elle est centrée sur les personnes, détenue et contrôlée conjointement par ses membres ; et gouvernée démocratiquement (Novkovic & Miner 2015). La participation des membres en tant qu'utilisateurs (consommateurs, producteurs, fournisseurs, travailleurs, etc.), contributeurs à la gouvernance et à la capitalisation de l'entreprise fait partie intégrante du modèle d'entreprise, tandis que les valeurs et les principes de la coopération informent les processus d'engagement des membres et des parties prenantes, ainsi que la finalité de l'entreprise. La gouvernance coopérative doit refléter l'identité coopérative.

L'origine de la plupart des systèmes de gouvernance organisationnelle, en particulier dans les grandes organisations (y compris les coopératives), est la séparation supposée de la propriété et du contrôle et les problèmes d'agence qui en découlent (Jensen & Meckling, 1976). On suppose que le comportement humain est purement axé sur l'intérêt personnel (Ghoshal & Moran, 1996) ; par conséquent, le rôle du conseil d'administration est de freiner le comportement opportuniste des dirigeants en assurant un suivi, un contrôle et en proposant des contrats compatibles avec les incitations. L'approche humaniste en économie et en gestion remet en question ces hypothèses (Pirson 2017 ; Pirson & Turnbull 2011 ; Lutz et Lux 1988 ; Lutz 1999). La théorie de l'intendance et la théorie des parties prenantes de la gouvernance, par exemple, supposent des êtres humains intrinsèquement motivés, au service de toutes les parties prenantes (Davis et al., 1997). Les intendants se concentrent sur la création de valeur totale et la distribution équitable, et les systèmes de gouvernance humanistes visent donc à fournir un soutien stratégique, plutôt qu'un contrôle hiérarchique (Pirson &Turnbull, 2011). Les limites cognitives des êtres humains appellent à une gouvernance en réseau et à des structures de conseil multiples (Turnbull, 2002).

La gouvernance démocratique dans les coopératives se prête à une compréhension humaniste de l'économie et de la gestion, ainsi qu'à des hypothèses sur le comportement humain davantage fondées sur l'intendance que sur les théories de l'agence. Il ne s'agit pas de nier la base contextuelle plus large du comportement d'intendance, même au sein des coopératives, ni la persistance potentielle d'au moins une certaine forme de comportement opportuniste, mais de souligner que la séparation de la propriété et du contrôle est généralement beaucoup moins sévère dans un cadre organisationnel coopératif, où la relation entre les membres et l'organisation implique que le contrôle est fondamentalement ancré dans le principe d'un membre, un vote (Eckart, 2009). Les cadres humanistes peuvent également être critiqués de manière constructive et renforcés par un engagement volontaire avec la pensée indigène, qui met davantage l'accent sur l'intégration socio-écologique des personnes en cours d'actualisation (Blackstock, 2011).

Partant du principe que le paradigme humaniste et la gouvernance démocratique dans les organisations vont de pair, le document explore les caractéristiques intrinsèques des entreprises coopératives, définies par la Déclaration sur l'identité coopérative (ACI, 1995), afin d'établir les paramètres des systèmes de gouvernance humaniste applicables aux coopératives.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : gouvernance coopérative, humanisme, gouvernance contingente

Gouvernance, gestion et identité des coopératives au Maroc

Soufiane Rhazzane (doctorant, Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc) et Abdelhaq Lahfidi (Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc)

Au Maroc, les coopératives constituent l'une des pierres angulaires de l'économie sociale et solidaire et jouent un rôle primordial dans le développement socio-économique à travers leurs valeurs de démocratie, de partage, de solidarité et d'entraide.

Certes, le secteur coopératif marocain connait un développement appréciable. Néanmoins, il continue de souffrir de certaines carences, en l'occurrence, gouvernance, identité et système managérial de la coopérative. Les coopératives représentent en fait, des entités ayant un mode organisationnel spécifique. De ce fait, elles doivent, en conséquence, équilibrer entre deux pôles distincts et complémentaires : leur identité comme entreprise sociale et leur efficacité économique au service de leurs adhérents coopérateurs.

L'étude de cette question présente des intérêts à plus d'un titre. Pour ce, nous allons examiner le système managérial adapté pour les entreprises coopératives dans un deuxième volet, mais auparavant, il est opportun de faire le point sur les particularités de la gouvernance coopérative dans le contexte marocain.

Le résumé étendu (FR) est disponible

Mots-clés : gouvernance, identité coopérative, gestion coopérative, organisation du travail, démocratie.

Évaluation des liens entre la gouvernance démocratique et la participation des membres dans les coopératives

Neha Christie (Tata Institute of Social Sciences, Inde)

La gouvernance démocratique et la participation des membres sont des caractéristiques très particulières de l'institution coopérative qui en font véritablement une action collective. Les facteurs internes responsables de l'environnement politique qui favorise la gouvernance démocratique et la participation des membres sont : la confiance dans le conseil d'administration élu, l'assurance d'être entendu par un ensemble de connaissances, un échange d'informations sain et des opportunités de représentation dans la prise de décision. La participation des membres est l'un des facteurs clés qui jouent un rôle énorme dans le succès des coopératives. La gestion démocratique des coopératives implique la formation de politiques qui garantissent les besoins et les demandes des membres et l'utilisation appropriée de leurs ressources. D'un autre côté, le système de gouvernance démocratique des coopératives et la participation des membres dépendent également de facteurs externes comme le marché capitaliste et le gouvernement. Le rôle de l'Etat, les stratégies, le processus de mise en œuvre pour faire face au marché capitaliste, la capacité de l'Etat à distribuer équitablement les ressources affectent également la performance de la coopérative. Dans un pays comme l'Inde, où une grande partie de la population appartient à la section "marginalisée", la vraie lumière ne peut être apportée que par leur inclusion dans le processus de développement avec la décentralisation du pouvoir. Un tel environnement peut promouvoir des formes institutionnalisées de gouvernance et de participation.

Ce document de recherche est basé sur les coopératives laitières indiennes. Au cours de l'année 2018-19, la croissance du secteur laitier en Inde a atteint 187,7 MT. Actuellement, l'Inde produit plus de 20 % de la production totale de lait dans le monde. La disponibilité de lait par habitant est de 394 gm par jour, ce qui fait de l'Inde un pays où les besoins en lait sont élevés. Au cours de l'année 2016-17, il y avait un total de 177,31 mille sociétés coopératives laitières enregistrées avec une adhésion de 16,28 millions d'agriculteurs. Le document de recherche se concentre sur les coopératives laitières réussies dans l'État du Gujarat en Inde. L'État possède les racines de la révolution blanche et la marque de lait mondialement connue AMUL. Au cours de l'année 2018-2019, l'État du Gujarat a produit 14493 tonnes de lait par an grâce à ses 18 536 sociétés coopératives laitières au niveau des villages avec 33 65 442 agriculteurs laitiers.

L'objectif de ce document de recherche est d'évaluer le système de gouvernance des coopératives laitières sous l'angle de la démocratie et de la participation des membres. Il examine également les avantages des membres des coopératives, leur engagement envers les coopératives et le niveau de propriété qu'ils possèdent. Une méthode de recherche par étude de cas a été appliquée en suivant l'approche de la méthodologie de recherche qualitative. Elle comprend la collecte de données primaires par le biais d'entretiens qualitatifs approfondis et de discussions en groupe (Focus Group Discussions - FGD) et la collecte de données secondaires par le biais d'une revue de la littérature. Les échantillons pour la collecte de données comprennent le conseil d'administration, les secrétaires, les membres actifs et passifs de la coopérative et les représentants du gouvernement. La caste, le type d'adhésion, le statut économique, le statut social, la propriété foncière et l'affiliation politique, etc. ont été pris en compte lors de la sélection des échantillons. Les données secondaires ont été collectées à partir des rapports, des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration, des magazines coopératifs, etc.

L'étude tire ses perspectives théoriques de la théorie institutionnelle et de la théorie de la structure et de l'action sociales. La théorie institutionnelle explique le rôle des institutions, la structure de gouvernance, l'environnement politique favorable et la nécessité de gérer efficacement le changement. La théorie de la structure et de l'action sociales traite de la structure sociale, du marché capitaliste, de l'évolution du rôle des travailleurs dans le temps, du capital social, de l'allocation et de la transformation des ressources.

Références

A statistical profile (2018), Indian cooperative movement 15th Edition, Cooperative Union of India, New Delhi, India. https://ncui.coop/wp-content/uploads/2019/04/Statistical_Profile_2018.pdf

Basu, P., & Chakraborty, J. (2008). Land, labour, and rural development: Analysing participation in India's village dairy cooperatives. The professional geographer, 60(3), 299-313.

Christie, N. (2020). Rethinking local institutional development in India: Theoretical perspectives and analysis of dairy cooperatives. Journal of Public Affairs (accepted and in press).

Coulibaly-Lingani, P., Savadogo, P., Tigabu, M., & Oden, P. C. (2011). Factors influencing people's participation in the forest management program in Burkina Faso, West Africa. Forest Policy and Economics, 13(4), 292-302.

Das, V. (2003). Democratic Governance in Tribal Regions: A Distant Dream. Economic and Political Weekly, 4429-4432.

Hooghe, M., & Stolle, D. (Eds.). (2003). Generating social capital: Civil society and institutions in comparative perspective. Springer.

Jankauskas, V., & Šeputienė, J. (2007). The relation between social capital, governance and economic performance in Europe. Verslas: teorija ir praktika, 8(3), 131-138.

John W. Creswell and Vicki L. Plano Clark (2007). Choosing a mixed methods design, Designing and conducting mixed methods research, 4, 62-79

Lin, N. (2002). *Social capital: A theory of social structure and action* (Vol. 19). Cambridge university press. New York. p

Newton, K. (1997). Social capital and democracy. American behavioral scientist, 40(5), 575-586.

North, D. C. (1991). Institutions. *Journal of economic perspectives*, *5*(1), 97-112.

Skelcher, C., & Torfing, J. (2010). Improving democratic governance through institutional design: Civic participation and democratic ownership in Europe. Regulation & Governance, 4(1), 71-91.

Tina Dacin, M., Goodstein, J., & Richard Scott, W. (2002). Institutional theory and institutional change: Introduction to the special research forum. Academy of management journal, 45(1), 45-56

Mots-clés : démocratie, gouvernance, petits agriculteurs, participation, développement rural

Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres

Riccardo Bodini (directeur, EURICSE, Italie), Michele Pasinetti (directeur, coopérative sociale CAUTO, Italie), Elena Rocca (responsable de l'innovation, coopérative sociale CAUTO, Italie) et Silvia Sacchetti (professeur associé, université de Trente, Italie).

Ce document cherche à identifier et à systématiser les façons dont la gouvernance inclusive au sein d'une entreprise peut contribuer à générer des avantages matériels, tels que le développement de nouveaux produits et services ou la création de nouveaux réseaux et partenariats, ainsi que des avantages immatériels, tels qu'un sentiment accru d'appartenance et d'autonomisation. La question au cœur de la recherche est donc la manière dont une gouvernance inclusive peut se traduire par une plus grande durabilité des entreprises, en combinant la croissance économique avec la primauté des besoins des personnes et la génération de valeur sociale. C'est une question qui est devenue encore plus pressante à la suite de la pandémie de COVID.

Afin de répondre à cette question, l'article est divisé en deux parties : la première partie étudie - d'un point de vue théorique - l'importance de la participation au sein des entreprises coopératives. La seconde partie, adoptant une approche empirique basée sur le terrain, présente une étude de cas qui analyse la mise en œuvre de pratiques de gouvernance inclusive par CAUTO, une coopérative sociale opérant depuis plus de 25 ans dans la province de Brescia, en Italie, fournissant des services opérationnels et de conseil dans le domaine de la durabilité intégrée. Coopérative sociale comptant 421 travailleurs, dont 41,9 % sont dans des projets d'insertion professionnelle, et un chiffre d'affaires d'environ 19 millions d'euros, CAUTO a développé et expérimenté diverses initiatives de gouvernance inclusive et des mécanismes de participation au cours des dernières années, qui fournissent des indications utiles pour la question de recherche.

L'approche méthodologique multidisciplinaire utilisée pour la partie empirique de la recherche va des théories classiques utilisées dans la recherche sociale, comme la théorie du changement et l'approche anthropologique de l'observation participante, aux théories de gestion comme la gestion du cycle de projet et la conception de services. Ainsi, l'étude de cas comprendra à la fois l'analyse de cinq histoires de cas de projets participatifs mis en œuvre par le CAUTO au fil des ans ainsi que la modélisation à des fins de réplication dans d'autres contextes. À cet égard, une attention particulière sera accordée à quatre dimensions essentielles de la faisabilité d'une participation efficace à la gouvernance :

- organisationnelle, grâce à une structure de gouvernance claire et transparente en ce qui concerne les processus de décision et les rôles, capable de renforcer l'intelligence collective de l'organisation ;
- Juridique, avec l'adoption de formes juridiques appropriées qui permettent aux compétences professionnelles et transversales d'avoir une valeur commune pour l'ensemble de la communauté d'intérêt ;
- Technique, avec la présence d'un leadership qui possède les compétences et la sensibilité nécessaires pour faciliter les processus complexes et responsabiliser les agents du changement au sein de l'organisation ;
- Économique, en mettant en œuvre des pratiques participatives de manière progressive et par familles de projets connexes, plutôt que par des programmes structurés et dédiés qui peuvent être très coûteux et peu efficaces.

Mots-clés : gouvernance inclusive, outils de participation, innovation, conception de services, durabilité.

Mesure des mécanismes de contrôle de la bonne gouvernance dans certaines sociétés coopératives polyvalentes affiliées à l'Union coopérative de Robi Barga, zone de West Shoa, État régional d'Oromia en Éthiopie

M. Karthikeyan (professeur, département des coopératives, College of Business & Economics, Wollo University, Éthiopie) et Mekonnen Tolessa Edossa (Oromia Regional Cooperative Agency, Éthiopie)

Les sociétés coopératives emploient une variété de choix de mécanismes de contrôle de la gouvernance (GCMCs) qui sont les résultats des mécanismes de contrôle qui mènent à la bonne gouvernance comme l'identité coopérative pour se protéger contre les divers risques de changements et réduire les conflits parmi les parties prenantes poursuivant la maximisation de leur bien-être. Dans cette étude, une tentative a été faite pour mesurer les mécanismes de contrôle pour la bonne gouvernance dans une sélection de sociétés coopératives polyvalentes affiliées à la Robi Barga Farmers' Cooperative Union. Ce document vise donc à explorer les pratiques de gouvernance, à évaluer la relation entre les mécanismes de contrôle internes et externes et à analyser les variables influençant les GCMC. Pour atteindre ces objectifs, 150 répondants de 15 sociétés coopératives de deux districts ont été sélectionnés et des données primaires ont été recueillies en administrant un programme d'entretien semi structuré. Les données recueillies ont été analysées à l'aide de SPSS (version 20) et de statistiques simples telles que la fréquence et les pourcentages pour décrire le résultat, la corrélation a été utilisée pour déterminer le degré d'interdépendance des variables. En outre, un modèle de régression logistique multinomial a été utilisé pour déterminer les facteurs qui influencent les CGMC. Les résultats montrent que la mauvaise application des mécanismes de bonne gouvernance, la participation insuffisante des parties prenantes à la gouvernance des coopératives, l'inefficacité des membres des comités et le manque d'autonomie et d'indépendance sont les raisons de la rotation des comités, ce qui a conduit à l'absence de bonne gouvernance et à l'augmentation du taux d'intervention de l'État. Le résultat de l'analyse de corrélation montre que les mécanismes de contrôle interne et externe ont une relation significative et cela implique la mesure dans laquelle le système de contrôle externe influence positivement les activités des coopératives. Enfin, les résultats du modèle de régression logistique multinomiale montrent que les CCMG ont été influencées par des facteurs commerciaux, des facteurs constitutionnels et des facteurs de gestion. Toutes les lacunes constatées devraient être comblées par la collaboration des membres, des parties prenantes des coopératives, du gouvernement et des sociétés coopératives afin de faire de l'éthique et de la bonne gouvernance une identité coopérative pour le développement durable des coopératives.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : identité coopérative, société coopérative, choix des mécanismes de contrôle de la gouvernance, bonne gouvernance.

Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives.

Jozef Cossey (Doctoral fellow, KU Leuven & UCLouvain, Belgique), Adrien Billiet (FWO SB Fellow, KU Leuven, Belgique), Frédéric Dufays (Assistant Professor, ULiège & KU Leuven, Belgique) et Johan Bruneel (KU Leuven & IESEG School of Management, Belgique)

Mots-clés : gouvernance, code, principes, identité, formalisation.

Participation des membres

Participation des membres à la gouvernance des coopératives agricoles : Une analyse qualitative au Punjab, Pakistan.

Munib ur Rehman (Cooperative Societies Department Govt of Punjab, Pakistan)

Une coopérative est un modèle commercial unique basé sur la participation des membres, c'est-à-dire organisé, géré et contrôlé (gouverné) par les membres. La valeur de la démocratie est l'élément central du travail coopératif depuis la création des coopératives. La gouvernance par les membres dans les coopératives se manifeste de différentes manières. Certains membres participent jusqu'à l'apport de capital, d'autres assistent aux réunions et font même partie des comités et conseils de gestion. Tous ces aspects participatifs de la part des membres conduisent à la gouvernance de leurs coopératives. Cela nous permet de conclure que la gouvernance, bonne ou mauvaise, est directement influencée par la participation des membres. Au Punjab, une province du Pakistan, les coopératives agricoles sont la forme la plus importante de régime coopératif, avec plus de 29 000 des 33 000 coopératives de la province. Elles contribuent de manière significative à la sécurité alimentaire, à l'atténuation de la migration de la population des zones rurales vers les zones urbaines, à la lutte contre le chômage dans les zones rurales en créant des opportunités de revenus dans le secteur agricole par la fourniture et la commercialisation d'intrants et de produits agricoles, à la promotion de la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique par le biais des coopératives en soutenant et en participant à la culture, à la plantation et au développement de l'élevage et des produits laitiers, ce qui favorise l'identité coopérative. Sans la participation des membres, les initiatives prises ne peuvent atteindre leur objectif final. L'étude en cours explorera les différents aspects de la participation des membres dans la gouvernance des coopératives menant au succès de ces organisations uniques et son impact sur le développement de l'identité coopérative dans le domaine des affaires. Cette enquête empirique, de nature qualitative, utilise la technique du Focus Group (FGT) et deux groupes de discussion : FG1 (comprenant des officiers du département des sociétés coopératives du Punjab) et FG2 (comprenant des porteurs de bureau et des membres de sociétés coopératives). Les participants aux deux groupes de discussion ont été sélectionnés par échantillonnage aléatoire et les données ainsi recueillies seront analysées de manière thématique à l'aide de Nvivo V10. Les résultats de cette enquête seront utiles pour déterminer le rôle des membres dans la gouvernance des coopératives, pour améliorer et pérenniser le fonctionnement des coopératives agricoles afin qu'elles soient plus bénéfiques aux membres et pour aider les décideurs politiques à élaborer des politiques qui permettront aux coopératives de contribuer à l'économie nationale conformément à leurs objectifs, ainsi que pour renforcer le mouvement coopératif dans la région.

Mots clés : Coopératives, participation, gouvernance

Une étude sur la participation et le comportement des membres d'une coopérative de consommateurs coréenne - axée sur le rôle de l'auto-efficacité et de la propriété psychologique des membres

LEE Yena (Coach d'équipe et chercheuse, Coopérative sociale HBM, Corée)

Cette étude tente de comprendre la relation entre les variables psychologiques des membres des coopératives de consommateurs coréennes et leur comportement participatif afin de suggérer une stratégie de communication marketing encourageant la participation des membres et la construction d'une relation forte avec eux. Pour ce faire, des données quantitatives sont collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne et analysées. Les résultats montrent le rôle de l'efficacité perçue expliquant le comportement de participation volontaire du membre et l'effet positif de l'appropriation psychologique dans la relation entre l'expérience psychologique et le comportement durant l'utilisation de la coopérative par les membres. Sur la base de ces résultats, cette étude suggère plusieurs implications pour la communication marketing applicable à une coopérative de consommateurs en Corée et en général.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : efficacité de consommation perçue du membre, propriété psychologique, participation des membres, communication marketing des coopératives.

"La relance par les entreprises coopératives"

Fred Sitati (consultant coopératif, Kenya)

Alors que le mouvement coopératif continue de jouer un rôle clé dans la transformation de la vie de nombreuses personnes à travers le monde, il est également confronté à des défis qui se dressent sur son chemin alors qu'il s'efforce de survivre et de prospérer en ces temps turbulents.

La pandémie de CORONA a posé le plus grand défi à un secteur par ailleurs stable, d'où la nécessité de faire les choses différemment à l'avenir.

Le chaînon manquant en Afrique d'où je viens (Kenya) est la faiblesse des structures de gouvernance qui rend les coopératives moins attrayantes et moins compétitives.

Plus précisément, je tiens à souligner que les personnes élues pour gérer ces entreprises n'ont pas les compétences requises et, dans une certaine mesure, possèdent une intégrité douteuse.

Bien que la loi sur les sociétés coopératives de 1997 (amendement 2004) ait créé des comités de surveillance pour contrôler les comités de gestion, des cas de détournement des ressources des coopératives continuent d'être signalés, ternissant ainsi l'image des coopératives en général.

La création de comités de surveillance était censée réduire considérablement les contrôles gouvernementaux jusqu'alors importants sur les coopératives.

Je pense que, dans la mesure où les coopératives sont des entités du secteur privé basées sur les membres, appartenant aux membres et contrôlées par eux, il est nécessaire d'adopter les meilleures pratiques de gouvernance en introduisant des administrateurs indépendants qui doivent être des professionnels et des personnes d'une intégrité irréprochable. Nécessaire pour inspirer la confiance du public ou des membres.

Il existe des cas où des membres de Sacco, en particulier, ont perdu leurs économies de toute une vie dans les Saccos, qui ont été investies dans des projets non approuvés par les membres.

Par conséquent, les membres déçus choisissent de rechercher des services financiers auprès d'autres fournisseurs, ce qui porte un coup sérieux à l'image du mouvement coopératif.

Je suis sûr qu'avec l'inclusion de directeurs indépendants qui sont des professionnels et qui inspirent le respect dans les communautés, cela changera la donne et permettra aux coopératives de se professionnaliser comme leurs homologues, les entreprises.

D'autres considérations à prendre en compte sont les amendements appropriés à la loi pour intégrer la technologie dans leurs opérations.

Tout bien considéré, la nomination d'administrateurs indépendants au sein des conseils d'administration et des comités des entreprises coopératives permettra de mettre fin une fois pour toutes à la mauvaise gestion qui caractérise de nombreuses coopératives en Afrique.

[Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

[Président]

- Violeta Boronat Pont (Secrétaire, Développement institutionnel et responsable du programme de genre, Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine)

[Panélistes]

- Violeta Boronat Pont (Secrétaire, Développement institutionnel et responsable du programme de genre, Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine)
- Valeria Mutuberría Lazarini (Instituto Universitario de la Cooperación IUCOOP, Argentine)
- Anabel Rieiro Castañeira (Professeur associé, Département de sociologie, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de la República, Uruguay)
- Beatriz Schwenck (Doctorante, Universidad Nacional de Campinas, Brésil)
- Nadia Eslinda Castillo Romero (Universidad Iberoamericana Puebla, México)
- Claudia de Lisio (Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine / Instituto Nacional del Cooperativismo, Uruguay)

Nous comprenons que l'approche de l'équité de genre, de l'égalité et de la diversité dans les organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS), en particulier dans les coopératives, apparaît comme un espace favorable avec un potentiel important dans la construction de nouveaux horizons de transformation sociale.

Ces concepts sont inhérents au mouvement coopératif, et apparaissent comme une sorte d'accord implicite entre ses membres, au profit de relations de parité, de solidarité et de respect. Cependant, dans la pratique, ces principes sont continuellement assiégés par un ordre de genre[2] structuré par des relations hiérarchiques de compétition et de domination, qui conditionne l'espace coopératif.

Les façons de faire des coopératives restent androcentriques : l'inégalité et la diversité des sexes dans l'exercice du pouvoir au sein de ces organisations constituent l'une des plus grandes contradictions entre la théorie et la pratique des coopératives, ce qui affaiblit leur identité.

En ce sens, nous proposons un espace de réflexion sur la co-construction d'une vision plus complexe et plus riche des processus de recherche sur les collectifs qui réalisent ces activités, ainsi que sur les conditions de domination et les outils qui permettent la transformation des situations d'inégalité, en s'attaquant aux bases des écarts et des inégalités qui génèrent le sexisme, le machisme, la discrimination, la violence et l'exploitation.

Il convient de noter qu'il existe une relation conceptuelle entre le coopérativisme et le féminisme, en acceptant par avance la diversité interne de chacun des mouvements. Les concepts d'égalité et de justice sont sous-jacents aux deux courants de pensée, et tous deux visent à limiter les relations de pouvoir. Dans le cas du coopérativisme, l'objectif est de transformer la relation de pouvoir entre le capital et le travail ; dans le cas du féminisme, la relation de pouvoir entre les hommes et les femmes, la relation de genre en tant que catégorie discriminatoire et hiérarchique. Ces deux courants de pensée partagent également un lien direct avec les mouvements et les pratiques socioproductives, dont ils sont issus et dont ils font partie.

La pertinence des études de genre et des luttes pour les femmes et la diversité au cours des dernières années - stimulée par la pandémie de covid 19 - permet d'élargir et d'approfondir le lien avec les études qui traitent de l'identité coopérative et des TES ;

Il existe différentes imbrications - bien que naissantes - de chercheurs qui abordent les différentes problématiques et génèrent des réseaux avec d'autres organisations associatives, comme l'espace

[2] Connell (2018). op.cit

genre du Réseau d'Universités d'Economie Sociale et Solidaire RUESS GENEROS, Argentine ; le Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire RIPESS, la Confluence Féministe du Forum Social Mondial des Economies Transformatrices FSMET, entre autres. Il est entendu qu'un réseau généré à partir de l'espace des Chercheurs en Coopérativisme peut se nourrir de l'expérience accumulée par cet espace et, en même temps, valoriser les productions existantes, combler les lacunes des lignes thématiques non encore explorées, produire des informations quantitatives-qualitatives avec un niveau d'agrégation supérieur à celui existant et promouvoir le sujet parmi ses membres.

L'objectif principal du panel est de connaître et de réfléchir sur les lignes de recherche développées par les universités et les centres de recherche et de construire une proposition de mise en réseau entre différentes entités qui contribue à l'inclusion de la perspective de genre dans la dynamique de construction identitaire des TES.

Elle favorisera également

- Identifier les lacunes dans les lignes thématiques, y compris l'approche spécifique des régimes de genre[3] dans les organisations coopératives.
- Approfondir notre compréhension des approches méthodologiques appropriées au sujet traité.
- Encourager les lignes de recherche à fournir des contributions à la conception d'outils pour l'incorporation de la perspective de genre dans tous les domaines de la vie organisationnelle, en tant que pratique transformatrice.
- Promouvoir un réseau d'études de genre axé sur les organisations coopératives et de l'ESS.

Quatre universités assurent la promotion de ce panel : Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine ; Universidad de la República, Uruguay, UNICAMP, Brésil et Universidad Iberoamericana Puebla, Mexique.

Il est attendu la participation de chercheurs d'universités, de centres de recherche et d'entités coopératives et d'OSEO ayant des projets de recherche en cours de développement, ainsi que de personnes intéressées par ce domaine de recherche.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : genre, équité, égalité, diversité, réseau de chercheurs

---

Actions en Argentine dans une perspective de genre dans le domaine de la coopération

Violeta Boronat Pont (Secrétaire, Développement institutionnel et responsable du programme de genre, Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine)

L'objectif est de partager une carte analytique des actions de formation, de recherche et de représentation menées en Argentine dans le secteur coopératif et l'économie sociale et solidaire (ESS), depuis les domaines académique, productif et étatique, unis dans le but de fournir une perspective de genre dans les coopératives et autres formes organisationnelles de l'ESS.

L'accent sera mis sur les méthodes d'approche, les croisements entre les actions et les domaines d'intervention, ainsi que sur les multiples réseaux constitués. Une analyse matricielle permettra de mettre en évidence les progrès accomplis, notamment au cours de la dernière décennie.

En ce qui concerne spécifiquement le travail de recherche, nous identifierons les lacunes thématiques et les réflexions sur les méthodologies appropriées, en notant la complexité de l'intersection entre les études de genre et les études coopératives et les organisations de l'ESS ; des domaines traversés par

[3] Connell (2018). op.cit

des discours de vérité qui peuvent faire obstacle à l'analyse critique, essentielle pour soutenir les processus de transformation vers une démocratie de genre.

L'organisation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil

Beatriz Schwenck (doctorante, Universidade de Campinas, Brésil / Université de Paris, France)

Cette présentation expose brièvement le contexte de l'organisation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil, leurs pratiques économiques et leur participation au mouvement social, en tenant compte des relations étroites entre les sphères politique, économique et domestique. Elle se base sur une recherche-action menée avec AMESOL - Association des femmes en économie solidaire (São Paulo, Brésil), une pratique de recherche qui permet d'appréhender les tensions à l'intérieur et à l'extérieur des organisations et la possibilité de percevoir des formes, parfois discrètes et indirectes, de transformation de la réalité sociale. L'argument est que les réseaux de solidarité des femmes dans le contexte de l'économie solidaire permettent la participation et la dispute des femmes à l'espace public et privé, sur la base de la (re)négociation des relations économiques et de genre. L'étude cherche également à réfléchir aux limites de ces organisations, notamment par rapport à l'État brésilien et à la possibilité pour l'économie solidaire d'assurer des conditions matérielles minimales aux travailleurs associés.

Perspectives de genre et féministes à partir des différentes formes qui composent l'ESS aujourd'hui en Uruguay.

Anabel Rieiro Castañeira (professeur associé, département de sociologie, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de la República, Uruguay)

L'objectif est d'analyser les rencontres et les désaccords entre les formes organisationnelles hétérogènes qui composent l'économie sociale et solidaire (ESS) et les féminismes en Uruguay, contextes pris dans la perspective de la durabilité de la vie comme espaces alternatifs à l'économie politique hégémonique, centrée sur le capital. À cette fin, les clés du débat sont présentées et les sources bibliographiques et les données secondaires disponibles sont systématisées afin de présenter - dans une perspective historique - la carte mondiale contemporaine du champ de l'ESS et des féminismes. La configuration du champ de l'ESS et des femmes est explorée, non seulement en identifiant la composition féminine des organisations, mais aussi en lien avec le champ du féminisme en Uruguay (les débats qui ont eu lieu et les conquêtes obtenues), afin de reconnaître les propositions communes qui peuvent être élaborées comme un projet socio-économique alternatif, centré sur la vie. Certaines des tensions qui sont reprises des particularités du cas national se réfèrent aux possibilités de démocratisation des sphères de reconnaissance et de redistribution comme un réseau articulé ou, au contraire, avec une relative autonomie.

L'économie sociale et solidaire, et la critique de la division sociale du travail

Nadia Castillo Romero (Universidad Iberoamericana Puebla, México)

Une question de plus en plus fréquente et, bien sûr, émergente et pertinente dans la littérature sur l'économie sociale et solidaire (ESS) est de savoir si les expériences d'ESS promeuvent et mettent en

évidence l'égalité et l'équité entre les sexes, ou si elles laissent cette discussion de côté pour se concentrer sur l'autogestion, la coopération et le bien-être économique collectif sans promouvoir l'intégration de l'approche de genre dans la gestion des expériences d'ESS.

Par conséquent, nous nous demandons si l'ESS a réellement une proposition contre-hégémonique qui lutte en opposition aux formes de domination patriarcale, comme en témoignent différents auteurs et, d'autre part, comment les économies féministes abordent l'ESS en mettant l'accent sur la critique de la division sociale du travail par sexe.

Contributions à l'approche d'une perspective de genre et de diversité dans la réglementation des coopératives et de l'économie sociale

Claudia de Lisio (Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine / Instituto Nacional del Cooperativismo, Uruguay)

Cette présentation vise à réfléchir sur le rôle du droit des coopératives et de l'économie sociale dans l'intégration du genre et de la diversité.

Cette branche du droit peut être conçue comme une construction abstraite visant à coopérer les personnes sans distinction, comme un produit social qui reflète, affirme, naturalise et reproduit les inégalités de genre. L'égalité des droits étant un principe directeur de l'action, les normes juridiques doivent explicitement jouer en faveur de l'équilibrage des chances de développement humain en présence d'asymétries. C'est ainsi que l'on peut être cohérent avec les valeurs de la coopération, avec ses principes, avec la raison d'être de la création d'un projet solidaire et humanisant.

Cette perspective dans le droit des coopératives et de l'économie sociale est un défi, car l'importance d'appliquer l'approche de genre et de diversité à son développement et à son analyse n'est pas encore clairement comprise. Et c'est une opportunité car elle nous permet de donner une dimension plus complète aux règles qui régissent ces formes d'organisation, comme un outil de changement qui contribue à la reconnaissance des droits de l'homme, en renforçant le sens des principes d'équité, d'égalité et de participation.

Systèmes d'information pour l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) dans une perspective de genre

Valeria Mutuberría Lazarini (Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine)

L'objectif de l'intervention est d'aborder et de réfléchir sur les besoins et les défis que nous avons dans la co-construction de systèmes d'information pour l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) dans une perspective de genre. L'intervention présentera d'abord quelques études, articles, rapports et documents qui tentent de mesurer quantitativement et qualitativement le secteur en Argentine et dans Notre Amérique, afin de situer le débat en termes de collecte et de mesure des données. Deuxièmement, problématiser les lacunes sur cette question, en mettant l'accent sur la perspective de genre. Nous terminerons en mentionnant quelques travaux, études, rapports produits dans des organisations de la SSPE ainsi que dans des universités qui envisagent des diagnostics et des mesures dans le secteur depuis une perspective de genre.

Égalité des sexes

La participation des femmes pour approfondir l'identité coopérative - Perspectives coopératives en Inde

Sudha Kornginnaya (professeur associé, département de commerce, Besant Women's College, Inde)

En Inde, les coopératives ont fait de grands progrès dans la trajectoire de l'autonomisation des femmes dans différents secteurs pendant différents types de crise comme la crise financière, l'action climatique et la pandémie de COVID-19. Elles ont réalisé des progrès considérables dans l'amélioration du statut des femmes et dans la mobilisation des femmes pour l'inclusion socio-économique et l'entreprenariat collectif à travers des initiatives de groupes d'entraide dans le paysage coopératif. Cependant, la participation des femmes n'est toujours pas perçue comme une "essence de l'identité coopérative" et une valeur fondamentale de la coopération par les dirigeants des coopératives et le personnel des départements coopératifs (Taimni, 1993). Bien que les efforts engagés en faveur de la participation des femmes, tant au niveau de l'Apex que de la base, soient convaincants, les progrès en matière de parité entre les sexes dans le leadership et la prise de décision restent lents (Azad, 2017 ; ILOCOOP, 2015 ; Kornginnaya, 2020).

La définition, les valeurs et les principes coopératifs qui sous-tendent l'identité coopérative accordent des droits égaux de contrôle, de pouvoir et de participation aux affaires coopératives, accordent des opportunités égales d'utiliser les services et de bénéficier équitablement des avantages (Azad, 2017 ; OIT, 2005). Mais en réalité, la participation des hommes et des femmes est compromise en raison de la prévalence des inégalités entre les sexes, des barrières socio-économiques, culturelles et juridiques d'une part (FAO, 2017 ; ACI, 2016) et de la prépondérance des objectifs économiques sur les objectifs associatifs d'autre part. Elle est considérée comme une exigence nominale pour répondre à la contrainte de la démocratie et comme une exigence de la loi reflétant la création d'une façade de gestion démocratique. Le fait est que la participation des femmes membres défavorisées et démunies, qui bénéficieraient le plus des coopératives pour leur autonomisation, n'est pas éclairée, n'est pas informée du potentiel des coopératives et est exclue de la participation aux affaires coopératives (ICA, 2016 ; Green, 2014 ; Kornginnaya, 2015). Compte tenu de cette toile de fond, la présente étude examine les raisons de la participation des femmes. Sur la base de l'enquête empirique, elle donne un aperçu des interventions coopératives initiées pour favoriser cette dernière dans les coopératives étudiées. L'étude explique également les différents défis auxquels sont confrontés les membres et qui se traduisent par leur exclusion, et propose quelques implications politiques à cette fin.

Conception/méthodologie/approche : L'étude est à la fois exploratoire et descriptive par nature et est basée sur l'enquête empirique menée pour le projet de recherche mineur au cours de 2015-2019 (septembre). Les deux sources de données primaires avec des observations sur le terrain et les sources de données secondaires sont utilisées dans l'étude. Des statistiques descriptives et une analyse factorielle sont utilisées pour l'analyse des données. L'étude empirique est limitée aux coopératives primaires travaillant dans différents secteurs dans le district de Dakshina Kannada dans l'État du Karnataka en Inde. Pour les besoins de cette étude, un échantillonnage aléatoire stratifié à plusieurs degrés est utilisé pour la sélection de la zone, des secteurs et des unités. Au total, 100 personnes, y compris les membres du bureau et les membres ordinaires, ont été interrogées. Cependant, on a pris soin de sélectionner un échantillon représentatif en tenant compte du sexe, de l'alphabétisation, de l'âge, de la profession et du lieu.

Résultats : Le document donne un aperçu des initiatives coopératives pour la participation des femmes au niveau de la base dans les coopératives étudiées. L'analyse factorielle a permis de dériver quatre facteurs expliquant les défis perçus par les membres interrogés et menant à leur exclusion, qui expliquent 42,828 de la variance totale des facteurs.

Implications pratiques : Ce document fournit aux praticiens une analyse des défis à la participation des femmes et des idées pour concevoir des interventions coopératives pour y faire face. Les conclusions de ce document de recherche visent à contribuer à l'avancement des connaissances

concernant l'identité coopérative qui nécessite l'internalisation des préoccupations liées au genre dans les pratiques et les fonctions coopératives.

Implications sociales : La promotion de l'inclusion du genre dans les coopératives renforce l'identité coopérative et le développement durable des femmes, ce qui peut fournir une justification de la politique coopérative pour le soutien de la participation du genre.

Originalité/valeur : L'article montre comment la participation des hommes et des femmes est essentielle à l'identité coopérative et les idées proposées sont susceptibles d'être bénéfiques pour les membres des coopératives et les dirigeants afin de favoriser une participation significative et inclusive des hommes et des femmes.

Références

Azad, Nandini (2017). Gender is More Than a Statistic- Status of Women in the Cooperatives of the Asia Pacific Region. Ten Year Gender Disaggregated Database. Retrieved from http://www.ica-ap.coop/sites/ica-ap.coop/files/Data%20Study% 20Report.PDF

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2017). Regional gender strategy and action plan 2017-2019 for Asia and the Pacific. Regional Office for Asia and the Pacific. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Bangkok. Retrieved from http://www.fao.org/3/a-i6755e.pdf..

Green, Dame Pauline. (2014). Equality, Development and Social Inclusion: Challenges and Opportunities for the Cooperative Movement. Retrieved from https:// www. aciamericas.coop/ IMG/pdf/paulinegreen-2.pdf

International Cooperative Alliance. (2016). Gender equality and women's empowerment in co-operatives- A literature review. Retrieved from https://www.ica.coop/sites/ default/files/ publication-files/womencoops-literature-review-1641374184.pdf

ICA-AP. (2015). Resource guide for advanced training of co-operatives on entrepreneurship development of women and gender equality. Retrieved from https:// www.ica.coop/ sites/ default/ files/publication-files/ica-asia-pacific-resource-guide-2051395662.pdf

International Labour Organisation. (2005). Leadership training manual for women leaders of co-operatives. Retrieved from https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/..

ILOCOOP. (2015).Advancing gender equality: The co-operative way, Geneva, Switzerland: International Labour Organization. Retrieved from http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/--- coop/documents/publication/wcms_379095.pdf.

Kornginnaya, Sudha. (2015). Women in leadership for effective governance- Issues and challenges. Paper presented at the 10th ICA- Asia-Pacific Regional Research Conference on Governance of Co-operatives: Issues and Challenges, November 05_06. Pune, India: VAMNICOM.

Kornginnaya, Sudha. (2020). Asian co-operatives and gender equality, In Altman, M., Jensen A., Kurimoto, A., Tulus R., Dongre, Y., and Jang, S. (Ed.), Waking the Asian Pacific cooperative potential (pp.71-88). London: Academic Press, Elsevier.

Taimni, Krishan.K. (1993). Cooperative Development: The Next Phase. New Delhi: ICA- DOMUS Trust.

Mots clés : coopératives, participation des femmes, identité coopérative, femmes membres, interventions.

La participation des femmes dans le mouvement coopératif brésilien et mondial

Suzane Grimm (Universidade do extremo Sul Catarinense (UNESC), Brésil) et Dimas de Oliveira Estevam (Universidade do extremo Sul Catarinense (UNESC), Brésil)

L'histoire du coopérativisme est généralement décrite comme une histoire d'inclusion, de lutte pour les droits et de recherche de l'égalité. Cependant, en ce qui concerne les questions de genre, il n'existe pas d'archives précises sur la participation des femmes à la construction du coopérativisme dans le monde. Ce n'est pas nouveau si l'on considère que la participation des femmes a été constamment cachée dans l'histoire de l'humanité (Saffioti, 2004). Cependant, même si la participation des femmes n'est pas reconnue, il serait hautement improbable qu'au moment historique où le mouvement coopératif a émergé (pendant la première révolution industrielle, qui a nécessité une main-d'œuvre féminine massive), les femmes n'aient pas été impliquées dans les premières expériences coopératives (Wirth, 2010).

Par conséquent, l'objectif de cet article est d'analyser la participation des femmes dans l'histoire du coopérativisme dans le monde. Le processus méthodologique utilisé pour mener à bien cette étude a été la recherche bibliographique à travers des articles, des livres et des sites web spécialisés. Sur la base des informations recueillies, des analyses ont été réalisées à la lumière des références théoriques utilisées, dans lesquelles on peut comprendre la trajectoire de la participation des femmes dans l'histoire du coopérativisme et les principales actions internationales et brésiliennes qui cherchent à contribuer à la réduction des asymétries de participation entre hommes et femmes. Le résultat de l'analyse a permis de constater que dans le mouvement coopératif international, certaines institutions se sont distinguées par des aspects liés à la participation des femmes : La Guilde des femmes coopératives (CWG), une institution créée pour développer l'union coopérative en 1883, sur la base des idées d'Alice Acland, publiées dans le journal Cooperative News dans la section " Woman's Corner " ; et l'Alliance coopérative internationale (ACI) qui, bien que n'ayant pas cette fonction principale, se distingue par le partage des luttes liées aux droits des femmes et la promotion d'actions et de programmes en faveur de l'égalité des sexes.

Actuellement, bien qu'il existe des actions en faveur de l'égalité des sexes au sein des organisations coopératives, ce qui a été perçu dans la recherche menée est que, tout au long de l'histoire du mouvement coopératif, les inégalités de genre sont restées presque invisibles dans les débats des groupes liés au mouvement coopératif.

Dans le contexte brésilien, les asymétries internationales concernant la participation des femmes au mouvement coopératif sont reproduites. Cependant, certaines organisations liées au mouvement coopératif cherchent, par leurs actions et leurs programmes, à changer la réalité en ce qui concerne les inégalités de genre. Il faut souligner la contribution de l'OCB (Organisation des coopératives brésiliennes) qui, par ses actions, a promu des initiatives visant à combattre les inégalités dans la participation des femmes aux coopératives. Il convient également de souligner les actions de l'État brésilien qui, par le biais de politiques publiques, a développé des actions par le biais du Secrétariat du développement agricole et du coopératisme (SDC), mis en œuvre en 2004. Le Programme Coopergénero, malgré ses limites structurelles, cherche à contribuer à la réduction des inégalités de genre dans la sphère coopérative brésilienne et à augmenter la participation des femmes.

Dans le mouvement coopératif brésilien, comme dans le mouvement coopératif mondial, il est possible de percevoir la faible visibilité attribuée à la participation des femmes tout au long de l'histoire du mouvement coopératif. Au Brésil, il faut considérer qu'à certains moments, comme pendant la période de la dictature militaire, le mouvement coopératif a subi des privations et la liberté de la population a été décimée. Dans ces circonstances, les femmes ont été les plus touchées par le régime militaire.

Au-delà des timides initiatives de promotion de l'égalité de genre par les organisations internationales et les organes représentatifs du coopérativisme brésilien, le champ académique manque également d'études qui cherchent à donner une visibilité à la participation des femmes dans la construction de la trajectoire du coopérativisme brésilien et mondial. Les rares récits de la participation des femmes au coopérativisme peuvent révéler comment les inégalités de genre affectent les femmes, non seulement

en raison de la présence limitée des femmes dans la sphère publique, mais aussi en raison de la manière dont l'enregistrement de leur participation est dissimulé.

Références

Saffioti, Heleieth I. B. (2004). *Gênero, patriarcado, violência*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo.

Wirth, Ioli G. (2010). As relações de gênero em cooperativas populares do segmento da reciclagem: um caminho para a construção da autogestão? Dissertação (Mestrado em Educação - Universidade Estadual de Campinas - Unicamp). Recuperado de: http://repositorio.unicamp.br/jspui/handle/REPOSIP/251419

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : coopérativisme, genre, participation des femmes.

La perception des acteurs sur le rôle des coopératives féminines dans l'empowerment des femmes, cas de la région du Souss Mssa, Maroc

Aicha Ahnach (Doctorante, Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Economiques / FSJES AGADIR / Université Ibn Zohr Agadir, Maroc) et Lahoussine Rachidi (Enseignant superviseur, Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Economiques / FSJES AGADIR / Université Ibn Zohr Agadir, Maroc)

Le contexte du travail de la femme est caractérisé par une certaine vulnérabilité au niveau mondiale. En effet, « les femmes représentent la majorité des travailleurs les moins bien payés à l'échelle mondiale et ce sont elles qui occupent les emplois les plus précaires » (OXFAM, 2017). Le travail des femmes est négligeable dans la majorité des cas et par conséquence, il est sous-estimé par les politiques publiques. Face à ce contexte, les militantes, les chercheures et les responsables politiques féminines plaidoient pour l'intégration des femmes dans la problématique du développement. En critiquant les approches précédentes qualifiées autocentrés ou les décisions partent du haut vers le bas (*top down*), ce réseau féminin défende l'approche d'*empowerment* basée sur des initiatives partant du bas (*bottom-up*) afin de promouvoir un développement libéré de toutes sortes de domination basées sur le sexe, l'ethnie, la classe sociale et la nationalité.

Contrairement à l'approche philanthropique axée sur la charité et sur la bienfaisance, l'approche d'*empowerment* est fondée sur le postulat que les individus et les communautés peuvent acquérir des capacités pour agir et conduire des changements indispensables afin d'assurer leur bien-être via l'accès et le contrôle des ressources. L'*empowerment* est donc un processus d'acquisition « de pouvoir » soit au niveau micro (*empowerment* individuel) soit au niveau macro (*empowerment* collectif). Ce concept désigne à la fois la capacité d'agir de façon autonome, les moyens nécessaires et le processus d'atteinte de cette capacité d'agir, soit chez un individu ou chez une communauté.

Considérée comme la composante principale de l'économie sociale et solidaire, et ayant une double fonction économique et sociale, la coopérative, appelée « fille de nécessité » par Charles Gide, est une association volontaire des personnes dont l'objectif est de répondre à leurs besoins économiques, culturels ou sociaux (Alliance Coopérative Internationale).

Les entités de l'économie sociale et solidaire, particulièrement, les coopératives féminines constituent des espaces privilégiés d'intimité et de solidarité, voire des supports d'*empowerment* individuel et collectif, mais aussi de véritables modes d'accumulation économique et d'accès au pouvoir (Charlier, 2006; Guérin, 2003).

Au Maroc, la nouvelle stratégie de l'ESS (2018-2028) a fixé des objectifs économiques et sociaux visant l'amélioration des conditions socioéconomiques de la femme souffrant de la précarité. D'où notre question de recherche : dans quelle mesure l'économie sociale et solidaire (via les coopératives féminines) contribue à l'*empowerment* des femmes?

Pour répondre à cette question, nous mènerons une étude qualitative exploratoire auprès de différents acteurs impliqués dans le secteur coopératif dans la région du Souss Massa au Maroc.

Références

Alsop, R., Bertelsen, M. F., & Holland, J. (2006). *Empowerment in practice : From analysis to implementation*. World Bank.

Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2013). L'empowerment, un nouveau vocabulaire pourparler de participation ? *Idées économiques et sociales*, *N° 173*(3), 25. https://doi.org/10.3917/idee.173.0025

Ben Lazrak, A. (2015). *Empowerment et économie sociale et solidaire : Étude de cas d'organisations féminines en Afrique de l'Ouest* [Phdthesis, Université Grenoble Alpes]. https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01331711

Biewener, C., & Bacqué, M.-H. (2011). 4. Empowerment, développement et féminisme : Entre projet de transformation sociale et néolibéralisme. In *La démocratie participative* (p. 82-101). La Découverte; Cairn.info. https://www.cairn.info/la-democratie-participative--9782707157201-p-82.htm

Calvès, A.-E. (2009). « Empowerment » : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, *200*(4), 735. https://doi.org/10.3917/rtm.200.0735

Charlier, S. (2006). *L' économie solidaire au féminin : Quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes? ; une étude de cas dans les Andes Boliviennes*. Presses Univ. de Louvain.

Charlier, S. (2011). *Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : Participation et visibilité des femmes en Bolivie | Cairn.info*. https://www.cairn.info/femmes-economie-et-developpement--9782749212982-page-155.htm

CNLAMCA (CEGES). (1995). *Charte de l'Economie Sociale*.

Collette, C., & Pigé, B. (2008). *Economie sociale et solidaire : Gouvernance et contrôle*. Dunod.

Drainville, I. (2001). *La contribution du modele cooperatif au developpement durable axe sur le genre : Le cas des cooperatives feminines d'extraction et de commercialisation d'huile d'arganier au Maroc*. https://www.elibrary.ru/item.asp?id=5443326

Draperi, J. F. (2012). *La république coopérative, Editions Larcier, Bruxelles*.

Fath Allah, A. (2011). Eclairages sur le mouvement coopératif marocain. *Revue Marocaine des Coopératives, Office du Développement de Coopération*, *1*, 7-10.

Gavard-Perret, M.-L., Gotteland, D., Haon, C., & Jolibert, A. (2008). *Méthodologie de la recherche : Réussir son mémoire ou sa thèse en sciences de gestion* (halshs-00355220; Post-Print). HAL. https://ideas.repec.org/p/hal/journl/halshs-00355220.html

Gazzar, A. E., Hasnaoui, R., & Taoufik, B. (2018). L'entrepreneuriat d'intérêt collectif au service de développement durable au Maroc : Cas des coopératives féminines arganières de la province d'Essaouira. *Repères et Perspectives Economiques*, *2*(1). https://revues.imist.ma/index.php?journal=rpe&page=article&op=view&path%5B%5D=10927

Gillot, G. (2017). Les coopératives, une bonne mauvaise solution à la vulnérabilité des femmes au Maroc ? *Espace populations sociétés*, *2016/3*. https://doi.org/10.4000/eps.6619

Guérin, I. (2003). *Femmes et économie solidaire*. Découverte/M.A.U.S.S./SED.

Kabeer, N. (2005). Gender equality and women's empowerment : A critical analysis of the third millennium development goal 1. *Gender & Development*, *13*(1), 13-24. https://doi.org/10.1080/13552070512331332273

Kanbur, S. M. R., Lustig, N., & World Bank (Éds.). (2000). *Attacking poverty*. Published for the World Bank, Oxford University Press.

Keller, B., & Mbewe, D. C. (1991). Policy and Planning for the Empowerment of Zambia's Women Farmers. *Canadian Journal of Development Studies/Revue Canadienne d'études Du Développement*, *12*(1), 75-88. https://doi.org/10.1080/02255189.1991.9669421

McWhirter, E. H. (1998). An Empowerment Model of Counsellor Education. *Canadian Journal of Counselling*, *32*(1), 12-26.

Narayan, D., & World Bank. (2004). *Autonomisation et réduction de la pauvreté*. Ed. Saint-Martin ; Banque Mondiale ; Nouveaux Horizons.

Ninacs, W. A. (2002). *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec*. Université Laval.

ODCO, Revue Marocaine des Coopératives. (2016).

Rowlands, J. (1995). Empowerment examined. *Development in Practice*, *5*(2), 101-107. https://doi.org/10.1080/0961452951000157074

United Nations. (2015). *Taking stock of the global partnership for development.*

Mots-clés : Économie sociale et solidaire, autonomisation, coopératives de femmes, femmes.

Le rôle de l'identité coopérative comme moteur de l'ODD 5

Vera Lucia de Oliveira (Sicoob Executivo, Cooperada, Brésil**)** et Cristina Arzabe (Chercheur, EMBRAPA, Brésil)

Mots-clés : femmes, appartenance, économie, Brésil, Coopergênero

1.3. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION

Éducation

L'indispensable contribution des gestionnaires à l'identité coopérative

Yvan Rouillé (Directeur général adjoint, Caisse Desjardins des Policiers et Polices / Université Saint Mary's, Canada)

L'identité coopérative, qui regroupe les valeurs et principes du mouvement coopératif, se manifeste à travers plusieurs sphères comme la participation des membres, les engagements de la coopérative dans la communauté, son exercice démocratique et sa gouvernance, mais cette identité devrait également se vivre via les ressources humaines qui composent cette coopérative : Les employés d'une coopérative, quels que soient leurs fonctions, représentent leur entreprise, leur coopérative, ils sont l'image de la coopérative.

La crise identitaire chez les coopératives est principalement la conséquence aux transformations que les coopératives ont dû effectuer voulant faire face aux pressions économiques, règlementaires et technologiques, afin de pouvoir rester concurrentielles dans des marchés devenus hostiles (Daniel Côté), mais cette identité est également modelée et façonnée dans le quotidien et avant tout par les dirigeants et les gestionnaires de la coopérative.

Également, l'éducation coopérative est un pilier essentiel dans les coopératives, l'éducation la formation et l'information sont d'ailleurs regroupés dans le principe #5 de l'Alliance Coopérative Internationale, et les coopératives mettent en place des programmes d'éducation visant à promouvoir le modèle coopératif. Concrètement, ces programmes sont essentiellement destinés à une clientèle extérieure et à des potentiels futurs membres, afin de faire connaître les avantages du modèle coopératif.

- Qu'en est-il alors de l'éducation des employés et gestionnaires de la coopérative sur ces mêmes valeurs et principes ?
- Est-ce que les coopératives s'assurent que ces mêmes programmes de formation soient compris, intégrés et raisonnent chez leurs propres employés, principalement les gestionnaires, afin de favoriser l'identité coopérative ?
- Comment la coopérative fait vivre sa distinction et son identité coopérative au sein même de son organisation ?

Méthodologie

Gestionnaire dans des institutions financières en Europe et au Canada depuis plus de 15 ans, aussi bien dans des banques que dans des coopératives, j'ai eu l'occasion de passer à travers de nombreux processus de recrutements et de promotions pour des postes de cadres pour des banques et de direction générale pour des coopératives financières. Pour ces dernières comme pour les banques, les processus furent basés exclusivement sur mes performances et réalisations passées, mes ambitions futures et mon potentiel à développer mon organisation, uniquement par mes résultats.

C'est pourquoi Je propose d'utiliser le concept de charte de compétences (l'approche DACUM) pour diagnostiquer le cœur de métier d'un gestionnaire, et ainsi analyser mettre en lumière ce qui doit être différent chez un directeur de banque versus un directeur d'une coopérative financière : Faire ressortir les connaissances et les habiletés distinctives que doit posséder un candidat au poste de gestionnaire dans une coopérative.

Objectifs

Bien que nous puissions observer depuis peu un léger changement d'orientation, les évaluations des gestionnaires ont toujours été et sont encore aujourd'hui principalement basées sur les performances financières de l'organisation, et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs sans lien avec l'identité coopérative.

Décomposer ce qu'est la gestion de la dimension coopérative dans les tâches d'un gestionnaire peut servir de références pour déterminer quels sont les indicateurs qui doivent être pris en compte pour recruter ou évaluer un gestionnaire dans une coopérative.

Contributions à la recherche

Les leaders d'une coopérative, les influenceurs, sont les portes paroles de l'identité coopérative au sein de leur organisation. Les gestionnaires ne font pas que suivre les résultats et encadrer les employés, ils les inspirent. Ils ont un réel impact sur l'image qu'ils vont avoir de leur employeur, en cohérence avec les valeurs d'une coopérative, ils véhiculent une image morale de leur coopérative.

En mettant en parallèle les deux réalités des fonctions pourtant similaires mais dans des environnements très différents, à savoir un gestionnaire dans une entreprise à capital action versus une coopérative, en pouvant comparer l'ensemble des mes expériences comme gestionnaire dans ces deux environnements, nous allons pouvoir outiller les coopératives dans leurs processus futurs ainsi que dans leur gestion des ressources humaines.

Enfin, un poste de gestionnaire ou de directeur général vient avec des attentes de la part des dirigeants. D'un côté Il y a les attentes économiques et financières, et de l'autre les attentes de visibilité et de participation de la communauté. Les gestionnaires font face à de plus en plus de pression par l'ambigüité de leur rôle et des attentes sur leur allégeance, s'impose alors une meilleure définition de ces attentes.

Bibliographie

Côté, D. (2018). La Gestion coopérative : un modèle performant face aux défis de l'avenir, chapitre 1 la crise identitaire.

King, S, (1999). The DACUM process and its usefulness in task analysis

Un demi-siècle d'éducation coopérative. Contributions à une pédagogie de la solidarité.

Gabriela Buffa (Idelcoop Fundación de educación cooperativa, Argentine) et Daniel Plotinsky (Idelcoop Fundación de Educación Cooperativa, Archivo Histórico del Cooperativismo de Crédito, Argentine)

Idelcoop, une fondation d'éducation coopérative, a été créée en 1973 par l'Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos (IMFC), une entité de second rang, dont l'objectif fondateur était de coordonner, promouvoir et fournir des services aux coopératives de crédit argentines. L'IMFC est un membre actif de l'Alliance coopérative internationale depuis 1973, mais a reconnu son leadership et diffusé ses déclarations et documents depuis sa fondation en 1958.

La Fondation a été organisée pour centraliser une grande partie des activités éducatives du mouvement coopératif représenté par le CMFI, mais sans se substituer à la responsabilité que les dirigeants de chacune des institutions membres devaient assumer dans ce domaine.

Dès le départ, Idelcoop s'est fixé pour objectif de développer des activités de formation, de diffusion, de recherche et d'assistance technique, et de publier un magazine conçu comme un instrument permettant de repenser les pratiques, d'approfondir les débats et, en définitive, de contribuer à la pensée critique et à la transformation sociale.

Cet article analyse certaines expériences éducatives particulièrement significatives développées par la Fondation dans le but d'"Approfondir notre identité coopérative". Ces expériences, bien sûr, ont toujours été situées dans le contexte socio-économique et politique de l'Argentine, les transformations qui ont eu lieu dans le mouvement du crédit coopératif et les grandes lignes directrices émises par l'ACI. D'autre part, nous proposons d'analyser les fondements didactiques de ces expériences éducatives, en comprenant qu'elles peuvent être une contribution à la construction d'une pédagogie basée sur les pratiques coopératives, qui contribue avec un sens émancipateur à la construction d'une culture de participation et de solidarité.

Idelcoop débute son activité dans un contexte politique, social et économique prometteur pour le pays et le mouvement coopératif. C'est pourquoi le projet s'inscrit dans un concept qui appelle à "l'éducation coopérative pour la libération", comme l'indique le slogan qui préside au premier Séminaire latino-américain d'éducation coopérative organisé à Buenos Aires en 1976 à l'initiative d'Idelcoop, de l'Organisation des coopératives d'Amérique, de l'Institut national d'action coopérative et de la Confédération coopérative de la République argentine. Dans ce contexte, marqué par une profonde intentionnalité politique et pédagogique, Idelcoop a planifié son activité éducative à travers des pratiques basées sur le concept d'"éducation populaire" inspiré des contributions de Paulo Freire, stimulant une pratique sociale pour la transformation de la réalité et du processus d'enseignement-apprentissage lui-même. L'éducation tout au long de la vie figure également parmi les fondements des actions planifiées.

Il existe également un intérêt fondamental - qui se maintient au fil du temps - pour le développement de nouvelles façons d'aborder les sujets de l'éducation coopérative. Dans ces premières années, les "écoles mobiles", activités éducatives basées sur les techniques pédagogiques de la dynamique de groupe, visant à diffuser les principes et les méthodes de la coopération, se distinguent.

Le coup d'état militaro-civil de 1976, qui a imposé la transformation des coopératives de crédit en banques coopératives par un processus de fusion, a généré de nouvelles conditions et exigences éducatives. Dans ce contexte, Idelcoop a réalisé un important travail éducatif pour répondre à la spécificité de la gestion et de la gouvernance de Banco Credicoop Coop Ltdo. à travers de multiples activités destinées à ses quelque 8 000 employés et dirigeants.

En 2007, la Fondation a créé "Edunet", un environnement virtuel d'enseignement à distance, qui lui a permis - depuis 2010 - de développer le "Programme latino-américain d'enseignement à distance", qui offre des cours accrédités par l'université pour les travailleurs et les gestionnaires des entités coopératives.

En outre, en prenant comme antécédents législatifs spécifiques la loi sur l'éducation commune (1884) et la loi sur l'éducation nationale (2006) et en comprenant que l'école est un domaine où les significations et les pratiques socialement légitimées sont contestées, Idelcoop a mis à la disposition des enseignants de tous les niveaux et branches du système éducatif argentin, des contenus, des publications et des outils pédagogiques spécifiques pour l'enseignement du coopérativisme à l'école.

Enfin, il faut noter qu'Idelcoop a mis à la disposition des coopérateurs argentins, à travers sa revue et ses publications, la documentation et les débats qui se sont développés au fil des ans sur les valeurs, les principes et l'identité coopérative. A cet égard, et à titre d'exemple, elle a publié la première édition espagnole du rapport sur les principes coopératifs présenté au Congrès de l'ACI à Vienne (1966), a exprimé dans ses pages les débats préalables au Congrès du Centenaire (Manchester, 1995) et a participé activement au débat sur les lignes directrices de la décennie coopérative.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : éducation coopérative, éducation populaire, apprentissage tout au long de la vie

L'enseignement du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire dans les universités mexicaines

Juan José Rojas Herrera (Professeur et chercheur, Departamento de Sociología Rural, Universidad Autónoma Chapingo, Mexique)

Comme le démontrent les travaux de Melián, Campos et Sanchis (2017) ; Hernández, Pérez et Rua (2018) et De la O, Fedorov, Urra et Arzadun (2019), l'enseignement du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire dans les universités du monde entier est récent, peu exploré et peu développé, et présente donc encore une offre éducative balbutiante. Dans le cas du Mexique, au cours des quatre dernières décennies, à l'initiative d'enseignants et de chercheurs rattachés à diverses universités publiques et privées, différentes initiatives ont été lancées pour créer divers programmes d'études sur cet important sujet, tant au niveau de la licence que du troisième cycle. Actuellement, un total de trois programmes de premier cycle et de cinq programmes de troisième cycle (trois maîtrises et deux doctorats) sont en cours dans différents États du pays, et tous bénéficient d'une validité officielle et d'une reconnaissance institutionnelle de la part du ministère de l'Éducation publique.

Cependant, leur mise en place et leur maintien ont nécessité de surmonter divers obstacles, dont deux se distinguent. Le premier est d'ordre épistémologique et tient au fait que, dans la plupart des universités, l'enseignement de l'économie repose sur un épistème axé sur l'amélioration de l'efficacité du cycle économique du système capitaliste, dont le paradigme est l'économie classique et néoclassique orthodoxe. Pour cette raison, les programmes d'études donnent la priorité aux cours techniques et quantitatifs, car leur objectif éducatif est axé sur la réponse ou l'ajustement aux besoins imposés par les processus de valorisation du capital. Dans ce contexte, les universités sont confrontées à la tendance du capitalisme cognitif qui, à partir de la pensée hégémonique du Nord, impose et valide des connaissances basées sur les directives du marché, influençant et conditionnant la production de connaissances dans le Sud. Cela se fait en soumettant les modèles éducatifs émergents aux politiques publiques d'enseignement supérieur dominantes qui cherchent à se conformer aux paramètres établis par les indicateurs et les classements internationaux (Hoinle, Flores et Rueda, 2020).

Le deuxième obstacle est de nature pédagogique et se base sur la reconnaissance que pour parvenir à l'expansion de l'enseignement du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire, il ne suffit pas de créer de nouvelles conceptions curriculaires, car il est nécessaire de commencer à pratiquer en parallèle une autre éducation basée sur la coopération et la solidarité. Il est donc impératif d'innover dans l'utilisation de méthodologies pédagogiques qui permettent de générer des environnements horizontaux permettant : le dialogue des connaissances, la réflexion critique, l'interdisciplinarité, l'apprentissage collectif, la pratique des valeurs coopératives, la coresponsabilité et l'établissement de relations interpersonnelles positives entre les participants aux processus éducatifs, à travers la formation d'authentiques communautés d'enseignement-apprentissage.

Ainsi, l'expérience des universités qui ont conçu et institutionnalisé des programmes de formation professionnelle dans ce domaine montre que cela a été le résultat de longs processus de travail et de persévérance. En effet, l'épistème du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire se fonde sur un paradigme contre-hégémonique par rapport à celui qui est socialement légitimé et internationalement approuvé, d'où, comme le soulignent à juste titre Apple (1994) et Giroux (2008), son instrumentalisation nécessite des actions collectives de lutte et de résistance pour gagner une place dans la vie académique des universités.

Certains des détails de cette lutte et de cette trajectoire académique, ainsi que les spécificités des programmes éducatifs actuellement en vigueur, en termes d'institutions d'affiliation, de date de début des activités, de modalité, de nombre d'enseignants et d'élèves inscrits, de nombre de générations formées, de mécanismes d'accréditation, ainsi que de la méthodologie pédagogique privilégiée, ainsi que la méthodologie pédagogique privilégiée qu'ils développent, sont détaillés dans le contenu de cette communication, ainsi que quelques recommandations spécifiques pour continuer à renforcer leur influence sur la formation d'une identité coopérative et solidaire solide et résiliente chez les jeunes étudiants inscrits dans les programmes faisant l'objet de cette réflexion.

Références

Apple, Michael (1994). *Educación y poder*. 2ª ed. Ed. Paidós. Barcelona, España.

De la O, Dyalá; Fedorov Andrei, N; Urra Urbieta, J. Anastasio; Arzadun, Paula (2019). Exploración sobre la oferta de los posgrados en Economía Social en los países hispanohablantes. *Revista Educación*, Volumen 43, número 2. Universidad de Costa Rica.

Giroux, H. (2008). *Teoría y resistencia en educación*. 7ª ed. Ed. Siglo XXI. México, México.

Hernández Arteaga, I., Pérez Muñoz, C. y Rua Castañeda, S. (2018). Intereses y perspectivas formativas en Economía Social y Solidaria de los estudiantes universitarios. *CIRIEC- España, Revista de Economía Pública Social y Cooperativa*, 94, 91-121.

Hoinle, Birgit, Flóres Flores, J. y Rueda Ortiz R. (2020). "Del Capitalismo cognitivo a una apertura pluriepistémica. La economía solidaria y agroecología en la educación superior." En Pérez Muñoz C. y Hernández Arteaga I. (Eds). *Economía social y solidaria en la educación superior: un espacio para la innovación.* Tomo 2, 53-89. Ediciones Universidad Cooperativa de Colombia.

Melian Navarro, Amparo; Campos i Climent, Vanessa; Sanchis Palacio, Joan Ramon (2017). La educación de posgrado en Economía Social en la universidad española ¿una asignatura pendiente?. *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, social y Cooperativa*, (89), 32-54.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : coopérativisme, économie sociale et solidaire, universités, identité coopérative, enseignement et recherche.

ÉDUCATION ET FORMATION DES MEMBRES POUR UNE BONNE GOUVERNANCE AMÉLIORÉE DANS LES COOPÉRATIVES - Expérience du programme d'autonomisation des membres dans les coopératives des régions de Kilimandjaro et d'Arusha, en Tanzanie.

Paulo Anania (maître de conférences, chercheur et consultant, Université coopérative de Moshi, Tanzanie)

Étant les propriétaires de leurs organisations, la participation des membres à la gouvernance des coopératives peut être renforcée par une éducation et une formation continues. Cet article tente de contribuer au corps empirique concernant la contribution de l'éducation et de la formation des membres à l'amélioration de la bonne gouvernance dans les coopératives. Il se concentre sur l'expérience pratique du programme MEMCOOP (Members' Empowerment in Co-operatives) mis en œuvre dans les régions du Kilimandjaro et d'Arusha de 1996 à 2004. Plus précisément, l'article décrit l'organisation et la mise en œuvre de MEMCOOP, son rôle dans la promotion de la gouvernance interne et externe et les défis de mise en œuvre rencontrés. Par conception, l'article utilise MEMCOOP comme étude de cas où une revue documentaire exploratoire de 14 ouvrages a été réalisée en utilisant le protocole de revue documentaire comme outil. Des données primaires ont également été recueillies auprès de membres du conseil d'administration de la coopérative et d'experts impliqués dans MEMCOOP, respectivement par le biais de DG et d'entretiens avec des informateurs clés. Le document a révélé que l'éducation et la formation contribuent à l'autonomisation des membres en les rendant actifs dans le processus de gouvernance, en interne et en externe. Les membres responsabilisés ont été en mesure de conduire la transformation de leurs coopératives et de façonner la conduite des dirigeants et du personnel et l'adhésion générale aux pratiques de bonne gouvernance dans les coopératives. Cependant, la mise en œuvre de MEMCOOP s'est heurtée à plusieurs défis, notamment un soutien institutionnel limité, une compréhension limitée du rôle des agents de changement et un faible intérêt des agents de changement pour l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les organisations non coopératives. Le document conclut que l'éducation et la formation sont des outils d'autonomisation essentiels pour permettre aux membres de participer à la gestion de leur entreprise et de protéger leurs intérêts.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : coopératives, éducation et formation, bonne gouvernance, membres, autonomisation, MEMCOOP

Envisager un avenir coopératif en collaboration : La fiction spéculative comme forme de formation d'identité coopérative

Emi Do (professeur adjoint, Université d'agriculture de Tokyo, Japon)

L'avantage coopératif est un facteur nébuleux souvent attribué à la longévité et à la résilience des coopératives alors que l'examen des paramètres financiers laisserait présager un échec. Une grande partie de l'avantage coopératif peut être trouvée dans le domaine souvent non quantifiable des relations interpersonnelles. La nature non quantifiable de l'avantage coopératif constitue également l'un des principaux obstacles à l'adoption du modèle coopératif par ceux qui ne le connaissent pas. Souvent, les promoteurs des coopératives utilisent des projections financières et des justifications économiques pour recruter de nouveaux membres, ce qui sape les valeurs qui sous-tendent le modèle coopératif. Récemment, des jeux tels que le Co-opoly ont introduit cet autre état d'esprit de la réussite coopérative en encourageant le travail d'équipe plutôt que la domination individuelle. De cette façon, les joueurs peuvent expérimenter les processus de prise de décision dans un cadre sûr et sans conséquence. Les jeux de rôle, ou Live Action Role Play (LARP) sont d'autres moyens par lesquels les joueurs peuvent expérimenter et acquérir une compréhension émotionnelle de la dynamique potentielle des relations interpersonnelles et des pratiques de gouvernance des coopératives. Cet article examine les avantages de l'introduction de formes d'éducation basées sur l'émotion et l'expérience afin que l'avantage coopératif soit réellement réalisé.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : éducation coopérative, économie solidaire, identité, relations

Robert Owen : "Chemin vers une identité coopérative ".

Gustavo Jaramillo Franco (Professeur, FENSECOOP-COLOMBIA / Universidad de Antioquia, Colombie)

Les préoccupations et les défis auxquels ont été confrontés les penseurs du "premier socialisme" à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle sont toujours d'actualité. Nous pouvons le dire avec plus de force, seulement avec des variations dans leurs manifestations d'exploitation et d'inégalité. De leur côté, les coopératives de différents secteurs, héritières de leurs idéaux, ne disposent pas de références théoriques solides qui leur permettraient de penser à un changement dans les actions de leurs membres et de la communauté, conduisant à des améliorations des conditions de vie et vers la promotion d'une éducation critique et une transformation réelle de notre société. Pas plus que les processus de formation dans les écoles coopératives, qui tentent de suivre la philosophie et les principes du système coopératif, mais dont la seule alternative est de reproduire une éducation bancaire, par cœur, bien loin d'une formation avec une approche solidaire qui permet une coopération permanente entre ses protagonistes et le renforcement de l'identité coopérative.

Les écarts sociaux se creusent, l'abandon des secteurs ruraux et la surpopulation des villes qui en découle, le mouvement permanent des réfugiés entre les pays et les différents modèles d'esclavage moderne ne sont pas très différents des scénarios qui préoccupaient ces réformateurs sociaux. Quelles étaient les alternatives proposées par ces premiers penseurs socialistes, pourraient-elles être pertinentes à notre époque, sont-elles répandues dans les communautés coopératives au niveau international, ou, au contraire, la faiblesse des fondements conceptuels et le dépassement consécutif par le socialisme scientifique les ont-elles rendues non pertinentes ? Ces questions, ainsi que d'autres, nous permettent d'entamer un processus de recherche de solutions alternatives aux problèmes qui ont opprimé la population à partir de l'ère industrielle et qui se poursuivent aujourd'hui à plus grande échelle.

La recherche se concentre sur l'un de ces premiers socialistes, Robert Owen (1771-1858, Royaume-Uni). L'objectif est d'identifier les pensées qui lui ont permis de proposer comme alternative la recherche permanente du bonheur de l'homme par la rencontre avec les autres, l'éducation comme principale alternative de transformation sociale et l'incidence des circonstances sociales pour la configuration et la structuration de l'individualité.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : formation, solidarité, coopération, identité, Robert Owen

Une étude sur les moyens alternatifs de développer l'éducation à l'identité coopérative dans la crise de la pandémie de Covid-19 - Focus sur les cas de l'éducation sans contact mis en œuvre par le Centre de soutien coopératif de Séoul.

YUN Morin (Centre de soutien coopératif de Séoul, Corée)

Objectif de la recherche

Cette recherche vise à montrer l'influence positive de l'éducation à l'identité coopérative pour les membres des coopératives sur les performances commerciales et sociales de leurs coopératives. Elle vise à souligner l'importance de l'éducation sur l'identité coopérative.

Objectif de la recherche

300 membres de coopératives créées conformément à la loi-cadre sur les coopératives de 2012. Les coopératives doivent avoir au moins 3 ans d'activité afin de pouvoir mesurer leurs performances commerciales et sociales.

Méthode de recherche

Cette recherche est basée sur la méthode de recherche quantitative utilisant le SPSS. Afin d'améliorer la qualité de l'analyse, nous avons mené des enquêtes avant et après l'éducation à l'identité coopérative et nous avons essayé de vérifier la différence entre les membres ayant reçu une éducation à l'identité coopérative et ceux qui n'en ont pas reçu par l'analyse des tableaux croisés.

Sur la base de la revue de la littérature, nous définissons le niveau de compréhension de l'identité coopérative comme ayant trois sous-concepts, tels que la définition coopérative, les valeurs coopératives et les principes coopératifs.

Bien que la performance organisationnelle des coopératives soit considérée comme une construction multidimensionnelle, afin de comprendre comment la compréhension de l'identité coopérative influence la performance commerciale et sociale, nous utilisons l'augmentation du nombre de membres, la capacité d'expansion sur le marché et l'impact social comme différents indicateurs pour mesurer la performance.

Résumé étendu (KR) disponible

Mots-clés : identité, éducation, performance organisationnelle, membre

Objectif de la coopérative : l'éducation coopérative du manager en tant que développement de l'identité coopérative.

Deivid Forgiarini (coordinateur de cours de premier cycle, Faculdade de Tecnologia do Cooperativismo - Escoop, Brésil) et Cinara Alves (Faculdade de Tecnologia do Cooperativismo - Escoop, Brésil)

Mots-clés : identité coopérative, AIO, gestion des connaissances

Coopérative scolaire

Les coopératives scolaires, des pépinières de coopératives ? L'identité coopérative dans les coopératives scolaires en Croatie

Davorka Vidović (Professeur adjoint, Faculté des sciences politiques, Université de Zagreb, Croatie)

Le secteur coopératif a une longue tradition en Croatie, qui remonte au 19ème siècle, lorsque le nombre de coopératives a atteint son apogée et que les coopératives ont joué un rôle important dans la protection socio-économique et le développement des communautés locales. Toutefois, comme dans d'autres pays postsocialistes, des expériences similaires ont eu lieu pendant la période socialiste, lorsque l'idée des coopératives a été malmenée, ce qui a conduit à leur négligence dans les années qui ont suivi la transition. Ainsi, la société croate est toujours caractérisée par un environnement juridique et institutionnel non favorable et une hostilité publique envers les coopératives. Cela a influencé le lent développement des coopératives dans la période post-transition.

Ce n'est pas le cas des coopératives scolaires, qui ont été institutionnalisées au sein du système d'éducation formelle dans les années 50, pendant le socialisme, comme modèle d'activités périscolaires mises en place par les écoles. L'objectif des coopératives scolaires est de donner aux élèves une expérience pratique en les impliquant, comme de "vraies" coopératives, dans les processus de production, de gestion, de marketing, de participation, etc. Les coopératives scolaires ont survécu à la transition du socialisme à l'économie de marché. De plus, leur nombre ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, il existe plus de 600 coopératives scolaires, ce qui signifie que près de la moitié des écoles (primaires et secondaires) de Croatie ont fondé des coopératives scolaires.

La littérature sur les coopératives scolaires en Croatie est assez modeste et consiste principalement en des manuels ou des revues pédagogiques. Certains travaux sont basés sur des recherches empiriques sur la façon dont l'adhésion à des coopératives scolaires influence le développement de compétences spécifiques. Les résultats ont montré que les membres des coopératives scolaires développent des compétences dans le domaine de la durabilité sociale qui comprennent à la fois des connaissances entrepreneuriales et une sensibilité sociale aux questions sociales et environnementales (Tkalec et al., 2013).

Comme il n'existe pas d'études sur les coopératives d'étudiants en Croatie, l'objectif de ce travail était de fournir un aperçu plus approfondi des coopératives scolaires, en particulier de la façon dont elles reflètent les valeurs et les principes de l'identité coopérative. En outre, il convient de déterminer si elles peuvent être qualifiées d'incubateurs de coopératives et si elles ont un impact sur la reprise générale du secteur coopératif en Croatie.

Le document présente les résultats de l'étude de recherche sur les coopératives scolaires, qui a été menée en 2018 et 2019. L'approche méthodologique est basée sur une approche exploratoire et combine des méthodes quantitatives, telles que l'analyse des données secondaires collectées par les institutions pertinentes (par exemple, le Centre croate pour l'entrepreneuriat coopératif) avec des méthodes qualitatives consistant en des entretiens approfondis et des groupes de discussion avec des coopératives scolaires sélectionnées. L'échantillon pratique se composait de 10 coopératives scolaires et couvrait 5 régions et le même nombre d'écoles primaires et secondaires. L'étude a appliqué le concept d'identité coopérative de l'ACI comme cadre conceptuel principal, qui comprend sept principes de base et dix valeurs. L'objectif principal de l'étude était de découvrir comment les principes et valeurs coopératifs de base avaient été intégrés dans le travail des coopératives scolaires. Les résultats ont montré que certains principes coopératifs, tels que l'éducation coopérative et la gouvernance démocratique, sont faiblement développés dans les coopératives scolaires. Dans l'ensemble, certaines faiblesses des coopératives scolaires peuvent affecter le développement d'une identité coopérative moins développée et conduire à un intérêt moindre pour la création d'une coopérative ou la participation à une coopérative à l'âge adulte.

Mots clés : identité coopérative, éducation, coopératives scolaires, coopératives, principes coopératifs

Les adolescents réalisent la valeur coopérative par la résolution de problèmes

HONG Taesook (Enseignant, Lycée Kyong-in, Corée)

Cette recherche porte sur les adolescents qui grandissent grâce aux expériences de résolution de problèmes en identifiant les problèmes ou les situations problématiques autour d'eux et en formant une équipe avec leurs amis pour y faire face. Elle montre que les adolescents s'intéressent aux autres, aux plus faibles et aux questions environnementales et qu'ils développent également l'esprit communautaire et la capacité d'empathie par le biais du processus de résolution de problèmes avec les membres de l'équipe. Nous pensons que l'éducation pratiquant les valeurs de coopération à travers la résolution de problèmes est très nécessaire pour l'éducation coréenne qui est actuellement trop centrée sur l'examen d'entrée à l'université.

Bien que l'éducation théorique à l'aide de manuels soit également importante, l'éducation pratique avec des expériences en dehors de la classe joue un rôle plus important dans le développement de la confiance en soi, de la capacité d'empathie, de la réflexion, de la capacité de collaboration et de la capacité de résolution de problèmes. Ces éléments éducatifs que les adolescents apprennent par la pratique en résolvant des problèmes correspondent aux valeurs coopératives. En se basant sur la capacité de résolution de problèmes, les adolescents peuvent créer et gérer leurs coopératives scolaires en trouvant des objets commerciaux qui leur sont liés dans les écoles.

Mots clés : coopération, prévenance, capacité d'empathie, esprit communautaire, capacité de résolution de problèmes.

Une étude de cas sur l'éducation au développement durable basée sur la collaboration entre l'école et la communauté locale à travers une coopérative scolaire de transition énergétique

JEONG Misuk (Enseignant, Changduk Girls' Highschool, Corée)

Depuis 2013, date de la création des premières coopératives scolaires (magasin d'alimentation biologique) basées sur les parents qui visent à fournir une alimentation saine, diverses formes de coopératives scolaires dans lesquelles les élèves, les parents, les enseignants et/ou les habitants locaux participent ensemble ont augmenté. Parmi elles, une coopérative scolaire au collège K qui vise à réaliser la transition énergétique en collaboration avec la communauté locale a été créée en 2016 sur la base du besoin et du plan d'éducation scolaire.

Cette recherche est une étude de cas qualitative pour comprendre la signification et la leçon de la coopérative scolaire de transition énergétique du point de vue de l'éducation au développement durable. En utilisant le cadre analytique du modèle de système d'activité collective de la théorie de l'activité historico-culturelle (CHAT), elle analyse le contexte et l'objectif de la coopérative scolaire du collège K, les changements et les résultats des activités d'éducation scolaire formées par les activités de la coopérative scolaire, les obstacles et les éléments conflictuels dans la gestion de la coopérative ainsi que les expériences d'apprentissage et les changements des participants à travers leurs activités.

Le processus de formation et d'expansion de la collaboration entre la communauté locale et l'école se compose de différentes étapes : le début, avec un mouvement éducatif indépendant de la communauté locale et de l'enseignant ; l'étape d'initiation à la collaboration éducative entre la communauté locale et l'école ; le développement, avec l'éducation au climat et à l'énergie ; l'étape de consolidation structurelle de la collaboration entre la communauté locale et l'école par la création d'une coopérative scolaire ; l'extension, avec la mise en place d'une centrale solaire et d'un programme éducatif sur la transition énergétique pour tous les niveaux de classe ; et l'étape du printemps avec une action climatique collective pour demander des changements de politique concernant le changement climatique et l'éducation écologique. Cette division périodique a été réalisée sur la base de l'analyse des changements et des résultats de l'interaction entre six facteurs au cours de la formation et du développement des structures de coopératives scolaires : les participants, l'objectif, l'outil intermédiaire, la division des rôles, la règle et la communauté.

Les activités éducatives du collège K basées sur la coopérative scolaire ont été gérées ouvertement non seulement par les membres (habitants et parents) mais aussi par tous les élèves et enseignants qui ne sont pas membres, dans le but d'étendre les activités autonomes et collaboratives dans le prolongement de la transition énergétique, de l'économie sociale et de l'éducation citoyenne démocratique.

Mots clés : transition énergétique, coopérative scolaire, éducation au développement durable, comportement des élèves, éducation scolaire basée sur la collaboration entre l'école et la communauté locale.

Nécessité de créer une gouvernance collaborative en adoptant une loi et une ordonnance sur les coopératives scolaires

JU Suwon (SE Edulab, Corée)

Une coopérative scolaire est une coopérative dans une école. Basée sur la définition des coopératives de l'ACI mais avec une orientation plus éducative, elle peut être définie comme une communauté éducative et économique pour répondre aux besoins éducatifs, économiques, sociaux et culturels et aux inspirations des membres de l'école (étudiants, enseignants, employés, parents et habitants locaux). En fournissant une éducation coopérative et des expériences d'adhésion et de leadership, les coopératives scolaires jouent un rôle important dans la formation de la future génération dans les coopératives.

Alors que certains historiens mentionnent que l'histoire des coopératives scolaires en Corée pourrait remonter à l'expérience menée par M. AHN Chang-ho et une coopérative scolaire de consommateurs dans le collège commercial de Kyungsung en 1946, de manière générale, le cas de l'école Pul-moo dans le comté de Hongsung, province de Chungnam, est considéré comme la première coopérative scolaire. L'école Pul-moo a lancé sa coopérative de consommation scolaire en 1969. Dans les universités, des coopératives de consommateurs universitaires ont été créées depuis 1988 pour gérer les restaurants, les librairies et les magasins.

En termes de réglementation gouvernementale, en 1962, le ministère de l'éducation a diffusé un règlement sur le modèle coopératif pour aider les magasins et les librairies à être gérés sous forme coopérative. En 1979, les écoles secondaires pouvaient également créer des coopératives. Cependant, les coopératives dirigées par le gouvernement ont disparu dans les années 1980. Depuis la promulgation de la loi-cadre sur les coopératives en 2012, les coopératives scolaires sont réapparues grâce aux efforts des parents qui souhaitaient résoudre les problèmes de mauvaise alimentation dans les magasins de tous les niveaux d'école. Ces coopératives scolaires principalement basées sur les magasins scolaires se sont multipliées et après 8 ans, leur nombre a atteint plus de 130. Ses modèles économiques se sont également diversifiés avec des programmes extrascolaires et des programmes de création d'entreprise dans les lycées professionnels.

Alors que les coopératives scolaires dirigées par le gouvernement dans les années 1960 avaient une faible autonomie et indépendance, si bien qu'elles ont radicalement disparu en raison des changements de politiques gouvernementales, la nouvelle génération de coopératives scolaires a été dirigée par des acteurs privés tels que les parents et a réussi à créer une gouvernance collaborative avec le ministère et les bureaux de l'éducation afin d'être mise en œuvre non seulement dans certaines écoles alternatives mais aussi dans le système scolaire public. Les ordonnances sur la promotion des coopératives scolaires par les bureaux de l'éducation ont été promulguées par 10 bureaux régionaux de l'éducation, soit plus de la moitié des 17 bureaux régionaux de l'éducation depuis 2015. En outre, le ministère de l'éducation a élaboré un plan de soutien aux coopératives scolaires en 2018, selon lequel l'Institut national pour l'éducation permanente a établi le Centre de soutien aux coopératives scolaires en 2019.

Dans ce contexte, cette recherche vise à examiner une direction appropriée pour développer une meilleure structure de gouvernance dans le domaine de l'éducation en analysant les lois et ordonnances sur les coopératives scolaires. Elle examinera non seulement les cas coréens mais aussi les réglementations en Malaisie, en France et au Royaume-Uni. En Malaisie, par exemple, le gouvernement a adopté une résolution autorisant la création de coopératives scolaires en 1953 et a lancé des projets pilotes dans 9 écoles en 1968. A partir de 1971, ANGKASA, l'organisation faîtière des coopératives, a commencé à soutenir les coopératives scolaires afin que la division du travail soit faite entre le secteur privé et le gouvernement. ANGKASA a développé et fourni divers manuels et programmes de formation pour les coopératives scolaires. Dans le cas de la Grande-Bretagne, avec l'amendement de la loi sur l'éducation qui a permis à une école d'être établie sous forme de coopérative, le nombre de coopératives scolaires a atteint plus de 800 à l'heure actuelle. Cependant, comme la loi n'était pas spécifiée pour les coopératives scolaires, le nombre a été réduit à 500 après des changements dans la loi.

Cette recherche tentera de proposer une meilleure stratégie pour créer une gouvernance collaborative avec le ministère et les bureaux de l'éducation pour promouvoir les coopératives scolaires.

Mots clés : gouvernance, coopérative scolaire, législation, ministère de l'éducation, bureau de l'éducation

[Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative.

[Président]

- Mirta Vuotto (Professeur, Facultad de Ciencias Económicas, Directrice, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine)

[Panélistes]

- Adrián Ascolani (directeur, Instituto Rosario de Investigaciones en Ciencias de la Educación (CONICET/UNR), Argentine) et Laura Riberi (secrétaire d'enseignement et de recherche, Instituto Cooperativo de Enseñanza Superior (ICES), Argentine)
- Oscar Alpa (Universidad Nacional de la Pampa, Argentine), Marcelo Gallo (Universidad Nacional de la Pampa, Argentine) et Mariano Glas (Professeur, Directeur GIDECOOP, Universidad Nacional del Sur, Argentine)
- Griselda Verbeke (Professeur, Universidad de Buenos Aires, Argentine)
- Mirta Vuotto (Professeur, Facultad de Ciencias Económicas, Directrice, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine)

Diverses motivations personnelles convergent dans la décision de rejoindre une coopérative, qui, selon certains auteurs, servent de référence pour identifier ses membres (Mamouni et. al. 2018) et l'expérience coopérative dans son ensemble.

Il s'agit notamment de la motivation en tant qu'investisseur, qui rend possible l'adhésion à une coopérative et en assure le sociétariat. C'est là que le surplus résultant de l'investissement et ses implications stratégiques entrent en jeu (Kenkel 2019).

Deuxièmement, la motivation est identifiée comme le sponsor de l'entreprise coopérative, ce qui est d'une importance capitale lorsqu'il s'agit d'assurer la durabilité et la solidité de l'initiative (Kyriakopoulos, 2009). La loyauté des membres et la présence de la coopérative sur le marché sont des aspects pertinents pris en compte dans ce domaine.

Dans une perspective organisationnelle, la troisième motivation valorise le statut du propriétaire qui, avec une voix et un vote dans l'association, participe à sa gouvernance démocratique (Fairbairn 2006). A ce niveau, le contrôle démocratique réel et effectif par les membres est une caractéristique générique essentielle de l'identité coopérative (ICA, 2019) et, en tant que projet démocratique, il réunit diverses conditions qui assurent sa durabilité (Juban 2019).

Enfin, la motivation centrée sur l'engagement social, ou motivation citoyenne, coïncide avec la contribution que l'organisation de membres - la coopérative - apporte dans sa communauté pour générer des liens de nature différente (Granovetter, 1983), la confiance (Spear 2012) et la réciprocité nécessaire à l'échange de bénéfices mutuels.

Les motivations ci-dessus sont liées à la nature constitutive de l'organisation coopérative : une association de personnes volontairement réunies pour répondre à leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs, et une entreprise à propriété collective dans laquelle le pouvoir est exercé démocratiquement. L'efficacité des performances sera évidente lorsque l'organisation pourra répondre à ces motivations et valoriser, entre autres, son engagement de longue date et précieux envers l'éducation, reconnu comme l'un de ses principes fondateurs.

En ces termes, appartenir à une coopérative et s'engager sérieusement dans une identité coopérative peut signifier une volonté d'explorer le modèle coopératif et de considérer comment il pourrait être amélioré et plus largement appliqué (Mac Pherson, 2013). A cette fin, il convient de souligner le rôle de l'éducation et de la formation comme une activité essentielle pour le succès et la durabilité de toute entreprise coopérative" (5ème principe, ACI 1996).

Sur la base des références ci-dessus, l'objectif du panel est d'analyser la signification des pratiques éducatives visant à renforcer l'identité coopérative et à répondre aux motivations des membres de la

coopérative : que ce soit dans leur rôle d'investisseurs, de sponsors, de propriétaires ou de citoyens. Dans les quatre cas, il s'agit d'explorer l'importance de ces pratiques pour stimuler l'identification acquise avec certaines valeurs, idées et modèles dans lesquels les personnes se reconnaissent et, ce faisant, les rendre constitutives de leur identité personnelle (Butler, 2010).

L'efficacité des réponses sera examinée sur la base de quatre cas développés en Argentine dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la vulgarisation universitaire, de la formation des enseignants, du coopérativisme scolaire et de la production de matériel d'édition.

Les contributions regroupées dans ce panel permettront d'analyser le sens des pratiques afin de mettre en évidence l'importance du processus de construction de l'identité coopérative et de réfléchir à la nature de l'identité individuelle et sociale (Dubet, 2018) en fonction des dimensions qui favorisent la crédibilité, la stabilité et le consensus dans l'organisation.

En résumé, le panel sera structuré sur la base d'une présentation des résultats des expériences développées dans le domaine de l'enseignement aux niveaux supérieur et secondaire, de l'extension universitaire et de l'activité éditoriale. L'objectif est de montrer dans chaque cas la manière dont les différentes propositions et pratiques pédagogiques permettent de renforcer le processus de construction d'une identité coopérative afin de répondre aux motivations des membres.

Dans cette perspective, une réflexion et des questions seront posées sur le sens des processus, la portée et l'efficacité des pratiques, le potentiel des instruments développés et leurs principales limites.

Références

ACI (2013). Notas de orientación para los principios cooperativos. Recuperado de https://www.ica.coop/es/medios/biblioteca/research-and-reviews/notas-orientacion-principios-cooperativos

ACI (1996). Declaración de Identidad Cooperativa. Recuperado en https://www.ica.coop/es/cooperativas/identidad-alianza-cooperativa-internacional

Butler, J. (2009). *Dar cuenta de sí mismo*. Buenos Aires: Amorrortu.

Dubet, F., & Zapata, F. (1989). De la sociología de la identidad a la sociología del sujeto. *Estudios Sociológicos*,7(21), 519-545. Recuperado de http://www.jstor.org/stable/40420036

Fairbairn B. (2006). Cohesion, Adhesion, and Identities in Co-operatives. Centre for the Study of Co-operatives. University of Saskatchewan

Granovetter, M. (1983). The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited. Sociological Theory, 1, 201-233. doi:10.2307/202051

Heinich N. (2018). *Ce que n'est pas l'identité.* Paris: Gallimard, Collection Le Débat.

Juban J-Y. (2019). Pérenniser la gouvernance démocratique dans une organisation fondée sur un projet socio-politique. *Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise 2019/2*

Kenkel Ph. (2019). Managing Capital Structure. Cooperative Chair: Oklahoma State University Recuperado de https://cooperatives.extension.org/managing-capital-structure/

Kyriakopoulos K., Meulenberg M., Nilsson J. (2004). The impact of cooperative structure and firm culture on market orientation and performance. *Agribusiness* 20(4).

MacPherson I. (2012). "Cooperative's concern for the community: from members towards local communities' interest", *Euricse Working Paper* n. 46-13

Mamouni Limnios E., Mazzarol T., Soutar G., Siddique, K. (2018). The member wears Four Hats: a member identification framework for co-operative enterprises. *Journal of Co-operative Organization and Management* Vol 6.

Spear, R. (2012) "Hybridité des coopératives", in Blanc, J. & Colongo, D. (eds.) *Les contributions des coopératives à une économie plurielle*. Les cahiers de l'économie sociale. Entreprendre autrement, Paris: L'Harmattan.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : éducation coopérative, identité, extension, coopératives scolaires

[Panel] L'institutionnalisation de l'éducation coopérative au-delà des coopératives : le cas de la création de Cresol Instituto au Brésil.

[Président]

- Almiro Alves Junior (doctorant, Universidade Federal de Viçosa, Brésil)

[Panélistes]

- Alair Ferreira Freitas (Professeur, Universidade Federal de Viçosa, Brésil)
- Alan Freitas (Universidade Federal de Viçosa, Brésil)
- José Carlos Vandresen (Cresol Instituto, Brésil)

La constitution d'une organisation de développement de l'éducation coopérative visant à aider les coopératives de crédit liées à l'agriculture familiale au Brésil, est une étape importante non seulement pour la constitution d'une organisation visant à répondre aux besoins de création, d'organisation de contenu, de cours et d'outils pédagogiques pour ces organisations, mais aussi pour développer le rôle de préservation de la mémoire de ces coopératives.

La trajectoire de l'Institut Cresol se confond avec celle de ses organisations incubatrices. Bien qu'il ait été créé par une niche sociale spécifique (l'agriculture familiale), il s'étend et devient un constructeur de ponts entre les différents secteurs de la société et ces organisations. La création de l'Institut naît de la nécessité de s'approprier les instruments de formation, de gestion et de gouvernance des coopératives de crédit, mais avec le souci de les adapter ou de mieux les traduire dans leurs réalités à travers le prisme de leur culture, de leur identité et de leurs valeurs.

En outre, nous renforçons la notion que l'éducation coopérative a un impact potentiel sur les organisations, qui peut influencer depuis leur performance économique et sociale, la transparence de l'organisation et des processus, en passant par la planification de la relève et les mécanismes d'innovation, entre autres. En ce sens, il devient pertinent de comprendre l'investissement de ces organisations dans la création d'une nouvelle organisation qui les aide dans ce processus d'investissement dans l'éducation, et ce faisant, ils créent un acteur capable de développer des mécanismes de traduction qui leur permettent de réduire un effet négatif potentiel de l'adoption de pratiques et d'outils développés par d'autres modèles organisationnels. Ce processus de traduction permet l'appropriation d'instruments et de stratégies re-signifiés par la culture et l'identité organisationnelle des coopératives de crédit liées à l'agriculture familiale.

Ainsi, cet article vise à décrire et à analyser le processus d'institutionnalisation de l'éducation coopérative des coopératives de crédit liées à l'agriculture familiale au Brésil, à travers la création de Cresol Instituto. En termes méthodologiques, cette étude utilise une approche qualitative et quantitative et un caractère descriptif et exploratoire, cela semble être approprié. Selon Minayo (2001), la différence entre les méthodes qualitatives et quantitatives est liée à leur nature. Alors qu'une structure quantitative cherche à appréhender des phénomènes " visibles, écologiques, morphologiques et concrets ", l'approche qualitative s'attache à signifier les actions, les processus et les relations humaines.

Le caractère descriptif de la recherche est défini par l'intérêt de décrire et de produire une lecture des actions, programmes et projets développés par Cresol Instituto. Le caractère exploratoire vise à identifier les facteurs qui produisent ou qui collaborent à l'occurrence des phénomènes, ce qui permet d'expliquer la raison et de démontrer le pourquoi des choses.

En termes de collecte de données, cette recherche s'appuiera sur la technique de la triangulation. Elle permet d'utiliser des catégories complémentaires et relationnelles, en se concentrant sur l'utilisation de plusieurs sources différentes (Yin, 2010). Ce choix permet de rechercher une plus grande compréhension des processus et des produits. Les catégories choisies pour composer la triangulation sont : (i) Recherche documentaire ; (ii) Application de questionnaires d'application structurés dans un environnement virtuel ; (iii) Observation participante lors d'événements et de cours donnés par le Cresol Instituto.

Mots-clés : éducation coopérative, institutionnalisation, crédit, agriculture familiale

Jeunes

La jeunesse et le partenariat ACI-UE : Les jeunes, l'équité et l'inclusion au sein du mouvement coopératif avec une recherche thématique globale sur les jeunes

Jeffrey Moxom (Coordinateur de recherche, Alliance Coopérative Internationale), John Emerson (Cooperatives Europe), Simren Singh (Chargé de programme, ACI Asie-Pacifique), Melvin Khabenje (ACI Afrique) et Carlos González Blanco (Cooperatives of the Americas)

Ce résumé étendu résume une récente publication de recherche thématique publiée en mars 2021. Organisé en cinq chapitres et présentant un certain nombre d'exemples pratiques de coopération entre jeunes, le rapport identifie comment le soutien entre les jeunes et les coopératives peut être amélioré. Le rapport démontre que les coopératives peuvent jouer un rôle crucial dans la résolution des défis des jeunes, tout en contribuant aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Ses cinq principaux domaines d'intervention sont l'emploi, l'éducation, les inégalités, l'engagement et la participation civique, et l'entrepreneuriat. En améliorant la connaissance des coopératives, en communiquant efficacement sur leurs avantages et en développant des cultures de coopération démocratiques et inclusives, le modèle économique coopératif peut constituer une alternative réellement viable pour résoudre les défis auxquels les jeunes sont confrontés aujourd'hui. La recherche et ce résumé sont produits dans le cadre du partenariat ACI-UE (#coops4dev). Un soutien externe pour la recherche a été fourni par le Co-operative College (UK), avec des conclusions et des recommandations développées en collaboration avec le Réseau des Jeunes de l'ACI.

Mots clés : éducation, emploi, engagement, esprit d'entreprise, inégalités, jeunesse,

[Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

[Président]

- Ilana Gotz (Chef de projet, Euricse, Italie)

[Panélistes]

- Jeffrey Moxom (Coordinateur de recherche, Alliance coopérative internationale)
- Sarah Alldred (Responsable des partenariats internationaux, Co-operative College, UK)
- José Carlos Ceballos (Directeur de projet international, Centro Internacional Santander Emprendimiento (CISE), Espagne)
- Alexandra Yaghil (Bantani Education, Belgique)

Comment pouvons-nous améliorer l'engagement des jeunes dans le mouvement coopératif et quel type de compétences et de formation sont nécessaires pour aider les étudiants à réussir leur avenir ? Comment pouvons-nous soutenir le développement et l'innovation des coopératives actuelles et futures ?

Ce sont là quelques-unes des questions clés débattues depuis longtemps par les éducateurs au sein du mouvement coopératif. Mais pourquoi les coopératives sont-elles si peu présentes dans les programmes, manuels et initiatives traditionnels visant à promouvoir l'esprit d'entreprise ?

L'équipe du partenariat Coops4dev ACI-UE a récemment publié un rapport de recherche thématique global, avec le Collège Coopératif et le Réseau des Jeunes de l'ACI, intitulé "Les jeunes et les coopératives : Un mariage parfait ?". Le panel commencera par discuter de certaines des questions de recherche posées dans le rapport concernant l'engagement des jeunes et le soutien à l'éducation et au développement des connaissances. Nous discuterons ensuite des recommandations et des bonnes pratiques pour aborder les questions soulevées dans l'étude, notamment la perception de l'identité coopérative par les jeunes. En particulier, nous discuterons des projets ECOOPE et Youcoope, financés par l'Union européenne, conçus pour lutter contre le chômage des jeunes par la mise en œuvre de méthodologies entrepreneuriales coopératives innovantes et de cours de formation. Youcoope, actuellement en cours, se concentre sur la formation des éducateurs des écoles secondaires et des établissements d'enseignement supérieur et combine les principes et les valeurs des coopératives avec les compétences en matière d'éducation entrepreneuriale telles que décrites par le cadre EntreComp.

Comme nous le constatons dans les résultats déjà prometteurs du projet, cette méthodologie est d'une importance capitale pour aider à intégrer le modèle coopératif dans les programmes d'études et les initiatives d'éducation, en remédiant au manque de connaissances sur les entreprises coopératives et en fournissant les outils et les compétences nécessaires pour enseigner comment diriger et gérer des entreprises coopératives prospères. En complément, le projet a mis en évidence comment les principes coopératifs, lorsqu'ils sont intégrés dans les méthodologies et le contenu de l'enseignement de l'entrepreneuriat, améliorent l'expérience et les résultats de l'apprentissage. Il y a des avantages pragmatiques évidents à élargir la définition de l'esprit d'entreprise dans les programmes éducatifs et ceux destinés aux jeunes pour inclure la dimension coopérative, ainsi que le potentiel d'inspirer les apprenants en fournissant des exemples réels, pertinents et pratiques et des opportunités d'engagement.

Les entreprises gérées de manière coopérative étant les principaux moteurs d'un système économique fondé sur des modèles d'exploitation plus durables et inclusifs, elles fournissent un modèle d'entreprise qui ouvre le champ des possibles à de nouvelles formes d'interaction sociale et d'opportunités d'emploi, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

Mots-clés : entrepreneuriat des jeunes, éducation, valeurs et principes coopératifs, résilience

1.4. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ

Histoire des mouvements coopératifs

Leçons tirées du mouvement coopératif afro-américain

Jessica Gordon-Nembhard (Professeur, Département d'études africaines, John Jay College, City University of New York, US)

Les personnes d'ascendance africaine aux États-Unis ont une longue et forte expérience, mais largement cachée, de la propriété coopérative depuis au moins les années 1700 et ont eu une présence discrète à certains moments dans le mouvement coopératif traditionnel américain.

En examinant de près l'histoire afro-américaine, nous constatons que même lorsque les Noirs étaient victimes de discrimination et d'oppression au travail, ou qu'ils ne pouvaient pas trouver d'emploi, ils s'engageaient dans la coopération et la solidarité économiques. Tout au long de l'histoire, le mouvement coopératif afro-américain a permis aux Noirs de mettre en commun leurs ressources pour fournir et payer les services dont ils avaient besoin mais auxquels ils n'avaient pas accès autrement, soit en raison du contrôle de leurs maîtres, soit en raison de systèmes économiques d'exploitation. Pendant l'esclavage, les Noirs cultivaient ensemble de petites parcelles communautaires afin de conserver l'accès à leurs propres aliments frais. Certains mettaient leurs ressources en commun pour acheter la liberté de l'autre, partager la terre et l'équipement, ou couvrir les coûts d'un enterrement correct pour un être cher. Les Afro-Américains ont eu recours à la solidarité pour s'échapper (par exemple, le chemin de fer clandestin) ; ils ont créé des écoles indépendantes, des communautés intentionnelles et des sociétés d'aide mutuelle. Après l'émancipation, ils ont continué à pratiquer l'entraide, à créer des communautés intentionnelles et à utiliser des coopératives pour cultiver avec succès, pour gérer leurs propres usines de coton, pour acheter collectivement des équipements et des fournitures, pour fournir des assurances et des services de santé et pour avoir accès au crédit et aux services financiers. Les Noirs américains ont conservé de leurs ancêtres africains un sentiment d'humanité et une pratique coopérative, et ont créé des activités économiques alternatives, détenues conjointement et gouvernées démocratiquement, afin de renforcer leurs communautés et de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs familles. Dans mon livre *Collective Courage : A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice* (2014), je traite de centaines de sociétés d'entraide et d'exemples de coopération économique formelle et informelle, ainsi que de villes communales noires, de 1780 à 2013. J'ai trouvé plus de 300 entreprises coopératives légalement constituées appartenant à des Afro-Américains dans les zones rurales et urbaines du Nord et du Sud, du milieu des années 1800 à aujourd'hui.

Que pouvons-nous apprendre de l'histoire des coopératives et de ces expériences ? Nous constatons que les Afro-Américains ont utilisé les coopératives à la fois pour survivre et pour gagner en bien-être économique et en indépendance ; et que l'économie coopérative a été un aspect caché mais intégral du long mouvement des droits civiques. Nous apprenons l'importance de la solidarité et de la confiance dans la durabilité des coopératives ; l'importance des soutiens organisationnels et des liens entre les coopératives, les organisations religieuses et fraternelles, le travail organisé, le populisme et le militantisme pour les droits civils ; l'importance de l'éducation et de la formation pour former et maintenir les coopératives ; le rôle crucial du leadership des femmes noires dans le mouvement coopératif ; et l'importance d'intégrer les jeunes noirs dans les coopératives.

Cette histoire nous aide à comprendre comment les populations subalternes utilisent l'économie coopérative pour lutter contre la marginalisation, la discrimination et la pauvreté.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : diversité, solidarité, race, enseignement coopératif, femmes noires

L'histoire méconnue du cadre juridique du mouvement coopératif à Cuba et les leçons à prendre en compte pour son développement aujourd'hui.

Erik Muñoz Maribona (Universidad de La Habana, Cuba)

Cet article se propose de révéler une partie inconnue du mouvement coopératif à Cuba, à savoir l'existence d'un mouvement coopératif dans différents secteurs de l'économie avant le triomphe de la Révolution. L'objectif de l'article est d'évaluer les expériences historiques des coopératives dans le pays en analysant le cadre légal qui existait pendant la période républicaine (1902-1958). Une analyse comparative a également été faite entre la loi sur les coopératives de la période républicaine et les décrets-lois actuels dans le but de faire des recommandations au cadre législatif actuel afin de l'améliorer et de promouvoir le développement de ce secteur. Les résultats de cet article ont été obtenus grâce à une recherche exhaustive dans le Journal officiel de la République de Cuba et à un examen des archives situées à la Bibliothèque nationale de Cuba et au ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : coopératives, règles juridiques coopératives, mouvement coopératif, histoire des coopératives

[Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

[Président]

- Orestes Rodríguez Musa (Universidad de Pinar del Río, Cuba)

[Panélistes]

- Orisel Hernández Aguilar (Professeur, Universidad de Pinar del Río, Cuba)
- Lien Soto Alemán (Universidad de la Habana, Cuba) et José Manuel Figueroa González (Président, Centre International des Entrepeneurs à Barcelóna, Espagne)
- Yaumara Acosta Morales (professeur adjoint, Universidad de Cienfuegos, Cuba)
- Deibby de la C. Valle Ríos (Professeur, Universidad de Pinar del Río, Cuba) et José Manuel Figueroa González (Président, International Center for Entrepeneurs in Barcelóna, Espagne)

Ce panel présente certains des résultats de recherche publiés dans les numéros 14 (2019) et 15 (2020) du Journal d'études coopératives de l'Université de Deusto, monographies consacrées aux " Potentialités et limites des coopératives à Cuba ", et offre quelques évaluations et propositions qui se penchent sur l'identité coopérative et l'actualisation du modèle socio-économique cubain.

Elle commencera par une présentation introductive sur le **"Cadre légal des coopératives à Cuba. Trajectoire historique et réalité actuelle"**, où l'on évaluera la trajectoire historique par laquelle est passé le cadre juridico-institutionnel des coopératives à Cuba, en identifiant les limites et les potentialités offertes à ces formes associatives à chaque période. Un accent particulier sera mis sur la réalité actuelle, initiée avec l'amélioration du modèle économique cubain, où il existe un processus d'expansion des coopératives à d'autres secteurs de l'économie nationale que l'agriculture et l'élevage. Les perspectives juridiques de ce processus expérimental en cours feront également l'objet d'une évaluation générale, en tenant compte des dernières évolutions législatives en matière coopérative, notamment la lettre de la nouvelle Constitution de la République de Cuba de 2019 (Rodríguez Musa, 2019).

En raison de sa transcendance pour le coopérativisme cubain, ainsi que de son importance pratique dans le contexte actuel, une approche spécifique sera faite sur **"Les coopératives agricoles comme facteur indispensable pour la souveraineté alimentaire à Cuba"**, dans la mesure où ces formes associatives constituent un outil communément utilisé dans le monde pour promouvoir les processus d'intégration. Les décisions prises par les sociétés coopératives ont été orientées vers l'exécution de processus d'intégration ou de concentration, la constitution de coopératives de second degré étant l'une des voies les plus courantes. Les coopératives agricoles sont des entreprises liées de manière stable au territoire rural et au producteur agroalimentaire, et à Cuba elles exercent un leadership dans l'économie de ces zones, contribuant à l'équilibre, à la gestion et au développement rural. Cependant, elles ne sont pas exemptes de difficultés institutionnelles et de pratiques qui conspirent contre leur identité (Acosta Morales, 2020).

Si l'on considère fondamentalement les nouvelles coopératives non agricoles cubaines, une approche critique des **"Bonnes pratiques coopératives à Cuba"** est désormais nécessaire, compte tenu du fait que la société actuelle est de plus en plus exigeante envers le tissu entrepreneurial, en termes d'assomption d'une responsabilité sociale qui dépasse la dimension strictement économique. Dans le domaine coopératif, la responsabilité sociale est perçue comme une alternative qui exalte l'éthique et la philosophie coopérative, dans la pratique et l'accomplissement de leurs principes et valeurs ; elle a été élevée au rang de principe dans certaines législations comme celle de Cuba. Par conséquent, quelques exemples de bonnes pratiques coopératives à Cuba sont montrés, et la nécessité de mesurer et d'évaluer l'impact social de ces organisations est analysée et conclue par des propositions concernant la réglementation de l'équilibre social coopératif (Soto Alemán et Figueroa González, 2019).

Tout ce qui précède constitue une base suffisante pour diagnostiquer la **"Perception sociale des membres sur les coopératives non agricoles à Cuba"**, en mettant l'accent sur une coopérative parmi les 12 coopératives de ce type dans la province de Pinar del Río. Pour cela, on explique d'abord les

éléments théoriques liés aux processus de perception et de perception sociale, ainsi que les manières dont le sujet a été étudié à partir des coopératives ; et on fait un tour par l'évolution des coopératives non agricoles à Cuba et le progrès de la province de Pinar del Río en la matière (Valle Ríos et Figueroa González, 2020).

Enfin, **"Perspectives institutionnelles et pratiques des coopératives à Cuba"**, ce document vise à analyser certaines des perspectives institutionnelles et pratiques qui s'offrent aux coopératives à Cuba dans le scénario constitutionnel et juridique actuel. À cette fin, les documents juridiques et politiques les plus récents qui ont été promulgués dans le pays sont pris comme référence. Les idées qui sont énoncées sont basées sur les politiques qui sont directement ou indirectement axées sur le secteur en question. Elles constituent le point de départ, car elles indiquent les voies à suivre pour leur continuité future dans le cadre de la dynamique de développement projetée dans le pays. Ainsi, l'impact que ces transformations peuvent provoquer à court terme pour le coopérativisme cubain est évalué (Hernández Aguilar, 2019).

Références

RODRÍGUEZ MUSA, O. (2019): *Marco jurídico de las cooperativas en Cuba. Tracto histórico y realidad actual.* Revista de Estudios Cooperativos, No. 14. Universidad de Deusto, España.

ACOSTA MORALES, Y. (2020): *Cooperativas agropecuarias como un factor indispensable para la soberanía alimentaria en Cuba.* Revista de Estudios Cooperativos, No. 15. Universidad de Deusto, España.

SOTO ALEMÁN, L. y FIGUEROA GONZÁLEZ, J.M. (2019): *Buenas prácticas cooperativas en Cuba.* Revista de Estudios Cooperativos, No. 14. Universidad de Deusto, España.

VALLE RÍOS, D. y FIGUEROA GONZÁLEZ, J.M. (2020): *Percepción social de los socios sobre las Cooperativas No Agropecuarias en Cuba.* Revista de Estudios Cooperativos, No. 15. Universidad de Deusto, España.

HERNÁNDEZ AGUILAR, O. (2019): *Perspectivas institucionales y prácticas de las cooperativas en Cuba.* Revista de Estudios Cooperativos, No. 14. Universidad de Deusto, España.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : identité, réglementation, bonnes pratiques, Cuba

[Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

[Président]

- KIM Seong Bo (Département d'histoire, Université Yonsei, Corée)

[Panélistes]

- KIM Changjin (Graduate School of Social and Solidarity Economy, Sungkonghoe University, Corée)
- KIM Sonam (Institut national d'histoire coréenne, Corée)
- PARK Bonghee (Directeur, Fédération des coopératives médicales de Corée, Corée)
- LEE Kyung-ran (Institut d'études coréennes, Université Yonsei, Corée)
- KIM Yikyung (Études d'Asie orientale, Université de Sungkyunkwan, Corée)

Le mouvement coopératif a fait l'objet d'une grande transformation sociale en Europe au XIXe siècle et s'est répandu dans le monde entier jusqu'au début du XXe siècle avec la mondialisation de la révolution industrielle.

Sur son chemin de propagation, il y a eu la diffusion des révolutions européennes, le mouvement socialiste, les immigrations, les missions religieuses et les règles coloniales. Le mouvement coopératif dans la péninsule coréenne est apparu à l'époque coloniale de l'impérialisme japonais et a été profondément influencé par le fort engagement gouvernemental après l'indépendance.

Les 100 ans d'histoire du mouvement coopératif coréen depuis 1919 ont montré la trajectoire de la lutte entre l'autonomie du peuple et le pouvoir gouvernemental, ainsi que le processus de poursuite et d'internalisation de l'identité coopérative au cours des changements sociaux drastiques dus à la croissance économique comprimée et aux troubles politiques.

Les coopératives en Corée ont fait de petites révolutions pour améliorer la vie quotidienne en poursuivant l'identité coopérative et en continuant l'éducation coopérative pour activer ses membres au cours de ses 100 ans d'histoire, ce qui a montré les caractéristiques du développement coopératif coréen comme des activités répétées de "vision et défi" et de "contre-action et alternatives" par une interaction étroite avec le changement social.

Plusieurs panélistes de cette session ont participé à la publication de "100 Years History of Korean Co-operative Movement" en 2019, qui incluait les quatre sous-thèmes suivants comme caractéristiques du mouvement coopératif coréen. Nous, les panélistes, voulons trouver des points communs entre le cas de la Corée et celui d'autres pays, et trouver quelques implications de ces sous-thèmes.

1. Interaction entre le changement social et l'identité coopérative
2. Philosophie des coopératives sur l'habitat, l'écologie et la vie
3. La communauté et l'éducation coopérative
4. Trajectoire et caractéristiques des échanges mondiaux et de la solidarité dans le mouvement coopératif coréen.

KIM Yikyung_Résumé étendu (KR) disponible

KIM Changjin_Résumé détaillé (KR) disponible

Mots clés : changement social, identité coopérative, communauté locale, éducation coopérative, coopération mondiale.

[Panel] Le rôle des archives dans l'évolution, la préservation et la promotion de l'identité coopérative

[Président]

- Daniel Plotinsky (Idelcoop fundación de Educación Cooperativa, Archivo Histórico del Cooperativismo de Crédito, Argentine)

[Panélistes]

- Liz McIvor (Responsable du Trust, Co-operative Heritage Trust, Royaume-Uni)
- Natalia Casola (Archivo Histórico del Cooperativismo Argentino, Argentine)
- Carlos Daniel Castellar (Centro del Pensamiento Coomeva, Colombie)

La préservation de la mémoire collective dans les coopératives revêt une importance particulière si l'on considère que la conservation, l'étude et la relecture des expériences produites au cours de leur vie constituent un aspect essentiel de leur croissance et contribuent à la participation démocratique de leurs membres. De même, la récupération de la mémoire institutionnelle permet de réfléchir collectivement et individuellement sur le passé, de se reconnaître dans l'histoire et de valoriser le présent, en aidant à retrouver des valeurs, des projets inachevés et un sentiment d'appartenance. Cela renforce l'identité collective, tout en aidant à contextualiser et à dé-idéaliser les souvenirs et les traditions, ce qui permet aux générations actuelles et futures de membres de coopératives de projeter plus facilement l'avenir de leurs propres organisations.

Les coopératives, de par leur double nature d'entreprises et de mouvements sociaux, ont deux mémoires. L'une, officielle, correspond à l'ensemble des données administratives que les lois et règlements imposent d'enregistrer et de conserver. L'autre, plus riche et plus significative, correspond à la vie de ce mouvement social, au comment, au pourquoi et au pour quoi faire de ces entreprises.

Ces mémoires, comme celles de la plupart des organisations sociales, n'ont été que partiellement et non systématiquement préservées. Les causes sont à chercher dans les vicissitudes économiques et politiques vécues par les institutions, l'urgence de la vie quotidienne et l'absence d'une tradition qui valorise l'enregistrement du travail effectué.

Nous sommes d'accord sur le fait qu'"aujourd'hui et à l'avenir, le patrimoine documentaire qu'une société ou une époque léguera ne sera pas le résultat d'une sédimentation inconsciente ou d'accidents de parcours, mais sera, en quelque sorte, "construit" (car) dans le processus de sélection, la référence principale n'est pas le document, mais l'activité humaine" (Wallot, 1995).

Par conséquent, les archives sur le coopérativisme visent à récupérer, créer, organiser, numériser, préserver et faciliter l'accès à la documentation historique sur le coopérativisme.

Nous pensons que les processus développés par différentes coopératives, fédérations et confédérations pour valoriser leurs archives historiques peuvent servir de modèle de travail pour le développement d'instances similaires dans le monde, qui récupèrent la mémoire et l'identité des expériences institutionnelles de l'économie sociale et solidaire.

De cette façon, la construction d'un réseau international d'archives coopératives avec le soutien de l'ACI générerait une synergie en favorisant l'échange d'expériences et la récupération de divers processus oubliés ou inconnus.

En outre, la préservation, l'organisation et la mise à disposition de la grande quantité de matériel historique existant permettraient de rendre visible aux chercheurs du monde entier l'expérience vaste et variée générée par les coopératives.

En bref, le panel vise à :

- Diffuser et échanger les expériences de travail de différentes organisations qui préservent la documentation historique du mouvement coopératif dans le monde entier.
- Découvrir les défis, les réalisations et les difficultés liés au travail avec la documentation variée générée par le mouvement coopératif dans ses différentes branches et formes.

- aspirer à la création de réseaux internationaux pour le travail, la collaboration et le partage de collections d'archives coopératives.

Référence

Wallot, Jean Pierre. "Archivística e historia oral en Canadá", en *Historia y Fuente Oral* Nº 14, Barcelona, 1995.

Daniel Plotinsky Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : archives historiques, mémoire, coopérativisme, patrimoine, identité coopérative

1.5. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS

[Panel] Identité coopérative et implication de l'État : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

[Président]

- JANG Seungkwon (Professeur, Université de Sungkonghoe, Corée)

[Panélistes]

- Anthony Jensen (Université de Newcastle, Australie)
- KURIMOTO Akira (Université Hosei / Alliance coopérative japonaise, Japon)
- Robby Tulus (fondateur et conseiller en chef, INKUR (Fédération des entreprises coopératives populaires) et NASSEC (Association nationale des cadres socio-économiques), Indonésie)
- Yashavantha Dongre (Professeur, Université de Mysore, Inde / Université Ritsumeikan, Japon)
- Morris Altman (Doyen et professeur, économie comportementale et institutionnelle et coopératives, École de commerce, Université de Dundee, Royaume-Uni)
- JANG Seungkwon (Professeur, Université de Sungkonghoe, Corée)

Cette session est composée des éditeurs du livre récemment publié, "Waking the Asian Pacific Co-operative Potential" publié par Elsevier Science/Academic Press. Nous présentons une synthèse des coopératives d'Asie-Pacifique sous différents angles : économie politique, économie, historiographie et politique publique, tandis que les débats sur le genre, la jeunesse et les objectifs de développement durable sont abordés. Le panel fournit également une analyse des cas de coopératives réussies dans quatre secteurs : les coopératives agricoles, de consommateurs, de crédit et de travail.

Ce livre est le fruit du travail de 34 universitaires de la région Asie-Pacifique. L'objectif de ce livre est de passer en revue la manière dont les coopératives de la région ont surmonté les difficultés, réussi, mais aussi échoué, et d'indiquer la voie de la renaissance de la recherche et de l'analyse coopératives. Ce livre offre un compte rendu réfléchi et bien documenté sur le fonctionnement du modèle coopératif et sur ce qu'il peut apporter au développement durable de l'économie, de la société et de l'environnement. Il fait connaître à la communauté internationale les extraordinaires réussites des coopératives d'Asie et du Pacifique - dont beaucoup ne sont pas connues en "Occident" et, en fait, parmi beaucoup d'autres en "Orient".

Les coopératives de l'Asie-Pacifique ont débuté sous la forte influence de l'Occident par le biais de la colonisation, de l'immigration et du transfert de connaissances. Elles ont évolué selon des modèles spécifiques, souvent appelés "modèle indien britannique de coopération", avec une forte intervention de l'État. Aujourd'hui, elles présentent une grande diversité en termes de taille, de secteur et de stade de développement, reflétant la diversité politique et socio-économique de la région. Le nombre de membres des coopératives d'Asie-Pacifique a augmenté à tel point que leur nombre est le plus important de l'ACI ; mais leur part d'activité reste beaucoup plus faible que dans d'autres régions, comme le montre le World Co-operative Monitor. Bien qu'il existe un grand nombre de coopératives, de membres et d'employés, elles sont souvent considérées comme un géant endormi car on ne pense pas qu'elles soient innovantes et dynamiques et qu'elles réagissent aux changements dramatiques de l'environnement économique et politique. Pourtant, les coopératives d'Asie-Pacifique ont le potentiel pour devenir un moteur dynamique de développement et de croissance durables et équitables. Mais nous devons réveiller ce potentiel et sensibiliser davantage de personnes à cette alternative coopérative viable.

En ce qui concerne l'identité coopérative, il y a eu un problème de forte implication de l'Etat, qui compromet souvent le principe d'autonomie et d'indépendance. Dans certains cas, le soutien de l'État a favorisé le succès des coopératives, tandis que dans d'autres, les coopératives ont échoué malgré le soutien de l'État. Il existe également des cas où les coopératives ont réussi grâce à la participation des membres de la base. Nous devons connaître les raisons du succès et de l'échec à partir d'une analyse théorique et d'études de cas.

Cette session explore comment les valeurs et les principes coopératifs sont appliqués aux coopératives d'Asie-Pacifique à partir d'une analyse théorique et d'études de cas basées sur les résultats de ce livre afin de contribuer à approfondir l'identité coopérative.

Mots clés : Valeurs et principes coopératifs, Asie-Pacifique, implication de l'État.

[Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et d'identité coopérative au XXIe siècle

[Président]

- Claudia Sanchez Bajo (Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine)

[Panélistes]

- Sergio Reyes Lavega (Economía Solidaria y Cooperativismo de la UDELAR, Uruguay) et Danilo Gutiérrez Fiori (Directeur exécutif, Instituto Nacional del Cooperativismo (INACOOP), Uruguay)
- Sergio Salazar Arguedas (INFOCOOP / Escuela de Relaciones Internacionales UNA, Costa Rica)
- Elisa Lanas Medina (Chercheur professeur, Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador, Equateur)
- Claudia Sanchez Bajo (Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine)

Idée centrale du panel

Ce panel propose d'analyser, de comparer et de tirer des hypothèses et des conclusions sur les processus et les espaces de co-production des politiques publiques liées aux coopératives et à l'identité coopérative au 21ème siècle. Les quatre articles sont rédigés par des universitaires et trois d'entre eux par des professionnels qui sont ou ont été impliqués dans le processus de co-production de politiques publiques, deux d'entre eux en particulier en ayant la responsabilité. Les cas sont : Costa Rica, Uruguay, Équateur et Mercosur.

Pourquoi le Panel contribue-t-il à l'avancement des connaissances sur l'identité coopérative ?

1. Ce panel propose d'analyser, de comparer des études de cas, et de tirer des hypothèses et des conclusions qui contribuent à un cadre de politique publique du 21ème siècle lié et approprié à l'identité coopérative.
2. Sur la base de la comparaison des pratiques dans les pays de la région, tels que l'Uruguay, le Costa Rica et l'Équateur, ce panel propose de discuter en profondeur des expériences, avec les objectifs 2.1) de faire avancer la théorie et 2.2) de voir comment ces expériences de politiques publiques fonctionnent par rapport à l'identité coopérative, et 2.3) comment ces processus peuvent servir le développement économique, social et culturel de manière durable et inclusive.
3. Chaque cas peut être intéressant pour les autorités publiques et les représentants des mouvements coopératifs engagés dans des processus similaires dans d'autres pays et/ou régions du monde, afin d'en connaître le potentiel et les défis.

Fondements théoriques, analytiques, conceptuels et empiriques

Le cadre général de l'action publique au XXIe siècle diffère du modèle wébérien classique de la période industrielle. D'une part, l'intérêt public serait aujourd'hui comme " une entreprise collective impliquant le gouvernement et de nombreux autres acteurs et citoyens en tant que créateurs de valeur et coproducteurs de résultats publics, une idée qui bouleverse l'administration publique " (Bourgon, 2011). Aujourd'hui, et sans oublier les ODD, les termes de coproduction, co-construction, co-création, sont couramment utilisés. Selon Bourgon, la pratique a dépassé la théorie encore prédominante ou quasi inexistante (Bourgon 2011).

En effet, les coopératives, avec leur modèle d'entreprise basé sur l'identité coopérative, expérimentent déjà cette réalité avec le potentiel et la responsabilité qu'elle implique, comme par exemple au Costa Rica depuis 1973 et en Uruguay depuis 2008. L'Équateur a fait preuve de volonté politique avec sa nouvelle Constitution, mais ses progrès sont plus limités. Le cas du RECM dans le Mercosur est un cas intergouvernemental de coproduction dans le cadre du régionalisme ouvert.

Questions guidant le panel sur les politiques publiques concernant les coopératives :

Sur la base de l'expérience, tendent-ils le processus vers la coproduction et/ou la co-conception ou la co-construction, selon Bourgon (2011), Vaillancourt (2019), Tremblay et al. (2019) ? Bourgon se concentre sur la coproduction, tandis que Vaillancourt (2019) distingue la co-construction de la première en ce que cette dernière implique activement les acteurs de la société civile et de l'économie dès le début du processus, tant dans la délibération que dans la prise de décision, contribuant d'une part à la co-construction des connaissances, et d'autre part à la co-construction des politiques publiques elles-mêmes, ce qui suppose un cadre méthodologique clair et transparent. Bien que Vaillancourt suggère que cela favoriserait un résultat plus juste et plus équitable, sa typologie des cadres (néolibéralisme, corporatisme et solidarité socio-économique) et de l'impact sur les politiques publiques nécessite d'être approfondie. Tremblay et al, dans leur revue de la littérature sur la co-construction, soutiennent que celle-ci peut être analysée comme un " dispositif " et appellent à distinguer la co-construction technique de la co-construction dynamique (Tremblay et al 2019).

Comment sont organisées et créées les conditions d'élaboration des politiques publiques en partenariat avec les acteurs coopératifs ? Quels sont les variables et les facteurs qui renforcent la durabilité et la robustesse des institutions dans le temps (espaces institutionnels de co-construction) ? Si cette co-construction est comprise comme un espace-temps dynamique de signification et de définition de règles et de vision, quels sont les meilleurs indicateurs pour estimer sa durabilité ?

1. Uruguay

"Créé en tant que personne morale non étatique de droit public, conformément à la loi générale des coopératives 18.407 du 24 octobre 2008, INACOOP propose, conseille et exécute la politique nationale du coopératisme. Son objectif est de promouvoir le développement économique, social et culturel du secteur coopératif et son insertion dans le développement du pays. La loi 18.407 lui assigne des tâches liées au conseil à l'État, à la promotion des principes et valeurs de la coopération et à la création d'un système national d'information publique sur le secteur. "

2. Costa Rica

"L'Institut national de développement coopératif (INFOCOOP) est une institution publique chargée de la promotion et du développement du coopérativisme au Costa Rica, depuis 1973, dotée d'une personnalité juridique propre et d'une autonomie administrative et fonctionnelle. Selon l'article 155 de la loi sur les associations coopératives (LAC), l'objectif d'INFOCOOP est le suivant : encourager, promouvoir, financer, diffuser et soutenir le coopérativisme à tous les niveaux...".

3. Équateur

Depuis 2008, en vertu de la Constitution de la République de l'Équateur, le SEPS est chargé de promouvoir les principes de coopération, de démocratie, de réciprocité et de solidarité dans les activités économiques menées par les organisations de la SPH. Bien qu'il ne soit pas un partenaire du mouvement coopératif, son travail s'effectue en consultation et en contact avec les coopératives.

4. Mercosur RECM

Le MERCOSUR a décidé de créer la Réunion Spéciale des Coopératives le 10 octobre 2001, en tant qu'organe avec une représentation gouvernementale des quatre Etats membres et des entités

nationales du secteur coopératif. Le cadre institutionnel a permis d'aborder les aspects législatifs et productifs, en créant des espaces et des ressources communes au secteur coopératif et aux États.

Références

Bourgon, Jocelyne (2011) A New Synthesis of Public Administration: Serving in the 21 st Century, Kingston: School of Policy Studies and McGill-Queen's University Press.

Bourgon, Jocelyne (2009) New directions in public administration: serving beyond the predictable, Public Policy and Administration, Volume: 24 issue: 3, page(s): 309-330

Gerth, H.H., and Wright Mills, C. From Max Weber (trans. and ed.), Oxford University Press, New York, 1946.

Ostrom, E., 1990, Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action, Cambridge University Press, New York.

Tremblay, S., Sasseville, N., Leyrie, C., Bousquet, J., Boivin, S., Bizot, D., & Guédé Médétonwan, O. (2019). Vers une synthèse des écrits portant sur le concept de co-construction : regard croisé entre la gestion de projet et le travail social. *Revue De Management Et De Stratégie*

Vaillancourt, Y. (2019). De la co-construction des connaissances et des politiques publiques. Retrieved from https://journals.openedition.org/sociologies/11589

Weber, M. The Theory of Social and Economic Organization (tr. Henderson and Parsons), New York, 1947.

Weber, M. Economy and Society: An outline of interpretive sociology (edited and translated by Roth, G. and Wittich, C.) Bedminster Press, New York, 1968.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : identité coopérative, nouvelle politique publique, coproduction

---

Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives en Uruguay : caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative.

Sergio Reyes Lavega (Economía Solidaria y Cooperativismo de la UDELAR, Uruguay) et Danilo Gutiérrez Fiori (Directeur exécutif, Instituto Nacional del Cooperativismo (INACOOP), Uruguay)

L'intention est d'analyser des cas comparables de cogestion et de coproduction de politiques publiques dans le domaine du coopérativisme et de l'économie sociale dans trois pays où l'institutionnalisation de ces politiques a été réalisée : le Costa Rica, l'Equateur et l'Uruguay. Ce document abordera plus particulièrement le cas de l'Uruguay.

En ce sens, en Uruguay, différentes institutions et processus de politique publique seront analysés :

- Il est proposé d'étudier la situation antérieure aux innovations de la première décennie du 21ème siècle et les changements opérés, tels que le changement dans la relation entre la sphère publique et la coopérative, ainsi que celui interne au niveau représentatif du mouvement coopératif et ses conséquences au moment de la mise en œuvre de la réglementation et de l'institutionnalisation du nouvel Institut National du Coopérativisme, INACOOP, qui est une institution publique co-partenaire du mouvement coopératif en Uruguay.
- Analyse de la réaffirmation et/ou des changements introduits dans les politiques et orientations publiques en ce qui concerne la reconnaissance légale des coopératives et le contrôle de l'État

sur les coopératives, et leur impact sur le développement du coopérativisme. En d'autres termes, l'impact des nouveaux processus de politiques publiques co-créées sur l'identité coopérative.

- Analyse de l'évolution d'INACOOP en tant qu'espace de co-création : La gestion depuis sa naissance. Lignes de continuité de ses 4 conseils d'administration (trois du gouvernement du Frente Amplio et un dirigé par le Parti National). Incidence de la composition politique du mouvement coopératif et des présidences respectives.
- Analyse des nouvelles sources de financement du développement coopératif telles que le FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT (FONDES) : son potentiel et ses limites.
- Comparaison avec les initiatives récentes concernant l'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : Conséquences de l'absence de consensus, description, analyse et perspectives.
- Ce travail peut être intéressant en tant qu'expérience précieuse dans la coproduction de politiques publiques pour les coopératives, tant pour les représentants du gouvernement et de l'État que pour ceux du mouvement coopératif dans d'autres pays et régions.

Référence

INACOOP : https://www.inacoop.org.uy/

Résumé étendu (ES) disponible

Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives au Costa Rica : Caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative

Sergio Salazar Arguedas (INFOCOOP / Escuela de Relaciones Internacionales UNA, Costa Rica)

Ce document analyse l'évolution des politiques publiques en matière de coopératives au Costa Rica. Ces politiques ont évolué de la promotion d'initiatives faibles pour répondre aux besoins des groupes sociaux, vers des actions promues par l'Etat dans la création de conditions pour le développement du modèle coopératif.

Plus récemment, des changements ont institutionnalisé des espaces de co-création et de co-gestion des politiques publiques entre l'État costaricien et le mouvement coopératif, qui définit et exécute directement les actions établies pour la défense et la promotion du mouvement dans le pays.

L'Institut national pour le développement coopératif (INFOCOOP, en ligne : https://www.infocoop.go.cr/) est un produit de ces politiques publiques autour desquelles s'articulent les politiques publiques costariciennes. Il a été créé en 1973 dans le but de développer le coopérativisme à tous les niveaux, pour lequel il structure cinq domaines de services : L'assistance technique, le financement, la promotion, la supervision des coopératives, ainsi que l'éducation et la formation. Cet Institut est un organisme public décentralisé et est géré de manière coparticipative avec le mouvement coopératif, puisqu'il dispose d'une majorité de membres au sein de son Conseil d'administration, nommés pour des périodes de deux ans de manière démocratique par le mouvement lui-même.

INFOCOOP articule ses objectifs dans le cadre du plan de développement national, en ajoutant des contributions pertinentes pour le pays, en générant des bénéfices à fort impact par le biais des coopératives, où des registres statistiques sont tenus sur l'emploi, le développement, l'investissement, le crédit et l'assistance technique.

L'objectif de cet article est de comprendre la portée des politiques promues dans les différents domaines de développement du pays depuis le milieu du siècle dernier, leur impact sur l'identité et le développement des coopératives, ainsi que les défis que ce domaine de coproduction de politiques publiques impose dans la réalité actuelle, qui peut être une expérience d'apprentissage pour d'autres pays qui promeuvent le coopérativisme comme alternative de développement.

Politiques publiques pour l'économie solidaire en Équateur. De la non-existence à l'institutionnalisation. Contributions pour aller vers la co-construction et la co-production.

Elisa Lanas Medina (Chercheur professeur, Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador, Equateur)

L'économie solidaire a été présente en Équateur, principalement à travers les relations entretenues par les membres des communautés indigènes, puisqu'elle a été, avec la redistribution, la base de ces relations. Cependant, elle a gagné en visibilité de la part de l'État avec la Constitution politique approuvée en 2008, qui stipule que l'un des principaux objectifs du régime de développement est de "construire un système économique équitable, démocratique, productif, solidaire et durable, basé sur la distribution égale des bénéfices du développement, des moyens de production et de la génération d'un travail décent et stable"[4] .

L'art. 283 CE reconnaît que le système économique est social et solidaire et qu'il est composé de formes d'organisation économique publiques, privées, mixtes, populaires et solidaires. Cet article indique expressément que l'économie populaire et solidaire doit être réglementée conformément à la loi, et comprend les secteurs coopératif, associatif et communautaire. Cette attention particulière portée par l'État à l'économie populaire et solidaire traduit, d'une part, un intérêt particulier pour ce secteur de l'économie et, d'autre part, la volonté de rassembler les acteurs et les organisations qui y participent et qui étaient auparavant dispersés.

Lors de la rédaction de la Constitution et dans le processus de création de la loi sur l'économie populaire et solidaire, qui a été publiée en 2011, certains représentants des acteurs de l'économie solidaire ont participé, notamment du secteur coopératif, ce qui a permis d'inscrire dans les deux corpus législatifs les principes et les valeurs qui promeuvent cette autre forme d'économie.

En Équateur, cependant, il n'existe pas de tradition de gestion participative des services publics ou de prise de décision publique incluant les citoyens, au-delà des processus électoraux pour élire les dignitaires publics.

Avec l'expérience de disposer d'un cadre institutionnel et d'une réglementation relativement récents qui abordent le traitement exprès et différencié de l'économie solidaire dans le pays, il est important d'avancer vers la co-construction et la co-participation des acteurs de l'économie solidaire dans la conception, la planification et la mise en œuvre des politiques publiques qui les concernent.

En effet, la participation des acteurs de l'économie solidaire à la construction des politiques publiques, ainsi qu'à leur mise en œuvre et à leur évaluation, non seulement produit des effets positifs sur les économies personnelles et familiales, la réduction du chômage et du sous-emploi, et l'amélioration conséquente de la qualité de vie des personnes impliquées, mais renforce également leur identité en tant que partenaires d'une association autonome, formée pour répondre aux besoins et aux aspirations qu'ils partagent entre eux, par le biais d'une entreprise commune qui applique des valeurs et des principes solidaires et coopératifs dans son fonctionnement.

Sur la base d'une analyse des politiques publiques mises en œuvre en Équateur pour promouvoir l'économie solidaire depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'économie populaire et solidaire, ce document cherche à formuler quelques propositions pour impliquer les acteurs de l'économie solidaire dans toutes les phases des politiques publiques qui les concernent.

Résumé étendu (ES) disponible

[4] Art. 276.2 de la Constitution politique de l'Équateur.

Analyse du RECM Mercosur comme espace de politique publique sur les coopératives : Gouvernance multi-niveaux et identité coopérative

Claudia Sanchez Bajo (Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine)

L'objectif de cette proposition est d'analyser des cas comparables de cogestion et de coproduction de politiques publiques dans le domaine du coopérativisme et de l'économie sociale dans trois pays où un certain degré d'institutionnalisation a été atteint : le Costa Rica, l'Equateur et l'Uruguay. Bien que ce cas ne soit pas comparable à un seul pays, la proposition ajoute la dimension de co-création de politiques publiques de gouvernance multi-niveaux, intergouvernementale et co-participative entre les Etats-nations et les mouvements coopératifs nationaux, dont l'action s'est également développée au sein de ce que l'on appelle le nouveau régionalisme ou le régionalisme ouvert par rapport à l'Union européenne. Des pays comme l'Uruguay participent activement au RECM du Mercosur. En d'autres termes, les coopératives coparticipent au débat et à la définition des politiques publiques à différents niveaux à la fois. Cette coparticipation aux politiques publiques, ainsi que la dimension épistémologique des connaissances générées concernant l'identité coopérative et les politiques appropriées à cette identité, peuvent intéresser d'autres régions du monde, ainsi que les gouvernements et les représentants des coopératives. Les auteurs et l'approche théorique sont ceux décrits dans la proposition générale en tant que panel.

L'analyse portera sur

1) les motivations de la création de cet espace de politique publique, ainsi que le cadre du régionalisme ouvert dans lequel il opère : le groupe du marché commun du MERCOSUR a créé la réunion spécialisée sur les coopératives en 2001, en tant qu'organe avec une représentation gouvernementale des quatre États membres et des entités nationales du secteur coopératif privé de chaque pays,
2) les pratiques, produits et résultats de cet espace de coparticipation aux politiques publiques, et son degré de reconnaissance,
3) une analyse théorique pour comprendre s'il s'est agi de coproduction, de communauté épistémique ou génératrice de connaissances, ou de légitimation,
4) son degré de durabilité en tant qu'expérience et l'impact de ses résultats, et donc ses possibilités et ses limites.

Références

Sanchez Bajo, Claudia (2008) Union européenne et MERCOSUR : processus d'intégration régional et politiques sur les coopératives, pag. 187 – ss. En Jorge Munoz et al., La Gouvernance des entreprises cooperatives, ISBN 978-2-7535-0516-2, Presses Universitaires de Rennes (PUR), http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=1724

Sanchez Bajo, Claudia (2007) Políticas públicas para cooperativas en la Unión Europea, pag. 302 – 333. En De Lisio y Cracogna (coord.), Políticas Públicas en Materia de Cooperativas, Reunion Especializada de Cooperativas del Mercosur RECM, Intercoop, Buenos Aires

Sanchez Bajo, Claudia (2005) MERCOSUR y UE: Interregionalism en The Political Economy of Regions and Regionalisms (International Political Economy Series) 1st ed. 2005 Edition ISBN-10: 1403920907m https://www.palgrave.com/gp/book/9781403920904#aboutAuthors

Sanchez Bajo, Claudia (2000) Actores empresariales en el Mercosur, la economía política del regionalismo**,** Editorial Shaker Netherlands, Holanda. (Tesis de PhD Doctorado)

Claudia Sanchez Bajo (1999) The European Union and Mercosur: A case of inter-regionalism, Third World Quarterly, 20:5, 927-941, DOI: 10.1080/01436599913415

Sanchez Bajo, Claudia (1999) EL Regionalismo Abierto del Mercosur, evaluado por pares y seleccionado para su inclusión en el CD-ROM del XIII Congreso de Economistas Brasileños y el VII Congreso de Economistas de América Latina, 13-17 de septiembre de 1999.

Sanchez Bajo, C.B. (1992). *Argentine-Brazilian integration in a historical perspective*. *ISS Working Paper Series / General Series* (Vol. 131, pp. 1–102). Erasmus University Rotterdam. Retrieved from http://hdl.handle.net/1765/18829 (Tesis de Maestría)

Ver https://en.wikipedia.org/wiki/European_Union%E2%80%93Mercosur_relations

Résumé étendu (ES) disponible

Politique publique

Économie sociale et solidaire : contradictions des politiques publiques dans la transition du système économique équatorien

Milton Maya Delgado (Chercheur, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) Ecuador / Centro Andino de Acción Popular (CAAP), Ecuador)

L'économie sociale et solidaire, en tant que terme qui englobe la rationalité reproductive des êtres humains, a été incluse dans les agendas gouvernementaux de plusieurs pays d'Amérique latine dans le contexte progressiste. Le postulat théorique d'une autre économie est de changer le modèle néolibéral de développement pour un modèle alternatif de développement. À cette fin, l'État est l'organe directeur de l'économie, institutionnalisant de nouveaux systèmes de régulation pour légitimer et reconnaître les organisations collectives, les coopératives, les associations, etc. comme le moteur et le principal secteur de transformation du modèle de développement.

En 2007, l'Équateur a adhéré aux orientations théoriques de cette économie à son agenda gouvernemental et a formulé une nouvelle politique publique d'économie sociale et solidaire. En 2017, les résultats en termes d'emploi formel et informel, selon l'OIT, sont défavorables (prévalence de l'emploi informel et croissance de l'emploi informel dans l'économie). Dans ce contexte et dans le champ de l'analyse des politiques publiques, la relation causale entre l'adoption d'objectifs d'économie sociale et solidaire, comme déclencheur (D), et l'échec de la politique publique, comme résultat (O), est établie afin de poser la question centrale de l'étude : pourquoi la politique publique d'économie sociale et solidaire échoue-t-elle en Équateur, 2007-2017 ?

Pour expliquer cette question, la recherche s'est concentrée sur une position réaliste du cadre d'analyse de la conception des politiques publiques. Ce cadre comprend des entités liées causalement, qui forment le mécanisme causal théorique de la conception des politiques : (D) l'établissement de l'agenda ; (A) la formulation des politiques ; (B) la coordination intersectorielle ; (C) les interactions entre les politiques ; et, (O) le résultat des politiques. Ceci étant compris, les principales hypothèses pour chaque entité du mécanisme causal ont été élaborées : (HD) le gouvernement adopte des objectifs d'économie sociale et solidaire ; (HA) le gouvernement formule une politique d'économie sociale et solidaire ; (HB) le gouvernement conçoit un mécanisme de coordination intersectorielle de l'économie sociale et solidaire faible ; (HC) le gouvernement restreint la participation des acteurs non étatiques ; et, (HO) le gouvernement ne parvient pas à atteindre les résultats politiques escomptés.

Avec la méthode de suivi des processus - une approche réaliste (déterministe) ; la formulation de tests empiriques pour les instruments de politique : nodalité, autorité, trésorerie et organisation (instruments politiques de l'OTAN) ; l'application du théorème de Bayes pour évaluer la valeur de confirmation ou de rejet d'une observation attendue en termes de certitude [probabilité de trouver la preuve (e) étant donné l'hypothèse (h), p(e|h)] ; et d'exclusivité, [probabilité de trouver la preuve (e) étant donné l'hypothèse alternative (~h), p(e|~h)], les hypothèses du mécanisme causal qui explique l'échec de la politique publique d'économie sociale et solidaire ont été validées.

Les preuves trouvées dans les instruments de politique de l'OTAN démontrent que le gouvernement équatorien a adopté et fait adhérer des objectifs d'économie sociale et solidaire à un système institutionnel de marché existant. Il a formulé une politique publique d'économie sociale et solidaire avec l'objectif de changer le modèle néolibéral de développement pour le modèle alternatif de développement. Cependant, en 2013, les contradictions entre les objectifs de la politique d'économie sociale et solidaire et ceux de l'économie de marché, que le gouvernement connaissait depuis 2007, se sont matérialisées. En d'autres termes, la politique publique de l'économie sociale et solidaire a été subsumée sous les politiques de l'économie de marché, freinant ainsi le changement institutionnel souhaité. En outre, le statut hiérarchique du gouvernement a limité la participation des acteurs non étatiques de l'économie sociale et solidaire à la sphère politique. Par conséquent, la politique publique n'a pas atteint ses objectifs initiaux, qui étaient de donner du pouvoir aux coopératives, aux associations,

etc. par le biais de l'État, afin d'évoluer vers un système économique social et solidaire dans lequel l'être humain est la finalité du développement.

Enfin, la contradiction entre les objectifs de l'économie sociale et solidaire et ceux poursuivis par l'économie de marché rend impossible l'évolution vers un modèle alternatif de développement. Le développement, même s'il est qualifié d'"alternatif", reste fondamentalement capitaliste. Par conséquent, pour transformer le système de marché, qui impose aux économies son hégémonie globale du capital financier, il faut des changements réels dans les relations sociétales, et pas seulement des changements discursifs dans les programmes gouvernementaux.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : changement institutionnel, développement humain, économie sociale et solidaire, instruments politiques, Process tracing.

L'identité coopérative sous tension : stratégies collectives, "nouveaux" espaces publics et leur influence sur l'agenda des politiques publiques en Équateur.

Maria José Ruiz-Rivera (Chercheur, Centre de recherche interdisciplinaire sur le travail, l'État et la société (CIRTES), UCLouvain, Belgique)

En Équateur, les acteurs qui défendent une économie sociale et solidaire - poussés par la sécurisation des moyens de subsistance des personnes et des objectifs sociaux et environnementaux - ont émergé à travers des chemins institutionnels historiquement particuliers : la tradition coopérative, les associations soutenues par l'Église catholique et les ONG orientées vers le développement, ainsi que des expressions plus récentes ancrées dans les mouvements sociaux (Ruiz-Rivera & Lema tre, 2017, 2019).

Depuis le gouvernement de Correa (2007-2017), les responsables politiques reconnaissent formellement la notion de pluralisme économique dans la conception des politiques publiques dites de " Buen Vivir " (Vega-Ugalde, 2016). Cependant, l'opérationnalisation de son contenu se joue dans un champ de tensions entre les critères qui sous-tendent les programmes de promotion de l'économie sociale et solidaire et les logiques de fonctionnement plurielles des organisations cibles.

À travers une approche inductive (analyse documentaire, observation directe et entretiens semi-directifs menés auprès d'organisations et de décideurs politiques de 2015 à 2019), l'objectif de cette communication est double. Je questionne, d'une part, les effets d'un programme emblématique " Marchés publics inclusifs " sur les pratiques de production, de commercialisation, de gestion et de gouvernance des coopératives de producteurs et, d'autre part, si et dans quelle mesure ces organisations font face aux pressions de l'intervention publique et comment ces stratégies sont déterminées.

A partir des résultats de six études de cas approfondies, je soutiens que le programme mentionné ci-dessus tend à surestimer l'inscription des coopératives dans le marché - à travers des impératifs de technification, de professionnalisation, entre autres, selon une conception formelle de l'économie (Polanyi, 1977) - au détriment d'autres logiques, telles que la réciprocité et le ménage, qui façonnent l'identité des organisations cibles. Les coopératives ont donc tendance à homogénéiser leur comportement (isomorphisme institutionnel selon DiMaggio & Powell, 1983), ce qui a conduit à l'érosion des pratiques économiques de fond (par exemple, spécialisation vs. diversification de la production, augmentation du capital au détriment de la rémunération du travail et de la protection sociale).

Pour faire face à ces tensions, les coopératives s'engagent dans une action collective dans la sphère publique. J'esquisse ainsi une typologie des réponses organisationnelles qui impliquent a) l'adaptation, b) l'inter-coopération et c) des stratégies de résistance en élargissant leur participation politique. Les organisations ne peuvent donc plus être considérées comme des récepteurs passifs des prescriptions institutionnelles (Eynaud et al., 2019 ; Laville, 2005). Ces résultats suggèrent que les organisations sont susceptibles d'interpréter, de contester et de transformer les institutions formelles par leur inscription dans l'action publique (Ruiz-Rivera, 2019).

Pour conclure, je discute de la continuité de ces stratégies dans le contexte actuel de crise sanitaire due à l'expansion de Covid-19. De nouvelles questions s'ouvrent : Quels défis sont apparus pour l'économie sociale et solidaire en Équateur au cours de la dernière année de pandémie, en particulier pour la durabilité de ces espaces publics créés à partir de l'expérience des marchés publics ? Si et comment les organisations ont réinventé leurs stratégies de participation politique en tant que partie intégrante de leur identité ?

Références

DiMaggio, P., & Powell, W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147-160.

Eynaud, P., Laville, J.-L., dos Santos, L., Banerjee, S., Avelino, F., & Hulgård, L. (Eds.). (2019). *Theory for social enterprise and pluralism: Social movements, solidarity economy, and Global South*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9780429291197

Laville, J.-L. (2005). Action publique et économie: Un cadre d'analyse. En J.-L. Laville, J.-P. Magnen, G. C. da França Filho, & A. Medeiros (Eds.), *Action publique et économie solidaire: Une perspective internationale* (pp. 17–46). r s. https://doi.org/10.3917/eres.lavil.2005.01.0017

Lemaître, A. (2009). *Organisations d'économie sociale et solidaire. Lecture de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie*. Presses universitaires de Louvain.

Polanyi, K. (1977). *The livelihood of man*. Academia Press.

Ruiz-Rivera, M.-J. (2019*). Institucionalización de la economía popular y solidaria: Arraigo político y lógicas de acción en tensión en Ecuador y Bolivia* [Tesis doctoral]. Université catholique de Louvain.

Ruiz-Rivera, M.-J., & Lemaître, A. (2017). Institutionnalisation de l'économie populaire et solidaire en Équateur: Une lecture historique de l'encastrement politique des organisations. *Mondes en développement*, 179(3), 137–152. https://doi.org/10.3917/med.179.0137

Ruiz-Rivera, M.-J., & Lemaître, A. (2019). Popular and Solidarity Economy in Ecuador: Historical overview, institutional trajectories and types of organisations. In M. Nyssens, L. I. Gaiger, & F. Wanderley (Eds.), *Social enterprise in Latin America: Theory, models and practice* (pp. 139–168). Routledge.

Vega Ugalde, S. C. (2016). La política de Economía Popular y Solidaria en Ecuador. Una visión de su gubernamentalidad. *Otra Economía*, 10(18), 77–90. https://doi.org/10.4013/otra.2016.1018.07

Mots-clés : Économie solidaire, pluralisme économique, action publique, politiques publiques "Buen-vivir", Équateur.

Systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul

YOON Gil Soon (Université Sungkonghoe, Corée), LEE Sang-Youn (Professeur, Université Sungkonghoe, Corée) et LEE Sun Hee (Université Sungkonghoe / Institut coopératif iCOOP, Corée)

Séoul, la capitale de la République de Corée, a joué un rôle de premier plan dans le développement de l'économie sociale. Dans cet article, nous présentons les cadres juridiques et institutionnels et les politiques publiques qui ont permis la croissance et le développement de l'économie sociale à Séoul. En outre, nous examinons leurs réalisations et leurs limites, en nous concentrant sur les composantes essentielles des écosystèmes politiques pour l'économie sociale permettant aux EES (entreprises d'économie sociale) de prospérer au fil du temps, à savoir : 1) les cadres juridiques et institutionnels pour l'économie sociale, 2) le financement social et les marchés publics préférentiels pour les EES, et 3) l'éducation et la formation pour encourager l'entrepreneuriat social et 4) la sensibilisation du public à l'économie sociale. Grâce aux mesures politiques de soutien, l'économie sociale s'est considérablement développée à Séoul au cours des deux dernières décennies. Les diverses mesures de politique publique en faveur de l'économie sociale ont permis d'obtenir des résultats, tels que sa croissance quantitative et des écosystèmes plus intégrés et plus cohérents, mais aussi des limites, telles qu'une répartition faussée des ressources sur les marchés publics et les marchés financiers sociaux. Cela montre combien il est important de garantir l'autonomie et l'indépendance du secteur de l'économie sociale.

Article complet (EN) disponible

Mots clés : Économie sociale, système politique, mesure politique, Séoul

Mise en œuvre de la loi américaine Main Street Employee Ownership Act par les Small Business Development Centers

Frank Cetera (conseiller principal en affaires, Onondaga Small Business Development Center, Onondaga Community College, États-Unis)

Aux États-Unis d'Amérique, les coopératives ont généralement été reléguées au rang d'entités commerciales de seconde classe :

- Être exclu des produits de prêts de financement de la SBA (comme le montrent les preuves continues lorsque les crédits fédéraux COVID-19 de la loi CARES n'ont pas tenu compte initialement des caractéristiques uniques de la propriété coopérative dans l'accès aux prêts d'urgence en cas de catastrophe) ;
- L'absence de législation d'habilitation dans bon nombre des 50 États.
- Les dispositions en matière d'assistance technique sont sévèrement limitées par les crédits fédéraux de l'USDA et ne couvrent qu'un petit pourcentage des 50 États et territoires.

Les nouveaux modèles, partenariats et réseaux qui émergent sont non seulement prometteurs, mais aussi des succès déjà existants en matière d'accès au capital et d'assistance technique pour les conversions et les démarrages de coopératives (sans se limiter aux coopératives agricoles, mais en reconnaissant l'importance des coopératives de travail dans toutes les industries). Grâce à la connaissance de ces modèles, les développeurs de coopératives, les éducateurs et les universitaires seront en mesure de s'appuyer sur les réussites, de tirer les leçons des échecs, de démontrer la preuve du concept, de démontrer les besoins et de proposer la prochaine phase des réseaux entrepreneuriaux qui soutiendront les entités commerciales coopératives.

Presque immédiatement après l'adoption de la loi fédérale américaine Main Street Employee Ownership Act (MSEOA) en août 2018, parallèlement à l'excitation de l'ensemble du secteur commercial de l'actionnariat salarié, les bureaux et les conseillers du Small Business Development Center (SBDC) de l'État de New York et de tout le pays ont commencé à prendre des mesures pour mettre en œuvre le mandat non financé consistant à fournir une assistance éducative et technique aux coopératives et à l'actionnariat salarié. La mise en œuvre du MSEOA a suscité une réponse large et variée de la part de différents individus et centres du réseau SBDC à l'échelle nationale, ainsi que des réponses des organisations de développement coopératif à but non lucratif, des centres de développement coopératif (CDC) du ministère américain de l'agriculture (USDA), des municipalités/chambres/agences de développement industriel (IDA) et de l'administration américaine des petites entreprises (SBA), y compris un large éventail de partenariats et le développement de réseaux nouveaux et innovants entre les développeurs entrepreneuriaux.

Afin de fournir une assistance technique continue sur les coopératives et l'actionnariat salarié aux conseillers et aux clients de la SBDC, des services synchronisés et une coordination avec d'autres praticiens universitaires et à but non lucratif, ainsi que des opportunités reproductibles basées sur les meilleures pratiques, cette soumission fournit une enquête sur les modèles, les partenariats et les initiatives entrepris à travers le pays entre septembre 2018 et juin 2020 - les 22 premiers mois d'existence de la loi Main Street Employee Ownership ; y compris une représentation graphique des modèles utilisant des méthodes de diagramme d'architecture d'entreprise et une brève analyse de contenu.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : SBDC, entrepreneuriat, réseaux, architecture d'entreprise, MSEOA

La protection constitutionnelle des forêts, des villageois forestiers et des coopératives en droit turc comme exemple pour examiner le rôle des coopératives pour un développement rural durable.

Anıl Güven YÜKSEL (Faculté de droit, Université Yıldırım Beyazıt d'Ankara, Turquie)

Le développement durable, tel qu'il est abordé dans l'Agenda 2030 des Nations Unies, en tant qu'ensemble d'objectifs indivisibles visant à achever les travaux non réalisés des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, a donc été l'un des concepts les plus importants du 21e siècle, s'étendant sur trois dimensions fondamentales, à savoir l'économie, le social et l'environnement, afin d'atteindre certains objectifs interdépendants et liés entre eux, tels que l'éradication de la *pauvreté*, la préservation de la *planète* et la *création d'une croissance économique inclusive* et d'une *inclusion sociale*. Parmi ces objectifs interdépendants qui forment dix-sept objectifs principaux indivisibles, le développement rural prend sa place non seulement en interagissant avec les objectifs ultimes en général, mais aussi en étant directement mentionné dans les deuxième et onzième objectifs dans les contextes de l'*éradication de la faim* et des *villes inclusives* respectivement. Par conséquent, le développement rural, qui se situe entre les besoins économiques des personnes et l'environnement physique et social des zones rurales, vise certainement à améliorer les conditions de vie, à renforcer la participation économique de la communauté et, en même temps, à gérer tous ces processus de manière durable. Dans ce contexte, les coopératives apparaissent, d'une part, comme des *entreprises contrôlées démocratiquement* permettant à la communauté rurale de participer à la vie économique et aux décisions concernant les ressources naturelles de leurs zones de vie, qui constituent leur unique source de revenus, et, d'autre part, comme des organisations de la société civile protégeant les droits et les intérêts économiques et sociaux de leurs membres à tous les stades.

Dans cet article, le rôle possible des coopératives dans le développement rural durable est examiné dans le cas des villageois des forêts et de leurs coopératives en Turquie, en tenant compte des dispositions constitutionnelles spécifiques sur la gestion des forêts, la protection des villageois des forêts et des coopératives ; puisqu'il est considéré comme approprié d'examiner les forêts en tant que zones rurales essentielles pour le développement économique comme mentionné dans l'*Agenda 21 des Nations Unies* et aussi en raison de l'existence de matériel juridique, des règlements aux normes constitutionnelles à analyser correctement conformément à la nécessité de réviser ou d'améliorer la législation relative aux forêts comme indiqué dans l'instrument forestier des Nations Unies de 2018. Par conséquent, après avoir examiné le développement rural durable, le rôle des coopératives dans la croissance économique et sociale et les forêts en tant que zones rurales où la communauté vit et travaille, l'article examine les dispositions des articles 169, 170 et 171 de la Constitution de la République de Turquie intitulés respectivement *protection et développement des forêts*, *protection des villageois des forêts* et *développement du coopérativisme*. Par ces explications, on espère analyser l'efficacité des coopératives, d'abord sur les opportunités de prendre part au marché pour les membres de la communauté rurale et ensuite sur la protection des terres des forêts et des sources naturelles qui devraient être gérées dans une bonne gouvernance incluant la communauté locale.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : développement rural durable, justice sociale, inclusion, participation économique, coopératives forestières turques.

2. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

Recommandations pour le renforcement de notre identité coopérative internationale

E.G. Nadeau (Co-Directeur, The Cooperative Society Project, US)

L'annonce du Congrès mondial des coopératives indique que le thème du Congrès est "Approfondir notre identité coopérative".

"Au-delà de la pandémie de COVID-19, nous sommes impatients d'approfondir notre compréhension de la manière dont notre identité coopérative nous a permis de faire face à cette crise et de surmonter d'autres défis mondiaux tels que le changement climatique, le développement durable, la paix et l'égalité. Ensemble, nous pouvons coopérer pour créer un monde meilleur, plus juste et plus inclusif pour les générations à venir." *(https://www.ica.coop/en/events/33rd-world-cooperative-congress)*

En mars 2021, j'ai publié *Strengthening the Cooperative Community*. Ce livre est basé sur mes 50 ans d'expérience dans la recherche, le développement, l'enseignement et l'écriture sur les coopératives.

La communication que je propose donnera un bref aperçu du livre en mettant l'accent sur les 16 recommandations issues de ses analyses historiques et contemporaines d'exemples de développement coopératif international. La présentation des recommandations se concentrera sur des actions mesurables et pratiques qui peuvent être prises par la communauté coopérative internationale d'ici 2030.

Le livre présente d'abord un examen historique qui tire des leçons de divers secteurs coopératifs, notamment les coopératives d'assurance apparues vers 1700, les coopératives d'épicerie, financières et agricoles nées dans les années 1800, et les coopératives d'électricité, de travail et de services sociaux qui ont vu le jour au 20th siècle.

Le livre se concentre ensuite sur des exemples et des enseignements tirés de mes 50 années d'expérience en tant que chercheur et développeur de dizaines de projets coopératifs en Amérique du Nord, en Europe, en Afrique et en Asie.

La troisième section du livre décrit six "éléments constitutifs" du développement coopératif qui se sont avérés être des facteurs clés dans la création de coopératives réussies et d'une communauté coopérative internationale florissante.

La dernière section présente les opportunités de développement coopératif au 21st siècle qui ont le potentiel de générer des emplois et des services pour des centaines de millions de nouveaux membres et employés de coopératives.

Un élément clé du livre est constitué de 16 recommandations sur la manière dont les coopératives peuvent devenir une force encore plus dynamique pour un changement positif au bénéfice des personnes et de l'environnement au 21ème siècle. Ces recommandations, qui font l'objet du document que je propose, soutiennent le thème de l'identité coopérative du Congrès mondial des coopératives.

Martin Lowery, président du comité sur l'identité coopérative de l'Alliance coopérative internationale, a commenté l'ouvrage en ces termes : "E.G. a apporté une contribution majeure à l'histoire et à l'impact futur de l'entreprise coopérative tout en rédigeant l'autobiographie d'une vie coopérative bien vécue. L'utilisation par E.G. d'histoires du monde réel rend l'impact global des coopératives tangible et personnel pour de multiples publics, y compris les coopérateurs expérimentés."

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : développement coopératif, identité coopérative, recommandations

2.1. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE

Numérique et technologie

Transformation numérique des coopératives en Inde : Un impératif

Shanmugham D. Jayan (avocat, Vijayaraghavan and Devi, Inde) et Lakshmi A. J. (professeur adjoint, département de commerce, Sree Narayana College, Université de Kerlala, Inde)

Les historiens qui reconnaissent la théorie des facteurs significatifs de la croissance de la société considèrent la technologie de l'information comme le facteur significatif des changements sociétaux actuels. Sur le plan pratique, on peut observer que les dernières décennies ont entraîné des changements substantiels dans les mouvements et les priorités de la société. Les technologies de l'information et de la communication se sont couplées et sont devenues une combinaison perturbatrice qui a affecté tous les aspects de l'existence humaine. La seconde moitié du 20th siècle a introduit le concept d'électronique numérique, qui a rapidement mis sur la touche la version analogique. Techniquement parlant, l'électronique numérique est l'épine dorsale des technologies de l'information et de la communication. Le terme "transformation numérique" est donc utilisé pour mettre en évidence les changements apportés par les technologies de l'information et de la communication. Une sage définition de la transformation numérique est l'incorporation de la technologie numérique dans tous les domaines d'activité, ce qui entraîne des changements fondamentaux dans la façon dont tout fonctionne. Du point de vue des entreprises, elle a modifié leur mode de fonctionnement et de transmission des valeurs. Il s'agit d'un changement culturel dans la façon dont les méthodes traditionnelles de transaction.

L'énorme potentiel de la technologie numérique pour transformer un paysage traditionnel est illustré par une initiative mise en œuvre par une entreprise indienne qui s'est lancée dans un secteur d'activité fortement dépendant des produits agricoles comme intrants. Cette initiative a été mise en œuvre en introduisant un mécanisme d'approvisionnement directement accessible à l'entreprise et aux agriculteurs. Elle a mis en place un système basé sur les technologies de l'information et de la communication dans lequel les agriculteurs ont eu accès à des ordinateurs. Cette installation a été fournie sur les marchés traditionnels, avec un responsable et des agriculteurs capables d'identifier les besoins. Les informations en temps réel et les connaissances personnalisées permettent aux agriculteurs de prendre des décisions et d'aligner la production agricole sur la demande du marché, tout en garantissant la qualité et la productivité. Les agriculteurs ont bénéficié de l'amélioration de la productivité agricole et de l'augmentation des prix à la production. L'entreprise a bénéficié d'un coût d'approvisionnement plus faible malgré un prix plus élevé pour les agriculteurs, en éliminant les coûts de la chaîne d'approvisionnement qui n'apportaient pas de valeur ajoutée.

Cette tentative a été couronnée de succès et a fait l'objet de nombreuses études. Elle démontre l'utilisation positive des technologies numériques pour transformer une chaîne d'approvisionnement de manière révolutionnaire. Il convient de noter que la transformation a porté sur une manière traditionnelle de faire des affaires et a entraîné des changements fondamentaux au sein d'une communauté qui ne connaissait même pas les technologies de l'information et de la communication. Les coopératives sont généralement très recherchées dans des secteurs qui ne sont pas prioritaires pour d'autres types d'organisations économiques. Dans l'exemple ci-dessus, la société s'est enrichie elle-même et a transformé le système existant, ce qui a également profité aux agriculteurs. Il s'agit d'un exemple isolé dans lequel la vie de la population rurale a bénéficié de l'intervention d'une entreprise. Les coopératives, dans le contexte indien, sont généralement axées sur les avantages pour l'Inde rurale. Les coopératives ainsi que les bénéficiaires sont généralement lents à adopter les dernières technologies. Il est nécessaire de surmonter cette léthargie et de mettre en œuvre les avantages des technologies de l'information et de la communication à grande échelle, car une transformation numérique peut avoir un impact considérable sur les coopératives et les bénéficiaires. L'exemple présenté ci-dessus, appelé "*e-Choupal*", est une initiative d'ITC Limited. Lancé en juin 2000, il s'agit de la plus grande initiative parmi toutes les interventions basées sur l'Internet dans les zones rurales de l'Inde. Elle touche plus de 4 millions d'agriculteurs qui cultivent une série de produits comme le soja, le café, le blé, le riz, les légumineuses, les crevettes, etc. dans plus de 35 000 villages, par le biais de 6 100 kiosques. Le nombre total de coopératives en Inde est de plus de 0,8 million avec un effectif de plus de 274 millions

de membres. Ces chiffres indiquent la puissance d'une transformation numérique appropriée et les coopératives doivent se transformer en utilisant au maximum le potentiel des technologies de l'information et de la communication. Il existe un énorme potentiel pour les coopératives d'utiliser les avantages de la transformation numérique et d'apporter un changement positif dans la vie des catégories moins prioritaires. Ce document se concentre sur le potentiel des coopératives indiennes dans l'adoption des technologies numériques afin de s'assurer que les avantages atteignent les catégories autrement défavorisées.

Comment les coopératives plateformes peuvent-elles préserver l'identité coopérative ?

JI Minsun (Labor Coop Connections, US)

L'économie de plateforme est en pleine croissance, tout comme les coopératives de plateforme. L'économie de plateforme représente un nouveau paradigme économique dans lequel les nouvelles technologies numériques ont forcé les travailleurs à trouver des emplois par le biais de plateformes ou d'applications d'externalisation telles que Uber ou Grubhub. Un nombre croissant d'entreprises dans le monde utilisent ces plateformes comme stratégie pour accroître leurs bénéfices grâce au travail de travailleurs occasionnels souvent classés comme "entrepreneurs indépendants" par ces entreprises. Au niveau mondial, le nombre de sociétés de plateforme a été multiplié par cinq depuis 2010 et un total de 119 milliards de dollars a été investi dans des sociétés de plateforme.[5] Les cinq plus grandes entreprises technologiques américaines utilisant des travailleurs de plateforme - Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft - auront une capitalisation boursière combinée de 2 700 milliards de dollars en 2021,[6] représentant 20 % de l'ensemble de la capitalisation boursière américaine en 2020.[7] Cependant, l'expansion de l'économie de plateforme a généré une tendance à la croissance des monopoles parmi les plus grandes entreprises de plateforme. Au printemps 2021, six entreprises de plateforme aux États-Unis dominaient un quart de l'économie américaine. [8]

Les travailleurs sont plus vulnérables que jamais dans ce nouveau paradigme économique, car ils sont catégorisés comme des entrepreneurs indépendants et non des employés réguliers. Les entreprises plateformes ont de plus en plus recours à une stratégie de distanciation sociale pour éloigner la relation d'emploi entre l'entreprise et nombre de ses travailleurs souvent éparpillés, sapant ainsi les protections habituelles des travailleurs telles que les normes relatives aux salaires et aux heures de travail, l'indemnisation des travailleurs ou les allocations de chômage. Par exemple, la société populaire de livraison de produits alimentaires Instacart et la société de covoiturage Uber affirment toutes deux que tous leurs travailleurs sont en fait des entrepreneurs indépendants et n'ont donc pas droit aux avantages sociaux habituels tels que l'assurance maladie, les congés de maladie payés ou le paiement des heures supplémentaires. Arguant du fait qu'elles sont des entreprises de réseaux technologiques qui fournissent simplement une plateforme technique permettant aux travailleurs indépendants d'offrir leurs propres services, les entreprises de plateformes prennent leurs distances par rapport à leurs employés et classent la plupart de leurs travailleurs comme des freelances indépendants.

Les coopératives de plateforme représentent une alternative à ce type d'économie de plateforme. Les coopératives de plateforme désignent "les entreprises appartenant à leurs membres qui utilisent un site Web, une application mobile ou un protocole pour se connecter les unes aux autres afin d'organiser des services."[9] Dans le monde, il y avait 306 coopératives de plateforme appartenant à des membres en août 2020.[10] L'objectif du mouvement des coopératives de plateforme est de créer un autre type d'économie de plateforme démocratique, où les travailleurs peuvent participer à l'entreprise de plateforme en tant que copropriétaires et non en tant que freelances contingents facilement exploités. Le mouvement des coopératives de plates-formes cherche également à briser la domination du marché par quelques méga-entreprises de plates-formes, en offrant une alternative plus équitable et humanitaire. Certaines de ces coopératives de plates-formes démocratiques ont été rendues possibles

[5] International Labour Organization (ILO). 2021. *World Employment and Social Outlook.* P. 30
[6] Mazzucato, Mariana et al. (2021). Re-imagining the Platform Economy. *The Asset*. February 10. https://www.theasset.com/article/42908/re-imagining-the-platform-economy.
[7] Fox, Matthiew. (2020). Signal for future market returns. (MSFT, AAPL, AMZN, GOOGL, FB). *Market Insider*, April 27. https://markets.businessinsider.com/news/stocks/sp500-concentration-large-cap-bad-sign-future-returns-effect-market-2020-4-1029133505#:~:text=The%20five%20largest%20stocks%20in,(Google)%2C%20and%20Facebook.
[8] Alcantara, Chris, Kevin Schaul, Gerrit De Vynck and Reed Albergotti. (2021). How Big Tech got so big: Hundreds of acquisitions? *Washington Post*, April 21. https://www.washingtonpost.com/technology/interactive/2021/amazon-apple-facebook-google-acquisitions/
[9] https://platform.coop/
[10] Mannan, Morshed. (2020). Everything Old is New Again. 2020 ICDE Fellowship Report. New School, ICDE. https://ia801707.us.archive.org/9/items/morshed-mannan-single-web/Morshed%20Mannan_single_web.pdf

grâce à des partenariats entre des fondations philanthropiques et des organisations communautaires qui soutiennent également cette vision.

Cet article traite de la montée en puissance des coopératives de plateforme en tant que nouveau modèle innovant de développement commercial et communautaire pour répondre aux dangers de l'économie de plateforme. Parmi les nombreux TNC (Technology Network Companies) en pleine expansion, cet article se concentre sur l'impact mondial d'Uber/Lyft sur l'industrie du taxi et examine une réponse communautaire innovante représentée par une nouvelle coopérative de plateforme, Coop Ride, dans la ville de New York. Coop Ride a été organisée à New York en mai 2021 après un an de préparation pour créer un modèle commercial de taxi différent. Les fondateurs de cette plateforme coopérative avaient une grande expérience de l'organisation du travail et ont créé une nouvelle plateforme coopérative dans laquelle les travailleurs pouvaient devenir propriétaires de l'entreprise.

Déjà, 3000 membres ont rejoint Coop Rise, et la coopérative a étendu ses activités à d'autres régions de New York. Bien qu'il soit peut-être trop tôt pour diagnostiquer le potentiel des coopératives de plateforme nouvellement organisées, Coop Rider a montré de nombreux points prometteurs en termes de préservation d'une identité coopérative forte. Une perspective intéressante réside dans son engagement fort à accroître sa connexion à d'autres communautés mondiales en renforçant le réseautage, en collaborant au développement de la technologie et en créant un sentiment de solidarité avec d'autres organisations de taxis. En utilisant l'étude de cas de Coop Ride, cet article examinera comment l'identité coopérative peut être préservée au sein d'une plateforme coopérative, quels types de défis sont rencontrés par une plateforme coopérative, et comment ces défis peuvent être atténués pour préserver l'identité coopérative.

Mots clés : innovation coopérative, plateforme coopérative, économie de plateforme, coopérative de chauffeurs, organisation de travailleurs de taxi.

L'entreprise Pégase : une forme innovante de coopération alternative au paradigme dominant

Francesca Martinelli (Directrice, Fondation Centro Studi Doc, Italie)

Bien qu'il y ait eu une augmentation du travail en freelance en Europe, les freelances ont longtemps été exclus des divers mécanismes de soutien offerts aux salariés. Nombre d'entre eux sont donc confrontés à l'isolement, à la précarité, à la discontinuité de l'emploi, voire à l'échec de leur carrière ; le travail non déclaré, l'obsolescence des compétences et l'inefficacité du soutien social étant des pressions constantes. Certaines de ces difficultés sont amplifiées par l'avènement de l'économie de plateforme, où les travailleurs de plateforme sont entrés dans la "gig economy", et sont tombés, comme de nombreux freelances, dans une zone grise du droit du travail.

Au cours des 30 dernières années, les travailleurs européens ont commencé à expérimenter de nouvelles formes de coalition et de coopération pour les travailleurs rencontrant ces difficultés, comme le modèle des coopératives de plateforme autogérées. Ces coopératives offrent la possibilité aux freelances de devenir les employés d'une coopérative, et ainsi d'accéder aux mécanismes de protection sociale et de faire partie de la communauté des travailleurs au sens large, tout en conservant leur autonomie dans la gestion de l'entreprise. Ce modèle fonctionne désormais avec succès dans toute l'Europe et offre déjà des solutions fiables et efficaces à quelque 110 000 travailleurs. Parmi les exemples, citons le modèle italien pour les travailleurs du showbusiness créé par Doc Servizi en Italie, la coopérative d'activité et d'emploi (CAE) en France, le système Smart développé en Belgique et désormais répandu dans toute l'Europe.

Nous appelons métaphoriquement "Pegasus company" cette évolution des coopératives de travail en opposition aux mythes de la Silicon Valley et de ses startups connues sous le nom de "licornes". Si une entreprise licorne concentre toute son énergie sur les profits, l'entreprise Pegasus utilise la force de la coopération des freelances pour lutter contre les inégalités économiques en renforçant le pouvoir de négociation des travailleurs isolés et en appliquant la désintermédiation à la gestion de la chaîne d'approvisionnement en créant des plateformes numériques coopératives contre l'exploitation des géants de l'économie du partage (voir le coopérativisme de plateforme).

En ce qui concerne le pouvoir de négociation, les freelances, s'ils étaient isolés, n'auraient pas accès, par exemple, à la négociation collective, mais en devenant employés de la coopérative, ils assument automatiquement un statut qui peut être représenté par les syndicats. Toutefois, le schéma classique de représentation est bouleversé, car c'est la coopérative elle-même qui donne voix au point de vue des travailleurs discontinus, souvent difficiles à atteindre par les syndicats, et parce que le double rôle de travailleur et de membre permet de surmonter le conflit classique des relations de travail communes. Au cours des dernières décennies, cela a conduit parfois les entreprises de Pegasus à jouer le rôle d'un syndicat pour ses membres travailleurs, en soutenant la reconnaissance de leurs droits (par exemple, Smart avec Deliveroo). Et pendant l'urgence Covid-19, dans certains cas, leur rôle a même été fondamental. Par exemple, en Italie, la coopérative Doc Servizi a joué un rôle clé pour soutenir la reconnaissance des indemnités des travailleurs du showbusiness, généralement peu syndiqués.

En outre, les entreprises de Pegasus expérimentent différentes utilisations de la technologie et des plateformes dans le but d'améliorer leur organisation, leurs services et leur activité, ainsi que l'activité économique de leurs membres. Contre les modèles d'externalisation et de dispersion d'une plateforme numérique classique (Deliveroo, Uber, Airbnb), où les travailleurs sont séparés et isolés, elles construisent des plateformes coopératives qui permettent la propension des freelances à s'engager dans des actions collectives à travers la coopérative**.**

Mots clés : coopérative d'autogestion, entreprise Pegasus, coopérative de travail innovante, coopérativisme de plateforme.

Plate-forme coopérative : construction d'une identité par la méta-organisation

Mélissa Boudes (Institut Mines-Télécom, France), Muge Ozman (Institut Mines-Télécom, France) et Cynthia Srnec (Sciences Po, France)

Les coopératives de plateforme sont des organisations fournissant des services en ligne dans des secteurs diversifiés allant du tourisme au covoiturage en passant par le circuit court alimentaire, et s'appuyant sur des formes d'organisation à but lucratif et plus particulièrement sur le modèle coopératif. Ce modèle a gagné en importance au cours des dernières années. Il représente un moyen d'atteindre des objectifs sociaux par le partage économique d'activités accompagné d'une gouvernance démocratique (Compain et al 2019, Scholz, 2016 ; Scholz & Schneider, 2017). En ce sens, nous considérons les coopératives plateformes comme des organisations hybrides combinant différentes logiques institutionnelles (Battilana & al, 2017) issues du secteur privé (considérant le développement de plateformes numériques), du secteur public (poursuivant l'intérêt général) et de l'économie sociale et solidaire, et plus spécifiquement du mouvement coopératif, (gouvernance démocratique, intérêt communautaire, propriété collective, etc.) Elles font face à des défis économiques et sociaux mais aussi organisationnels : comment construire leur propre identité au carrefour des différentes logiques et mouvements sociaux tels que l'open source, les communs, l'économie du partage ?

Les défis liés à la construction d'une identité hybride sont nombreux, allant des conflits de valeurs entre les membres à la réduction de la légitimité et aux attentes divergentes des différents publics (Battilana, 2008).

Les plates-formes coopératives peuvent s'appuyer sur la longue histoire et la forte identité du mouvement coopératif, mais elles peuvent aussi les défier en ajoutant une dimension numérique porteuse d'une identité propre.

Bien que le mouvement coopératif et sa longue histoire représentent une ressource importante, nous ne savons pas comment les coopératives de plates-formes s'inspirent des fondements du mouvement coopératif pour construire leur identité (Pinch et Bijker, 1987).

Cet article se concentre sur la construction de l'identité des plateformes coopératives. Nous avons étudié le cas de " Plateformes en Communs " (" Platforms in Commons " en français) une méta-organisation promouvant les coopératives de plateformes en France. Cette méta-organisation a été créée en 2017 en tant que groupe de travail d'une organisation à but non lucratif, *Coop des Communs*, rassemblant des chercheurs et des activistes de l'économie sociale et solidaire et des mouvements des Communs. Elle représente 15 coopératives plateformes françaises et elle participe à plusieurs réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire, de communs et d'organisations publiques.

Nous présentons les résultats d'une recherche qui a débuté en 2018 à Paris. Notre étude de cas est basée sur une variété de données qualitatives. Les données ont été recueillies par des observations participantes et non-participantes de rassemblements et d'événements publics et par la collecte d'archives et d'informations publiques.

Les trois principaux objectifs de cette méta-organisation sont : (1) identifier les principaux problèmes rencontrés par les entrepreneurs des plateformes alternatives et rechercher des solutions collectives ; (2) construire une identité commune et (3) les défendre et les représenter auprès des décideurs politiques et des financeurs.

Ses objectifs et ses liens réguliers avec la communauté mondiale du coopérativisme de plateforme ont motivé le conseil d'administration à promouvoir la notion de "Platformcoop" comme un label-identité international. Comme ce mouvement est assez récent, il y a des réunions et des discours où l'identité est une question récurrente qui exige un travail institutionnel (Lawrence & Suddaby, 2006).

Nous examinons d'abord les marqueurs d'identité en tant qu'événements et personnes. En outre, nous observons la variété des significations et les définitions communes que les acteurs rassemblent. En particulier, notre article fournit des informations sur la construction et l'expansion de l'identité coopérative en tant qu'action inter-organisationnelle parmi les différentes parties prenantes impliquées dans le mouvement français de la plateforme coopérative. Ce faisant, il élargit à la fois la littérature et

les pratiques des coopératives et la nouvelle littérature institutionnelle centrée sur l'identité (Rao, Monin & Durand, 2003).

Références

Battilana, J., Besharov, M., & Mitzinneck, B. (2017). On hybrids and hybrid organizing: A review and roadmap for future research. The SAGE handbook of organizational institutionalism, 2, 133-169.

Battilana J. (2018) Cracking the organizational challenge of pursuing joint social and financial goals: social enterprise as a laboratory to understand hybrid organizing. M@n@gement, 21(4), 1278-1305.

Bijker W.E. & Pinch T. (1987) The social construction of technological systems. Cambridge University Press.

Compain, G., Eynaud, P., Morel, L., & Vercher-Chaptal, C. (2019). Alternative Platforms and Societal Horizon: Characterisation and Strategies for Development. Presented at the SASE 31st Annual Meeting Fathomless Futures: Algorithmic and Imagined, New York City. Available at https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02140104.

Dijck, José van, Thomas Poell, et Martijn de Waal. (2018) The Platform Society: Public Values in a Connective World. Oxford University Press.

International Co-operative Alliance (1995) The Statement on the Cooperative Identity. https://www.ica.coop/en/cooperatives/cooperative-identity. Accessed 31 March 2021

Lawrence T. B. and Suddaby R. (2006) Institutions and institutional work. In S. R. Clegg, C. Hardy, T. B. Lawrence, & W. R. Nord (Eds.) Handbook of organization studies, 2nd Edition: 215-254. London: Sage.

Rao H., Monin P. & Durand R. (2003) Institutional change in Toque Ville : Nouvelle cuisine as an identity movement in French gastronomy. American journal of sociology, 108(4), 795-843.

Scholz, T. (2016). Platform Cooperativism: Challenging the corporate economy.

Scholz, T., & Schneider, N. (2017). Ours to hack and to own: The rise of platform cooperativism, a new vision for the future of work and a fairer internet. New York: OR Books.

Mots-clés : réseaux, entrepreneuriat, plateformes, innovation, coopératives

Ensemble à nouveau : Le rôle des coopératives dans la réduction de la fracture numérique

Guido Rojer, Jr. (Université de Curaçao, UNED)

Cet article vise à identifier les opportunités par lesquelles les coopératives des petits États insulaires en développement (PEID) peuvent combler la fracture numérique (DD) parmi ses membres, à travers sa propre transformation numérique. Les coopératives ont généralement été absentes des pionniers de la transformation numérique. Selon le principe coopératif d'éducation, de formation et d'information, les coopératives ont la possibilité de combler le fossé numérique par le biais de programmes destinés à leurs membres. Cet article propose, en s'inspirant de la théorie des parties prenantes, que les coopératives puissent inclure leurs membres dans leur processus de transformation numérique, en les familiarisant avec l'environnement numérique. Dans ce processus, les coopératives créent des opportunités de croissance grâce à des membres plus productifs, en comblant le fossé numérique. (Pouri & Hilty, 2018)car les membres accèdent à l'économie de réseau à long terme.

2.3. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

EN DÉVELOPPANT UN RÉSEAU ENTREPRENEURIAL FORT

Identité coopérative et intégration pour le développement durable dans la région du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

Juan Rodolfo Mauricio Rios Baez (Area de Investigación y Análisis Cooperativo de la Confederación Nacional Cooperativa de Actividades Diversas de la República Mexicana, Mexique)

L'histoire latino-américaine du mouvement coopératif trouvera ses racines au XIXe siècle, parallèlement aux événements qui se déroulaient en Europe de la même manière. Deux territoires qui auront des destins différents, dans l'un les espaces vides et leurs richesses naturelles ; dans l'autre, le territoire européen, l'industrie et l'économie capitaliste mondiale se développaient. Dans cette histoire, les travailleurs ont la ligne directrice pour concrétiser les moyens de leur propriété et surtout le moyen de couvrir leurs besoins immédiats. La socialisation de la pauvreté et de l'inégalité va dans un premier temps amener les travailleurs à trouver dans la coopération leur moyen immédiat de couvrir leurs besoins. Dans un second temps, viendront l'association ou la relation inter-coopérative d'une part, les confédérations et fédérations d'autre part, et enfin la formation d'une organisation internationale, l'Alliance Coopérative Internationale.

Au XXIe siècle, les choses ont changé en ce qui concerne l'intégration ou la relation intercoopérative. Les confédérations régionales couvrent pratiquement l'ensemble du continent américain. C'est le cas de l'Amérique centrale et des Caraïbes, ainsi que du Mexique. Les Confédérations de ces deux territoires couvrent la diversité des secteurs économiques coopératifs, ainsi qu'un ensemble de membres qui s'ajoutent à des milliers d'individus travaillant dans une coopérative. La proposition est de former un modèle d'intégration ou d'inter-coopératives dans les deux territoires. Dans le but de couvrir et de générer des conditions sociales, économiques et culturelles, à partir d'entreprises coopératives. Une économie coopérative intégrée.

Résumé : 1.- Le territoire. Espace et identité. Couverture des besoins ; 2.- Les coopératives nées en Amérique Latine au 19ème siècle ; 3.- Conception d'une proposition d'intégration coopérative Amérique Centrale-Caraïbes-Mexique.

Résumé étendu (ES) disponible

Comment (ne pas) construire de solides réseaux entrepreneuriaux coopératifs : Approfondir l'autonomie et l'apprentissage organisationnel dans les coopératives (de travail)

Orestis Varkarolis (Nottingham Trent University, UK)

Mots clés : science de l'action, apprentissage organisationnel, autonomie, innovation, réseaux de coopération.

2.4. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL

Distribution du capital et de l'excédent

Démutualisation, contrôle des membres et performance financière des coopératives au Kenya

Mary Njoki Mbugua et Kennedy Munyua Waweru (Université coopérative du Kenya, Kenya)

Le 20e siècle a été marqué par le développement technologique, la mondialisation et le changement de comportement des consommateurs. Les coopératives sont ainsi passées de stratégies basées sur la production à des stratégies axées sur le marché qui tendent à être à forte intensité de capital (Bekkum & Bijman, 2006). Les coopératives sont confrontées à des défis de survie accrus dans le processus de croissance. Plus précisément, concernant les questions de gestion financière telles que la manière d'acquérir et de rembourser les capitaux propres des membres. Ces deux aspects ont été identifiés comme les principaux facteurs limitant la durabilité et la croissance des entreprises coopératives (Staatz, 1987 ; Cook, 1995). Il existe trois caractéristiques clés d'une coopérative : propriété des utilisateurs, contrôle des utilisateurs et avantages pour les utilisateurs (Barton, 1989). Par conséquent, la propriété conventionnelle d'une coopérative est basée sur les transactions des utilisateurs et non sur l'investissement en capital. L'exercice du contrôle est basé sur l'application par les membres de la pratique "un membre, une voix", indépendamment de leur participation dans la coopérative, et parfois sur un modèle restreint de vote proportionnel (Bekkum & Bijman, 2006). Afin de s'adapter aux pressions concurrentielles et d'améliorer les performances financières, les coopératives modifient leur principe de finance convectionnelle de participation économique des membres (Cook & Chaddad, 2004). Ce principe stipule que les membres doivent contrôler démocratiquement et contribuer équitablement au capital d'une coopérative et qu'une partie du capital apporté doit être une propriété commune de la coopérative (ACI, 1995). La mesure dans laquelle les coopératives modifient ce principe d'identité a un impact sur la structure financière qui passe d'une structure collective à une structure plus individuelle comme celle des entreprises appartenant à des investisseurs (Kalogeras, Pennings, Dijk & Lans, 2007 ; Benos Kalogeras, Verhees & Pennings, 2009). Des conflits d'intérêts apparaissent également lorsque les membres passent de l'intérêt commun des utilisateurs à des avantages personnels cachés ou ouverts non entrepreneuriaux (Bekkum & Bijman, 2006).

La démutualisation implique un changement dans la structure de propriété des organisations détenues et contrôlées par les utilisateurs, qui passe du statut de coopérative mutuelle à celui d'organisation propriétaire à but lucratif (Chaddad & Cook, 2007). Elle sépare les droits de propriété et de contrôle des membres au sein d'une coopérative (Woodford, 2008). Au Kenya, le processus de démutualisation a été facilité par un cadre juridique approprié, dans lequel certaines coopératives ont fonctionné sous un régime de double enregistrement, en tant que coopératives et sociétés. Bien que cette pratique ait été utile d'un point de vue opérationnel, elle a fini par poser des problèmes de réglementation et par empiéter sur les droits des membres à participer à la prise de décision. En outre, certaines coopératives ont déjà été démutualisées (ministère de l'Industrie, du Commerce et des Coopératives, 2017). Au Kenya, les coopératives qui se sont démutualisées ont adopté le modèle hybride qui intègre l'aspect de levée de capitaux des OIF tout en préservant l'identité coopérative. Ces structures d'organisation combinent des caractéristiques organisationnelles à but lucratif et à but non lucratif, ce qui entraîne un état de dualité permanente, de conflit d'objectifs et de valeurs en tant qu'organisations hybrides (Battilana & Schroter, 2012).

Nous nous penchons sur ce dilemme en examinant comment la démutualisation affecte la relation entre le contrôle des membres et la performance financière dans le contexte des coopératives kenyanes. En particulier, nous cherchons à :

1) Déterminer s'il existe une relation entre le contrôle des membres et la performance financière des coopératives au Kenya et,
2) Fournir des informations clés sur l'influence de la démutualisation sur cette relation.

L'influence de la démutualisation sur le contrôle exercé par les membres et la performance financière des coopératives a suscité une attention particulière de la part des chercheurs sur les diverses

motivations et résultats de la démutualisation et sur ce qu'elle signifie pour l'identité coopérative. Gijselinckx et Develtere (2008) citent cinq grandes coopératives du monde entier qui ne se sont pas démutualisées et n'ont pas renoncé à leurs valeurs, principes et stratégies coopératifs alors que les pressions du marché en faveur de la démutualisation s'intensifiaient. En lieu et place, les organisations se sont transformées de telle sorte que leur mission et leur identité coopératives ont été renouvelées (Gijselinckx, Develtere & Raymaekers, 2007). Ceci contredit Marinakos, Daskalaki et Ntrinias (2014) qui suggèrent que le changement est inévitable dans la quête du succès ; ceci dans leur étude grecque basée sur des coopératives pharmaceutiques. Nous posons donc la question suivante : les coopératives peuvent-elles conserver leur identité dans le processus de repositionnement en présence de demandes croissantes du marché ? Deuxièmement, faut-il chercher des solutions coopératives pour éviter la démutualisation ou s'agit-il d'un changement inévitable ?

Résumé étendu (EN) disponible

La redistribution équitable dans les coopératives rurales d'Amérique centrale

René Mendoza Vidaurre (Associé de recherche, Université IOB-Anvers, / collaborateur, Fondation Vent de Paix et membre, COSERPROSS coop, Belgique)

Mots-clés : redistribution, coopératives agricoles, pays d'Amérique centrale

Mesure de la valeur des fonds propres des coopératives à l'aide du modèle d'évaluation des options

KANG Do-Hyun (Université Sungkonghoe, Corée) et CHOI Woosuk (Université Sungkonghoe, Corée)

Mots clés : évaluation des actions coopératives, modèle de Black et Scholes, modèle d'impression d'options.

[Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue organisationnel, de la jeunesse rurale, économique et financier

[Président]

- Erik Muñoz Maribona (Université de La Havane, Cuba)

[Panélistes]

- Erik Muñoz Maribona (Université de La Havane, Cuba)
- Arianna Beatriz Hernández Veitia (Université centrale " Marta Abreu " de Las Villas, Cuba)
- Carlos Alberto Catá Hernández (Coopérative Arqdecons, Cuba)
- Damaso L. Hernandez Torres (Coopérative Damaso, Cuba)
- Mary Karla Almeida Leyva (Université de La Havane, Cuba)
- Alberto Fernandez Solá (Université de La Havane, Cuba)
- Priscilla Loret de Mola Gutiérrez (Université de La Havane, Cuba)

Le panel expliquera de manière générale les mises à jour sur le coopérativisme à Cuba, ayant comme axe central les expériences des différents types de coopératives (coopératives agricoles et coopératives non-agricoles), cette distinction est faite en raison de la tradition qui existe à Cuba sur les processus agraires. Ensuite, des expériences et des bonnes pratiques seront montrées dans les deux types de coopératives dans les régions occidentale et centrale du pays.

Compte tenu de l'importance des processus coopératifs, le secteur étatique et le secteur non étatique disposent de zones agricoles dont ils ont la responsabilité de promouvoir les productions, la zone agricole cubaine est de 10 988,4 hectares, dont l'État possède 6 168,8 hectares et le secteur non étatique 4 819,6 hectares. Le rôle des associés et partenaires des trois organisations coopératives qui existent dans le secteur agricole : Unités de base de production coopérative (UBPC), Coopératives de crédit et de services (CCS) et Coopératives de production agricole (CPA) a acquis une plus grande pertinence au fil du temps pour les processus socioproductifs.

Les pratiques associées aux coopératives agricoles qui seront montrées sont liées à la participation et à la gestion de l'agriculture, indépendamment du type de forme productive, dans laquelle elles s'impliquent et coopèrent avec les acteurs sociaux, en particulier les jeunes. Un point de vue actualisé de la mise en œuvre des décrets-lois depuis 2008 jusqu'à aujourd'hui dans la province de Villa Clara sera expliqué.

En outre, il s'agira de partager les expériences des coopératives dans le secteur de la construction, qui depuis l'année 2012 ont émergé comme des coopératives de production et de services de construction dans le pays, pour la plupart d'origine privée, provenant d'anciens travailleurs et entreprises qui appartenaient au ministère de la construction. Ces coopératives ont été créées afin d'aider l'État dans ce secteur non clé de l'économie. Depuis leur création, elles ont entrepris des constructions d'importance vitale pour l'État cubain dans divers secteurs de l'économie et ont obtenu une grande reconnaissance du secteur public pour leur rapidité et leur qualité dans l'achèvement de leurs travaux. Les coopératives de services constructifs à Cuba sont celles qui ont le plus grand impact sur la société en termes de plus grand nombre de partenaires, de plus grands résultats économiques et financiers, de contributions à l'économie cubaine et de meilleure structure.

Jusqu'à présent, il y a soixante-huit coopératives de ce type approuvées à Cuba, qui obtiennent 68% de tous les revenus générés par les coopératives dans le pays, contribuent respectivement à 68 et 69% des taxes sur les ventes et des services publics de tout ce secteur, elles emploient 46% de la main-d'œuvre et, en tant qu'avance sur les bénéfices, elles distribuent 67% de tous les bénéfices des coopératives non agricoles du pays. L'expérience de trois des meilleures coopératives de ce secteur (système Frio, Arqdecons et Damaso) sera présentée sous l'angle organisationnel, économique et financier. Les coopératives sélectionnées exposeront leurs expériences dans le processus de création et de développement de leurs coopératives. Les coopératives sélectionnées exposeront leurs expériences dans le processus de création et de développement de leurs coopératives, ainsi que les limites qu'elles ont rencontrées du point de vue gouvernemental et organisationnel. Il sera également montré leurs principaux résultats économiques et la gestion financière de leur comptabilité.

Le panel se terminera par la présentation des leçons apprises dans les organisations coopératives à Cuba et leurs projections et transformations futures.

*Mots clés : coopératives, développement, jeunesse, planification financière, **performance** financière et économique.*

2.5. RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE

Modèle d'entreprise coopérative

Caractéristiques des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs en Corée du Sud et leurs implications politiques

KWON Yoo-Hong (professeur, Hallym University of Graduate Studies, Corée) et HEO Moon-Kyung (professeur, Jeonju University, Corée)

Cette étude a été menée afin d'identifier les tendances et les caractéristiques structurelles des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs en Corée du Sud, de présenter les implications politiques et de faire connaître les coopératives dans le domaine de la recherche et dans les industries du tourisme et des loisirs. Les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants. Premièrement, il s'agit d'identifier le statut actuel et les caractéristiques structurelles à travers l'analyse des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs, deuxièmement, d'identifier les facteurs de succès des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs, et troisièmement, de présenter un modèle d'entreprise à travers une catégorisation adaptée à la situation actuelle des industries du tourisme et des loisirs en Corée. Grâce à cela, nous avons l'intention de clarifier l'identité des coopératives dans le domaine du tourisme et des loisirs.

Une première enquête sur ce domaine en Corée a été menée par l'Institut coréen de la culture et du tourisme (Kim & Ahn, 2013), et sept modèles de fonctionnement ont été présentés, notamment le développement de produits de voyage, les installations d'hébergement, les infrastructures régionales, l'orientation touristique, la coopération entre les touristes et le soutien financier.

À travers plusieurs articles (Kwon & Heo, 2018, 2019, 2020 ; Heo & Kwon, 2020 ; Kwon, 2020), les chercheurs de cette étude ont identifié le statut actuel, la composition et l'objectif de la création de coopératives dans le secteur du tourisme et des loisirs, et ont tenté de les catégoriser en fonction de la réalité opérationnelle.

La période de recherche s'est déroulée de juillet 2018 à janvier 2021.

Selon l'enquête, il y avait plus de 519 coopératives en Corée à la fin de 2019. Il a également été constaté que la plupart des coopératives ont été établies pour les besoins économiques de leurs membres, tels que la création de bénéfices et d'emplois, mais qu'elles étaient également intéressées par la réalisation de valeurs sociales telles que les contributions communautaires. Les entreprises d'hébergement et de voyage sont représentatives des projets exploités et promus, et la moyenne de trois types de projets plutôt que de se concentrer sur une seule industrie, ce qui indique que diverses tentatives sont faites pour générer des profits. Cependant, comparé à la situation actuelle de toutes les coopératives générales en Corée, le nombre de membres, la situation financière et le statut de l'emploi étaient en mauvais état, et les coopératives faisaient divers efforts d'amélioration de la gestion, y compris un marketing efficace et actif, pour surmonter ces difficultés. Il s'est avéré que le soutien pour sécuriser les canaux de marketing et les espaces commerciaux était le plus nécessaire.

En outre, les résultats des études de cas sur les coopératives de tourisme et de loisirs et les organisations économiques sociales en Corée, au Japon, en Italie, en France et en Espagne ont été combinés pour présenter la catégorisation des coopératives en type d'entreprise, type de stabilité de l'emploi, type de compatibilité travail-loisirs et type de contribution sociale. Elles ont été classées en coopératives orientées vers les affaires (78,3%), coopératives de type mixte (3,3%) et coopératives orientées vers la communauté (18,3%). Les coopératives orientées vers l'entreprise comprennent les coopératives d'affaires, les coopératives de travail indépendants et les coopératives d'employés, soit un total de cinq coopératives dans les secteurs du tourisme et des loisirs.

Les implications sont les suivantes. Tout d'abord, les coopératives dans le secteur du tourisme et des loisirs sont des marchés où affluent un grand nombre d'opérateurs et d'indépendants à faible capital, et la promotion des coopératives a des valeurs sociales importantes telles que la sécurité de l'emploi ainsi que la revitalisation des communautés locales. Par conséquent, un soutien politique est nécessaire, ainsi que des efforts d'amélioration de la gestion des coopératives dans les domaines du tourisme et

des loisirs. À cette fin, une enquête uniforme telle que l'enquête actuelle du ministère de l'Économie et des Finances sur les coopératives devrait être menée pour se spécialiser dans le tourisme et les loisirs, et diverses mesures d'activation devraient être mises en œuvre, y compris des politiques adaptées aux caractéristiques de l'industrie et aux stades de croissance. Deuxièmement, comme mentionné ci-dessus, de nombreuses coopératives générales mettent davantage l'accent sur les valeurs sociales telles que le développement des communautés villageoises. Par exemple, on sait que les résidents locaux participent souvent aux circuits touristiques sélectionnés et soutenus par le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme et aux entreprises villageoises organisées par l'administration de la sécurité sous forme de coopératives afin de créer des emplois, de développer les communautés locales et de revitaliser le tourisme local. Parallèlement, les sept principes de l'ACI (1995), une norme internationale, sont appliqués à la création et au fonctionnement des coopératives, dont l'un est la contribution à la communauté locale. Par conséquent, les coopératives sont des entreprises qui doivent être compétitives et survivre dans l'économie de marché, mais en même temps, les valeurs sociales doivent être poursuivies pour réaliser leur idéologie en tant que communauté (Kwon & Heo, 2020).

Le statut actuel et les caractéristiques des coopératives dans le domaine du tourisme et des loisirs ont été identifiés, et l'identité des coopératives dans le domaine du tourisme et des loisirs a été clarifiée par l'accumulation d'études de cas individuels (Heo & Kwon, 2020).

Mots clés : industrie du tourisme et des loisirs, caractéristiques structurelles des coopératives, catégorisation, enquête par questionnaire et étude de cas.

Modèle d'entrepreneuriat coopératif pour le tourisme communautaire

Sojen Pradhan (Université de technologie de Sydney, Australie) et Sanjay Lama (Université de technologie de Sydney, Australie)

Le tourisme joue un rôle important dans le développement de nombreuses communautés régionales et de nombreux pays dans le monde, car cette industrie contribue à la création de millions d'emplois, de nombreuses entreprises commerciales et à la distribution de richesses (Lorde et al. 2011). Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC 2019), le secteur du tourisme a créé plus de 319 millions d'emplois et contribué à 10 % de l'emploi mondial. Par conséquent, il offre des opportunités importantes aux entrepreneurs, qui sont considérés comme les catalyseurs du changement, alimentant la croissance économique et contribuant à la société (Baumol et al. 2007). L'expérience et l'expertise locales, tant des entrepreneurs que des communautés locales, jouent un rôle essentiel dans le secteur du tourisme.

Alternative au tourisme de masse traditionnel, le tourisme basé sur la communauté (CBT) existe depuis les années 1980 (Sebele 2010 ; Burgos & Mertens 2017). Le CBT offre des possibilités d'améliorer les avantages socio-économiques des communautés locales. Ils sont généralement exploités à petite échelle et au niveau de la communauté dans laquelle les résidents locaux ont un contrôle important et reçoivent la majorité des avantages (Lucchetti & Font, 2013 ; Milne & Ateljevic, 2001 ; Hall et al., 2008). La communauté dispose d'une plus grande autonomie dans la création et la mise en place de produits et de services touristiques, qui peuvent être organisés à travers un modèle d'entreprise coopérative.

Le lien entre l'esprit d'entreprise et les coopératives n'est pas direct ou linéaire car les entrepreneurs constituent un groupe très diversifié. Cependant, cette étude explore les pratiques existantes des coopératives touristiques dans l'une des destinations touristiques les plus populaires, le Népal. Le pays est culturellement diversifié et compte 59 groupes ethniques légalement reconnus. Chaque communauté possède ses propres traditions et patrimoines culturels.

Le problème général de la recherche était de trouver des moyens d'améliorer et de renforcer l'industrie du tourisme au Népal et d'explorer les coopératives de tourisme existantes et leurs défis au Népal. Cette étude examine la possibilité d'utiliser une plateforme numérique pour atténuer les défis auxquels sont confrontées les coopératives dans le développement et la gestion des initiatives CBT.

Cette recherche utilisera une approche qualitative en interrogeant des propriétaires et des experts en la matière dans des organisations touristiques qui gèrent des CBT et sont issus de différents groupes ethniques. Les données agrégées seront utilisées pour analyser les défis et la possibilité d'intégrer des modèles commerciaux coopératifs par le biais d'une plateforme numérique. Cette étude fournira des lignes directrices pour s'engager par le biais d'une plateforme à réfléchir à de nouveaux types d'entreprises touristiques au sein des communautés locales en s'engageant avec elles et d'autres parties prenantes potentielles, y compris les investisseurs et les décideurs politiques.

Références

Baumol, W. J., Litan, R. E., & Schramm, C. J., 2007. Good capitalism, bad capitalism, and the economics of growth and prosperity. New Haven, CT: Yale University Press.

Burgos, A. & Mertens, F. 2017. Participatory management of community-based tourism: A network perspective, Community Development, 48:4, 546-565, DOI:10.1080/15575330.2017.1344996

Hall, C. M., Gossling, S., & Weaver, D. B., 2008. Sustainable tourism futures: perspectives on systems, restructuring and innovations. In S. Gossling, C. M. Hall, & D. B. Weaver (Eds.), Sustainable tourism futures: Perspectives on systems, restructuring and innovations (pp. 1–18). London: Routledge.

Lorde, T., Francis, B., & Drakes, L., 2011. Tourism services exports and economic growth in Barbados. The International Trade Journal, 25, 205–232.

Lucchetti, V.G. & Font, X., 2013. 'Community based tourism: Critical success factors', The International Centre for Responsible Tourism 27, 1-20

Milne, S. & Ateljevic, I., 2001. Tourism, economic development and the global–local nexus: theory embracing complexity. Tourism Geographies, 3(4), 369-393.

World Travel & Tourism Council, 2019. Travel & Tourism; Economic Impact 2019 World, Online <https://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic-impact-research/regions-2019/world2019.pdf

Sebele, L. S., 2010. Community-based tourism ventures, benefits and challenges: Khamarhino sanctuary trust, central district, Botswana. Tourism Management, 31, 136–146

Mots-clés : entrepreneuriat coopératif, CBT, communautés locales, plateforme numérique

Du crédit au papier toilette

Juarez Pereira (OCB, Brésil)

La Coopérative d'économie et de crédit mutuel des employés de l'Université fédérale du Mato Grosso do Sul (Cred-UFMS) a été fondée le 26 août 1988, par 45 pionniers, dans la ville de Campo Grande, État du Mato Grosso do Sul. L'objectif de la création de la coopérative était d'encourager l'éducation coopérative et financière de ses membres par le biais de l'entraide, de l'épargne systématique et de la bonne utilisation du crédit, avec des taux d'intérêt plus avantageux, en plus de fournir d'autres services qui apportent des avantages réels aux membres.

L'idée de créer la coopérative a cependant commencé un peu plus tôt. Entre 1985 et 1986, un petit groupe d'employés de l'UFMS a discuté d'un moyen de réduire l'achat de denrées alimentaires dont les prix augmentaient constamment en raison des taux d'inflation élevés qui aggravaient la situation de l'économie brésilienne. Alors que les conversations sur le sujet évoluaient, les premiers "paniers alimentaires de base" (nom donné à l'époque au programme d'achats conjoints) étaient déjà acquis grâce à un partenariat avec la coopérative de consommateurs employés de Banco do Brasil (Coobrasil).

C'est à cette époque que l'idée d'une coopérative de consommation a pris un autre tournant. Dans une conférence ouverte au public, Samuel Araújo, technicien de la défunte Banque Nationale de Crédit Coopératif (BNCC), a recommandé la création d'une coopérative de crédit au lieu d'une coopérative de consommation, parce que, en plus, elle pourrait résoudre la demande du moment, et plus tard, la demande d'autres affaires.

Convaincu qu'il était possible de surmonter les résistances et suivant la suggestion de Samuel, il a été décidé en peu de temps de créer le Cred-UFMS. L'objectif principal était de gagner la confiance de la communauté universitaire. Le sérieux et la cohérence totale étaient des conditions déterminantes pour que le projet puisse aller de l'avant. Dans un premier temps, les membres fondateurs ont renoncé à tout type de cotisation, de bulletin de participation et/ou de vote pour délibérer dans les réunions de la nouvelle coopérative. Flodoaldo Alves de Alencar a été élu premier président de la coopérative, poste qu'il a occupé pendant trois ans. Celso Ramos Régis lui a succédé et est depuis lors à la tête de la coopérative.

La création du programme d'achats groupés a permis d'acheter des produits de bonne qualité, directement auprès des fabricants, producteurs et/ou grossistes, à des prix inférieurs à ceux du marché, en éliminant, dans la mesure du possible, les intermédiaires et les coûts inutiles, et en transférant les bénéfices de ce processus aux utilisateurs coopératifs du programme.

En 1989, l'"Armazém Sicredi" a été créé, un espace de réception et de distribution de produits du panier alimentaire de base qui donnait aux membres de la coopérative la possibilité de faire leurs achats en payant jusqu'à 25% de moins que dans les supermarchés conventionnels.

Aujourd'hui, l'"Armazém Sicredi" propose une liste de 57 articles du panier alimentaire de base qui peuvent être choisis et achetés dans les succursales de la Cooperativa basées à Campo Grande ou via le site web. L'entrepôt reçoit en moyenne 500 à 700 commandes par mois. Le Programme d'Achats Communs dispose désormais d'un Comité Permanent de Coordination, nommé par le Conseil d'Administration, chargé des actions relatives au programme, créé et maintenu par les membres de la coopérative et qui est devenu un grand différentiel par rapport aux autres coopératives de crédit du pays.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : achat groupé, volontaires, confiance

Étude sur le processus de co-création de valeur centré sur le consommateur : le cas des coopératives de consommateurs

LEE Yoobin (doctorant, Université de Sungkonghoe, Corée) et LEE Sang-Hoon (professeur, Université de Sungkonghoe, Corée)

Alors que le marketing traditionnel s'est développé de manière centrée sur l'entreprise, les consommateurs sont considérés comme un objet qui achète des produits et des services aux entreprises pour satisfaire leurs besoins et leurs désirs. Cependant, les consommateurs ont changé aujourd'hui. Dans le passé, les consommateurs étaient limités à de simples "acheteurs", mais ils ont progressivement commencé à participer en tant que partenaires au processus de production des entreprises, et ont récemment commencé à créer de nouvelles valeurs en combinant leurs connaissances et leurs expériences. En d'autres termes, on est passé d'un marketing passif orienté vers le consommateur à un marketing actif orienté vers le consommateur et, en outre, à un marketing orienté vers le consommateur en quête de valeur. La logique dominante du service (SDL) explique ce changement de paradigme marketing. La SDL est un processus dans lequel de nouvelles valeurs recherchées par les consommateurs sont créées par la participation et la coopération de diverses parties prenantes centrées sur les consommateurs dans la chaîne de valeur. Les facteurs clés sont les ressources actives, la participation volontaire, la coopération horizontale et la création conjointe de valeur. Cette étude a analysé le cas des coopératives de consommateurs exploitées principalement par les membres de la coopérative de consommateurs. En conséquence, quatre facteurs clés de SDL ont été continuellement identifiés dans le processus de développement des coopératives de consommateurs et il a été constaté que les différentes parties prenantes, centrées sur les membres de la coopérative de consommateurs, ont renforcé la coopération pour une valeur commune lorsque la coopérative fait face à une crise ou que la taille de l'organisation augmente. En définitive, il a également été confirmé que l'ensemble de la chaîne de valeur des coopératives présente une compétitivité durable. On s'attend à ce que SDL soit développé comme un cadre utile qui peut soutenir le paradigme modifié du marketing orienté vers le consommateur.

Mots-clés : Logique dominante des services (SDL), co-création de valeur, chaîne de valeur, coopérative, analyse de cas.

Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants

Jose Sebastião Romano de Oliveira (Professeur, Cooperativa Agropecuária dos Produtores Familiares Irituienses - D'Irituia, Universidade Federal Rural da Amazônia, Brésil), Osvaldo Ryohei Kato, Jorge Serra Junior, Ernandes Raiol Silva et Mariceli Bastos Oliveira

Quand on parle de l'Amazonie, on imagine un paradis intouchable. Cependant, dans la municipalité d'Irituia à Pará, en Amazonie orientale, dans les années 1990, il a été enregistré que 99,02% des forêts primaires n'existaient plus. Plusieurs processus en étaient responsables : la colonisation, les scieries, le bétail, les champs de production, entre autres. Comment est-il possible d'établir un rapport de durabilité dans une telle situation ? En 2006, une recherche de maîtrise a prouvé que dans ce scénario de destruction, des agriculteurs innovants ont fait la différence : ils ont été capables de produire et de préserver. Ils pratiquaient les AFS (Agroforestry Systems), mais ils avaient un problème majeur : la commercialisation. La quasi-totalité de la commercialisation se faisait par le biais d'intermédiaires. En 2009, ces agriculteurs se sont organisés au sein de la Cooperativa Agropecuária dos Produtores Familiares Irituienses - D'Irituia pour commercialiser les produits issus des AFS. Outre les produits durables, ces systèmes favorisent également de nombreux services environnementaux : séquestration du carbone, micro climat, lutte contre l'érosion, préservation des sources d'eau. En 2010, avec le soutien de l'OCB / SESCOOP, les agriculteurs ont été " alphabétisés " aux coopératives et le 6 avril 2011, la Coopérative a été fondée. Concomitamment aux AFS, l'agriculteur a également d'autres relations productives : horticulture, extractivisme, produits d'origine animale (pisciculture, apiculture, oiseaux...). Elle entretient une relation commerciale au niveau local avec des entités publiques (PAA - Programme d'acquisition d'aliments ; PNAE - Programme national de repas scolaires) et privées (restaurants, cafétérias, Tratoria). Cette coopérative a amélioré le mode de vie des agriculteurs et a contribué de manière locale, régionale et mondiale à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Elle contribue à 10 objectifs, parmi les 17 objectifs de l'ONU : 1. Lutte contre la pauvreté - en assurant le commerce des produits, elle a généré des revenus pour les membres et les collaborateurs ; 2. Lutte contre la faim - production qui garantit la sécurité et la souveraineté alimentaires ; 5 : l'égalité des sexes - les femmes représentent 49% du personnel de la coopérative et 40% du conseil d'administration ; 6. l'eau potable et l'assainissement - en 2009, plus de 90% des membres n'avaient pas d'installations sanitaires, actuellement 100% en disposent déjà ; 8. l'emploi décent - la coopérative a un employé avec tous les droits du travail ; 10. la réduction des inégalités - le principe d'équité est valable dans la coopérative ; 12 : Consommation et production responsables - tous les produits fabriqués par les membres de la coopérative sont agro-écologiques et sont déjà en cours de traitement pour le label de produit biologique ; 13 : Lutte contre le changement climatique - les AFS favorisent les services environnementaux et sont actuellement considérés comme la technique la plus viable pour l'Amazonie ; 15 : Vie sur terre - les AFS, en raison de leur énorme diversité productive, génèrent de la nourriture, des services environnementaux et des produits sains pour les humains et les animaux sauvages ; 17 ; Partenariats à l'appui des objectifs - la coopérative a des partenariats avec des universités, des instituts de recherche et des entreprises, des sociétés commerciales. La coopérative est devenue un lieu d'études universitaires pour la recherche de premier cycle, de maîtrise et de doctorat. Elle a déjà reçu la visite de chercheurs régionaux, nationaux et internationaux. Mais il ne faut pas oublier que le combat est constant. La plupart des agriculteurs de l'Amazonie continuent de pâturer, défricher et brûler la forêt pour produire. Ainsi, promouvoir le coopérativisme, les AFS, l'agroécologie sont essentiels pour un monde meilleur et durable.

Références :

OLIVEIRA, J. S. R. Uso do território, experiências inovadoras e sustentabilidade: um estudo em unidades de produção familiares de agricultores/as na área de abrangência do Programa PROAMBIENTE, Nordeste Paraense. 2006. 131 f. Dissertação (Mestrado em Agricultura Familiar e Desenvolvimento Sustentável). Universidade Federal do Pará, Centro de Ciências Agrárias, Núcleo de Estudos em Agricultura Familiar, 2006.

OLIVEIRA, J S R. O circuito espacial dos sistemas agroflorestais do polo rio capim na amazônia oriental brasileira e o papel da educação formal. Universidade Federal Rural da Amazônia e Embrapa Amazônia Oriental. Tese de Doutorado. Belém, 2011.

SILVA, S D. Formação, Transformação e Expansão dos Quintais Agroflorestais de agricultores familiares da Cooperativa D'Irituia, Pará / Sinara Dias Silva. — 2019. 97 f

SILVA, P F N; MARTINS, C M; KATO, O R; MOREIRA, M A; OLIVEIRA, J S R. Productive activities and socioeconomic context of the cooperative D'Irituia. Revista de Gestão e Organizações Cooperativas – RGC Santa Maria, RS, Vol. 7, N° 14, Jul./Dez. 2020.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Amazonie, durabilité, AFSs, agriculteurs innovants

Étude sur les caractéristiques des modèles d'entreprise selon les types de coopératives basées sur le client

CHOI Anthony Woo-jin (Université Sungkonghoe, Corée)

Les coopératives, introduites comme réponses à l'échec du système de marché capitaliste, se sont développées parallèlement au développement du capitalisme en complétant ses limites dans diverses régions et industries. Cependant, contrairement à la recherche sur les types de coopératives et le développement des méthodes commerciales, les modèles commerciaux reflétant les caractéristiques des coopératives ont été étudiés de manière très limitée et les résultats de ces études ne tiennent pas compte des différences entre les types de coopératives et les méthodes commerciales mais proposent un modèle commercial unique.

Parce que les modèles d'entreprise créent des valeurs et que leur innovation est considérée comme une solution efficace pour améliorer les résultats, afin que les coopératives deviennent plus performantes et durables, des modèles d'entreprise différenciés adaptés aux objectifs ou aux activités commerciales des coopératives sont nécessaires. Cependant, si les modèles uniques des études existantes sont appliqués, il y aura beaucoup de limites dans le développement et l'application de modèles d'affaires efficaces reflétant les différents types de coopératives et leurs caractéristiques. Pour développer ces modèles d'affaires, les objectifs, la structure, les caractéristiques et les enjeux des différents types de coopératives doivent être analysés afin d'identifier les éléments indispensables pour chaque modèle d'affaires.

En tant qu'étape préparatoire au développement de modèles d'entreprise en fonction des types de coopératives, cette recherche vise à analyser les différentes caractéristiques commerciales de chaque type de coopérative et à identifier ses éléments indispensables.

Résumé étendu (KR) disponible

Mots clés : modèle d'entreprise, type de coopérative, orientation commerciale de la coopérative, étude de cas sur la coopérative.

Les coopératives peuvent-elles accroître la concurrence sur les marchés agricoles primaires ? Les résultats d'une micro-étude.

Gopi Sankar G (Indian Institute of Management Bangalore, Inde) et Gopal Naik (Indian Institute of Management Bangalore, Inde)

Le déséquilibre du pouvoir de marché entre les acheteurs et les vendeurs sur les marchés agricoles est un obstacle majeur à la découverte de prix équitables. Les marchés primaires de gros des produits agricoles sont des sites de concurrence imparfaite (Sexton 1990), souvent d'oligopsone (Rogers & Sexton 1994). En général, sur les marchés oligopsones, les acheteurs jouissent d'un certain pouvoir de marché, tandis que les vendeurs sont des preneurs de prix, ce qui entraîne une compression des prix pour les vendeurs. Les preuves empiriques de l'effet de la concurrence imparfaite sur les marchés agricoles soutiennent cette conclusion. Alors que plusieurs études montrent un écart modeste par rapport aux prix concurrentiels, Osborne constate que la concurrence imparfaite entre les acheteurs sur les marchés agricoles fait baisser de manière significative les prix reçus par les vendeurs (Osborne 2005). Sexton présente un argument convaincant selon lequel le pouvoir de marché exercé par les oligopoleurs/oligopsonistes crée des pertes de poids mort (Sexton 2013). Que se passe-t-il lorsqu'une coopérative est l'acheteur dominant sur un marché oligopolistique ? Quel est l'impact sur le comportement des autres acheteurs ? Quel est l'effet sur la perte sèche ? Dans cet article, nous analysons ces questions de manière empirique en utilisant des données sur le marché agricole primaire indien.

En Inde, les principaux débouchés pour l'écoulement des produits agricoles sont les marchés de gros primaires réglementés par le cadre juridique de l'Agricultural Produce Market Regulation Act (APMRA). La vente des produits se fait sur des sites notifiés sous la supervision de l'APMC (Agriculture Produce Market Committee), comme le prévoit l'APMRA. L'un des objectifs déclarés des marchés de gros réglementés (mandis) est de protéger les agriculteurs contre l'exploitation par des intermédiaires. Les mandis sont censés servir de plateformes pour la détermination de prix équitables.

Cependant, des années de recherche ont montré que les mandis n'ont guère servi les intérêts des agriculteurs. De par leur conception, les mandis sont anticoncurrentiels et comportent des barrières élevées à l'entrée pour les nouveaux venus en tant qu'acheteurs. Le système APMC est critiqué pour son incapacité à atteindre les objectifs de contrôle des prix (Lele 1968) ou à remédier aux imperfections du marché (Harriss 1980) car il n'y a pas de transparence dans le processus de formation des prix (Palaskas & Harriss-White 1993) et crée des monopsones virtuels (Chatterjee & Kapur 2016). Les mandis sont largement contrôlés par des intermédiaires tels que les commissionnaires (Minten, Vandeplas & Swinnen 2012). La collusion entre les gros acheteurs (Banerji & Meenakshi 2004) fait baisser artificiellement les prix.

Un moyen potentiel d'améliorer les revenus des agriculteurs est de former leurs collectifs. Les coopératives sont perçues comme une source de contre-pouvoir qui protège les intérêts des producteurs (généralement les agriculteurs). Des études menées dans les pays développés ont montré que les coopératives utilisent leur pouvoir de marché pour augmenter les prix de production en faveur des agriculteurs (Cakir & Balagtas 2012). Dans les pays en développement comme l'Inde, le rôle des coopératives dans la commercialisation agricole est largement compris comme celui d'un vendeur qui offre un pouvoir de négociation à ses agriculteurs membres grâce aux économies d'échelle. Son rôle en tant qu'acheteur, en concurrence avec d'autres acteurs, sur le marché n'est pas bien exploré.

Dans ce contexte, nous examinons l'effet de la participation d'une coopérative comme acheteur dominant dans un marché réglementé sur la concurrence entre acheteurs. Nos questions spécifiques sont les suivantes :

- Quel est le degré de pouvoir oligopsone de la coopérative sur le marché agricole primaire ?
- Quels sont les mécanismes par lesquels la coopérative exerce un pouvoir d'oligopsone ?
- Quel est son effet sur la concurrence des acheteurs sur le marché ?
- Quel est l'impact sur la perte de poids mort ?

Nous adoptons le cadre de la Nouvelle Organisation Industrielle Empirique (NEIO) pour l'analyse économétrique. Notre modèle est appliqué au contexte empirique des marchés réglementés qui négocient l'arecanut, une culture commerciale majeure dans le pays. Nous utilisons un nouvel ensemble de données sur les prix des offres et les quantités d'arecanut ainsi que d'autres covariables pour répondre aux questions posées ci-dessus. Nos estimations préliminaires fournissent des preuves suggestives du pouvoir oligopsonique dont jouit la coopérative et de la traduction de ce pouvoir en prix plus élevés pour les agriculteurs. La coopérative fournit également des services de soutien aux acheteurs participants qui leur permettent d'être compétitifs sur le marché. Cela améliore encore les rendements des agriculteurs.

Nous espérons que notre étude apportera quelques contributions importantes. Premièrement, nous étudions comment la participation d'une coopérative influence le fonctionnement d'un marché agricole primaire qui est un site classique de concurrence imparfaite. Deuxièmement, nous estimons le pouvoir oligopsonique de la coopérative et ses implications en termes de bien-être. Enfin, nous documentons les mécanismes par lesquels la concurrence est accrue dans les limites d'un arrangement institutionnel anticoncurrentiel discrédité. Nous espérons générer des idées importantes sur l'organisation et la conduite des marchés agricoles primaires qui améliorent le bien-être de tous les acteurs impliqués. Nous soulignons également la pertinence des coopératives en tant qu'institutions améliorant le bien-être et entreprises autonomes qui s'appuient sur des ressources internes.

Références

Banerji, A. and Meenakshi, J. (2004). Buyer collusion and efficiency of government intervention in wheat markets in northern India: An asymmetric structural auctions analysis. American Journal of Agricultural Economics, 86(1):236-253.

Cakir, M., & Balagtas, J. V. (2012). Estimating market power of US dairy cooperatives in the fluid milk market. American Journal of Agricultural Economics, 94(3), 647-658.

Chatterjee, S. and Kapur, D. (2016, July). Understanding price variation in agricultural commodities in India: MSP, government procurement, and agriculture markets, In India Policy Forum, July, pp 12-13.

Harriss, B. (1980). Regulated foodgrains markets: a critique, Social scientist, Vol 8, No 8, pp 22-31.

Lele, U. J. (1968). The traders of Sholapur. In Developing Rural India. New York: Cornell UP.

Minten, B., Vandeplas, A. and Swinnen, J. (2012). Regulations, brokers, and interlinkages: The institutional organization of wholesale markets in India, Journal of Development Studies, Vol 48, No 7, pp 864-886.

Palaskas, T. B. and Harriss-White, B. (1993). Testing market integration: New approaches with case material from the West Bengal food economy, The Journal of Development Studies, Vol 30, No 1, pp 1-57.

Osborne, T. (2005). Imperfect competition in agricultural markets: Evidence from Ethiopia. Journal of Development Economics, 76(2):405-428.

Rogers, R. T., & Sexton, R. J. (1994). Assessing the importance of oligopsony power in agricultural markets. American Journal of Agricultural Economics, 76(5), 1143-1150.

Sexton, R. J. (1990). Imperfect competition in agricultural markets and the role of cooperatives: A spatial analysis. American Journal of Agricultural Economics, 72(3), 709-720.

Sexton, R. J. (2013). Market power, misconceptions, and modern agricultural markets. American Journal of Agricultural Economics, 95(2):209-219.

Mots clés : marchés agricoles, coopérative, concurrence, perte de poids mort, Inde.

Une étude théorique sur l'identité coopérative à travers les leçons tirées de l'expérience du mouvement coopératif japonais et de l'autogestion des travailleurs yougoslaves.

MUKAI Kiyoshi (professeur émérite, Nagoya City University, Japon)

Les principes coopératifs de l'ACI (1995) définissent une coopérative comme "une association autonome de personnes unies volontairement pour satisfaire leurs besoins économiques, sociaux et culturels communs". Et le "Blueprint for a Co-operative Decade" (2013), a prescrit le code de conduite à adopter est de "chercher à "optimiser" les résultats pour un éventail de parties prenantes, sans chercher à "maximiser" le bénéfice pour une seule partie prenante" (ch. 2). Cependant, le document ne fournit pas de modèle d'entreprise spécifique permettant d'optimiser la distribution des revenus et l'allocation des ressources.

L'objectif de cet article est d'examiner l'"autogestion des travailleurs" de l'ex-Yougoslavie et l'expérience du mouvement coopératif japonais dans la conception du modèle d'entreprise susmentionné. Il s'agit de faire valoir qu'une étude de l'application de la théorie de "l'autogestion ouvrière" à l'expérience du mouvement coopératif japonais peut fournir des suggestions valables. La théorie de l'autogestion des travailleurs a été considérée comme incapable de s'adapter au mécanisme d'échange du marché par la célèbre étude de Ward (Ward. B., The firm in Illyria, American Economic Review, Vol. 44, No. 4, 1958).

Cependant, le système complet d'autogestion des travailleurs, par la reconnaissance que le système antérieur aux années 1960 était un échec, a été véritablement établi par la Constitution amendée (1974) et la Loi sur le travail unifié (1976). C'est une erreur de juger un système d'autogestion des travailleurs à partir des arguments de Ward. Il a théorisé le modèle des coopératives de travail comme un modèle de maximisation du revenu résiduel par travailleur. Il l'a reconnu comme un modèle non pas optimisant mais maximisant.

Cependant, depuis les années 1970, le système vise à optimiser la distribution des revenus et l'allocation des ressources du point de vue de la perspective macro-économique. Dans ce contexte, le comportement des producteurs et des consommateurs individuels doit être incité à agir de manière optimale par une institution de coordination mutuelle modérée, organisée sur la base d'un code, avec la coexistence d'un système de marché réglementé.

La Yougoslavie a essayé de mettre en œuvre ce système dans l'ensemble de l'économie nationale, et il s'est effondré en raison de l'augmentation des coûts de transaction et du développement de l'inefficacité. Cependant, si l'idée de ce système est appliquée au niveau de l'économie locale, elle a le potentiel de contribuer à l'établissement de communautés durables. En théorie, le système yougoslave est compréhensible car il a pratiquement obligé les personnes économiquement avantagées à accepter des prix discriminatoires défavorables.

Les coopératives japonaises ont l'expérience d'avoir donné la priorité à l'achat de produits provenant de zones défavorisées et à la vente aux ménages âgés de biens de consommation indispensables en cas de pénurie d'approvisionnement. En outre, le subventionnement croisé pour les opérations déficitaires des magasins continue d'être mis en œuvre même aujourd'hui dans de nombreuses coopératives.

Nous pensons que la recherche sur l'expérience du mouvement coopératif au Japon, comparée à la tentative d'autogestion des "travailleurs" yougoslaves, avec une perspective théorique claire, peut apporter une contribution significative à la clarification et à la concrétisation de l'identité des coopératives.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : optimisation de la répartition des revenus et de l'allocation des ressources, prix discriminatoires, autogestion des travailleurs yougoslaves, expérience du mouvement coopératif japonais.

L'identité coopérative comme avantage commercial

La relation entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives en Iran

Hamed Navidi et Mostafa Mohammad (Chambre des coopératives d'Iran, Iran)

Dans la littérature coopérative, la conscience de l'identité coopérative et l'adhésion aux principes et valeurs coopératifs sont mentionnées comme les facteurs clés du succès des entreprises coopératives et du développement durable du mouvement coopératif. À cet égard, l'objectif principal de cette étude est d'examiner la relation entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives, ce qui a été fait par une méthode d'enquête. La population statistique de l'étude se compose de PDG de coopératives iraniennes dans divers domaines d'activité qui ont été étudiés sur la base d'un échantillonnage aléatoire. Dans cette étude, le questionnaire a été l'outil le plus important pour la collecte de données, qu'après avoir sélectionné et considéré diverses mesures économiques et sociales, sa validité et sa fiabilité ont été confirmées par des experts et le calcul du coefficient alpha de Cronbach, respectivement. Le traitement des données de recherche a été effectué avec le logiciel SPSS. Les résultats du test t ont montré qu'il existe une relation significative entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives. Les résultats de l'examen de la relation entre chacun des principes coopératifs et le succès des coopératives ont montré que l'adhésion aux principes de l'adhésion volontaire et ouverte, du contrôle démocratique des membres, de la participation économique des membres, de l'éducation, de la formation et de l'information, de la coopération entre les coopératives et de la préoccupation pour la communauté sont efficaces pour le succès des entreprises coopératives iraniennes.

Mots clés : identité coopérative, adhésion aux principes coopératifs, réussite socio-économique, Iran

De Rochdale à la mondialisation. L'importance de l'adoption de bonnes pratiques de gouvernance et de gestion dans les coopératives comme stratégie pour garantir l'identité et la consolidation des coopératives dans un marché agile, volatile et orienté vers le capital : une étude réalisée dans l'État de Minas Gerais (Brésil).

Fabrício Henrique de Figueiredo (OCB et Université catholique pontificale de Minas Gerais, Brésil) et Vitoria Resende Soares Drumond (OCB)

Depuis 1844 à Rochdale, les coopératives jouent un rôle de premier plan dans le paysage économique et social mondial. Alors que les entreprises axées sur le capital visent avant tout à réaliser des bénéfices, les coopératives rompent avec ce schéma et s'imposent comme une alternative pertinente pour des milliards de membres et des millions de communautés dans le monde. Au Brésil, selon les études présentées par le World Cooperative Monitor (WCM, 2020), il existe dans le monde plus de 3 millions de coopératives, rassemblant plus d'un milliard de membres coopératifs et générant des emplois pour 250 millions de personnes. C'est comme si le coopérativisme mondial employait à lui seul plus que l'ensemble de la population brésilienne. Au Brésil, selon les données recueillies en 2020 par l'Organisation des Coopératives Brésiliennes (Sistema OCB, en portugais) et publiées dans l'Annuaire Brésilien du Coopérativisme, il y a 5 314 entreprises coopératives enregistrées, avec plus de 15 millions de membres, générant près de 428 mille emplois directs, avec des revenus bruts totaux provenant des actes coopératifs d'un montant de 308,8 milliards de R$, équivalent à 54,1 milliards de US $ selon la cotation du 1er avril 2021. L'Etat du Minas Gerais, objet de cette étude, compte 756 coopératives, 1,92 millions de membres coopératifs et 45,6 milliers d'employés, selon les données recueillies dans l'Annuaire du Coopérativisme au Minas Gerais publié en 2020 par le Syndicat et Organisation des Coopératives de l'Etat du Minas Gerais (Sistema OCEMG, en portugais). Le défi des coopératives dans tous les pays du monde est d'assurer leur identité coopérative séculaire, tracée par les pionniers de Rochdale en 1844 et sauvegardée par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), avec la bonne gouvernance et les pratiques de gestion exigées par un marché de plus en plus agile et global. L'objectif de cette étude est de souligner l'importance de la recherche constante de l'excellence dans la gouvernance et la gestion comme une stratégie pour la durabilité des coopératives dans un marché hautement compétitif, volatile et global. Nous avons l'intention d'analyser les résultats d'une étude pionnière réalisée à partir d'une série historique de 2013 à 2020 sur la promotion et la mise en œuvre de bonnes pratiques de gouvernance et de gestion dans les coopératives de l'État de Minas Gerais. Daily, Dalton et Cannella Junior (2003) soulignent que la gouvernance se constitue dans la manière dont les ressources sont utilisées pour résoudre les conflits entre actionnaires. Selon Clarke (2004), la gouvernance est étroitement liée au développement économique des organisations et la gestion traduit les orientations stratégiques définies par la gouvernance en actions visant à atteindre les objectifs fixés. En 2013, l'Organisation des coopératives brésiliennes (Sistema OCB, en portugais), en partenariat avec la Fondation nationale de la qualité (Fundação Nacional da Qualidade ou FNQ en portugais), a développé une méthodologie à appliquer à toutes les coopératives brésiliennes afin de mesurer la maturité des entreprises coopératives par rapport à leur gouvernance et leur gestion. Dans l'État du Minas Gerais, la méthodologie est appliquée depuis 2013, couvrant une moyenne annuelle de 237 coopératives répondantes. L'État du Minas Gerais occupe une place prépondérante au Brésil dans la maturité du suivi de la gouvernance et de la gestion de ses coopératives, représentant plus de 30% du total des coopératives interrogées au Brésil en 2020. L'étude présentera l'évolution des indicateurs de gouvernance et de gestion des coopératives participantes de l'État du Minas Gerais, en mettant en évidence les principales opportunités d'amélioration identifiées. Nous espérons que cette étude, pionnière au Brésil, inspirera d'autres pays à connaître la méthodologie brésilienne et à commencer à mesurer de manière consolidée la gouvernance et la gestion des coopératives de leur pays, afin d'assurer leur identité et de contribuer à leur durabilité face à un marché de plus en plus compétitif, global, agile et volatile.

Mots-clés : gouvernance, gestion des coopératives, stratégie, compétitivité

Effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration sur la performance des coopératives de consommateurs : L'effet modérateur de la propriété psychologique collective

PARK Sungsoon (professeur invité, Université Sungkonghoe, Corée), LEE Sang-Youn (professeur, Université Sungkonghoe, Corée) et SEO Jinseon (professeur, Université Hannam, Corée)

Cette étude examine les effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration (CA) sur la performance des coopératives de consommateurs en Corée du Sud. La force des liens basés sur les ressources uniques et la confiance des coopératives peut être leur compétence de base, et leur propriété psychologique collective est généralement plus élevée que celle des entreprises appartenant à des investisseurs en raison de la structure de propriété unique des coopératives. Dans cette étude, nous nous concentrons sur les effets modérateurs de la propriété psychologique collective sur la relation entre les liens internes et externes du conseil d'administration et la performance. La force d'attraction du conseil d'administration est composée de trois éléments : la force d'attraction au sein du conseil d'administration de chaque coopérative ; la force d'attraction entre le conseil d'administration et les autres coopératives ; la force d'attraction entre le conseil d'administration et son gouvernement local.

La performance organisationnelle est subdivisée en trois catégories : performance sociale, fonctionnement démocratique et performance commerciale. Nous avons identifié 95 coopératives de consommateurs iCOOP et distribué des questionnaires. L'échantillon final est composé de 371 membres du conseil d'administration de 65 coopératives de consommateurs iCOOP.

L'étude a révélé que la force des liens au sein d'un BOD et la force des liens entre un BOD et les autres BOD d'iCOOP affectent le fonctionnement démocratique et la performance commerciale. La performance sociale du BOD est modérée positivement par la propriété psychologique collective, tandis que la performance commerciale est modérée négativement. Cependant, il n'y a pas d'effet modérateur entre la performance des autres coopératives et des gouvernements locaux.

Mots clés : coopératives de consommateurs, conseil d'administration, force des liens, réseau social, performance, propriété psychologique collective.

Avantages pour les membres et performances des coopératives verticalement intégrées

Sanjaya Fernando (université Rajarata, Sri Lanka), Elena Garnevska (maître de conférences, gestion agricole et agroalimentaire, école d'agriculture et d'environnement, collège des sciences, université Massey, Nouvelle-Zélande), Thiagarajah Ramilan (maître de conférences, gestion agricole et agroalimentaire, école d'agriculture et d'environnement, collège des sciences, université Massey, Nouvelle-Zélande) et Nicola Shadbolt (professeur, gestion agricole et agroalimentaire, école d'agriculture et d'environnement, collège des sciences, université Massey, Nouvelle-Zélande).

Le secteur agroalimentaire des pays en développement est en pleine transition. Cette étude analyse empiriquement comment le niveau d'intégration verticale affecte les avantages des membres et leur performance des coopératives en utilisant les données d'une enquête auprès de 309 membres producteurs de riz au Sri Lanka. L'analyse factorielle exploratoire a révélé cinq groupes clés d'avantages pour les membres : affaires et finances, moyens de subsistance, technologie et information, intrants à faible coût, et contrôle démocratique et éducation. Les avantages commerciaux et financiers, ainsi que ceux liés à la technologie et à l'information, étaient meilleurs pour les membres des coopératives totalement intégrées. De plus, l'analyse d'appariement des scores de propension a révélé que les membres des coopératives totalement intégrées ont un bénéfice plus élevé par kilogramme de produit et un bénéfice économique plus élevé pour le ménage. Les résultats de la recherche ont des implications importantes pour les gestionnaires et les décideurs politiques en fournissant de meilleurs services aux membres et en promouvant l'intégration verticale des coopératives afin d'apporter de meilleurs avantages aux membres et d'améliorer leurs performances financières.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : intégration verticale, coopératives, petits exploitants agricoles, avantages et performances des membres.

L'effet d'un contexte de crise sur les exportations françaises de vin : Comparaison des caves indépendantes et des coopératives viticoles

Foued Cheriet **(**Institut Agro Montpellier, France), Carole Maurel (Professeur associé, Université de Montpellier, France) et Hervé Hannin **(**Ingénieur de Recherche, Directeur du Développement, UMR MOISA - IHEV Institut Agro Montpellier, France)

Dans cet article**,** nous visons à évaluer les effets du contexte 2019-2020 (Covid 19, Brexit, Trump Taxes) sur les activités d'exportation des entreprises viticoles, en nous appuyant sur une enquête réalisée auprès des entreprises viticoles exportatrices françaises. L'objectif est également d'observer d'éventuels effets différents sur les caves indépendantes et les coopératives. Sur le plan théorique, nous adoptons l'approche institutionnelle souvent mobilisée dans le domaine du management international que nous compléterons par des travaux récents sur les effets des perturbations du contexte institutionnel et la gestion de crise. Cinq résultats principaux ont été obtenus : (1) des effets globalement maîtrisés tant par les caves indépendantes que par les coopératives ; (2) une pression supplémentaire sur les exportations à partir du marché intérieur ; (3) : des effets contrastés des modifications de l'environnement institutionnel, avec une importance marquée pour les perturbations dues à la crise sanitaire ; (4) des adaptations significatives et différenciées des entreprises, et enfin, (5) une résilience distincte selon l'ancrage territorial et les stratégies d'exportation avec des différences marquées entre caves indépendantes et coopératives.

Mots-clés : environnement institutionnel, crise, vin, exportations, France, coopératives, vignerons indépendants

L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

CHOI Eunju, SHIN Changsub, LEE Eunjeong, LEE Hyangsook et JI Minjin (Institut coopératif iCOOP, Corée)

L'objectif de la présente recherche est d'étudier la possibilité d'innover les coopératives à leur manière, à savoir en renforçant l'identité coopérative, qui est différente des entreprises conventionnelles. Elle se concentre sur le processus de formation du cluster iCOOP Korea.

Les entreprises essaient constamment d'innover pour répondre aux changements environnementaux externes ainsi qu'à leurs besoins internes. Les coopératives, qui sont des associations de membres, doivent également innover pour trouver de meilleurs moyens de répondre aux besoins des membres et aux changements environnementaux. Comprendre dans quel contexte et avec quel type de contenu les innovations se produisent aura un impact significatif sur la recherche par les entreprises de réponses aux nouveaux environnements. Avec ce point à l'esprit, cette recherche tentera d'expliquer les caractéristiques de la formation historique d'un cluster, comme un exemple d'innovation coopérative, qui s'est développé à partir et autour d'iCOOP Corée.

Alors qu'il y a environ 20 ans, lorsque la fédération a été créée, iCOOP Corée était la plus petite organisation composée de coopératives de consommateurs locales, après une croissance très rapide, elle est aujourd'hui l'une des plus grandes fédérations de coopératives de consommateurs. Comme elle a constamment essayé diverses innovations tout en adhérant à l'identité c-coopérative, iCOOP Corée pourrait être un cas pertinent pour l'innovation coopérative.

Pour expliquer les caractéristiques de la formation historique d'iCOOP Corée, cette recherche proposera un modèle de recherche utilisant trois perspectives théoriques. La première perspective est le concept de capacité dynamique et de capacité d'absorption des entreprises. La capacité dynamique est la capacité d'une entreprise à apprendre à travers son processus d'évolution qui augmente sa capacité d'innovation. La capacité d'absorption est considérée comme l'une des capacités qui jouent un rôle important dans l'augmentation de la capacité dynamique. La recherche examinera quelle a été la capacité d'absorption obtenue tout au long de la formation historique et expliquera le processus d'innovation en l'utilisant. La seconde est la théorie des parties prenantes. Diverses parties prenantes, en plus des membres consommateurs, ont participé au processus de formation du cluster iCOOP Corée. La recherche analysera le processus de coordination des intérêts des différentes parties prenantes (producteurs et employés en plus des membres consommateurs) et la construction d'une structure de gouvernance pour gérer les intérêts de ces différentes parties prenantes. La troisième perspective théorique est celle de la capacité du réseau basée sur la théorie de la dépendance des ressources. Un réseau de collaboration visant à accroître l'interdépendance entre différentes organisations permet de développer la capacité d'apprentissage en accédant à des connaissances et des ressources qui ne sont pas disponibles ailleurs. De plus, en préservant l'autonomie des organisations tout en maintenant une relation de collaboration à long terme avec des partenaires commerciaux spécifiques, le réseau de collaboration peut générer des résultats très élevés en termes de flexibilité, de productivité, de capacité d'innovation, d'efficacité et de capacité d'adaptation à l'environnement par rapport à d'autres structures de gouvernance. Étant donné que le cluster iCOOP Corée est composé de diverses entreprises qui sont en amont et en aval de ses chaînes de valeur, cela peut être interprété comme la formation et le renforcement de la capacité du réseau.

La recherche analysera quelle est la capacité accumulée de l'organisation, et quelle est la différence entre les routines de la chaîne de valeur nouvellement créées et les anciennes. Elle mettra également en évidence la manière dont l'identité coopérative est réalisée à travers le processus de génération de collaboration et de solidarité entre les parties prenantes.

Mots clés : capacité d'absorption, capacités dynamiques, innovation, parties prenantes, réseaux.

3.1. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE

Action climatique

L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

Jeffrey Moxom (Coordinateur de recherche, Alliance Coopérative Internationale), John Emerson (Cooperatives Europe), Simren Singh (Chargé de programme, ACI Asie-Pacifique), Melvin Khabenje (ACI Afrique) et Carlos González Blanco (Cooperatives of the Americas)

Dans le contexte actuel de défis politiques et environnementaux de plus en plus aigus dus à une activité humaine non durable, les coopératives peuvent jouer un rôle important dans la transition vers des pratiques économiques plus justes, plus vertes et plus durables aux niveaux local et mondial. Pour examiner ces questions, une recherche thématique sur la façon dont les coopératives peuvent contribuer à l'action climatique et à la protection de l'environnement est actuellement en cours dans le cadre du partenariat ACI-UE. La recherche vise à fournir une vue d'ensemble innovante sur la façon dont les coopératives agissent pour protéger l'environnement, ainsi que sur leurs contributions potentielles à l'atténuation et à l'adaptation aux impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Ce travail peut contribuer à l'identité coopérative en examinant les questions sur la manière dont les valeurs et les principes coopératifs pourraient être développés pour rendre plus explicite l'engagement du mouvement coopératif en faveur de la protection de l'environnement, dans le respect de son identité en tant qu'acteur clé du développement durable tel que reconnu par l'OIT et l'ONU.

Le travail développera les liens entre les coopératives et le septième principe de l'ACI sur la préoccupation pour la communauté, y compris l'accès et la gestion des habitats naturels et des ressources par des approches coopératives (comme l'eau et l'énergie). La publication s'appuiera sur la littérature et les ressources existantes pour mettre en lumière un certain nombre d'études de cas, afin de présenter une série de pratiques innovantes des entreprises coopératives. Dans l'optique des partenariats, la recherche explorera également le potentiel de collaboration interrégionale entre les partenaires et les parties prenantes des organisations de développement coopératif, y compris celles liées aux plateformes de développement régional et d'autres organisations membres de coopératives ou de la société civile actives dans le domaine de l'environnement.

En ce qui concerne l'approche méthodologique, la recherche est principalement axée sur les méthodes de recherche secondaire, ainsi que sur la sélection et l'inclusion d'études de cas innovantes impliquant des coopératives. Avant la sélection d'études de cas innovantes, une analyse documentaire complète est en cours, afin de recenser et d'exploiter les contributions existantes dans ce domaine. Le travail explorera également un certain nombre de sous-thèmes liés aux ODD et à l'Agenda 2030, notamment les ODD 6, 7, 13, 14 et 15.

La recherche, une fois terminée, vise à combler les lacunes dans les connaissances sur le thème de l'environnement avec des points d'action plus concrets pour les coopératives, et aussi à devenir une source de valeur ajoutée pour les coopérateurs, les membres de l'ACI et les personnes extérieures au mouvement coopératif. Les conclusions souligneront également comment les coopératives peuvent jouer un plus grand rôle dans la protection de l'environnement et l'atténuation du changement climatique grâce à leurs avantages comparatifs, tout en favorisant un plus grand partage des connaissances entre les parties prenantes intéressées par le sujet.

Bibliographie

EURICSE, Colin Campbell, Silvia Sacchetti (2017) 'Community-Based, Collaborative Solutions to Sustainable Economic Development in and around Biosphere Reserves', Volume 6, Issue 1

COPAC Briefing (2019) Transforming our world: A cooperative 2030 Cooperative contributions to SDG 13, International Labour Organisation

Co-operatives in a Post-Growth Era, Creating Co-operative Economics, Edited by Sonja Novkovic, J. Tom Webb, Fernwood Publishing, September 2014

International Labour Organisation (ILO) and the International Cooperative Alliance (2014). Joint Paper, Cooperatives and the Sustainable Development Goals: A Contribution to the Post-2015 Development Debate, April 2014.

Mots-clés : climat, environnement, développement coopératif international, développement durable

Les valeurs coopératives dans un monde qui se réchauffe

Nicolas Bickford (Université Saint Mary's, Canada)

Les personnes qui ont participé à la codification des principes de Rochdale en 1895 n'avaient peut-être pas l'harmonie avec la nature au premier plan de leurs préoccupations. Ils pensaient peut-être que le climat était immuable, que les océans étaient inépuisables en poissons et que les forêts étaient séparables de la qualité de l'air qu'ils respiraient. Pour les participants à ce premier congrès, cela rendait peut-être les préoccupations environnementales indignes d'intérêt. Pourtant, aujourd'hui, nous découvrons continuellement la profondeur de notre lien avec le monde naturel et notre pouvoir d'influencer même les plus grands phénomènes mondiaux. Nous comprenons maintenant que de nombreux systèmes de soutien de la vie sur notre planète sont des ressources communes qui nécessitent une protection active, de peur qu'ils ne se dégradent de manière irrémédiable (Allen, 2014, p. 242-243). L'évolution des circonstances contemporaines a mis en lumière notre capacité à détruire la nature d'une manière qui n'était pas concevable dans les siècles passés. En effet, si nous poursuivons notre trajectoire actuelle, nous pourrions détruire la vie humaine organisée sur Terre (Bulletin of the Atomic Scientists, 2021). Notre planète est en train de changer - nous sommes en train de la changer. Et par ce changement, une signification plus profonde de la coopération est apparue de façon brutale. D'un point de vue philosophique, la gestion de l'environnement mérite une place plus importante dans la Déclaration sur l'identité coopérative. En tant que tiers de la durabilité qui sous-tend les deux autres, elle doit être une composante importante de la voie coopérative. Ce changement serait l'aboutissement d'une tendance présente et croissante au sein du mouvement depuis des décennies, alors que chaque année qui passe exacerbe les crises rencontrées.

Résumé étendu (EN) disponible

La coopérative et le modèle d'économie circulaire : une solution durable. L'étude de cas portugaise

Ana Cristina Pego (Centre for Interdisciplinary Social Science (CICS), Universidade Nova de Lisboa, Portugal)

L'importance de l'économie circulaire et des modèles coopératifs dans la société a augmenté au cours de la dernière décennie. Leur importance témoigne d'une spécialisation de l'économie, mais aussi de la capacité à développer de nouveaux modèles économiques tels que les écosystèmes circulaires. L'impact de cette résilience montre comment les attitudes des consommateurs et des organisations envers la durabilité changent. Le défi est de créer une valeur économique pour les produits fabriqués dans un modèle collaboratif qui peut être compétitif sur le marché. Dans cet article, la relation entre l'économie circulaire et le modèle coopératif est présentée en utilisant des organisations portugaises. La méthodologie est basée sur l'analyse des organisations coopératives et le potentiel de la relation avec l'économie circulaire. Les résultats montrent une relation entre le modèle coopératif et l'économie circulaire dans certains secteurs au Portugal. Il est prévu que d'autres secteurs suivent l'agriculture et l'énergie dans le contexte portugais.

Mots-clés : économie circulaire, modèle coopératif, marché durable

3.2. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ

Paix

Une contribution du coopérativisme à un éventuel processus d'intégration économique dans la péninsule coréenne

Rui Samarcos Lora (Université de Coimbra, Portugal)

L'objectif principal de cet article est d'affirmer que, dans un éventuel processus d'intégration économique de la péninsule coréenne, le coopérativisme, en tant que modèle économique commun à la région, peut jouer un rôle essentiel dans la cohésion socio-économique et contribuer à la promotion d'une paix positive (Galtung 1967). En outre, dans un but spécifique, sur la base d'une revue de la littérature relative aux aspects de l'intégration économique et du coopérativisme, cet article tente d'aborder de quelle manière le système coopératif peut contribuer à ce processus d'intégration.

Il est donc nécessaire de comprendre que dans le contexte des discussions actuelles sur l'intégration économique de l'Asie du Nord-Est, l'engagement et la participation de la péninsule coréenne dans les questions liées à ce sujet peuvent être considérés comme un processus particulier et à long terme, principalement en raison du contexte historique complexe de la région (Qun 2013). Bien que la République de Corée (ROK) participe efficacement et activement au processus d'intégration de l'Asie du Nord-Est, il est à noter que, malgré la particularité de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), celle-ci a déjà commencé à explorer certaines possibilités et voies pour son développement économique et, par la suite, une intégration régionale différente (Babson 2004). Ce fait montre qu'il existe un intérêt et une opportunité de discuter des possibilités et des moyens communs de présenter des contributions efficaces, apportant des éléments clés à un futur processus d'intégration.

Néanmoins, il est toujours difficile de mener à bien l'intégration économique régionale entre la République de Corée et la RPDC sans une vision ou un modèle économique commun ou partagé qui pourrait être un minimum proche des différentes réalités des deux pays. Plus que cela, cette perspective économique devrait permettre et prévoir un dialogue fructueux au sein de la péninsule et du processus d'intégration économique actuel mené par l'Asie du Nord-Est.

Cette perspective peut être améliorée et affinée tout au long de la réflexion sur le contexte historique de la région et les résultats de la guerre de Corée qui ont conduit la RPDC à subir de profondes réformes au fil du temps, en particulier dans le secteur agricole, qui a été collectivisé en deux types d'exploitations : les coopératives et les fermes d'État (Noland 2004). Cet aspect mérite une attention particulière car c'est à partir de cette forme collective adoptée par la RPDC que l'on peut trouver une synergie pour l'établissement d'une future proposition d'intégration économique.

Parmi les possibilités d'intégration économique qui peuvent se présenter pour la péninsule coréenne, le système coopératif est un instrument qui a déjà été utilisé par les deux pays depuis quelques décennies, bien que de manière différente, et il peut être une contribution ou une alternative à explorer dans une éventuelle intégration économique. Pour cette raison, l'analyse des perspectives et des possibilités d'intégration du point de vue coopératif peut encourager les discussions et les compréhensions dans le sens où les initiatives collectives pourraient être sur le marché sans qu'il soit nécessaire de privatiser ou de modifier tout aspect du régime de travail actuel.

A cet égard, comme le modèle coopératif est déjà une réalité dans la région, il devient plus facile d'entamer des études préliminaires et même une coopération économique de ce point de vue, notamment en fixant les principes coopératifs avec les étapes d'intégration économique. En termes structurels, comme il convient d'en parler tout au long de ce document, les membres d'une coopérative souscrivent au principe d'association ouverte et de non-discrimination en termes politiques, nationaux, religieux, raciaux ou de genre, c'est-à-dire un principe coopératif essentiel qui contribue à l'intégration à différents niveaux, liant directement la coopérative à la société et même à la réalité locale de la Péninsule. Un autre principe à prendre en compte est celui de l'intercoopération, c'est-à-dire la coopération avec d'autres coopératives, qui nécessite un engagement, un comportement, une acceptation, un respect et une tolérance avec les membres à l'intérieur et à l'extérieur de la coopérative,

ainsi qu'entre les coopératives, ce qui serait également bénéfique dans un processus d'intégration économique (MacPherson et Paz 2007).

Il convient de mentionner que l'identité et la tradition coopératives au fil du temps et dans différentes réalités, pays et régions, ont montré qu'elles jouent un rôle multisectoriel dans leurs diverses conceptions, une fois que leur structure organisationnelle et leur culture coopérative imprègnent les questions sociales et économiques. En outre, les coopératives améliorent les conditions d'emploi et les moyens de subsistance des membres de la communauté, aidant les personnes à surmonter les barrières sociales qui, dans des situations défavorables, sont insurmontables (CEDP 2018). Ces liens établis par les principes coopératifs favorisent des situations de développement mutuellement bénéfiques, principalement en raison des liens régionaux et internationaux qui unissent les coopératives (MacPherson et Paz 2007).

De cette manière, l'argument selon lequel le système coopératif peut contribuer à un éventuel processus d'intégration économique de la péninsule coréenne, conduira cet article à examiner d'autres questions secondaires, telles que : comment les coopératives peuvent-elles aborder les processus d'intégration économique ; quels mécanismes le modèle coopératif adopte-t-il pour promouvoir le dialogue entre les membres d'une coopérative et entre les coopératives ; évaluer dans quelle mesure le système coopératif approche ou sépare les groupes d'une société donnée et également quel effet une coopérative a sur une région spécifique.

Par conséquent, grâce à cette analyse, il sera possible de discuter du fait que l'intégration économique et la coopération subséquente dans la péninsule coréenne peuvent également bénéficier au développement économique et au processus d'intégration de toute la région de l'Asie du Nord-Est.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopérativisme, péninsule coréenne, intégration économique, paix positive.

La contribution des coopératives à la paix positive : revue de la littérature

Claudia Sanchez Bajo (Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine)

Dans un contexte de conflits violents prolongés, de crises de réfugiés et d'inégalités. (Institut pour l'économie et la paix, 2019 juin)Cette étude fait partie d'une étude des espaces communautaires ascendants qui peuvent permettre la structuration de l'agence et des solutions rendant possible une paix positive selon la définition de Galtung. (Galtung & Fischer, 2013). L'hypothèse est que les coopératives, par leur identité coopérative, peuvent fournir de telles opportunités. L'objectif de cette proposition est de contribuer aux études sur les coopératives et la paix en plaçant les coopératives dans les débats théoriques actuels par le biais d'une revue systématique de la littérature.

Le champ de l'examen comprend des sources primaires, secondaires et tertiaires recueillies en anglais, en espagnol et en français, principalement depuis 2000, au cours de travaux universitaires et de recherche effectués dans plusieurs pays (États-Unis, Allemagne, Canada, Italie, Costa Rica, et travaux de terrain au Rwanda, au Nicaragua et au Sri Lanka). Cette proposition se concentre d'une part sur les publications de portée mondiale et, d'autre part, sur les publications axées sur trois cas (Rwanda, Nicaragua et Sri Lanka) dans trois domaines (produits d'exportation tels que le café, activités communautaires pour le tourisme telles que l'artisanat, notamment la poterie, et le genre), afin de permettre une comparaison.

Les critères de révision et de comparaison de la littérature comprennent : le lieu, la période de l'étude, le type de conflit traité, la langue, le type, les prémisses, la méthodologie, les connexions et transitions logiques reliant les sources, les résultats clés, les limites et les critiques, les contributions coopératives dans la construction d'une paix positive attendues ou attribuées et vérifiées, les rôles coopératifs disconfirmés et les contributions coopératives inattendues. Enfin, les arguments reliant les rôles coopératifs et l'identité et les principes coopératifs.

Au fil de l'examen, on observe que :

a) En général, la plupart des publications trouvées sur les coopératives et la paix ne placent pas les coopératives dans les théories et les débats sur la paix, et vice versa (les études sur la paix ne couvrent généralement pas les coopératives, alors que les grandes entreprises ont commencé à apparaître largement). En fait, il existe de nombreuses études de cas mettant en relation les coopératives et la paix. Cependant, elles ne parviennent pas à s'imposer au niveau théorique ou au niveau politique, l'argument étant que chaque cas est un événement unique.
b) Au cours des 15 dernières années, on a vu apparaître quelques thèses de doctorat et de maîtrise reliant les deux termes comme sujet principal, généralement des études approfondies d'un nombre limité d'unités, dans un contexte spécifique. C'est une bonne nouvelle, car elles s'engagent dans des débats théoriques, mais certaines affirment le manque de recherche et que les affirmations sur les coopératives restent des affirmations.
c) Il existe des articles académiques sur la paix/consolidation de la paix qui, bien que mentionnant rarement les coopératives et encore moins marquant ces dernières comme mot clé, ont une ou plusieurs coopératives comme sujet sous-jacent d'analyse. Avec une recherche textuelle approfondie, des liens apparaissent entre les coopératives et la paix positive.
d) En suivant la définition de Galtung, cette revue de la littérature s'appuie non seulement sur les coopératives et la paix positive en tant que telles, mais aussi sur la littérature discutant des facteurs clés liant les coopératives et la paix (par exemple, l'égalité, l'équité, l'empathie, les capacités à gérer les conflits), en apportant également les principales approches méthodologiques utilisées dans les études.

Il semble y avoir trois approches méthodologiques prédominantes : le constructivisme, la phénoménologie et l'économie politique, en particulier Polanyi (Polanyi, 1944(1957 repr.))

Les facteurs et les concepts clés qui ressortent de l'examen comprennent l'agence, la rationalité limitée / située (y compris la culture), les capacités d'action collective, les rôles commerciaux, la transformation des conflits, le bien commun / le bien-être, le degré de coopération, la paix en tant que relation et la consolidation structurelle de la paix.

Une analyse documentaire est une étape nécessaire pour saisir la pertinence du sujet et l'état du débat théorique. On prétend généralement qu'il y a un manque de recherche dans ce domaine, mais il y a plus que ce qui semble à première vue, les coopératives apparaissant dans la littérature académique comme ayant un potentiel important pour une paix positive.

Références

Galtung, J., & Fischer, D. (2013). *Positive and Negative Peace, in Pioneer of Peace Research*. *Springer Briefs on Pioneers in Science and Practice: Vol. 5*: Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-642-32481-9

Institute for Economics and Peace (2019 June). Global Peace Index (GPI) 2019: Measuring peace in a complex world. Retrieved from http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf

Polanyi, K. (1944(1957 repr.)). *The great transformation*. Boston [Mass.]: Beacon.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives, paix positive, identité coopérative, transformation des conflits, revue de la littérature.

L'économie sociale : une façon de comprendre la transition vers la vie civile de la population des ex-combattants des FARC-EP

Deisy Milena Sorzano Rodríguez (Centro de Enseñanza Técnica y Superior, Cetys Universidad, Mexique) et Etienne Mulume Oderhwa (Universidad Autónoma de Baja California, Mexique)

Mots clés : économie solidaire, coopérativisme, population ex-combattante des FARC-EP

Contribution à l'égalité

Les coopératives sont-elles le moteur du changement social ? Une analyse relationnelle d'une coopérative laitière du Gujarat, en Inde

Shyam Singh (Institut de gestion rurale d'Anand, Inde)

Les coopératives ne sont pas une institution purement économique dont le but est de réaliser des bénéfices pour leurs membres. Au contraire, les coopératives sont des institutions (entreprises) sociales qui fondent leurs opérations sur des codes éthiques et des valeurs et principes démocratiques (ACI, 2015). L'un des résultats attendus de ces institutions est qu'elles fonctionnent comme des catalyseurs pour initier le changement social dans les communautés. Essentiellement, cela signifie que les coopératives, en tant qu'institution axée sur les valeurs et gérée démocratiquement, conduiraient le processus de changement social. Cela nécessiterait d'influencer, ou plutôt de modifier, le caractère des identités sociales existantes, qui sont culturellement déterminées et renforcées par un ensemble de normes et de sanctions sociales.

La déclaration de l'ACI sur l'identité coopérative met l'accent sur plusieurs valeurs telles que le choix individuel de l'association, la gouvernance démocratique, la distribution équitable des bénéfices économiques, l'autonomie et l'indépendance, la co-éducation des membres et la promotion de l'idée de "buts partagés" parmi les membres de la coopérative. Toutes ces expressions ont une incidence sur le milieu culturel et l'ordre social du pays. Par conséquent, une coopérative qui réussit s'assimile également aux identités sociales locales et devient un vecteur de changement social. Pour observer un tel changement, la Déclaration sur l'identité coopérative part d'une hypothèse importante : quelle que soit l'exclusion de la culture et de l'ordre social locaux, la coopérative peut toujours promouvoir les valeurs démocratiques parmi ses membres, qui font également partie de l'environnement social local d'exclusion. Nous avons l'intention de tester cette hypothèse dans cette étude.

Cette étude tente de comprendre si les valeurs coopératives facilitent les relations inter-sectaires en assouplissant les barrières sociales et culturelles. Dans cette étude, nous examinons les deux identités sociales : la caste et le genre. Dans la société indienne, ces deux identités sociales sont les piliers fondamentaux du système de stratification sociale qui sont protégés et promus par un ensemble conservateur d'institutions sociales, c'est-à-dire des normes sociales et des sanctions sociales. Nous utilisons la méthode d'analyse des réseaux sociaux pour comprendre les modèles de comportement parmi les membres d'une coopérative laitière vieille de cinq décennies qui fonctionne dans un village multicast de l'état de Gujarat en Inde. Nous analysons les propriétés structurelles de deux réseaux relationnels pour voir si ces relations sont façonnées par les identités sociales (caste et genre). Nous examinons les réseaux relationnels suivants : 1) partage et discussion sur des sujets personnels et familiaux, 2) partage et discussion sur des sujets liés à la coopérative laitière. Nous nous attendons à ce que la coopérative, qui fonctionne dans le village depuis environ un demi-siècle, défie le mécanisme des relations sectaires non seulement dans les questions de coopération mais aussi dans les relations sociales non coopératives. Nous espérons que les résultats de cette étude apporteront une preuve du rôle social des coopératives et contribueront à la littérature sur le rôle des coopératives dans le changement social.

Mots clés : identité coopérative, identité sociale, caste, genre, réseaux sociaux

3.4. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ

Communauté et territoire

Les coopératives d'entraide et les coopératives d'initiative publique en tant qu'organisations de développement communautaire favorisant les droits de l'homme

Mary Ann R. Santiago (Université des Philippines Diliman, Philippines)

Cette étude est une analyse des coopératives en tant qu'organisation de développement communautaire et de leur rôle pertinent pour faciliter la revendication des droits. Une coopérative (coop) est une organisation qui existe pour améliorer la vie de ses membres et de la communauté. La formation de coopératives peut être initiée par des individus, des groupes, des organisations ou l'État. Les coopératives d'auto-assistance sont celles qui sont initiées par des individus ou un groupe de personnes et qui sont formées de manière indépendante et non influencées par l'État ou des institutions privées lors de leur création. Alors que les coopératives initiées par l'Etat sont celles qui ont été établies par le gouvernement. L'étude décrit les étapes et les phases des deux types de coopératives, de leur formation à leur progression. Les objectifs de l'étude sont : décrire et élaborer les deux (2) organisations coopératives, les coopératives d'entraide et les coopératives d'initiative gouvernementale, de la phase de formation à la phase de progression, comparer les différentes stratégies et approches des coopératives d'entraide et des coopératives d'initiative gouvernementale dans le développement communautaire, illustrer les espaces pour les coopératives d'entraide et les coopératives d'initiative gouvernementale dans la facilitation des droits humains fondamentaux des personnes et recommander des politiques pour les décideurs et les acteurs. L'étude a utilisé la méthode de l'étude de cas et s'est concentrée sur les deux (2) formes de coopératives : les coopératives d'entraide et les coopératives initiées par l'Etat ayant quinze ans d'activité et situées dans la même province. Des entretiens structurés et une analyse documentaire ont été menés afin d'obtenir les données nécessaires, les histoires et les expériences des coopératives. L'étude a montré que les deux coopératives diffèrent dans leur processus de formation et leurs stratégies. Quel que soit le type de formation, les coopératives existent pour améliorer les conditions économiques et sociales des membres et des communautés où elles opèrent. Les avantages sociaux sont le reflet de la perspective d'une coopérative en matière de développement communautaire. Les coopératives jouent un rôle important en comblant les lacunes et les fiasco du développement de l'État en tant que porteur de devoirs. Les droits économiques, sociaux et culturels sont les droits les plus dynamiques qui peuvent être facilités par les coopératives pour les membres individuels et/ou en tant que collectivité.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives, développement communautaire, droits de l'homme, plateforme, droits.

Pratiques sociales et nouvelles figures d'adhésion pour la définition d'un modèle de coopérative territoriale

Francesco Vigliarolo (Professeur, économie régionale, Université catholique de La Plata / Chercheur associé, CESOT UBA, Argentine)

L'article présente une enquête qui s'est approchée de l'étude des cas présentés dans la thèse de doctorat, et propose quelques pratiques sociales et de nouvelles figures possibles d'adhésion à une société coopérative récupérée, qui contribuent à définir ce que nous appelons une société territoriale, en réponse au processus de déterritorialisation[11] basé sur la croissance économique monétaire sans relation avec les identités sociales.

Dans ce contexte, on propose des "pratiques sociales" et des "nouvelles figures d'appartenance" comme résultat de l'analyse de quelques étapes évolutives du processus de récupération de quelques entreprises placées dans la Province de Buenos Aires. Il sera présenté les caractéristiques et sa nouvelle organisation du travail par rapport à une entreprise classique. Avec ces objectifs, il est également proposé, sur le plan théorique, des concepts tels que la raison ontologique de l'économie par opposition à la raison utilitaire.

Mots-clés : pratiques, territorialité, appartenance, communauté.

[11] Selon l'école "territorialiste" du développement autonome, ce terme est compris comme la perte d'identité du territoire au profit d'une exploitation illimitée des ressources naturelles qui met en danger la vie même des communautés humaines, présentes et futures. En réponse à cette situation, la même école propose : une nouvelle attention à l'environnement naturel ; la création de réseaux locaux ; la récupération de la force productive utile à la reproduction de la vie ; des formes d'économie basées sur l'autogestion et la coopération. Magnaghi, A. (Ed.). (1990). The territory of living: local development as a strategic alternative. Milán: Franco Angeli.. Milan: Franco Angeli.

Contribution des assurances mutuelles de l'économie sociale coréenne à la communauté

LEE Hyangsook (Institut coopératif iCOOP, Corée)

Le terme "*Gong-je* (공제, 共濟)", qui désigne l'assurance mutuelle en coréen, signifie à l'origine "partager ensemble" et représente la tradition d'aide mutuelle telle que les règles de Dure et de Village (Hyang-yak) dans le passé. Fondée sur l'esprit d'entraide, l'assurance mutuelle est un système qui joue le rôle d'épargne et d'assurance en mobilisant les contributions d'un certain nombre de membres. En ce sens, elle semble similaire à l'assurance vie ou à l'assurance dommages. Cependant, alors que l'assurance est une activité commerciale visant le public en tant que clients généraux, en tant qu'activité d'entraide entre les membres d'une organisation spécifique, l'assurance mutuelle a un bassin limité d'adhérents potentiels.

Récemment, les assurances mutuelles coréennes ont fourni divers services aux membres individuels, tels que le soutien pour les frais médicaux, le prêt pour les besoins financiers urgents et l'aide mutuelle pour les événements personnels, ainsi qu'aux entreprises, tels que le prêt pour les besoins commerciaux urgents et la compensation pour les dommages. Parmi les assurances mutuelles, celles réalisées dans les organisations de l'économie sociale sont plus fortement basées sur la perspective des préoccupations de la communauté parce qu'elles s'appuient principalement sur la population exclue, telle que la population faible, les petits et moyens entrepreneurs, les pêcheurs, etc. Cependant, leur rôle dans la communauté où elles sont situées n'a pas reçu une attention suffisante. Cependant, leur rôle dans la communauté où elles sont situées n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante. Par conséquent, en considérant que les assurances mutuelles des organisations de l'économie sociale contribuent à leur communauté de manière significative, cette recherche vise à comprendre leur contribution à la communauté.

En définissant le champ d'application des organisations d'économie sociale avec l'entreprise sociale, la coopérative, l'entreprise communautaire, l'entreprise d'autosuffisance et la société d'exploitation agricole et de pêche, la recherche étudiera sept organisations d'économie sociale qui offrent des services d'assurance mutuelle : Association nationale de la coopération populaire, Coopérative sociale "*Dong-haeng*", Fondation de la bande, Union centrale des PME, coopératives de crédit communautaires, coopératives de crédit et coopératives de pêche. L'étude explorera le contenu de leur contribution à la communauté, principalement sur la base d'une recherche documentaire complétée par des entretiens.

Références

김경환・박정희, "공제사업 현황 및 감독강화 필요성",『Kiri weekly』, 보험연구원, 2014.

보험개발원,『2018년도 보험통계연감』, 2019.

Mots-clés : économie sociale, mutuelle coopérative, communauté

Les organisations et réseaux de l'économie sociale dans les zones rurales de Corée du Sud - Tendances et défis

KIM Jeongseop (chercheur principal, Institut économique rural de Corée, Corée) et KIM Sue-Lynn (chercheuse associée, Institut économique rural de Corée, Corée).

Dans ce document, nous nous intéressons principalement aux différents types d'organisations de l'économie sociale et à leurs réseaux dans les zones rurales de Corée du Sud, où l'exclusion sociale est susceptible d'être prévalente. Il y a environ 6 000 à 6 500 organisations d'économie sociale qui ont été créées depuis 2012. La plupart d'entre elles sont des coopératives. Et la plupart de leurs objectifs sociaux opérationnels consistent à offrir des emplois ou à fournir des services sociaux aux groupes sociaux défavorisés dans les communautés rurales. Elles ont plusieurs principes normatifs en tant qu'organisations de l'économie sociale.

Dans le contexte de la communauté rurale, les deux principes suivants sont plus importants que les autres : 1) l'initiative et la participation de la communauté et 2) le partage des ressources avec la communauté. Les organisations d'économie sociale sont impliquées dans différents types d'activités. Le plus grand nombre d'organisations d'économie sociale font des affaires dans l'agriculture et l'agro-industrie. La plupart d'entre elles sont de petites entreprises. Parfois, nous avons pu constater que les petites organisations ont formé des réseaux solides et coopératifs dans leurs propres communautés locales afin de pouvoir déployer leurs diverses activités. Ce faisant, elles ont réalisé de nombreuses innovations sociales dans les zones rurales. Il suffit de dire que l'économie sociale a dépassé le stade initial et vient d'entrer dans la phase de diffusion dans les zones rurales de Corée du Sud.

L'économie sociale est confrontée à certains défis, comme suit. Premièrement, les mouvements d'économie sociale devraient se fonder sur les besoins de la communauté, tant pour la création d'une nouvelle organisation d'économie sociale que pour la gestion des entreprises. Deuxièmement, la mise en réseau et la coopération entre les organisations d'économie sociale devraient être étendues et renforcées. Troisièmement, il convient de mettre en place une gouvernance saine avec les secteurs publics tels que les gouvernements locaux.

Mots-clés : économie sociale, développement communautaire, réseau, gouvernance, innovation sociale.

Développer un modèle alternatif de coopérative : Un cas de coopérative de taxi auto-pousse au Cambodge

BAEK Soonjib (Fondation Good Neighbors Global Impact, Corée)

Selon l'Association Coopérative Internationale (ci-après ACI), une coopérative est définie comme une association autonome qui répond spontanément aux demandes et aux besoins économiques et sociaux ultimes de la communauté (ACI 1995). Cependant, cette définition est difficilement applicable aux pays qui sont absents et/ou qui n'ont pas de législation sur les coopératives dans la réalité. Cette étude comprend le cas d'une coopérative de taxis auto-pousse composée principalement de jeunes à Dankor, près de la capitale de Phnom Penh, au Cambodge, et se concentre non seulement sur le renforcement des capacités pour l'identité coopérative et l'autonomie, mais aussi sur les rôles et responsabilités appropriés des agences extérieures. La coopérative de taxis a été lancée depuis 2019 dans le cadre de la collaboration avec Good Neighbors Cambodia (ci-après GNC), une organisation internationale à but non lucratif (ci-après NPO) qui soutient l'assistance financière et technique et le partage d'informations. La majorité des membres de la coopérative vivent dans la pauvreté dans la région, et en particulier, pour les jeunes membres, ils étaient auparavant les bénéficiaires directs du programme de parrainage d'enfants géré par GNC pendant plus de 10 ans et ont été libérés après être devenus adultes.

Cette étude met donc en évidence un problème d'organisation d'une coopérative et suggère un modèle alternatif et le développement de partenariats dans les pays en développement où il n'existe pas de système juridique approprié. Cette étude analyse également les activités des coopératives, y compris les relations avec le gouvernement et la coopération avec les organisations à but non lucratif, afin d'améliorer l'organisation et les services publics, sur la base du cadre théorique de la théorie de l'autonomisation.

Mots clés : développement d'un modèle coopératif, coopérative de taxi, emploi des jeunes, augmentation des revenus, Cambodge.

Stratégie alternative de développement rural avec un mouvement coopératif d'alimentation biologique locale pour la coexistence producteurs-consommateurs

CHO Wanhyung (Professeur adjoint du Yonam College / Chargé de cours, Kyungpook National University, Corée)

Cette étude a pour but d'examiner comment le mouvement de coopération en matière d'alimentation biologique locale fonctionne au niveau de la communauté rurale et comment il affecte le développement de la communauté rurale. Cette étude classe trois facteurs essentiels - la coopération, la solidarité et la localité - qui constituent les valeurs de la coopérative afin d'analyser le processus de relation entre ces facteurs et le développement de la communauté rurale. En particulier, chacun des facteurs fondamentaux - *Coopération, Solidarité* et *Localité* - correspond respectivement à la coopération ou à la relation de coopération de chaque organisation coopérative locale, à la combinaison et à la connexion des organisations coopératives dans l'ensemble de la communauté locale et au soutien à la construction de l'environnement de l'apparition et de l'activité des organisations coopératives dans la communauté locale. Cette étude examine l'interaction interne entre ces trois facteurs et son impact sur le développement des communautés rurales.

Afin de procéder à une analyse empirique, la région de Goesan, dans la province de Chung-Buk, en Corée, sera le cas pour analyser le processus dynamique de la contribution du mouvement de coopération alimentaire biologique locale de HANSALIM[12] au développement des communautés rurales. Au cours des 35 dernières années, la région de Goesan a travaillé dans le cadre du mouvement de coopération alimentaire biologique locale pour la coexistence des producteurs et des consommateurs en tant que membre principal de HANSALIM. Par conséquent, 7 organisations de production agricole, 3 organisations de production animale, 3 organisations de transformation et 5 organisations affiliées (HANSALIM Goesan Farmers' Association, HANSALIM Goesan Shop pour les consommateurs, HANSALIM Seoul Farm pour les agriculteurs de retour et autres) ont été établies et poursuivent leurs activités à partir de 2019. Le nombre de membres est de 1 847 ménages (208 agriculteurs, 1 540 consommateurs) et les ventes d'aliments biologiques locaux qu'ils produisent représentent une part énorme de ses ventes totales dans la région de Goesan.

Cette étude utilise et analyse les données de performance commerciale des organisations HANSALIM dans la région de Goesan et les données d'évaluation de l'enquête menée auprès des membres de HANSAIM dans la région de Goesan sur le développement des communautés rurales et la coopération, la solidarité, la localité. Les techniques d'analyse de cette étude sont l'analyse statistique descriptive et l'analyse de régression multiple. D'après ces résultats, le mouvement de coopération en matière d'alimentation biologique locale mis en place par les agriculteurs et les consommateurs peut être considéré comme une stratégie alternative pour rendre possible le développement des communautés rurales. En outre, les implications théoriques et pratiques du nouveau paradigme de développement des communautés rurales basé sur la coopération, la solidarité et la localité - la valeur coopérative - seront suggérées.

Mots-clés : alimentation biologique locale, développement des communautés rurales, coopération, solidarité, localité

[12] HANSALIM est un groupe de diverses organisations coopératives qui s'occupent de l'alimentation biologique locale avec le producteur et le consommateur ensemble depuis décembre 1986. HANSALIM signifie coexistence ; tous les êtres vivants vivent ensemble avec les valeurs et la vision du monde de la vie. En 2019, HANSAIM compte 2 192 ménages d'agriculteurs, 108 entreprises de transformation et 695 997 ménages de consommateurs.

Les relations entre les sujets dans la communauté comme impulsion pour le développement du profil d'une personne coopérative.

Carla Santos Machado (coordinatrice, études de troisième cycle et vulgarisation à la Faculté coopérative d'enseignement et de recherche de l'État du Mato Grosso - I.COOP, Brésil)

Dès l'antiquité grecque, Aristote désignait la personne comme "zoon politikon", ce qui, dans son sens littéral, signifie "animal civique", faisant référence à la condition des personnes en tant qu'êtres liés, afin de devenir des personnes. Un être humain a "besoin" des autres pour construire l'environnement dans lequel il apprend lui-même à "être humain".

En tant qu'être social par nature, l'homme a besoin des autres pour vivre sa vie de manière plus humaine. Son existence naît de la rencontre avec l'autre et se réalise dans la relation avec lui, dans la mesure où il entre en contact avec son prochain et le reconnaît comme son égal. Ce "exister avec" est inscrit dans sa nature ; il ne peut se développer sans cette relation avec ses semblables.

Devenir une personne capable d'être consciente d'elle-même, de se prendre en considération et en même temps de percevoir son prochain comme un sujet en soi, est un accomplissement de la maturité humaine. Sans cette conscience, nous vivrions comme n'importe quel autre animal irrationnel.

En se reconnaissant mutuellement comme égaux, nous créons la possibilité d'interactions positives et saines, de respect, d'empathie et de coopération mutuelle. En percevant les autres comme perçus, l'être humain crée une communauté, générant la possibilité de collaborer, de travailler ensemble et de coopérer. L'émergence de la personne en tant que sujet mature crée les conditions de l'émergence de la communauté coopérative.

" S'il est un Sujet et que les autres le sont également, ce " vivre avec " ne sera plus une collectivité amorphe, susceptible de devenir une masse, mais une communauté d'affections. Dans la notion de Sujet est déjà enfermée la notion de Communauté. Et si cette communauté est composée de Sujets actifs, la Coopération est née " (Lanki, 2014, p. 12).

La personne et la communauté ne peuvent être pensées en opposition, mais dans une action d'autonomisation mutuelle. L'individu ne peut devenir une personne à part entière que s'il développe un sens éthique en relation avec les autres avec lesquels il interagit et vit. En même temps, la communauté offre à l'individu le soutien initial pour son développement et l'espace naturel pour l'exercice de la responsabilité sociale.

La personne, immergée dans la communauté, trouve dans la coopération l'élan nécessaire pour multiplier ses efforts et créer des entités coopératives. Au niveau conceptuel, l'acteur central de la coopérative est la personne, et cette personne se forme dans la relation entre les personnes, générant ainsi la Communauté Coopérative.

Les organisations coopératives placent les personnes au centre de l'entreprise afin que les individus fassent place à la construction commune de la prospérité et que les bénéfices, obtenus avec équilibre et égalité par le travail collectif, soient répartis entre tous en proportion de leurs efforts.

Plus l'intégration sociale du groupe est grande, plus la volonté de travailler est grande. Les travailleurs n'agissent et ne réagissent pas isolément en tant qu'individus, mais en tant que membres d'un groupe. En coopérant les uns avec les autres, les gens sont renforcés, motivés et travaillent collectivement pour surmonter les difficultés et les obstacles qu'ils ne pourraient pas surmonter seuls.

L'expérience de Hawthorne, tout comme l'étude développée par le psychologue australien Elton Mayo, qui a ensuite donné naissance à l'École des relations humaines, a démontré que le niveau de production n'est pas déterminé par la capacité physique ou physiologique de l'employé, comme l'affirme la théorie classique. Il est déterminé par les normes sociales et les attentes du groupe. C'est la capacité sociale du travailleur qui détermine son niveau de compétence et d'efficacité et non sa capacité à exécuter des mouvements efficaces dans le temps imparti.

La vision de l'identité coopérative que ce résumé aborde se concentre sur les lois psychologiques qui animent l'être humain et social. C'est la vision de ceux dont l'objet d'étude est le profil de la personne coopérative dans le contexte organisationnel et communautaire et les relations entre les sujets qui les composent.

Mots-clés : communauté, coopérative, profil, social, sujet

3.5. S'ENGAGER ENVERS NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE

Coopératives et (post-) pandémie de COVID-19

Les coopératives et l'économie sociale et solidaire en Argentine. Trajectoire et son rôle actuel dans des scénarios complexes.

Paula Cecilia Rosa (professeur, Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR), Centro de Estudios Urbanos y Regionales, Argentine) et Inés Liliana García (Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR) Unidad Ejecutora de Conicet. Profesional de Apoyo a la Investigación Científica-Categoría Principal, Argentine)

Avec notre article nous voulons contribuer à la réflexion de l'identité coopérative en articulation avec l'Economie Sociale et Solidaire en Argentine à partir de la présentation des résultats d'une enquête réalisée par DRyES/CEUR, appelée : Situation et perspectives des coopératives et des organisations de l'ESS en période de Covid-19 pandémique. L'urgence sanitaire et l'Isolement Social, Préventif et Obligatoire (ASPO) ont exacerbé les problèmes socio-économiques auxquels l'Argentine est confrontée au début de l'année 2020. Le secteur hétérogène de l'économie sociale et solidaire n'a pas échappé aux effets de la pandémie. Ils sont partis d'une situation complexe associée aux effets des politiques néolibérales mises en œuvre. Face à cette situation, nous avons entrepris une enquête dans le but de comprendre la situation du secteur coopératif et de l'ESS, à travers la voix de ses protagonistes par rapport à leurs principaux problèmes, les stratégies développées et leurs propositions et projections futures ; aborder les nouvelles interfaces entre les entités du secteur coopératif et de l'ESS avec les politiques publiques ; l'étude s'est basée sur la collecte d'informations à travers deux questionnaires auto-administrés. L'un visait à sonder les points de vue des fonctionnaires, des dirigeants et des chercheurs (IDE) liés au domaine de l'ESS, et l'autre visait à sonder les points de vue des membres des coopératives, des membres des organisations et des associations de l'ESS (Associations de l'ESS). De cette façon, nous avons obtenu 60 réponses qui montrent la diversité du coopérativisme argentin, mais nous pouvons également observer de grands points de contact qui, selon nous, et les résultats le confirment, sont liés à ses "racines originelles", associées, d'une part, à la solidarité avec l'ensemble de la société et, d'autre part, à la création et au maintien de réseaux de collaboration entre les institutions propres du secteur.

L'expérience argentine, nous le croyons, nous permettra d'accompagner un débat centré sur une série de propositions-initiatives qui réaffirment l'identité coopérative et élargissent son scénario alternatif au modèle actuel, expulsif et inéquitable, qui est en pleine évidence dans cette situation de pandémie de Covid-19. Notre présentation sera une synthèse des expériences et des analyses réalisées à travers des projets de recherche académique, en faisant une évaluation qui articule les avancées et les défis de la réalité coopérative argentine et son articulation avec le reste des institutions de l'Économie Sociale et Solidaire.

Mots clés : coopératives, Argentine, économie sociale et solidaire, recherche appliquée, groupes de recherche interdisciplinaires.

Reconstruire l'économie après Covid-19 : la contribution des grandes coopératives à la phase de reprise

Chiara Carini (Chercheur senior, Institut européen de recherche sur les entreprises coopératives et sociales (Euricse), Italie)

En 2020, le virus Covid-19 a durement touché les populations et les entreprises dans différentes régions du monde, déclenchant une rapide récession mondiale. Dans les pays de l'OCDE, le PIB a diminué de 1,8 % au premier trimestre de 2020 et de 10,6 % au deuxième. Bien qu'il y ait eu une légère reprise au troisième trimestre de 2020, l'année 2021 a commencé avec des signes d'incertitude en raison de la résurgence des infections au virus Covid-19 et de la réintroduction de mesures visant à contenir la propagation du virus (OCDE, 2020 ; OCDE, 2021).

Même les coopératives, qui ont fait preuve de résilience lors des récentes crises économiques (Michie, Blasi & Borzaga, 2017 ; Birchall, Ketilson, 2009), ont connu une année d'incertitude. Les coopératives de différentes régions du monde, notamment celles actives dans les secteurs d'activité les plus touchés par la crise, ont vu leurs revenus diminuer (Cooperatives Europe, 2020 ; TANGO International, 2020 ; Confecoop, 2020). Néanmoins, les coopératives ont su réagir en peu de temps en mettant en œuvre un large éventail de mesures d'urgence pour protéger l'emploi et leurs travailleurs, de la mesure des températures au smart working et aux services de garde d'enfants ou à la modification des mesures de congés payés (OIT, 2020).

La réaction des coopératives à la première vague de la pandémie a évidemment varié d'un pays à l'autre, compte tenu également de la diffusion de la pandémie. Mais la taille des coopératives est également un facteur, les petites entreprises ayant besoin d'une aide en liquidités plus immédiate et les moyennes/grandes ayant besoin d'un plan d'affaires et d'équipements de protection (Cooperatives Europe, 2020).

C'est pourquoi, en 2020, le World Cooperative Monitor - un projet promu par l'Alliance coopérative internationale avec le soutien de l'Institut européen de recherche sur les entreprises coopératives et sociales (Euricse) - a enquêté sur les actions d'urgence mises en œuvre par les grandes coopératives en étudiant quelques études de cas de coopératives du monde entier, en mettant l'accent sur la façon dont elles ont réagi aux premières vagues de la pandémie et sur leurs contributions au soutien des travailleurs, des membres et des communautés dans lesquelles elles opèrent.

Toutefois, en raison de la quantité limitée de données disponibles et de la nature prolongée de la pandémie, il a été difficile de dresser un portrait complet, à l'échelle mondiale, des actions mises en œuvre par les grandes coopératives pour répondre aux défis qui se sont présentés au cours de l'année écoulée.

Par ailleurs, l'année 2021 s'annonce comme une année de défis multiples. Si les décideurs politiques devront faire face à la pandémie toujours en cours avec des mesures de santé publique et la gestion des plans de vaccination, ils devront également promouvoir des mesures visant à assurer une forte reprise économique tout en garantissant une croissance durable et plus équitable (OCDE, 2021). En effet, il est apparu que l'année dernière, en raison de la pandémie, le développement durable a été quelque peu enterré dans les agendas gouvernementaux. En quelques mois, le COVID-19 a menacé bon nombre des résultats obtenus ces dernières années sur le front de la réduction de la pauvreté et de la faim, des soins de santé et de l'éducation et a jeté des millions de personnes - en particulier les plus fragiles et celles en situation précaire - dans une situation d'incertitude sanitaire, sociale et économique (UNDESA, 2020). Pourtant, le développement durable est plus pertinent que jamais.

Cela dit, il est naturel de se poser la question de savoir quelles contributions les coopératives, en particulier les grandes coopératives, peuvent apporter, même dans la phase de redémarrage et de récupération post-pandémique. Pour cette raison, les chercheurs du World Cooperative Monitor ont poursuivi le travail commencé en 2020 en examinant davantage d'études de cas de coopératives en se concentrant sur leurs actions pendant la pandémie et en explorant les actions qu'elles visent à mettre en œuvre pour assurer une reprise plus durable et inclusive en examinant de grandes coopératives de toutes les régions et couvrant un large éventail de secteurs économiques.

Ce document a donc pour but de présenter les principaux résultats de cette activité de recherche menée dans le cadre de la CMM avec l'ICETT et les bureaux régionaux de l'ACI, en réfléchissant en particulier au rôle que les grandes coopératives peuvent jouer dans la phase de redémarrage et de reconstruction d'une société plus équitable et plus inclusive, en fournissant également quelques exemples concrets d'actions promues.

Références

Birchall, J., & Ketilson, L. H. (2009), Resilience of the cooperative business model in times of crisis. International Labour Organisation. Cooperatives Europe (2020), The COVID-19 crisis and its economic and social impact on cooperatives across Europe, CoopsEurope Survey Report.

Confecoop – Confederacìon de Cooperativas de Colombia (2020), Perspectivas de la actividad financier cooperativa 2020 – Covid-19, May Report.

Michie, J., Blasi, J. R., & Borzaga, C. (Eds.) (2017), The Oxford handbook of mutual, co-operative, and co-owned business. Oxford University Press.

OECD (2020), *Evaluating the initial impact of Covid-19 containment measures on economic activity,* OECD Coronavirus Report.

OECD (2020), Social Economy and the COVID-19 crisis: current and future responses, OECD July Report.

OECD (2021), Business dynamism during the COVID-19pandemic: Which policies for an inclusive recovery? Tracking Coronavirus (Covid-19): contributing to a global effort. 18 February 2021. https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=1060_1060390-0mgjvd9j7t&title=Business-dynamism-during-the-COVID-19-pandemic

TANGO International (2020), COVID-19 Impact Survey Report, Report Commissioned by Venture37.

United Nations Department of Economic and Social Affairs [UNDESA] (2020), Policy Brief #81: Impact of COVID-19 on SDG progress: a statistical perspective. Available online at https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/PB_81.pdf

Mots clés : grandes coopératives, Covid-19, redressement, résilience, développement durable

La crise de confiance des démocraties actuelles et la solution coopérative (potentielle) - Renoncer à l'alternative coopérative au capitalisme

Yifat Solel (OFEK Credit Union, Université de Haïfa, Israël)

La crise de confiance qui a fait surface avec Covid-19 concerne à la fois les domaines politique et économique, et en particulier la collaboration entre les gouvernements non fiables et les entreprises qui cherchent à maximiser leurs profits. Elle se manifeste par une vague sans précédent de théories de la conspiration, qui pousse des millions de personnes à refuser la vaccination, qui peut les protéger, eux et la société dans son ensemble, d'une pandémie mondiale meurtrière.

Les énormes bénéfices que les entreprises pharmaceutiques tirent de la vente des vaccins, ainsi qu'un processus de validation prolongé, ont suscité des réactions sceptiques de la part des extrémistes de droite qui s'opposent à toute intervention de l'État et des militants anticapitalistes de gauche.

La critique n'est pas infondée. De nombreuses questions méritent une réponse concernant le financement public des sociétés pharmaceutiques qui retiennent toute garantie sur le prix et la diffusion des vaccins. Il y a des questions dramatiques concernant les accords fermés entre les pays et les entreprises et les décisions nationales perplexes préférant s'engager avec des entreprises privées plutôt qu'avec des institutions publiques qui semblent être capables de développer un produit tout aussi bon si elles reçoivent les fonds en temps voulu.

Cette manifestation extrême de méfiance est une nouvelle étape d'une déficience démocratique de longue date. Elle a beaucoup à voir avec l'exclusion de la démocratie de l'arène économique, le manque de transparence et la compréhension du fait qu'il n'y a rien que les sociétés de maximisation du profit ne feront pas pour gagner des bénéfices. Cette période de crise pourrait devenir une opportunité de présenter des alternatives économiques vitales - pas des idées utopiques, mais des formes claires et distinctes de modèles d'organisation et d'incorporation démocratiques basés sur les personnes, qui fonctionnent depuis longtemps, qui ne suivent pas la logique et la pratique de l'entreprise basée sur le capital et qui peuvent offrir une option économique-démocratique viable pour les entreprises ainsi que pour un système politico-économique.

Résumé étendu (EN) disponible

Le secteur coopératif équatorien : analyse de son rôle actuel et futur dans la reprise économique du pays

Santiago Geovanny Gallegos Caiquetán (Professeur, Universidad Internacional del Ecuador, Equateur) et Hilda Paola Muñoz-Pico (Professeur, Universidad Internacional del Ecuador, Equateur)

Les coopératives, en tant qu'instance du secteur financier, jouent un rôle important dans la société, notamment dans les segments de marché qui présentent certains types de barrières à l'entrée du secteur bancaire traditionnel, en facilitant l'accès aux services financiers. Dans le cas de l'Équateur, elles existent depuis la fin du XIXe siècle et, en vertu de la Constitution actuelle - en vigueur depuis 2008 - elles font partie du secteur connu sous le nom d'"économie populaire et solidaire". Actuellement, le nombre de coopératives en Équateur a augmenté : il existe 887 coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que cinq autres types de coopératives en fonction de leurs objectifs fondamentaux spécifiques : production, logement, consommation, assurance et services. Depuis 2008, le pays a créé une structure institutionnelle étatique pour contrôler et soutenir ces types d'institutions. La Surintendance de l'économie populaire et solidaire (SEPS) et la Corporation nationale des finances populaires et solidaires (CONAFIPS) ont été créées. Cependant, avec la crise sanitaire mondiale résultant du COVID-19, le secteur coopératif a été affecté. Le nombre croissant de chômeurs a réduit leur capacité d'épargne et de paiement de leurs obligations envers les coopératives, ce qui a un impact sur la disponibilité des ressources pour servir les autres membres, principalement avec des besoins de financement. Tout ceci génère un cercle vicieux pervers qui accélère la détérioration de l'égalité sociale des revenus, rendant ainsi l'ensemble de l'économie plus précaire. Pour cette raison, cette étude cherche à déterminer comment les coopératives en Equateur répondent à la demande de services financiers locaux aux segments de marché qui en ont besoin et analyse le potentiel de leur rôle actuel et futur pour atteindre leurs objectifs dans le contexte de la pandémie. Pour ce faire, une analyse des bases légales et des informations provenant d'entités gouvernementales en Équateur, entre autres sources, a été réalisée. Il est conclu que les objectifs prioritaires des coopératives jouent un rôle important pour faciliter et contribuer au redressement du pays.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : sociétés coopératives, action sociale coopérative, coopérativisme et société, justice sociale

La crise du COVID-19 et l'industrie mondiale du microcrédit : Une opportunité pour passer à de nouveaux modèles financiers coopératifs locaux

Milford Bateman (professeur invité, Université Juraj Dobrila, Croatie / professeur adjoint, Université St Mary, Canada)

Le modèle de microcrédit est une innovation financière qui, depuis les années 1980, a été largement promue dans les pays du Sud pour lutter contre l'augmentation de la pauvreté, du chômage, des inégalités et de la marginalisation des femmes. Défini comme de minuscules prêts - les microcrédits - utilisés pour créer ou développer une microentreprise informelle ou un travail indépendant, la croyance générale est que le microcrédit a très bien rempli sa mission (Yunus 1989). Cependant, la crise du COVID-19 a maintenant créé une crise mondiale sans précédent, et le secteur mondial du microcrédit risque d'être l'une de ses nombreuses victimes institutionnelles. Les revenus des pauvres du monde entier sont en chute libre dans tout le Sud et, entre autres choses, ils seront probablement incapables, et peut-être aussi peu désireux, de rembourser la très grande quantité de microcrédits qu'ils ont accumulés auprès des institutions de microcrédit du monde entier (ci-après les ICM). En conséquence, de très nombreuses ICM du Sud ont été rapidement plongées dans de graves difficultés, et beaucoup ne devraient pas survivre à moins qu'un soutien financier extérieur n'arrive rapidement. Par conséquent, le sauvetage de l'industrie mondiale du microcrédit est devenu l'un des objectifs primordiaux de la communauté internationale du développement, qui réagit à la détérioration rapide de la situation dans le Sud. Des aides financières importantes et d'autres formes de soutien sont déjà en train d'arriver, non seulement pour aider directement un grand nombre d'ICM dans le monde, mais aussi pour soutenir les banques commerciales et les investisseurs mondiaux qui financent leurs opérations en prêtant du capital pour le rétrocéder à leurs clients pauvres. Si, comme on le prévoit maintenant, la crise du COVID-19 se prolonge bien au-delà de 2020, un soutien financier considérablement plus important devrait arriver afin de renflouer de très nombreux ICM. Mais si tout se passe comme prévu, le secteur mondial du microcrédit, d'une importance vitale, sera sauvé de l'effondrement. Il pourra alors jouer un rôle central en aidant les pauvres à s'en sortir pendant la durée de la crise COVID-19, puis en reconstruisant leurs vies et leurs communautés dans la longue période qui suivra.

L'ensemble des efforts déployés par la communauté internationale du développement pour sauver le secteur mondial du microcrédit repose sur la conviction inébranlable que le microcrédit a été jusqu'à présent une intervention anti-pauvreté très efficace. Il semble donc tout à fait logique, en ces temps COVID-19 difficiles, de vouloir continuer à fournir du microcrédit aux pauvres du monde entier. Pour résumer le sentiment général, le magazine britannique *Economist* (édition du 15 août) a proclamé que "le rétablissement de l'industrie du microcrédit permettra à une grande banque d'en avoir pour son argent". Il s'ensuit également qu'il est inutile d'apporter des changements majeurs à la structure et aux opérations du secteur mondial du microcrédit. Pourquoi modifier ce qui est largement considéré comme une formule gagnante ?

Mais que se passe-t-il si la croyance de longue date dans le pouvoir et l'impact du microcrédit est en fait déplacée et que, en fait, le microcrédit ne "fonctionne" pas ? Cela ferait voler en éclats les raisons de vouloir sauver le secteur mondial du microcrédit. Pourtant, c'est malheureusement la triste réalité qui s'est imposée ces dernières années (Bateman 2010). Aujourd'hui, même les principaux défenseurs du microcrédit, dont les co-récipiendaires du prix Nobel d'économie 2019, Abhijit Banjeree et Esther Duflo, admettent à peu près que le microcrédit n'a eu aucun impact sur la pauvreté (Banerjee, Karlan et Zinman 2015). Pire encore, un nombre croissant d'économistes ont démontré que le microcrédit a en fait sérieusement *sapé la* lutte contre la pauvreté dans le Sud (Bateman et Chang 2012, Bateman, Blankenburg et Kozul-Wright 2019, Mader 2015). Sauver l'industrie mondiale du microcrédit aujourd'hui n'est donc pas une question simple. Renflouer une intervention financière majeure qui a en fait échoué dans la mission qui lui a été assignée jusqu'à présent est certainement la définition classique de "jeter l'argent par les fenêtres".

Dans le contexte de la pire calamité économique et sociale depuis la Grande Dépression, je soutiens que le sauvetage de l'industrie mondiale du microcrédit n'est pas la meilleure façon d'aider les pauvres dans le monde. Au contraire, à un moment aussi critique de l'histoire de l'humanité, il est urgent d'adopter une approche radicalement nouvelle de la finance locale, basée sur le principe du "rachat et

non du renflouement". Cette approche consiste à utiliser les fonds de renflouement pour reconstruire la finance locale dans le Sud par la conversion programmée d'ICM inefficaces et défaillants en une variété d'institutions financières appartenant à la communauté et contrôlées par elle. Plus précisément, il s'agirait de promouvoir et de financer les conversions d'ICM en (1) coopératives de crédit, (2) coopératives financières ou (3) banques coopératives. Contrairement au cas du microcrédit, ces trois institutions financières locales à base communautaire ont un bilan très impressionnant de résilience et de réussite dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable et équitable partout dans le monde (Goglio et Alexopoulos 2012, ILO 2013, McKillop *et al* 2020). Cela s'explique notamment par le fait qu'elles ne sont pas conçues pour *extraire des* richesses de la communauté afin d'en faire profiter une élite financière restreinte (qui se trouve de plus en plus souvent à l'étranger, dans des juridictions "fiscalement avantageuses/à faible réglementation"), mais pour *recycler les* richesses dans la communauté afin qu'elles soient utilisées par les membres et la communauté au sens large (y compris les générations successives). Cet aspect de réinvestissement est connu depuis longtemps comme l'une des clés du succès du développement économique local (Hirchmann 1958), et il résonne également aujourd'hui comme un aspect essentiel de la reconstruction des communautés à la suite de la crise du COVID-19 (Guinan, Leibowitz, McInroy et McKinley 2020). En outre, étant construites sur des principes de démocratie et de participation, les institutions financières détenues et contrôlées par la communauté ont historiquement joué un rôle important dans la consolidation et l'extension de la démocratie dans le tissu plus large de la communauté locale.

Une autre question est celle des "fintech" (technologies financières). L'un des principaux résultats de la crise COVID-19 à ce jour est que les fintech ont commencé à se répandre très rapidement, en grande partie parce que les paiements numériques sont une alternative plus sûre à l'obligation de quitter son domicile et d'utiliser de l'argent liquide potentiellement infectieux dans les transactions financières. Cette croissance explosive de la fintech est présentée comme ayant des impacts positifs majeurs sur les pauvres du monde entier dans le contexte actuel de COVID-19, mais aussi à plus long terme, car les institutions financières sont désormais capables, comme jamais auparavant, d'atteindre et d'"inclure financièrement" presque chaque individu et chaque communauté sur la planète (Haidar 2020). Plutôt que de laisser présager une avancée majeure pour les pauvres du monde entier, cette évolution risque de créer un recul historique. En effet, la principale raison pour laquelle les banques privées établies, les ICM et les investisseurs privés poussent aujourd'hui agressivement à l'adoption de la fintech est qu'elle permettra à ces institutions financières à but lucratif de commencer à vider les communautés du Sud de leurs richesses à une échelle et une portée jamais vues depuis que l'extraction des matières premières a commencé sous les régimes coloniaux au début du 17e siècle. En d'autres termes, la fintech ouvre la porte à une nouvelle dynamique financière "extractiviste" alimentée par la numérisation. Elle permettra aux institutions financières utilisant les fintechs de puiser dans les minuscules transactions financières des pauvres du monde entier et de les utiliser comme "matière première" pour permettre la création et l'extraction de richesses massives, dont la grande majorité, on pourrait logiquement s'y attendre, se dirigera vers les grands centres financiers des économies occidentales où la plupart des fintechs ou leurs investisseurs sont légalement basés. En effet, une indication de l'ampleur et de la rapidité avec lesquelles cette dynamique a déjà évolué en Afrique est illustrée par le fait que l'entreprise la plus rentable d'Afrique est désormais Safaricom, une entreprise qui a réalisé des bénéfices à Wall Street ces dernières années (747 millions de dollars US en 2019-20). Ce profit a été en grande partie généré grâce à son emblématique plateforme de transfert d'argent M-Pesa, qui est largement considérée comme la fintech la plus influente de toutes. Il convient également de noter que Safaricom transfère la grande majorité de ces bénéfices à ses propriétaires/investisseurs étrangers résidant au Royaume-Uni, en Afrique du Sud et dans d'autres juridictions " fiscalement efficaces/à réglementation allégée ", comme dans les Caraïbes (voir Bateman, Duvendack et Loubere 2019). Il est donc vraiment urgent que les institutions financières coopératives adoptent rapidement la fintech afin de fournir une alternative socialement optimale à la dynamique " extractiviste " destructrice axée sur le profit qui commence déjà à émerger dans de nombreuses régions du Sud.

Cet article discutera de la logique, des structures juridiques et organisationnelles, des aspects pratiques et des possibilités de faciliter les conversions d'une ICM à un format coopératif alors que la crise du COVID-19 se poursuit et dans son sillage. L'exemple du Cambodge sera utilisé. Le Cambodge est aujourd'hui le plus grand secteur de microcrédit (par habitant) au monde, l'un des plus rentables aussi, mais aussi l'un des plus destructeurs dans de nombreux domaines. La faillite imminente de nombreuses institutions de microcrédit a ouvert la discussion avec plusieurs parties prenantes sur les meilleures alternatives existantes et sur la manière dont elles pourraient être établies en utilisant les fonds de

sauvetage. L'objectif général de ce document est d'argumenter contre une répétition du scénario qui a émergé en 2008, lorsque les grandes et très rentables institutions qui ont créé la crise financière mondiale ont été largement renflouées et laissées complètement inchangées. Il s'agissait non seulement d'un gaspillage de vastes sommes d'argent public qui auraient pu être mieux investies dans une variété d'institutions financières coopératives plus efficaces (comme cela a été proposé au Royaume-Uni, par exemple, en ce qui concerne le sauvetage de RBS), mais cela a rendu presque inévitable une autre crise financière, peut-être bien pire que celle de 2008, dans un avenir proche.

Avancement des connaissances

Cette proposition permettra d'approfondir nos connaissances sur les avantages que présentent les institutions financières communautaires par rapport aux institutions de microcrédit à but lucratif, qui dominent actuellement les systèmes financiers locaux dans les pays du Sud. Elle permettra également d'approfondir nos connaissances sur les raisons, le moment et la manière de convertir les institutions de microcrédit à but lucratif en difficulté en institutions financières communautaires.

Résumé étendu (EN) disponible

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ

POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD

Les ODD

RSE et transition, renouveau et enjeux pour l'identité coopérative

Eric Bidet (Professeur, LE MANS UNIVERSITY / ADDES, France), Maryline Filippi (Professeur, BSA, INRAE AgroParistech, Université de Paris Saclay, France) et Nadine Richez-Battesti (Professeur, LEST, Université d'Aix-Marseille, France)

La nécessité de s'engager dans une transition aussi bien économique, que sociale et environnementale fait désormais l'objet d'un consensus de plus en plus large que la récente crise sanitaire est venue renforcer à la fois en raison de ses effets socio-économiques dévastateurs et des causes qui reflètent l'échec du modèle de la corporate governance et des méthodes du new public management. Au niveau international, cette préoccupation a profondément inspiré l'Agenda 2030 et l'accomplissement des Objectifs de développement durable (ODD) (OCDE-FAO, 2017 ; OCDE, 2018). Dans le champ entrepreneurial, elle s'est centrée sur la notion de Responsabilité Sociétale des Entreprises qui a notamment amené la construction de nouveaux outils tels que la norme ISO 26000 (ISO 26000, ISO26030). Elle s'est imposée comme un enjeu majeur en tant que principal vecteur d'engagement sociétal et responsable et comme une opportunité d'augmenter les bénéfices et/ou réduire les impacts négatifs de la capitalisation boursière et de la financiarisation des entreprises.

La RSE est également portée par des dispositifs juridiques qui visent à sortir d'une vision de l'entreprise dont la finalité serait la performance financière à court terme dans l'intérêt des seuls actionnaires (Friedman, 1962). Cette vision différente de l'entreprise a notamment trouvé sa traduction dans de nouvelles formes juridiques apparues au cours des 20 dernières années : *Benefit Corporation*, *Public Benefit Corporation* ou *Social Purpose Corporation* aux États-Unis ; *Communauty Interest Companies* au Royaume-Uni ; coopératives sociales en Italie ; sociétés à finalité sociale en Belgique ; société coopérative d'intérêt collectif en France, coopératives de solidarité sociale au Portugal ; sociétés coopératives d'intérêt collectif en France ; *Società Benefit* en Italie ; *Corporacion de Beneficio Social* à Porto Rico, etc. Elle a également inspiré une réflexion de plus large portée visant à refonder l'entreprise sur des bases pluralistes qui a inspiré en France la Loi PACTE votée en 2019. Celle-ci introduit en particulier le statut de « société à mission », adopté fin 2020 par près de 90 entreprises. Elle a pour objectif de repenser la place de l'entreprise dans la société en offrant de nouveaux outils de valorisation pour une gouvernance responsable intégrant la performance sociale et environnementale : *« La société (terme juridique retenu pour désigner l'entreprise) est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération des enjeux sociaux et environnementaux de son activité »* (Loi Pacte, 2019, art. 169, p. 107).

Dans ce contexte, les coopératives apportent une contribution spécifique du fait de leurs caractéristiques intrinsèques, de la spécificité de leur gouvernance, de leur capacité à hybrider des logiques sociales et économiques. La gouvernance responsable, qui caractérise le modèle coopératif et s'exprime dans le principe de double qualité et dans des règles strictes encadrant la distribution des excédents, témoigne que l'ambition du modèle coopératif est de concilier efficacité économique et justice sociale, solidarité et action collective (Roelants, 2013). Dès leur apparition au XIXe siècle, les coopératives ont exprimé dans leurs principes fondateurs cette ambition de combiner une dimension économique et une dimension sociale, voire sociétale à travers le 7ème principe de l'ACI. Elles ont même affiché une volonté de transformer radicalement la société et le système productif avec ce que Charles Gide a appelé la *« République coopérative »*. De par ses caractéristiques intrinsèques, le modèle coopératif, en particulier dans ses déclinaisons intégrant le multi-sociétariat et une approche stricte de la non lucrativité, semble donc en phase *a priori* avec les objectifs de la transition vers un modèle plus responsable et la volonté de sortir d'une vision actionnariale de l'entreprise.

Paradoxalement, ce modèle est pourtant peu pris en compte dans les propositions qui sont faites et son rôle est souvent réduit à celui d'une forme parmi d'autres pour organiser la participation des salariés à la gouvernance à travers le modèle spécifique de la SCOP (Bidet et al. 2019). Ce peu d'intérêt pour le modèle coopératif et plus largement pour le modèle de l'entreprise d'économie sociale et solidaire traduit le fait que celui-ci apparaît à la fois trop ambitieux et insuffisant. Trop ambitieux car il propose,

avec la gouvernance démocratique et le strict encadrement de la distribution des excédents, une rupture radicale avec le modèle de l'entreprise classique, ce que ne souhaitent pas la majorité des acteurs. Insuffisant car la gouvernance démocratique inhérente au modèle coopératif, si elle apporte par nature des garanties quant à la prise en compte d'intérêts et d'attentes plus variés que celles des actionnaires, est affaiblie par des aménagements juridiques et des dérives financières et n'offre pas, par ailleurs, des garanties solides vis-à-vis des attentes de la RSE et de la transition au plan environnemental (Nekhili & Bidet, 2020).

Le résumé étendu (FR) est disponible

Mots clés : Coopératives, transition, RSE

Identité coopérative et responsabilité sociale des entreprises : un effet de levier pour atteindre les objectifs des ODD

Maryline Filippi (Professeur, BSA, INRAE AgroParistech, Université de Paris Saclay, France)

Dès 1987, le rapport Brundtland devait souligner les trois dimensions essentielles du Développement Durable : économique, sociale et environnementale (GRI et UN Global Compact 2017, 2018 ; OIT, 2008). En Europe, l'Agenda 2030 souligne à quel point les défis pour les chaînes alimentaires sont multiples (Poppe et al., 2018). Parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations unies, beaucoup sont pertinents pour le système alimentaire (OCDE & FAO 2017). Les secteurs agricoles et agroalimentaires sont les principaux moteurs de la transition agro-écologique. La transition écologique souligne la nécessité de changer radicalement le système, l'agriculture et les secteurs alimentaires jouant un rôle important dans la solution. Encore une fois, la FAO a signalé le rôle puissant joué par les coopératives agricoles en donnant aux producteurs membres l'accès au marché, aux services de santé et à l'éducation (FAO et al., 2017) soulignant que, pour être pleinement productifs, les petits agriculteurs, pêcheurs, éleveurs et utilisateurs de la forêt dans les pays en développement ont besoin de services souvent absents des zones rurales. Nous devons considérer que " les coopératives sont des **entreprises centrées sur les personnes,** détenues, contrôlées et gérées par et pour leurs membres afin de réaliser leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs ", des entreprises **animées par des valeurs**, et pas seulement centrées sur les profits, agissant ensemble pour construire un monde meilleur par la coopération (ACI, 1995, 2016). Ces dernières années, les organisations de la chaîne alimentaire ont subi une pression croissante de la part des consommateurs du monde entier pour intégrer le développement durable et la responsabilité sociale tout au long de la chaîne de valeur de leur activité (Alroe et al., 2017). Les coopératives sont, sans aucun doute, des entreprises qui font partie de l'économie sociale et solidaire : cela suffit-il cependant à les rendre intrinsèquement plus responsables que les entreprises commerciales ? La responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les valeurs des coopératives sont toutes deux étroitement imbriquées. Plus les coopératives renforcent leur engagement coopératif, plus elles augmentent leur RSE.

Cet article analyse comment les coopératives agroalimentaires développent leur durabilité économique, environnementale et sociale et leur RSE tout en atteignant leurs objectifs en matière d'ODD. Le message central ici est que l'engagement RSE constitue un levier qui renforce leur identité. L'article explore comment les coopératives agroalimentaires engagées dans des démarches de responsabilité sociétale peuvent les utiliser pour renforcer leurs liens avec leurs membres**,** développant ainsi un moyen de revitaliser leurs principes coopératifs. Nous étudions comment et pourquoi les coopératives s'engagent volontairement dans la RSE, en analysant comment cela les aide à améliorer la durabilité économique, environnementale et sociale de l'alimentation et de l'agriculture. Notre hypothèse est que, afin de garantir des engagements réels, de réduire leur aliénation des membres et d'être responsables, les coopératives doivent repenser leurs relations, en concentrant leur stratégie en termes de chaînes d'approvisionnement durables, c'*est-à-dire en* créant et en partageant une valeur ajoutée pour toutes les parties prenantes. Les coopératives doivent participer et partager, de manière égale, tout au long de la chaîne de valeur**,** ce qui est un bon moyen de garantir la transparence tant au niveau des consommateurs que des actionnaires. Si les coopératives ont des valeurs humaines, la question est de savoir si elles sont *ipso facto* plus responsables. Utiliser la RSE pour obtenir un effet de levier constitue un moyen supplémentaire d'aborder le renouveau de leur identité.

Résumé étendu (EN) disponible

Fait pour les coopératives, par les coopératives : Le développement d'indicateurs conçus par les coopératives pour les ODD.

Fiona Duguid (boursière du CEARC et professeur adjoint, Université Saint Mary's) et Daphne Rixon (professeur adjoint, Université Saint Mary's)

Après des décennies de travail avec les Nations Unies, 193 pays, dont le Canada, ont adopté *le Programme de développement durable à l'horizon 2030* en 2015. (United Nations, 2019a). Les Objectifs de développement durable (ODD) constituent " un plan commun pour la paix et la prospérité de tous les peuples et de la planète, aujourd'hui et à l'avenir. " (United Nations, 2019b). Depuis la signature, il y a eu un besoin et un intérêt croissants sur la façon de mesurer et de rendre compte des ODD (Sustainable Development Solutions Network, 2015). En cette période de changements climatiques dramatiques, d'instabilité politique et d'inégalités graves, le cadre des ODD est crucial pour la durabilité à court et à long terme de la planète et de ses habitants. Le secteur coopératif canadien ne dispose pas d'un mécanisme pour concevoir, mesurer et rendre compte de l'impact du secteur sur les ODD. Ce projet de recherche-action participative vise à répondre à la question suivante : comment le secteur coopératif canadien contribue-t-il à la mesure et à la communication de l'impact des ODD au Canada ?

La clé est le besoin de données empiriques et standardisées qui peuvent être rapportées par chaque coopérative à ses membres, ainsi qu'agrégées dans un ensemble de données nationales décrivant le secteur coopératif dans son ensemble. Les objectifs du projet sont les suivants : élaborer un ensemble d'indicateurs des ODD pertinents pour le secteur coopératif ; créer un processus simplifié permettant aux coopératives de comprendre l'impact de leur coopérative sur les ODD ; évaluer l'impact de leur coopérative sur les ODD ; fournir de l'information au secteur coopératif sur les ODD ; et établir un réseau avec d'autres dirigeants de coopératives soucieux du développement durable de partout au Canada.

Compte tenu de l'intérêt accru pour les ODD dans le monde et au Canada, et de leur importance croissante en ce qui concerne le renforcement de la résilience, de la stabilité, de la paix et de la sécurité publique, le secteur coopératif est mûr pour comprendre son rôle et améliorer ses contributions à ces objectifs mondiaux.

Références

Sustainable Development Solutions Network. (2015). *Indicators and Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals: Launching a Data Revolution for the SDGs*. Geneva: United Nations.

United Nations. (2019a). About the Sustainable Development Goals. *United Nations Sustainable Development Goals Knowledge Platform*. Retrieved from https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/

United Nations. (2019b). Sustainable Development Goals Knowledge Platform. *Sustainable Development Goals*. Retrieved from https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300

Mots-clés : ODD, mesure, performance, impact

Caractéristiques sociodémographiques des coopératives. Vers la mesure de leurs contributions à la réalisation des ODD. Le cas du mouvement coopératif colombien

Néstor Alfonso Rodríguez Espinosa (Doctorant, Universidad de Valencia / Chercheur, Unicossol Corporado, Espagne)

De plus en plus de voix s'unissent pour rechercher un monde meilleur pour tous, du monde universitaire dans la création et le transfert de connaissances, des communautés dans la construction et la mise en œuvre de propositions pour un monde meilleur. Mais aussi de la part de ceux qui peuvent influencer la prise de décision. C'est le cas avec la proposition des Objectifs de développement durable (ODD) et la quête de mise en œuvre à travers l'Agenda 2030, qui invite les représentants des gouvernements, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé à s'approprier cet agenda ambitieux, à en débattre et à l'utiliser comme un outil pour la création de sociétés inclusives et justes, au service des personnes d'aujourd'hui et des générations futures (CEPALC, 2017).

Les coopératives ne sont pas étrangères à ces propositions, l'Alliance coopérative internationale (ACI) reconnaissant elle-même la nature ambitieuse des ODD et invitant les coopératives du monde entier à intensifier leur engagement et leur immersion dans les ODD, notant que cet engagement remonte à bien avant l'adoption par les Nations unies de l'Agenda 2030 (ACI, 2017).

Il est nécessaire de savoir quelles contributions les coopératives peuvent apporter pour soutenir l'Agenda 2030 en vue de la réalisation des ODD. De nombreuses coopératives dans le monde ont enregistré leur engagement sur la plateforme de l'Alliance coopérative internationale www.coopsfor2030.coop.

La crise du COVID-19 a approfondi les problèmes qui ont conduit à l'adoption des ODD et appelle à un plus grand engagement pour apporter un changement urgent et transformateur pour la réalisation des ODD, comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'ONU dans son discours inaugural à la 75e Assemblée générale de l'ONU. Dans ce contexte, l'ACI indique que les coopératives sont précisément les grands alliés pour accélérer la mise en œuvre de l'agenda 2030, pour deux raisons fondamentales : 1) leurs valeurs et leurs principes sont alignés avec ces objectifs ; et 2) les coopératives sont enracinées dans les territoires, attentives aux besoins de chaque communauté, qui est finalement protagoniste de son propre destin à travers l'organisation coopérative (ACI, 2020).

L'objectif de cet article est d'identifier les caractéristiques socio-démographiques de la base sociale des coopératives qui soutiendront la construction d'une base de référence pour encourager le développement d'une mesure systématique de la gestion des coopératives qui, avec une perspective de 10 ans, contribuera à la réalisation des ODD. Le point de départ est l'idée que les coopératives n'ont pas besoin de programmes spéciaux pour montrer leurs contributions ; celles-ci se font dans la gestion quotidienne de leurs opérations. On prend le cas colombien, caractérisé par une importante histoire coopérative de près de 90 ans d'existence, et qui peut réunir des qualités similaires au coopérativisme développé dans d'autres pays du monde, notamment en Amérique latine. Le travail est réalisé en comparaison avec d'autres organisations de l'économie solidaire, comme les fonds de salariés et les pré-coopératives.

Afin d'atteindre cet objectif, trois analyses principales sont réalisées a : 1) les informations communiquées aux organes de contrôle ; 2) l'interprétation des principes coopératifs, sur la base des informations comptables et financières ; et 3) les contributions des coopératives à la réalisation des ODD.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : coopérativisme d'épargne et de crédit, objectifs de développement durable, mesure

Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires

Simren Singh (Chargée de programme, ACI Asie-Pacifique), Devika Singh (Université de Chicago, US), Mohit Dave (ACI Asie-Pacifique) et Balasubramanian Iyer (Directeur, ACI Asie-Pacifique)

La promotion de l'identité coopérative est l'une des priorités stratégiques de l'Alliance coopérative internationale (ACI) et du mouvement coopératif international. L'examen national volontaire (ENV) est un processus par lequel les pays évaluent et présentent les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le document intitulé **"Cooperatives : Présentes mais pas visibles. Evidence from Voluntary National Reviews",** propose qu'il est important pour les coopératives d'être présentées dans les VNR car cela représente une opportunité politique pour les coopératives de s'impliquer et d'être reconnues dans la plus haute forme de rapport sur les SDG. Cette reconnaissance peut promouvoir l'identité coopérative et le travail des coopératives auprès des gouvernements et des parties prenantes, ainsi que renforcer la visibilité au niveau international.
Les coopératives, en tant qu'entreprises centrées sur les personnes et dont le développement durable est le cœur, ont été largement reconnues comme des acteurs importants dans la mise en œuvre des ODD par de nombreuses institutions internationales et intergouvernementales telles que les Nations unies (ONU), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Union européenne (UE). Avant même que l'Agenda 2030 ne devienne un jalon du développement institutionnalisé, les coopératives ont été des instruments de changement dans leurs communautés. En tant que modèle d'entreprise centré sur les personnes, vieux de plus d'un siècle et existant dans la plupart des pays depuis presque autant de temps ; les coopératives sont intrinsèquement liées au développement des personnes et donc des États-nations dans leur ensemble. Que le mouvement coopératif dans la région soit né à la suite des politiques administratives des gouvernements coloniaux, des troubles économiques créés par les guerres mondiales, de l'influence de l'Occident ou des transitions des marchés et des économies nationales, le modèle coopératif s'est imposé comme un modèle fondé sur les besoins dont le succès et la durabilité ont résisté aux épreuves du temps. Dans des pays comme l'Iran et le Népal, les coopératives sont reconnues dans la Constitution comme l'un des piliers stratégiques du développement national. A l'heure actuelle, la réponse généreuse des coopératives à COVID-19, réaffirme que l'intérêt et la responsabilité envers la communauté sont des attributs inhérents, uniques aux coopératives. Cependant, en dépit d'une présence longue et riche dans de nombreux pays, de la reconnaissance d'institutions renommées et de la pertinence des besoins locaux, leur visibilité, en particulier dans les plans de développement nationaux et les RNV, reste minime. Dans certains pays, où les coopératives figurent dans les plans et/ou politiques de développement national, leur rôle et leurs contributions au développement national et aux ODD sont visiblement absents.
Ce document passe en revue 36 VNR soumises par des pays d'Asie-Pacifique au Forum politique de haut niveau de l'ONU et analyse la manière dont les coopératives y ont été reflétées. Il examine l'engagement des coopératives et de leurs organisations représentatives dans le processus consultatif des VNR, la contribution des coopératives à des ODD spécifiques et l'alignement sur les stratégies nationales de développement. Il reflète également les opinions de cinq organisations membres de l'ACI mentionnées dans les VNR de leurs pays respectifs, sur leur rôle dans le processus consultatif et leur engagement avec les agences responsables de la préparation de ces revues.
L'article défend l'idée qu'après le COVID-19, le monde cherchera des alternatives aux modèles actuels axés sur le marché, la consommation, l'accroissement des inégalités et la dégradation de l'environnement. Les coopératives, avec leurs valeurs de démocratie et de solidarité, ainsi que les principes de coopération entre coopératives et de souci de la communauté, doivent rendre leur présence visible en promouvant l'identité coopérative, en présentant le travail des coopératives sur les ODD, en s'impliquant activement dans les consultations nationales, en développant des partenariats solides pour défendre les coopératives, et en s'assurant que les coopératives sont incluses par les agences responsables de la mesure et du rapport sur les ODD. Permettre la visibilité des coopératives dans les domaines nationaux et internationaux a une importance sous-jacente, à savoir maintenir, protéger et enrichir l'identité coopérative. Pour ce faire, il est proposé d'inclure les coopératives dans les plans de développement national durable et dans les processus d'établissement de rapports sur les ODD. Cette intégration peut également ouvrir la voie à un environnement juridique et politique favorable aux entreprises coopératives aux niveaux local et national, tout en améliorant les possibilités de

collaboration avec le gouvernement, les organisations de la société civile et les organisations du secteur privé.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Objectifs de développement durable, examens nationaux volontaires, Forum politique de haut niveau, partenariats, identité

Comment les coopératives sont le moteur du changement - Un cadre de travail sur les ODD pour les coopératives

Nazik Beishenaly (KU Leuven, Belgique) et EUM Hyungsik (directeur de la recherche, Alliance coopérative internationale)

[Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

[Président]

- Balasubramanian Iyer (Directeur, Alliance coopérative internationale Asie-Pacifique)

[Panélistes]

- Tetay Plantilla (Fédération des coopératives de développement durable des peuples, Philippines)
- Chitra Kumari Thamsuhang Subba (Fédération nationale des coopératives, Népal)
- SEOK Kyoung-mi (iCOOP Corée, Corée)
- Simren Singh (Chargée de programme, ACI Asie-Pacifique), Devika Singh (Université de Chicago, US), Mohit Dave (ACI Asie-Pacifique) et Balasubramanian Iyer (Directeur, ACI Asie-Pacifique)

Les coopératives, en tant qu'organisations centrées sur les personnes et dont le développement durable est le cœur, ont été reconnues comme des acteurs importants dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Un certain nombre d'ODD et leurs indicateurs sont bien alignés avec l'identité coopérative. Par exemple, l'ODD1 : Réduction de la pauvreté, est en ligne avec l'effort de répondre aux besoins sociaux et économiques des membres ; l'ODD8 : Travail décent et croissance économique, est soutenu par une approche démocratique et basée sur les membres, couplée au souci de la communauté ; l'ODD12 : Production et consommation responsables, est promu par le principe du souci de la communauté et la valeur de l'équité ; et l'ODD17 : Partenariats, est soutenu par le principe de coopération entre les coopératives.

Après la conférence COVID-19, le monde cherche des alternatives aux modèles actuels, axés sur le marché, la consommation, l'accroissement des inégalités et la dégradation de l'environnement. Mais ce qu'il a obtenu jusqu'à présent, ce sont des gouvernements qui encouragent le nationalisme économique, la fermeture des frontières, l'enfermement des citoyens et qui tentent de se relever par leurs propres moyens. La nécessité de promouvoir le modèle coopératif avec sa déclaration sur l'identité coopérative qui inclut les principes et les valeurs coopératives d'auto-assistance, d'auto-responsabilité, de démocratie, d'égalité, d'équité et de solidarité n'a jamais été aussi urgente. Comme l'a montré l'histoire de l'ACI, c'est l'adhésion à l'esprit et à la parole qui a permis aux coopératives de résister à l'épreuve du temps.

L'Agenda 2030 est dirigé par les pays et tient compte des réalités nationales ; il est destiné à faciliter l'apprentissage à partir des expériences nationales et à promouvoir la responsabilité envers les citoyens ; il comprend des examens nationaux volontaires (ENV) qui sont volontaires et participatifs, mais fondés sur des preuves solides ; et il est politique dans la mesure où il est discuté au Forum politique de haut niveau (FPHN). Cela signifie que les ODD ne se limitent pas à la mise en œuvre des objectifs, mais consistent à faire partie de la consultation avec les agences nationales, de l'engagement avec les parties prenantes, de la reconnaissance dans les plans de développement et de l'inclusion dans les mécanismes de rapport au niveau national et mondial. L'ACI a promu le rôle des coopératives dans la mise en œuvre des ODD sur différentes plateformes : coopsfor2030, Conférence et sommets mondiaux, Journée internationale des coopératives, Coopératives : Le pouvoir d'agir pour un avenir durable ; 2017, Les coopératives veillent à ce que personne ne soit laissé de côté ; 2018, SDG 12 : Sociétés durables par la coopération ; 2019, SDG 8, Coops 4Decent Work ; et 2020, Cooperatives for Climate Action). Cependant, nous constatons que si les coopératives sont présentes, elles ne sont pas visibles dans les points de contact importants - plans de développement nationaux, statistiques nationales, consultations et rapports de la VNR, discussions multilatérales. La promotion de l'identité coopérative est l'une des priorités stratégiques de l'ACI et du mouvement coopératif international. L'identité coopérative et le rôle des coopératives dans les ODD doivent être amplifiés.

Des représentants du mouvement coopératif et du gouvernement de toute la région Asie-Pacifique identifieront et expliqueront l'importance des partenariats multipartites et le rôle que le mouvement coopératif doit jouer pour rendre sa présence plus visible en promouvant l'identité coopérative, en

présentant le travail des coopératives sur les ODD, en veillant à ce qu'ils soient reflétés dans les examens nationaux volontaires (EVV) et les plans de développement nationaux, en s'engageant auprès des agences responsables de la mesure et de l'établissement des rapports, en s'impliquant activement dans les consultations nationales et en développant des partenariats solides pour défendre les coopératives. Les résultats de la table ronde seront les suivants :

- Présenter les résultats de l'examen des rapports nationaux sur la situation économique et sociale soumis par certains pays de la région Asie-Pacifique au Forum de haut niveau sur la paix et analyser la manière dont les coopératives y sont reflétées.
- Souligner l'engagement des coopératives et de leurs organisations représentatives dans la promotion de la contribution des coopératives aux ODD et l'alignement sur les stratégies nationales de développement.
- Développer la manière dont les coopératives peuvent s'engager avec les gouvernements pour mesurer et rendre compte des aspects liés aux performances des coopératives en matière d'ODD.
- Feuille de route sur la manière dont les coopératives peuvent améliorer leur visibilité et promouvoir leur identité en participant activement à l'écosystème des ODD

Mots-clés : coopérative, identité, ODD, VNR, reporting

[Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

[Président]

- Andrew Emmanuel Okem (responsable scientifique, Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud)

[Panélistes]

- Shadreck Matindike (Midland State University, Zimbabwe)
- Dorcas Ettang (Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud)
- Mercy Mwambi (Centre mondial des légumes, Thaïlande)
- Ndwakhulu Tshishonga (Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud)
- Julia Modise (chargée de recherche, North-West University, Afrique du Sud)
- Meron Okbandrias (Université de Western Cape, Afrique du Sud)

En 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté les objectifs de développement durable (ODD). Les ODD comprenaient 17 objectifs et 230 indicateurs orientés vers l'atteinte d'un avenir durable pour tous d'ici 2030. Dans le monde entier, les pays en sont à différents stades de la réalisation des objectifs des ODD. La région de l'Afrique subsaharienne est celle qui a le moins progressé et il est peu probable qu'elle atteigne la plupart des objectifs (Moyer et Hedden, 2019), tandis que les pays du nord du monde sont ceux qui ont le plus avancé (Swain et Yang-Wallentin, 2020). L'impact de la pandémie de COVID-19 compromet les progrès vers la réalisation des ODD (Hill et Narayan, 2021 ; Filho et al., 2020 ; Naidoo et Fisher, 2020) et il est prévu qu'il est peu probable que les deux tiers des ODD soient atteints à cause de la pandémie de COVID-19 (Naidoo et Fisher, 2020). Les impacts de la pandémie, tels que la contraction de l'économie mondiale, la réduction de l'aide au développement à l'étranger, la perte de revenus et l'aggravation des impacts des défis préexistants (par exemple, le changement climatique, la pauvreté, le chômage, l'inégalité) ont des répercussions sur la réalisation des ODD, en particulier dans les pays à revenu moyen et faible. Dans ce contexte, il est important d'explorer les options qui pourraient accélérer la réalisation des ODD dans le cadre de COVID-19. Comme l'affirment Filho et al (2020:10), "les crises mondiales déclenchées par la COVID-19 signifient que la poursuite et la mise en œuvre des ODD sont plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient auparavant, car elles représentent certains des moyens par lesquels la qualité de vie peut être restaurée et les nombreux problèmes liés au manque d'eau, de nourriture ou aux mauvaises conditions sanitaires peuvent être abordés."

Les coopératives, en raison de leurs principes et de leurs valeurs, sont en mesure de contribuer à la réalisation des ODD. Un ensemble de preuves émergentes a fait état des contributions des coopératives à la réalisation des ODD (Gava et al., 2021 ; Gutberlet, 2021 ; Organisation internationale du travail, 2020 ; Iyer, 2020 ; Lopes, et al., 2020 ; Martinez-Leon, et al., 2020 ; Gicheru, 2016). Ce panel explorera les contributions des coopératives à l'atteinte des ODD avec un accent particulier sur le contexte de la pandémie de COVID-19.

Référence

Gava, O. et al. (2021). Agricultural cooperatives contributing to the alleviation of rural poverty. The case of Konjic (Bosnia and Herzegovina). *Journal of Rural Studies,* Vol. 82, p328–339.

Gicheru, E. (2016). *The Role of the co-operative enterprise model in implementing the Sustainable Development Goals (SDGs) in Least Developed Countries (LDCs).* Available from https://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2016/Coops-2030Agenda/Gicheru.pdf

Gutberlet, J. (2021). Grassroots waste picker organizations addressing the UN sustainable development goals. *World Development,* Vol. 138, p105195.

Hill, R. and Narayan, A. (2021). *"What COVID-19 can mean for long-term inequality in developing*

countries". World Bank Blogs. Available from https://blogs.worldbank.org/voices/what-covid-19-can-mean-long-term-inequality-developing-countries

Filho, L. W. et al (2020). COVID-19 and the UN Sustainable Development Goals: Threat to Solidarity or an Opportunity? *Sustainability*, Vol. *12(*5343), p1-14. https://doi.org/10.3390/su12135343

International Labour Organization (2020). *Transforming our world: A cooperative 2030 series.* Available from https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/publications/transforming-our-world/lang--en/index.htm

Iyer, B. (2020). Cooperatives and the sustainable development goals, in Editor(s): Altman, et al (eds). *Waking the Asian Pacific Co-operative Potential*. Cambridge: Academic Press

Lopes, J. et al (2020). The contribution of community-based recycling cooperatives to a cluster of SDGs in semi-arid Brazilian peri-urban settlements. In *Scaling up SDGs Implementation* (pp. 141-154). Springer, Cham.

Martinez-Leon, I. M. et al (2020). Leadership Style and Gender: A Study of Spanish Cooperatives. *Sustainability*, 12(12), p5107.

Moyer, J.D. and Hedden, S. (2019). Are we on the right path to achieve the sustainable development goals? *World Development*. Vol. 127. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104749.

Naidoo, R. and Fisher, B. (2020). Reset Sustainable Development Goals for a pandemic world. *Nature*: Commentary. Available from https://www.nature.com/articles/d41586-020-01999-x

Swain, R.B. and Yang-Wallentin, F. (2020). Achieving sustainable development goals: predicaments and strategies, *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, Vol. 27(2), p96-106, DOI: 10.1080/13504509.2019.1692316

United Nations, (2020). *"Sustainable Development Goals Progress Chart 2020.,"* Available from https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26727SDG_Chart_2020.pdf

Andrew Emmanuel Okem_Résumé étendu (EN) disponible

Julia Modise_Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives, COVID-19, ODD, réfugiés, résilience

[Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives

[Président]

- Elisavet Mantzari (maître de conférences en comptabilité, Birmingham Business School, Royaume-Uni)

[Panélistes]

- KOO Chungok (Professeur, Département d'administration des affaires, Université des femmes de Séoul, Corée)
- Maureen McCulloch (Oxford Brookes Business School, Royaume-Uni)
- Camila Piñeiro Harnecker (NCBA CLUSA International, USA)
- Fernando Polo-Garrido (Professeur associé, Universitat Politècnica de Valéncia. CEGEA, Espagne)
- Daphne Rixon (professeur adjoint, Sobey School of Business, Université Saint Mary's, Canada)

L'activité économique coopérative, basée sur l'entraide et la mutualité, est une force de changement social, mais souvent, les formats actuels de responsabilité et de comptabilité ne le reconnaissent pas. Les coopératives "commerciales" présentent leurs résultats en termes de bénéfices réalisés et leurs activités sociales semblent être ajoutées, tout comme pour les entreprises orientées vers les investisseurs. Les coopératives "sociales" présentent leurs résultats en tant qu'organisations à but non lucratif. La comptabilité coopérative actuelle ne met pas en évidence les avantages sociaux de l'approche coopérative de l'activité économique, ni l'importance de la gouvernance démocratique et de la participation, éléments clés de l'identité et des principes coopératifs. Il est nécessaire que la comptabilité et la responsabilité des coopératives soient fondées sur un cadre comptable plus holistique qui aligne la comptabilité sur la santé financière et la comptabilité sur l'impact social et environnemental.

Pour répondre à la nécessité d'une comptabilité et d'un reporting à des fins coopératives, l'Assemblée générale de l'Alliance coopérative internationale, qui s'est tenue à Kigali en octobre 2019, a demandé à l'Alliance coopérative internationale (ACI) d'explorer l'élaboration d'un SORP (Statement of Recommended Practice) coopératif international en matière de comptabilité, conçu pour permettre au reporting coopératif de se concentrer sur la performance conformément aux valeurs et principes coopératifs (ACI 2019). Il existe également des initiatives actuelles qui explorent les façons dont les coopératives rendent compte de la valeur qu'elles créent, y compris des mesures non monétaires telles que les indicateurs de performance des coopératives et les mesures prises par rapport aux objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU (par exemple, CEARC 2021).

Il est nécessaire d'approfondir les délibérations et les travaux sur les problèmes que posent aux coopératives les cadres comptables conçus pour les organisations orientées vers les investisseurs, sur les aspects pratiques de l'élaboration d'un format coopératif et sur la manière dont la perspective de la comptabilité à des fins spécifiques pourrait inspirer un PRS coopératif. Cela s'inscrit dans le débat sur la façon dont les coopératives peuvent aligner l'activité économique sur leurs valeurs et leur impact socio-environnemental et à la fois soutenir et expliquer leurs formes organisationnelles démocratiques.

Ce panel cherche à explorer ces questions en demandant comment les coopératives peuvent aligner le rapport de leur activité économique avec leur impact social et environnemental ? En particulier, le panel tentera d'aborder des questions telles que :

- Quelles sont les pratiques actuelles en matière de comptabilité et de responsabilité dans les coopératives ?
- Quelles sont les questions théoriques et pratiques liées à la comptabilité coopérative (par exemple, l'identité et les objectifs des coopératives ; l'utilité des décisions par rapport aux objectifs d'information financière de gestion ; les utilisateurs des comptes coopératifs ; la propriété, la définition et la comptabilité des capitaux propres et des membres ; les cadres comptables pour la valeur sociale, etc.)

- Si les coopératives établissaient leur propre format comptable plutôt que d'adopter et d'adapter des rapports conçus soit pour des sociétés orientées vers les investisseurs, soit pour des organisations philanthropiques altruistes, à quoi ressemblerait la comptabilité des coopératives ?
    - À quoi ressembleraient les rapports financiers et d'impact à des fins coopératives ?
    - Qu'est-ce que les participants à cette discussion voudraient voir figurer dans un tel rapport coopératif et pourquoi ?
    - Comment les coopératives peuvent-elles rendre compte des multiples capitaux auxquels elles ont accès afin de poursuivre leurs activités ?
    - Comment aligner la comptabilité de l'activité économique sur la comptabilité des objectifs sociaux-environnementaux, y compris les questions relatives aux indicateurs de performance non monétaires et à l'action sur les ODD ?

CEARC (2021). Centre of Excellence in Accounting and Reporting for Co-operatives. https://smu.ca/academics/sobey/research-cearc.html#d.en.69295

ICA (2019). International Co-operative Alliance, 2019, Motion on accounting standards: https://www.ica.coop/en/media/library/resolutions-and-declarations/motion-developing-accounting-standards-cooperatives

Mots-clés : responsabilité, rapports financiers, comptabilité sociale, ODD

[Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

[Président]

- Ibon Zugasti (Directeur, LKS Mondragon, Espagne)

[Panélistes]

- Michael A. Peck (Directeur exécutif et cofondateur, 1worker1vote, US)
- Erinch Sahan (Doughnut Economics Action Lab / Organisation mondiale du commerce équitable)
- Marie Lisa Dacanay (Institute for Social Entrepreneurship in Asia, Philippines)
- Victor Meseguer (Social Economy Europe)
- Carolyn Pincus (American Sustainable Business Council, États-Unis)

Le Forum économique mondial (WEF de DAVOS) a vu le jour en 1971 sur les plus hauts sommets de Suisse, reproduisant le monument parisien du Sacré-Cœur-Pigalle (érigé en 1914 mais conçu à la suite de la guerre franco-prussienne de 1870), qui représente le salut vertical venant d'en haut et descendant vers les pécheurs d'en bas. Trente ans après le premier sommet de Davos (2001), Port Alegre, sur la côte brésilienne, s'est métastasé en contrepoint de l'inégalité mondiale, donnant une voix visible aux personnes privées de leurs droits et aux opprimés. Vingt ans plus tard, en 2021, une nouvelle opportunité s'offre à la communauté des affaires : les ESG (Environnement, Social, Gouvernance) en tant qu'indicateurs et les ODD (Objectifs de Développement Durable) des Nations Unies en tant que plan pour atteindre leur moment métaphorique de Port Alegre.

Un monde en danger existentiel, ébranlé par une pandémie biomédicale mortelle qui met en évidence des inégalités paralysantes, alimentées par l'extraction (injustices socio-économiques et raciales), qui bloquent littéralement le trafic sur place, ne peut plus lancer les dés pour une transition rapide vers une survie sans carbone. Si l'on considère l'indice de pauvreté sur une planète où environ 1,89 milliard de personnes, soit 36 % de l'humanité, répondent aux définitions les plus extrêmes, il est évident qu'un demi-siècle plus tard, l'élite mondiale n'a toujours pas compris que "rien sur nous, sans nous, n'est pour nous". Heureusement, il existe un moyen organique de sortir de ce cercle vicieux égocentrique et descendant.

"Les dirigeants mondiaux ont convenu d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) des Nations unies consistant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Pendant ce temps, la concentration des richesses augmente (la richesse de seulement 8 milliardaires est égale à celle de 3,6 milliards de personnes, la moitié la plus pauvre de l'humanité), les écarts de revenus se creusent, la croissance économique sans emploi se poursuit, le retour sur investissement dans le capital et la technologie est généralement meilleur que sur le travail, et les technologies futures peuvent remplacer une grande partie du travail humain." (Source : Le rapport "State of The Future" du Projet du Millénaire - http://www.millennium-project.org/state-of-the-future-version-19-0/).

L'essor récent du mouvement mondial des entreprises sociales annonce un nouveau phénomène dans la transition d'une économie extractive centrée sur l'actionnaire vers une économie régénératrice centrée sur les parties prenantes, gérant à la fois "l'humanité au travail" et la planète qui l'accueille. Considérons trois points de données provenant uniquement du monde transatlantique Global North, dit "développé" : on estime à 471 000 le nombre d'entreprises sociales au Royaume-Uni ; Social Economy Europe -SEE- compte 2,8 millions de membres ; et l'American Sustainable Business Council - ASBC - et son Social Venture Circle sont partenaires de plus de 250 000 entreprises et organisations commerciales à triple résultat.

En regroupant cette communauté, les auteurs pensent qu'il est possible d'élaborer un modèle mondial de gestion de la qualité qui inverse l'exclusion en faveur d'une inclusion inspirante dans la conception, la pratique, la mesure et l'application des mesures ESG/ODD afin que "tout ce qui est coopératif à propos de nous, avec nous, soit pour nous tous". C'est ce qu'on appelle "le dividende de la solidarité" et son pouvoir est à la fois mondial et local, stimulé par un rejet planétaire des inégalités structurelles ancrées dans la réalité et mises à nu par l'économie mondiale pandémique. Une Terre meurtrie,

maltraitée, ne peut plus se permettre les excès de "laisser les autres manger le gâteau", qu'il s'agisse d'un "green and purpose washing" bien intentionné ou dilettante, ni la confusion honnête d'une communauté d'investisseurs motivés par un but précis qui tente de synthétiser un ordre fondé sur des principes et rentable au milieu d'un chaos de définitions et de critères attirant des milliers d'indicateurs clés de performance (KPI) déconnectés (Source : The Sum Of Us : What Racism Costs Everyone And How We Can Prosper Together" de Heather McGhee - https://www.npr.org/2021/02/17/968638759/sum-of-us-examines-the-hidden-cost-of-racism-for-everyone).

Ce document appelle le forum émergent de l'entreprise sociale du Mont Blanc à créer une "boîte à outils de l'économie sociale" de mesures ESG (https://en.essforuminternational.com/). En s'alignant éventuellement sur une mission européenne financée par la recherche (par exemple Horizon Europe, FEDER, Erasmus), une approche inclusive et globale de l'entreprise sociale/entreprise coopérative peut aller au-delà des normes de Davos/WEF et redevenir plus compatible avec l'économie sociale et solidaire dans les domaines de la conception, de la pratique, de la mesure et de l'application. Le fait de mettre en avant les participants de l'"atelier" permet de revendiquer une considération politique égale et un impact sur la formation des ESG/SDG et leurs mesures de performance pour des écosystèmes commerciaux à cycle vertueux transcendant les frontières, les marchés et les silos.

Une réorganisation économique post-pandémique dédiée à "l'aplatissement des courbes malsaines" ne devrait-elle pas formuler un 18ème objectif de développement durable de l'ONU reconnaissant que la politique fondamentale pour une économie équitable et aspirationnelle fonctionnant pour tous repose sur la propriété inclusive, élargie et approfondie des travailleurs et employés des parties prenantes locales, soutenue par des pratiques de démocratie sur le lieu de travail ? Les mesures montrent que les entreprises sociales et les écosystèmes à base élargie et appartenant aux travailleurs, grâce à des principes et des pratiques alignés, sont plus stables, inclusifs, équitables, démocratiques, résilients et compétitifs, avec moins de pertes d'emplois, en particulier pendant les périodes de ralentissement économique. Les recherches révèlent que la combinaison d'une participation au capital et d'une culture de propriété participative (essentiellement la définition d'une coopérative de travail associé) crée des entreprises et des sociétés axées sur un objectif commun et transformatrices vers le haut.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : ESG, ODD, métriques, économie sociale, forum

[Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

[Président]

- Mary Ann Howland (American Sustainable Business Network, États-Unis)

[Panélistes]

- Selma Dealdina et Sandra Maria da Silva (National Quilombola, CONAQ, Brésil) / Vasco Marcus van Roosmalen (Utu Fund/Ecam, Développement communautaire et mécanismes financiers)
- Gwendolyn Smith (Fondation Perspective of Freedom, États-Unis / Suriname)
- Damien Goodmon (Crenshaw Subway Coalition, États-Unis)
- Ibon Zugasti (LKS Mondragon, Espagne)

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) examinent la manière dont une entreprise gère les relations avec ses employés, ses fournisseurs, ses clients et les communautés où elle opère.

Pourtant, il y a peu ou pas d'ESG avec une implication directe des communautés et des territoires impactés par les entreprises. Ceux qui ont le plus à gagner de l'ESG sont exclus des discussions sur sa signification et sur la meilleure façon de l'appliquer.

- Les politiques ESG ne peuvent pas être élaborées uniquement en tenant compte des processus internes d'une entreprise, mais doivent par définition tenir compte de sa relation avec le monde extérieur ;
- il est nécessaire d'impliquer les communautés et les acteurs externes non seulement dans la définition des politiques ESG, mais aussi dans la gestion et l'exécution des actions ESG ;
- Les dirigeants communautaires et les entrepreneurs détiennent des connaissances techniques précieuses sur la manière de développer l'ESG dans la pratique en brûlant des solutions testées et éprouvées dans cet espace d'impact et d'investissement.

Le contexte :

L'ESG tient compte non seulement du rendement financier potentiel d'un investissement, mais aussi de son impact social. La conversation médiatique autour de l'investissement d'impact a atteint de nouveaux sommets pendant la pandémie**.** Pourtant, malgré le niveau d'attention qu'il suscite, pratiquement aucune voix locale ou communautaire traditionnelle ne se fait entendre dans cet espace.

Objectif :

L'ASBN transforme l'espace ESG en promouvant une série d'événements déterminants avec des leaders communautaires du monde entier qui sont directement touchés par les processus que l'ESG est censé régir. Nous apporterons de la visibilité à un groupe sélectionné de leaders communautaires qui ont trouvé des solutions innovantes pour avoir un impact positif sur les trois axes stratégiques de l'ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Les leaders et experts communautaires énumérés ci-dessous ont des dizaines d'années d'expérience dans l'atténuation des impacts d'un monde des affaires qui n'est pas régi par l'ESG, et ont élaboré des solutions concrètes pour mettre en œuvre l'ESG dans la pratique et à grande échelle.

Brésil :

L'Amazonie brésilienne abrite 30 millions de personnes qui dépendent de la région amazonienne et près d'un million d'entre elles sont des "Quilombola" - des descendants d'Africains qui ont été kidnappés et réduits en esclavage, puis se sont échappés pour former leurs propres colonies indépendantes dans les forêts et les savanes de l'intérieur du Brésil. Après des siècles de préservation de leur culture et de

lutte pour leurs droits, les descendants de ces communautés sont des alliés clés dans la sauvegarde de l'Amazonie et d'autres écosystèmes critiques. L'organisation nationale quilombola au Brésil - CONAQ - représente les communautés quilombolas au Brésil et travaille notamment sur la représentation juridique, les droits fonciers, la justice raciale et les droits des femmes.

https://humanamazon.global/

Le Fonds d'investissement à impact social des TUT vise à répondre à un besoin identifié d'investissements durables à long terme dans le développement communautaire et à s'aligner sur la demande croissante de minéraux et d'espace pour la révolution des énergies renouvelables. En utilisant les dernières technologies et méthodologies participatives pour négocier et mettre en œuvre avec succès des accords sur l'impact et les bénéfices (IBA) entre les entreprises et les communautés concernées, le fonds est en mesure de débloquer des investissements privés dans le développement communautaire à grande échelle tout en garantissant le respect des normes ESG et en nettoyant les chaînes d'approvisionnement en ressources naturelles essentielles.

Colombie :

La Coopérative ECOMUN en Colombie, inspirée du cas de la Coopérative Mondragon au Pays Basque en Espagne, est basée sur les Plateformes d'Innovation Sociale pour le Développement. L'initiative de transformation sociale est comprise comme une expérience pilote de développement territorial, avec une approche d'innovation sociale. ECOMUN et les coopératives ont été structurées comme un groupe, géré selon les principes et les valeurs coopératives, développant des entreprises durables :

- Chaîne de valeur de la pisciculture mise en œuvre et conçue comme une activité génératrice de flux économiques.
- Développement d'une proposition nationale et régionale de tourisme de nature en collaboration avec les municipalités

Suriname :

Dans leur quête d'un équilibre entre conservation et développement, les populations traditionnelles du Suriname sont confrontées à de nombreux défis. Aujourd'hui, le Suriname est le seul pays d'Amérique du Sud dans lequel les communautés traditionnelles n'ont aucun moyen légal d'obtenir des droits fonciers communautaires, ce qui entraîne de plus en plus de conflits. Etnonomics travaille avec les communautés pour développer des moyens innovants de transformer les conflits liés à la terre et aux moyens de subsistance. Ensemble, nous pensons qu'en utilisant des outils et des techniques de résolution des conflits, nous trouvons des processus plus transparents et plus fiables dans lesquels les communautés sont capables de penser au-delà du conflit et plus vers le développement durable. https://www.forest93.sr/

USA :

Downtown Crenshaw Rising à Los Angeles, en Californie, est un projet de collaboration qui définit un héritage et un appel à l'unité et à l'autodétermination. Il s'agit d'un projet véritablement transformateur : un village urbain à bilan positif net d'un peu plus de 12 hectares, avec des commerces de qualité, des restaurants et des épiceries locaux, des logements abordables, des bureaux professionnels pour encourager la collaboration entre les entreprises, un hôtel, des espaces de divertissement et des espaces verts, fondé sur les principes de la création de richesses communautaires, assorti d'un fonds de stabilisation du quartier et caractérisé par la propriété communautaire à chaque étape. https://www.downtowncrenshaw.com/

4.1. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD

AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS

Travail et coopérative de travail

L'ULCCS favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise en promouvant la diversification, la technologie, les compétences futures et l'agro-industrie.

T.P. Sethumadhavan (UL Education, Inde), Paleri Rameshan (Uralungal Labour Contract Co-operative Society, Inde) et R. Radhika (Kerala Veterinary and Animal Sciences University, Inde)

Uralungal labour Contract Co-operative Society (ULCCS) est une coopérative de travail de 95 ans basée à Kerala, en Inde. À une époque où le secteur des services supplante les secteurs de l'agriculture et de l'industrie à travers le monde, ULCCS a réussi à se diversifier dans des secteurs potentiels basés sur l'innovation et l'entrepreneuriat coopératifs. ULCCS a exploré de nouveaux paradigmes économiques à travers la transformation numérique et de nouveaux modèles d'affaires. Cette coopérative membre de l'ACI s'est diversifiée de la construction et de l'infrastructure à la technologie de l'information, aux services basés sur la technologie de l'information, au tourisme, à l'éducation, au développement des compétences et à l'agrobusiness. Prenant en compte la croissance du secteur des services qui crée 68% des opportunités d'emploi en Inde, ULCCS a créé une entreprise de TI appelée UL Technology solutions et a établi UL Cyber Park. L'augmentation du chômage chez les jeunes instruits a incité ULCCS à lancer UL Education pour donner plus d'importance à l'éducation et au développement des compétences. L'objectif fondamental du projet est de créer une main-d'œuvre qualifiée en phase avec l'avenir du travail. Des études ont révélé qu'il existe un écart énorme entre les compétences disponibles et les compétences requises chez les jeunes instruits. Sur la base d'une analyse SWOT, de discussions de groupe et d'une analyse des besoins en compétences, l'ULCCS a créé quatre institutions de formation pour combler le fossé entre les compétences techniques, les domaines et la communication chez les jeunes instruits de l'État du Kerala. Toutes ces institutions ont été développées grâce à des collaborations techniques avec le monde universitaire et l'industrie. Ces centres fonctionnent avec l'approbation du gouvernement du Kerala et l'accréditation de la National Skill Development Corporation. Tous les programmes de formation proposés se situent au niveau du NSQF (National Skill Qualification Framework), en fonction de l'avenir du travail et des compétences envisagées par l'Organisation internationale du travail. L'étude révèle que l'identification des besoins en compétences et les interventions appropriées en matière de compétences chez les jeunes chômeurs instruits pourraient faciliter l'amélioration de l'employabilité de 20 % à 100 %. Cela a ouvert la voie à l'obtention de postes techniques, de supervision et de gestion pour les matricules, les titulaires de diplômes/certificats techniques et les diplômés respectivement. Les secteurs identifiés pour la formation comprennent la construction, les infrastructures, les technologies de l'information, l'entrepreneuriat, l'hôtellerie, la gestion, l'urbanisme, l'automatisation, les services informatiques, la fabrication, l'entretien ménager, la modélisation des données du bâtiment, le contrôle de la qualité, la gestion des installations et l'analyse des données.

En tenant compte des progrès de la numérisation, l'ULCCS donne plus d'impulsion pour développer des solutions appropriées pour la banque, la finance, l'assurance, les services et d'autres industries informatiques en promouvant les technologies numériques, notamment l'automatisation, l'apprentissage automatique, l'apprentissage profond, l'internet des objets, la technologie de la chaîne de blocs, la cybersécurité, le système d'information géographique, l'analyse des données et la gestion des données. Parallèlement aux algorithmes bancaires, l'ULCCS met en œuvre des projets de cybersécurité pour sécuriser le système de sécurité numérique des institutions financières. L'ensemble des délibérations de l'assemblée législative du Kerala a été converti en plateforme numérique en ligne grâce aux projets de l'ULCCS.

Le Covid 19 a créé de nombreuses perturbations dans divers secteurs, notamment l'éducation et le développement des compétences dans le monde entier. Afin de se conformer au système de sécurité sociale, y compris la distanciation sociale, les institutions de formation de l'ULCCS offrent des cours en ligne par le biais de plateformes numériques appropriées. Des institutions technologiques et des universités dans le pays et à l'étranger collaborent à ce projet. L'ULCCS organise une série de webinaires pour sensibiliser les membres, les travailleurs et les étudiants sur des sujets potentiels basés sur une approche personnalisée.

L'ULCCS a identifié cinq écoles publiques comptant 4000 étudiants et a mis en œuvre un projet académique sur l'apprentissage et l'autonomisation dans ces écoles. 40 interventions ont été identifiées pour améliorer les compétences logiques, analytiques, numériques, linguistiques, créatives, de communication, numériques et technologiques futures des étudiants. Les parties prenantes du projet sont les élèves, les enseignants et les parents. Les résultats de l'étude au cours des trois dernières années ont révélé que les performances des élèves dans les activités scolaires et extrascolaires ont augmenté de plus de 150 % grâce aux interventions du projet.

L'intervention d'ULCCS dans le domaine de l'agriculture consiste à promouvoir l'esprit d'entreprise dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage laitier, de la production avicole et de la pêche, tout en intervenant sur les marchés et en soutenant les moyens de subsistance des producteurs. ULCCS est impliquée dans la mise en œuvre d'un projet de chaîne du froid dans les secteurs laitier et agricole. Le projet de chaîne du froid dans le domaine de l'élevage laitier comprend un programme massif d'entreprenariat féminin visant à établir une usine de transformation laitière pour les femmes au Kerala. Le lait sera acheté auprès de 5000 femmes entrepreneurs dans six districts de l'État et transformé en produits laitiers fermentés à raison d'un litre de lait par jour. Ces produits seront commercialisés dans le pays et à l'étranger. Le projet d'entrepôt frigorifique dans le domaine de l'agriculture prévoit l'achat de produits agricoles tels que le riz, la noix de coco, les fruits, les légumes et les épices auprès des agriculteurs, leur transformation, le maintien de leur durée de conservation grâce à la chaîne du froid, l'ajout de valeur, la création de marques et la commercialisation. L'objectif fondamental des projets agro-industriels de l'ULCCS est d'assurer un revenu rémunérateur aux agriculteurs et aux entrepreneurs.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : Uralungal Labour Contract Co-operative Society (ULCCS), Organisation internationale du travail (OIT), National Skill Development Co-operation (NSDC), National Skill Qualification Framework (NSQF).

Le programme de revenu social avec travail et la construction d'une identité coopérative

Juan Martín Asueta (Facultad de Ciencias de la Administración, Universidad Nacional de Entre Ríos, Argentine) et Giuliana Maricel Gaiga

En 2009, le ministère argentin du développement social a mis en œuvre le programme de revenu social avec travail "Argentina Trabaja" (PRIST), qui visait l'inclusion des secteurs exclus de l'économie de marché par la création de coopératives de travail pour réaliser des travaux d'infrastructure dans leurs communautés.

Le PRIST a été conçu et mis en œuvre en tant qu'axe central de la politique d'inclusion sociale du gouvernement et est resté en vigueur jusqu'au début de 2018, date à laquelle il a été remplacé par le programme Hacemos Futuro. Au moment de la reconversion, le PRIST comprenait un total de 261 004 bénéficiaires, ce qui souligne son importance.

Le changement de programme a été effectué sans opposition ni résistance de la part des bénéficiaires du programme, aucune assemblée des membres n'a été organisée et les entités se sont retrouvées sans participation des membres et avec un faible fonds de roulement. L'enregistrement des entités a été suspendu par l'Institut national de l'associativisme et de l'économie sociale (INAES).

Dans cet article, nous proposons d'analyser les aspects centraux de la construction de l'identité coopérative dans les collectifs formés à la suite du programme PRIST, en analysant la conception, la mise en œuvre et l'impact du programme sur la base des principes coopératifs convenus dans la déclaration de l'Alliance coopérative internationale.

L'identité coopérative implique la relation qui se forme entre les participants et l'entité coopérative, sur la base de leur participation volontaire et active à la gestion démocratique des organisations formées pour répondre aux besoins de leurs membres.

L'hypothèse de cet article est que la mise en œuvre des principes coopératifs est un facteur clé et indispensable pour la construction de l'identité coopérative et que ces aspects ont été omis dans la conception et la mise en œuvre du PRIST.

Le document examine les principes coopératifs de base pour la construction de l'identité et l'appartenance des membres à la coopérative, tels que l'adhésion volontaire et ouverte, le contrôle démocratique, la participation économique et l'autonomie organisationnelle.

Les conclusions sont basées sur une étude qualitative qui comprend l'analyse de différentes recherches menées sur le sujet et des entretiens avec les représentants de trois coopératives qui ont participé au programme dans la ville de Concordia, Entre Ríos.

La sélection des entités a été basée sur l'identification de collectifs qui étaient actifs dans l'exécution de travaux publics, étant les mêmes référents du programme mis en œuvre dans notre ville et qui ont été démantelés après le changement de Programme.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : Identité coopérative, revenu social avec programme de travail, politique publique

Les raisons d'une identité coopérative dans une maison d'édition

Mirta Vuotto (Professeur, Facultad de Ciencias Económicas, Directrice, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine)

L'article analyse la trajectoire d'une coopérative argentine dans le domaine de l'édition, depuis ses origines dans les années 1960, afin de se concentrer sur les dilemmes et les défis auxquels elle est confrontée dans le contexte actuel. L'analyse est guidée par la quête de sens de la coopérative dans sa mission d'édition et la manière dont elle se traduit dans le contexte local. Elle examine les raisons qui assurent la fidélité à l'objectif initial et le sens de l'identité de la coopérative, distinctive dans la production et la diffusion de ses œuvres.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : édition, coopérative, gestion, identité, publications

Vers un modèle de gestion véritablement coopératif : le cas des coopératives de travail du logiciel en Argentine.

Alfonso Estragó (doctorant, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine)

En considérant le coopérativisme comme le mouvement qui matérialise les aspirations à égaliser, au niveau économico-organisationnel, les conquêtes politiques obtenues depuis l'époque des Lumières, la présentation se concentre sur l'analyse d'une de ses dimensions les moins examinées : la gestion.

D'une manière générale, la littérature spécialisée tend à considérer la gestion démocratique comme une équivalence - ou une extension naturelle - de la manière démocratique et égalitaire dont le contrôle de la propriété des coopératives est structuré. Ainsi, la plupart des perspectives adoptées considèrent qu'il y a une correspondance directe entre : a) être un copropriétaire égal vis-à-vis des autres copropriétaires ; et b) avoir la même part de pouvoir formel pour contrôler l'organisation. Selon ce point de vue, le contrôle démocratique est un concept unidimensionnel : assurer l'égalité dans la gestion du bien (ce qui implique une participation universelle à l'assemblée, régie par la maxime "un membre, une voix") est une condition nécessaire et suffisante pour obtenir le contrôle - ou plutôt la gestion - dans des conditions démocratiques et égalitaires.

Cependant, la présente analyse soutient que cette correspondance entre propriété démocratique et gestion démocratique n'émerge pas spontanément dans les coopératives, puisque la gestion est une dimension organisationnelle autonome, liée à la propriété, bien que différenciée. En d'autres termes, la gestion organisationnelle est constituée de bien plus d'activités que celles réalisées au sein de l'assemblée des propriétaires de coopératives ; elle consiste en tout le système de prise de décision, qui va non seulement jusqu'à l'énonciation des orientations stratégiques de base, mais se poursuit jusqu'à leur mise en œuvre complète. Cette mise en œuvre exige bien plus que la nomination des cadres supérieurs (membres du conseil d'administration et directeurs) ou le contrôle périodique - et souvent passif - de leurs performances.

Concrètement, alors que l'Assemblée est l'organe qui développe le plein fonctionnement démocratique - à la Rousseau - dans les autres sphères coopératives, la souveraineté décisionnelle tend à être dérivée vers des structures de gestion exécutives régies par des principes de gestion classiques, plutôt que par des préceptes de nature participative. De cette manière - et afin d'éviter que la gestion organisationnelle ne tombe dans la redoutable "paralysie délibérative" - dès que l'Assemblée nomme le Conseil d'administration, qui à son tour nomme un directeur général et une structure pyramidale qui lui est subordonnée, un système bureaucratique classique et non démocratique est mis en place pour assurer la gestion générale des affaires courantes de la coopérative.

Y a-t-il un moyen d'échapper à ce paradoxe de la gestion démocratique, déjà posé comme une inéluctable "loi d'airain" par Robert Michels il y a plus d'un siècle ?

L'histoire récente a fourni des exemples, notamment dans le domaine des coopératives de travail associé, suggérant qu'il est possible de trouver des formules de gestion qui contournent les dispositions bureaucratiques typiquement wébériennes, et leurs relations d'autorité inattaquables qui vont à l'encontre de tout esprit démocratique dans la prise de décision. De cette façon, toutes les décisions - et non plus seulement celles décidées en Assemblée - acquièrent une essence participative et démocratique ; cependant - contrairement aux attentes de l'approche traditionnelle de la gestion - il est possible de rendre omniprésente une haute efficacité économique dans leur mise en œuvre.

Dans cette perspective, la présentation vise à analyser des cas spécifiques de coopératives de travail en Argentine, dédiées à la production de logiciels, qui - par l'application d'un style de gestion "horizontal" - effectuent leur travail quotidien sans gestionnaires, patrons ou superviseurs ayant un quelconque degré d'autorité formelle (c'est-à-dire sans structure bureaucratique). Cet abandon du schéma pyramidal typique des relations d'autorité, au profit d'une dynamique pleinement égalitaire, démocratique et participative à tous les niveaux de décision de l'organisation, pourrait indiquer une voie vers un modèle de gestion qui - s'éloignant de l'ordre bureaucratique wébérien - présente une essence identitaire pleinement coopérative.

Résumé étendu (ES) disponible

Mots clés : démocratie économique, gestion démocratique, management, bureaucratie, structure pyramidale.

Lutter contre la récession mondiale. Le rôle des coopératives dans la création d'emplois et le développement local : une étude sur les coopératives de l'État de Minas Gerais (Brésil).

Fabrício Henrique de Figueiredo (OCB et Université catholique pontificale de Minas Gerais, Brésil) et Vitoria Resende Soares Drumond (OCB, Brésil)

Selon une enquête publiée en janvier 2021 par l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre de chômeurs en 2020, dans le monde, a atteint la marque impressionnante de 255 millions de personnes. C'est comme si plus de la totalité de la population brésilienne avait perdu son emploi ou ses sources de revenus. La pandémie de Covid-19 est à l'origine de cet important résultat négatif qui a provoqué une récession jamais vue depuis la crise mondiale de 2009. Dans les études présentées à partir de 2020, l'OIT a indiqué une certaine stabilité des indicateurs de chômage par rapport aux résultats observés au cours des neuf dernières années, mais cette stabilité a été altérée par la pandémie de Covid-19, en 2020. Au Brésil, selon les données publiées en 2021 par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE en portugais), le nombre de chômeurs a atteint près de 14 millions. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis la crise brésilienne de 2012, représentant en 2020 près de 13,5% de l'ensemble de la population économiquement active du pays. Dans l'État de Minas Gerais, objet de cette étude, selon les données publiées par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (2020), plus de 1,3 million de personnes ont perdu leur emploi, ce qui représente 12,5% de l'ensemble de la population économiquement active de l'État. L'objectif de ce travail est de présenter le rôle des coopératives de l'État de Minas Gerais dans la création d'emplois au fil des ans, même dans le contexte d'une récession mondiale causée principalement par la pandémie de Covid-19. Au Brésil, selon les données recueillies en 2020 par l'Organisation des Coopératives Brésiliennes (Sistema OCB, en portugais) et publiées dans l'Annuaire du Coopérativisme Brésilien, il y a 5 314 entreprises coopératives enregistrées, avec plus de 15 millions de membres, générant près de 428 mille emplois directs, avec des revenus bruts totaux provenant des actes coopératifs d'un montant de 308,8 milliards de R$, équivalent à 54,1 milliards de US $ selon la cotation du 1er avril 2021. L'Etat du Minas Gerais, objet de cette étude, compte 756 coopératives, 1,92 millions de membres coopératifs et 45,6 milliers d'employés, selon les données recueillies dans l'Annuaire du Coopérativisme du Minas Gerais, publié en 2020 par le Syndicat et l'Organisation des Coopératives de l'Etat du Minas Gerais (Sistema OCEMG, en portugais). En ce qui concerne le niveau d'embauche de nouveaux employés par les coopératives de l'État du Minas Gerais, le résultat en 2020 a présenté une variation positive par rapport à l'année précédente de l'ordre de 9,8%, selon une enquête réalisée par le Syndicat et l'Organisation des Coopératives de l'État du Minas Gerais. Ainsi, contrairement aux résultats du chômage dans le monde, au Brésil et dans l'État de Minas Gerais, ces coopératives spécifiques ont embauché plus qu'elles n'ont licencié en 2020. Cependant, les coopératives de l'État de Minas Gerais favorisent l'équilibre des embauches par sexe, dont 51,2% de femmes et 48,8% d'hommes. Le salaire moyen des employés des coopératives de l'État du Minas Gerais est 37% plus élevé que la moyenne du secteur privé, selon les données publiées en 2020 dans l'Annuaire du Coopérativisme du Minas Gerais (Sistema OCEMG, en portugais). L'objectif de l'étude est de présenter l'évolution des indicateurs d'embauche par les coopératives dans l'État de Minas Gerais, au cours de la dernière décennie et fera une comparaison avec les indicateurs présentés au Brésil et dans le monde, montrant l'importance des coopératives pour le développement local et l'élévation de l'indice de développement humain (IDH). Il est également prévu que cette étude inspire d'autres pays à mesurer périodiquement l'évolution des emplois générés par les coopératives et leur pertinence pour les communautés dans lesquelles elles opèrent.

Mots clés : emploi, chômage, Covid-19, pandémie, développement.

Le travail décent comme élément de base à intégrer dans l'identité coopérative présente et future.

Francisco Javier Arrieta Idiakez (Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne), Gonzalo Martínez Etxeberria (Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne) et Josune López Rodríguez (Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne)

Le défi que doivent relever les coopératives, et donc le mouvement coopératif en ces temps de crise mondiale, est de consolider leur position dans un monde et un marché définitivement globalisés et de plus en plus exigeants dans des domaines tels que la qualité du produit ou du service offert, son coût, le respect de l'environnement dans les processus de production et de transformation de ces produits, le respect de normes minimales d'organisation du travail, etc...

Le contexte de la crise systémique mondiale résultant de la pandémie causée par le virus COVID-19, dans lequel se déroulera le prochain Congrès Mondial organisé par l'ACI qui se tiendra en décembre 2021 à Séoul, nous amène, comme point de départ de notre étude et compte tenu de son sujet (l'identité coopérative), à faire une première réflexion sur les développements dans ce domaine depuis le dernier Congrès de Manchester en 1995 jusqu'à aujourd'hui, en reprenant certaines des approches les plus pertinentes faites par le mouvement coopératif dans ce domaine.

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis la tenue du Congrès historique de Manchester en 1995, ce qui est plus que suffisant pour jeter un regard rétrospectif sur l'identité coopérative, surtout au cours des vingt-cinq dernières années, alors que le monde a changé de manière spectaculaire, en raison de questions telles que la révolution numérique, la crise climatique mondiale, le défi démographique, la migration, etc.....

Ces défis, ainsi que d'autres, posent des questions globales à des problèmes globaux dans lesquels le mouvement coopératif ne peut rester à l'écart et doit réfléchir afin de renforcer une identité en tant que coopérative, ce qui lui permettra de se consolider et d'avancer dans ce nouveau monde post-pandémique.

Les exigences d'adaptation de la réalité des coopératives et du coopérativisme dans ces domaines et à cette époque doivent obliger le coopérativisme à réfléchir sur ces questions, car les particularités des coopératives, en tant qu'entités dont les racines sont ancrées dans les valeurs auxquelles elles aspirent et les principes qui doivent guider leurs actions, font de ce type de réflexion une obligation inévitable si elles veulent poursuivre leur chemin comme elles le font depuis la fin du XIXe siècle.

Dans ce domaine de réflexion, et après avoir identifié une série de défis, nous nous concentrerons sur l'une des questions, à notre avis centrale pour le renforcement d'une identité coopérative moderne et actualisée, à savoir celle qui affecte le cadre des relations sociales et de travail au sein de la coopérative.

Pour cette raison, et en prenant comme référence la Déclaration du Centenaire de l'OIT adoptée par la Conférence lors de sa cent huitième session tenue à Genève le 21 juin 2019, notre intention est de transférer au débat sur l'identité coopérative certaines des clés que cette déclaration établit pour ses membres dans des domaines spécifiques conformément au travail décent comme élément clé du développement durable des coopératives.

Le monde du travail est en pleine transformation sous l'effet de la mondialisation, du développement technologique, des changements démographiques, de la dégradation de l'environnement, du changement climatique et des inégalités croissantes. Ces causes obligent à repenser la nature et l'avenir des relations de travail afin de garantir la dignité de tous les travailleurs.

En prenant ce scénario et le thème central de cette proposition comme point de départ, l'attention sera portée sur certains des défis pour l'avenir du travail au sein du mouvement coopératif.

Tout d'abord, le rôle de la coopérative et, plus précisément, de l'identité coopérative, dans la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique sera abordé, car l'avenir du travail est intimement lié à l'environnement, d'où la nécessité de vérifier le rôle du mouvement coopératif dans ce domaine.

Deuxièmement, l'étendue de l'emploi des travailleurs vulnérables dans la sphère coopérative sera analysée, ainsi que les mesures adoptées par les coopératives pour promouvoir le recrutement de travailleurs appartenant à des groupes particulièrement vulnérables.

En troisième lieu, les nouvelles formes de participation et de représentation sociale seront étudiées, dans le but d'approfondir la nécessité de différencier le principe d'autogestion et la liberté syndicale, en tant qu'institutions devant opérer dans des sphères différentes.

Enfin, les principes d'éducation et de formation et d'intérêt communautaire seront examinés en profondeur en tant qu'instruments valables pour réaliser les transitions nécessaires dans les coopératives tout au long de la vie professionnelle de leurs membres.

Performances des coopératives de travail solidaires : Témoignages d'Argentine

Paola Raffaelli (boursière post-doctorale, Université de Lund, Suède)

Dans cet article, nous discutons de la solidarité politique en tant que caractéristique fondamentale de l'identité coopérative, qui détient une force transformatrice pouvant déclencher et soutenir la résistance et inspirer le changement social. Nous nous concentrons en particulier sur les différentes performances de la solidarité, telles qu'elles ont été observées dans deux coopératives de travail en Argentine et au Royaume-Uni, afin d'articuler la manière dont les coopératives mettent en œuvre de nouvelles formes de mobilisation, des formes alternatives d'organisation et des espaces d'espoir. L'article propose que l'atomisation et l'individualité encouragées par le néolibéralisme entraînent des notions romantiques de la solidarité et limitent la capacité des coopératives à développer une réponse efficace et collective à l'organisation axée sur le marché. A l'opposé, nous apportons la preuve que le potentiel de transformation des coopératives réside dans leur capacité à participer à des mouvements sociaux plus larges qui résistent aux relations économiques dominantes et luttent pour un avenir alternatif.

Mots-clés : solidarité, collectif, coopératives, changement social

Productivité, concurrence et contrainte budgétaire souple. Une analyse comparative entre les entreprises appartenant aux travailleurs et les entreprises conventionnelles

Thibault Mirabel (Université de Paris-Nanterre, France)

Un argument de longue date selon lequel les entreprises appartenant aux travailleurs (WOF) seraient au moins aussi performantes que les entreprises conventionnelles (CF), est qu'elles seraient créées dans des secteurs de niche relativement protégés de la concurrence du marché ou parce qu'elles recevraient plus d'aides publiques que les CF. Cet article étudie cette question en comparant l'impact de l'environnement externe (c'est-à-dire la concentration du marché et l'aide publique) sur les niveaux de productivité des WOF et des CF. Contrairement aux FC qui sont détenues par des investisseurs et gérées dans l'intérêt de ces derniers, les WOF sont des entreprises dans lesquelles la plupart des travailleurs ont à la fois le droit de contrôler l'entreprise (prise de décision) et le droit de recevoir les bénéfices résiduels de l'entreprise (participation aux bénéfices).

Un débat de longue date dans la littérature sur les entreprises gérées par la main-d'œuvre concerne la productivité, à savoir si les WOF sont moins, plus ou autant productives que les CF. En bref, la littérature théorique n'est pas concluante en ce qui concerne la performance comparative attendue des WOF et des CF (voir Pérotin, 2012 pour une revue). La littérature empirique sur les entreprises gérées par la main-d'œuvre s'est concentrée presque exclusivement sur les facteurs internes de productivité et les caractéristiques de la FOO (par exemple, Monteiro et Straume, 2018 ; Arando et al., 2015 ; Fakhfakh et al. 2012 ; Jones, 2007 ; Craig et al., 1995 ; Berman et Berman, 1989). Pourtant, les théoriciens ont défendu l'idée que les facteurs externes devraient jouer un rôle important dans la productivité des FOO (voir Dow, 2018 pour une revue). Bonin et al. (1993) suggèrent que les différences de productivité entre les WOF et les CF devraient résulter de l'interaction des facteurs internes et externes.

Dans l'ensemble, mon article apporte un nouvel éclairage sur la manière dont les WOF et les CF produisent différemment (Fakhfakh et al. 2012 ; Estrin et Jones, 1992). Les sources de la performance des WOF et des CF sont différentes, à savoir que la productivité des WOF et des CF est impactée en sens inverse par la concurrence du marché. Comme le suggèrent Bonin et al. (1993), la différence fondamentale entre les WOF et les CF semble résider dans l'interaction entre leur logique interne et leur environnement externe.

Les fonctions objectives du WOF et du CF peuvent différer en termes de production. En effet, il est important de garder à l'esprit que j'ai comparé la productivité du WOF et du CF en utilisant l'objectif du CF (c'est-à-dire maximiser le profit) comme référence. De nouveaux indicateurs et des outils statistiques appropriés permettant de contrôler l'objectif de l'OMP (c'est-à-dire la satisfaction des besoins des membres), disponibles à la fois pour l'OMP et le FC, permettraient d'évaluer la performance de l'OMP par rapport au FC en utilisant l'objectif de l'OMP comme référence.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : entreprises gérées par la main-d'œuvre, croissance des entreprises, productivité, PTF

Les coopératives comme forces motrices dans la création de conditions de travail décentes. Le cas de l'Espagne dans la reprise après la grande récession

Rosa Santero Sanchez (Université Rey Juan Carlos, Espagne) et Rosa Belen Castro Nuñez (Professeur, Université Rey Juan Carlos, Espagne)

Les entités de l'économie sociale (ES) partagent des valeurs qui se traduisent par un comportement différencié en fonction des caractéristiques de leur main-d'œuvre, des conditions de travail, de la localisation géographique et de la spécialisation de la production, car leur objectif ultime est orienté vers le service de leurs membres et de la société plutôt que vers la recherche de profits. Les organisations d'ES, y compris les coopératives, montrent une plus grande résilience en temps de crise, augmentant la stabilité des emplois dans des moments cruciaux pour les travailleurs (Borzaga et al., 2017). Des preuves soutiennent une résilience plus élevée en temps de crise économique, observée dans les coopératives du monde entier, offrant des environnements de travail plus stables pour les travailleurs (Ben-Ner, Ren et Paulson, 2011, Leete, 2000, Díaz et Marcuello, 2010, Calderón et Calderón, 2012).

Au cours des deux dernières décennies, les facteurs affectant la qualité de l'emploi, en tant qu'aspect clé du travail décent, ont fait l'objet d'une attention croissante tant dans les politiques publiques que dans les études universitaires. En outre, l'amélioration des emplois décents et des bonnes conditions de travail est devenue un enjeu majeur de l'agenda politique international, et a donc été incluse dans les objectifs de développement durable (ODD) lancés par les Nations unies dans l'Agenda 2030 pour le développement durable (dans l'ODD 8, concernant la croissance économique, le plein emploi et le travail décent pour tous). Dans le même temps, on constate un intérêt croissant pour les effets que l'économie sociale (ES) pourrait avoir sur la réalisation des ODD (UNTFSSE, 2015).

L'objectif principal de cet article est d'analyser les nouveaux emplois générés par les coopératives et les entreprises dirigées par des employés en Espagne au cours de la reprise économique après la Grande Récession (période 2013-2016). Afin de contraster d'un point de vue empirique les principaux effets des principes des entreprises SE, nous évaluons la qualité associée aux nouveaux emplois créés par ces entités en utilisant des techniques d'indice composite, qui permettent d'inclure et de combiner différentes dimensions de la qualité de l'emploi dans une seule mesure. De plus, nous comparons la qualité des emplois de la SE avec un groupe de contrôle d'entreprises ordinaires, composé des entreprises les plus représentatives des entreprises à but lucratif, afin d'analyser les différences potentielles entre les deux groupes en termes de qualité des emplois.

Le premier défi auquel est confrontée toute étude sur la qualité de l'emploi est l'absence d'une définition unique et acceptée du terme et l'absence de méthodes de mesure comparables. L'étude objective de la qualité de l'emploi est un effort multidisciplinaire, bien qu'aucun consensus n'ait été atteint sur les dimensions concernées ou les variables à prendre en compte. Dans cet article, nous utiliserons une perspective objective, liée à une approche de la qualité de l'emploi basée sur la sécurité de l'emploi (Santero et al, 2015). La définition multidimensionnelle de la qualité de l'emploi nécessite le développement d'un indice composite et il est nécessaire d'utiliser des techniques statistiques d'analyse multivariable, qui permettent d'analyser l'influence des indicateurs partiels sur l'indicateur composite. La méthode choisie est l'Analyse en Composantes Principales (ACP), une technique souvent utilisée lorsqu'il n'existe pas de consensus sur l'importance relative des variables originales composées par l'indice composite et cette méthode permet de comparer avec d'autres.

Nous utilisons un ensemble de l'échantillon continu d'histoires de travail (CSWH) pour l'Espagne, publié par le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale sur une base annuelle, pour analyser l'emploi généré au cours de la période 2013-2016. Le CSWH est un ensemble de données de niveau micro basé sur les dossiers administratifs espagnols qui contient la vie professionnelle de plus de 1,2 million de personnes par an. Le niveau de détail contenu dans le CSWH permet d'identifier les coopératives et les entreprises détenues par leurs employés et, par conséquent, l'emploi qu'elles génèrent. Le CSWH comprend des variables personnelles et sociales des travailleurs, des caractéristiques de l'emploi et des variables de l'entreprise. L'échantillon final comprend un total de 66.875 travailleurs dans 17.764 entreprises, dont 15.868 personnes et 4.162 entreprises sont des coopératives, le reste faisant partie du groupe de contrôle.

Les résultats préliminaires soutiennent l'idée que l'ES est une force motrice dans la génération d'emplois stables. L'indicateur composite montre une meilleure valeur moyenne pour les nouveaux travailleurs entrant dans l'économie sociale, par rapport à ceux ayant un nouvel emploi dans le groupe de contrôle, reflétant spécialement la plus grande partialité dans ces entreprises. Cette contribution devrait être mise en évidence dans l'agenda politique des années à venir, qui mettra sans aucun doute à l'épreuve la capacité des pays à maintenir et à créer des emplois décents dans le scénario post-covid19. Dans le contexte socio-économique, la conception des stratégies d'emploi pour faire face à la crise actuelle et à la reprise économique devrait reconnaître et soutenir explicitement le rôle des entités de l'ES, en fournissant un soutien institutionnel et même fiscal, comme un exemple de bonnes pratiques dans la création d'un travail durable et décent.

Références

Ben-Ner, A.; Ren, T.; Paulson, D.F. (2011): A Sectoral Comparison of Wage Levels and Wage Inequality in Human Services Industries. *Nonprofit and Voluntary Sector Quaterly*, 40(4): 608–633. DOI: 10.1177/0899764010365012.

Borzaga, C.; Salvatori, G.; Bodini, R. (2017): *Social and Solidarity Economy and the Future of Work*. International Labour Organization: Geneva, Switzerland.

Calderón, B.; Calderón, M.J. (2012): La calidad del empleo de las entidades de la economía social en periodo de crisis, *Ekonomiaz*, 79.

Santero-Sanchez, Rosa & Segovia-Pérez, Mónica & Castro-Nuñez, Belen & Figueroa-Domecq, Cristina & Talón-Ballestero, Pilar, 2015. "Gender differences in the hospitality industry: A Job quality index," Tourism Management, Elsevier, vol. 51(C), pages 234-246.

Díaz, M.; Marcuello, C. (2010): Impacto económico de las cooperativas. La generación de empleo en las sociedades cooperativas y su relación con el PIB. *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*, 67, 23-44.

Leete, L. (2000): Wage Equity and Employee Motivation in Nonprofit and For-profit Organizations. *Journal of Economic Behavior and Organization*, 43(4), 423-446. DOI: 10.1016/S0167-2681(00)00129-3.

UNTFSSE (2015): *Realizing the 2030 Agenda through Social and Solidarity Economy: Position Statement of the UN Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy.* United Nations: New York, USA.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : coopératives, qualité de l'emploi, indicateurs composites, création d'emplois, reprise économique

Une organisation de chercheurs indépendants est-elle viable en tant que coopérative de travail ? - Une analyse de cas utilisant la théorie de la propriété de l'entreprise de Hansmann

CHO Mihyoung, LEE Jeong-eun et LEE Seung-young (Co-Research Coop, Corée)

Mots clés : coopérative de travail, coopérative de freelances, chercheur indépendant, théorie de la propriété de la firme.

[Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

[Président]

- Marcelo Vieta (Programme d'éducation des adultes et de développement communautaire, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada)

[Panélistes]

- Marcelo Vieta (Programme d'éducation des adultes et de développement communautaire, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada) et Ashish Pillai (doctorant, AECD/OISE/UofT, assistant de recherche, projet Co-opConvert, Canada)
- Marcelo Paladino Castro (AECD/OISE/UofT, projet Co-opConvert, Canada)
- Fiona Duguid (Chargée de recherche, Université Saint Mary's / Université du Cap Breton, Canada) et Derya Tarhan (Candidate au doctorat, OCDE/OISE/UofT / Assistante de recherche, Projet Co-opConvert, Canada)
- Dionne Pohler (professeur associé, Université de Saskatchewan / Université de Toronto, Canada)
- Claude-André Guillotte (Professeur, IRECUS, Université de Sherbrooke, Canada) et Josée Charbonneau (IRECUS, Université de Sherbrooke, Canada)

Un défi majeur pour les petites et moyennes entreprises (PME) et leurs employés dans le monde entier est aujourd'hui le potentiel de fermetures à grande échelle. Jusqu'au début de 2020, cela était principalement dû aux effets de la mondialisation et de l'austérité sur les économies locales. Au deuxième trimestre de 2020, les défis sont devenus plus graves, car les maux socio-économiques causés par le COVID-19 risquent de faire disparaître définitivement la moitié des emplois dans le monde et un grand nombre de ses PME (OIT, 2020). En outre, l'augmentation du nombre d'entreprises confrontées à des problèmes de succession en raison du départ massif à la retraite des baby-boomers dans les pays du Nord a également contribué à la crise de la continuité des activités au cours des dernières années. Au Canada et aux États-Unis, par exemple, environ trois quarts des propriétaires ayant pris leur retraite n'ont pas de plan de succession, ce qui met en péril le bien-être socio-économique des communautés et, au Canada, affecte potentiellement un tiers de la main-d'œuvre du secteur privé (Bruce & Wong, 2012 ; CBC, 2011 ; ISED, 2016 ; Israelson, 2017 ; Parkinson et al., 2015). Dans le même temps, en Europe du Sud, en Amérique latine et dans certaines régions d'Asie et d'Afrique, des crises socio-économiques persistantes, l'austérité néolibérale ou une main-d'œuvre moins chère ailleurs ont contribué à des taux de chômage obstinément élevés, à des vagues de fermetures d'entreprises et à des déplacements socio-économiques croissants.

À la lumière de ces crises de plus en plus chroniques et nouvelles, une option, déployée dans différentes parties du monde pour sauver soit des entreprises saines avec des problèmes de transfert générationnel, soit des entreprises en faillite, des emplois et des économies locales, sont les conversions d'entreprises en coopératives (BCC), y compris les rachats d'entreprises par les travailleurs (WBO), les empresas recuperadas (entreprises récupérées par les travailleurs) et les conversions dirigées par les propriétaires qui transforment des entreprises anciennement conventionnelles en coopératives de travail, en coopératives multipartites et solidaires, ou en d'autres modèles de propriété par les travailleurs ou la communauté (Jensen, 2011 ; Lingane & Rieger, 2015 ; Quarter & Brown, 1992 ; Vieta, 2020a, b ; Vieta et al., 2017). La poignée d'études sur les BCC qui existent actuellement commencent à montrer qu'elles sauvent des emplois et préservent les capacités productives des communautés (Sanchez Bajo & Roelants, 2011 ; Vieta et al., 2017 ; Vieta, 2019 ; 2020a, b ; Zevi et al., 2011).

Ce panel met en lumière les résultats du projet de conversion en coopératives (Co-opConvert), un partenariat de trois ans entre les universités et le secteur coopératif financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Dirigé par le chercheur principal, le Prof. Marcelo Vieta (Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto), le projet réunit deux des

principaux centres de recherche canadiens sur les coopératives et l'économie sociale - le Centre for Learning, Social Economy, & Work (CLSEW) de l'Université de Toronto et l'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles (IRECUS) de l'Université de Sherbrooke - avec l'expertise en développement coopératif de la fédération nationale des coopératives du Canada, Cooperatives and Mutuals Canada (CMC). Co-opConvert explore de manière comparative les expériences, les politiques et les cas de CCC au Canada et dans le monde entier dans une perspective de recherche multidimensionnelle. En se concentrant sur le Canada, mais avec des implications internationales, les articles de ce panel se concentrent sur les modèles établis et en développement des CCC au Canada, comparent les environnements favorables aux CCC au Canada et entre le Canada et d'autres juridictions, et attirent l'attention sur les avantages et les défis des CCC pour la succession des entreprises et le développement communautaire et coopératif durable. De plus, ils parlent collectivement de la force du modèle de BCC pour l'identité coopérative, en mettant particulièrement l'accent sur les notions d'auto-assistance, d'entraide et d'autonomie économique en créant de nouvelles entreprises démocratiquement coopératives qui renforcent et garantissent les besoins économiques, sociaux et culturels communs des communautés en temps de crise et au-delà.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : conversion d'entreprises en coopératives, transfert d'entreprises en coopératives, rachat par les travailleurs, empresas recuperadas, succession d'entreprises

---

Pistes pour démocratiser l'économie et sauver des emplois par la conversion d'entreprises en coopératives : Situer le "modèle canadien"

Marcelo Vieta (Programme d'éducation des adultes et de développement communautaire, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada) et Ashish Pillai (doctorant, AECD/OISE/UofT, assistant de recherche, projet Co-opConvert, Canada)

La conversion en coopératives d'entreprises en difficulté ou d'entreprises saines confrontées à des problèmes de succession est de plus en plus reconnue comme un moyen viable de sauver des emplois et de soutenir et démocratiser les entreprises et les économies des communautés locales. En nous appuyant sur les résultats d'une analyse documentaire transnationale réalisée pour le projet Co-opConvert, nous illustrons les voies possibles au Canada pour l'option de conversion en coopérative. Cette recherche a révélé quatre voies de conversion : (1) la conversion d'entreprises en coopératives de travail dirigé par les travailleurs dans un conflit de travail ; (2) la stratégie de conversion négociée, avec une collaboration entre les travailleurs/acteurs communautaires, le secteur coopératif et l'État ; (3) le transfert d'entreprises publiques à des coopératives à l'initiative de l'État ; et (4) la conversion partielle d'entreprises en coopératives ou autres organisations d'économie sociale, avec une propriété des travailleurs ou de la communauté, mais sans droits de décision. Le modèle de conversion canadien s'inscrit-il dans l'une de ces quatre voies de conversion d'entreprise, dans une combinaison de celles-ci, ou existe-t-il une voie de conversion spécifiquement canadienne qui reste à définir ?

Une perspective comparative des éco-systèmes BCC au Canada et à l'étranger : Une synthèse des entretiens avec les informateurs clés réalisés dans le cadre du projet Co-opConvert.

Marcelo Paladino Castro (AECD/OISE/UofT, assistant de recherche, projet Co-opConvert, Canada)

L'importance des cas illustratifs de conversion d'entreprises en coopératives au Canada hors Québec

Fiona Duguid (chargée de recherche, International Centre for Cooperative Management, Saint Mary's University / MBA en développement économique communautaire, Cape Breton University, Canada) et Derya Tarhan (doctorante, AECD/OISE/UofT / assistante de recherche, projet Co-opConvert, Canada)

Des conversions d'entreprises en coopératives (CCE) ont lieu à travers le Canada dans une variété de secteurs économiques, y compris, mais sans s'y limiter, les services publics d'électricité, les journaux, les soins de santé, les cinémas, les cafés et les cabinets d'architectes. Notre recherche a révélé que ces conversions sont en fin de compte motivées par trois groupes d'acteurs différents, dont les motivations varient : (1) les propriétaires d'entreprise qui prennent leur retraite et qui cherchent un plan de succession ; (2) les employés d'une entreprise qui sont engagés dans un conflit de travail avec les propriétaires ou qui cherchent à sauver leur emploi une fois que le propriétaire prend sa retraite ; et (3) les communautés qui sont motivées pour préserver un service ou un bien essentiel, comme une épicerie, une fois que le propriétaire vend ou ferme l'entreprise. Dans cette présentation, nous présenterons six études de cas qui illustrent la variété géographique et motivationnelle des BCC qui ont lieu à travers le Canada. Ces études de cas sont basées sur des recherches documentaires et des entretiens semi-structurés avec des acteurs impliqués dans les BCC. Dans notre recherche, nous avons accordé une attention particulière aux environnements favorables qui ont rendu ces BCC possibles avant et pendant le processus de conversion, ainsi qu'aux meilleures pratiques et aux leçons tirées de l'expérience post-conversion des BCC en matière de gestion et d'exploitation de l'entreprise. Dans l'ensemble, notre recherche apporte de nouvelles conclusions concernant une typologie de " conversion en coopérative " pour le Canada et à la littérature encore récente sur les BCC canadiennes.

Exploration des attitudes à l'égard de la conversion en coopérative comme modèle de transmission d'entreprise : Premières données d'un sondage aléatoire auprès de propriétaires et de gestionnaires de PME canadiennes

Dionne Pohler (professeur associé, Université de Saskatchewan / Université de Toronto, Canada)

Le projet de conversions en coopératives (Co-opConvert) a sondé un échantillon aléatoire de propriétaires et de cadres supérieurs de petites et moyennes entreprises à travers le Canada de décembre 2019 à janvier 2020. Dans la première partie de l'enquête, nous avons posé des questions pour nous aider à comprendre les plans de succession d'entreprise actuels dans les PME et les défis auxquels les PME sont confrontées en matière de planification de la succession.

Nous avons également posé des questions pour nous aider à comprendre les connaissances générales des propriétaires de PME sur les coopératives, ainsi que leurs attitudes envers les coopératives et leurs perceptions du modèle d'affaires coopératif. Dans la deuxième partie de l'enquête, nous avons exploré les attitudes des répondants à l'égard de la retraite. Nous avons également introduit l'idée de la conversion en coopérative comme stratégie de succession d'entreprise et avons sollicité les réactions des répondants à cette idée. Dans cette présentation, nous mettrons en évidence les principaux résultats de cette enquête.

Facteurs facilitants et défis de l'écosystème des coopératives de conversion du Québec

Claude-André Guillotte (Professeur, IRECUS, Université de Sherbrooke, Canada) et Josée Charbonneau (IRECUS, Université de Sherbrooke, Canada)

4.2. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD

AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES

Service de santé et de soins

Les coopératives comme sauveurs de vie : L'exemple des établissements de soins pour personnes âgées et la crise de Covid-19

Morris Altman (Doyen et professeur, économie comportementale et institutionnelle et coopératives, École de commerce, Université de Dundee, Royaume-Uni)

Un grand pourcentage des décès liés au Covid-19 ont eu lieu dans des établissements de soins pour personnes âgées. La plupart de ces maisons sont des établissements privés ou publics, où la réduction des coûts est une priorité. C'est ce qu'on appelle souvent être économiquement efficace. Dans les établissements privés à but lucratif, l'objectif principal de la direction est de maximiser les bénéfices pour les propriétaires de l'établissement. L'objectif premier de ces établissements n'est pas de maximiser les bénéfices de leurs clients (y compris les familles de ces derniers). Nous présentons un modèle simple dans lequel l'environnement incitatif et la structure organisationnelle d'un établissement de soins pour personnes âgées appartenant à une coopérative multipartite génèrent un maximum de bénéfices pour les personnes âgées et leurs familles, compte tenu du budget de ces établissements. L'un de ces avantages serait de minimiser les taux de mortalité en général, y compris en cas de choc sur le système, comme dans le cas de Covid-19. La coopérative multipartite est autorégulée dans le sens où les propriétaires des établissements de soins pour personnes âgées sont les personnes soignées et leurs familles. Pour la plupart des membres de ces coopératives, on pourrait s'attendre à ce que la priorité absolue soit de maximiser le bien-être des personnes âgées et de leurs familles - les propriétaires/membres de la coopérative. Dans un établissement de soins pour personnes âgées appartenant à un investisseur ou à l'État, on peut s'attendre à ce que d'autres préoccupations dominent les buts et objectifs de la direction. Il peut en résulter des coûts parfois imprévus, comme une surmortalité importante. On pourrait s'attendre à ce que ces résultats soient modifiés par les ressources dont disposent ces établissements de soins pour personnes âgées et, par conséquent, par la richesse de leurs clients et de leurs familles. Ils peuvent également être modifiés par une réglementation gouvernementale stricte en matière de qualité. Une proposition contrefactuelle émanant de cet article est que si les établissements de soins pour personnes âgées appartenant à des coopératives multipartites avaient été plus dominants dans la société, les taux de mortalité liés au Convid-19 auraient été beaucoup plus faibles, sauvant ainsi des milliers de vies.

Résumé étendu (EN) disponible

Comment les coopératives créent-elles les soins communautaires durables ? - Les coopératives créent les services publics durables centrés sur la communauté

JO Yuseong (Seikatsuclub kazenomura, Institut de recherche sur l'ESS de Chiba, Japon)

L'être humain jouit d'une longévité sans précédent et la société vieillit. Alors que la structure de la population a évolué vers une forme de triangle inversé dans les pays de l'OCDE en général, la Corée est entrée dans la croix morte de la population en affichant un taux de natalité de 0,84 en 2020 et la vitesse de vieillissement la plus rapide. La tendance de la population est un indicateur permettant une estimation relativement exacte de la projection pour l'avenir. Avec la plus grande part de population vieillissante (28,4% de taux de vieillissement, selon le rapport sur la population mondiale en 2020), le Japon tente la restructuration de la société en général. En modifiant la législation, le Japon a repoussé l'âge de la retraite à 70 ans afin que les personnes âgées puissent continuer à participer à l'activité économique. Pour couvrir l'augmentation des coûts de la sécurité sociale due au vieillissement de la population, la contribution à l'assurance soins de longue durée et à la pension a augmenté de manière continue. Alors que le nombre de personnes âgées augmente, le nombre de jeunes diminue, ce qui affaiblit le budget public. Dans ce contexte, comment construire un environnement permettant de soutenir la vie des personnes décentes ?

Parmi les ODD visant à ne laisser personne de côté, comment pouvons-nous préparer les ODD 1. Absence de pauvreté, 3. Bonne santé et bien-être et 10. Réduction des inégalités ? La question des "soins" est importante pour ces objectifs. Comment des soins centrés sur les personnes et n'excluant personne seront-ils possibles ?

Nous pouvons trouver un indice dans les soins communautaires pratiqués par les coopératives. Certains critiquent le fait que la responsabilité des soins repose sur les épaules du secteur privé, car le mythe du modèle de l'État-providence est brisé par le ralentissement de la croissance économique dû au changement de la structure démographique. Cependant, face à une société vieillissante au faible taux de natalité, où les gens doivent vivre avec des corps vieux et malades, l'orientation vers des soins collaboratifs semble inévitable afin qu'ils ne perdent pas leur dignité d'être humain et reçoivent des soins plus décents. Les gouvernements ou les collectivités locales ne peuvent pas résoudre ce problème seuls et les transactions sur le marché basées sur les échanges ne peuvent pas non plus le faire seules. Que pouvons-nous faire ? Nous trouverons un indice dans le modèle de prestation de services publics par des organisations de l'économie sociale principalement centrées sur les coopératives.

Il est possible de restaurer la préoccupation publique réelle en institutionnalisant et en diffusant le modèle de soins communautaires intégraux qui provient de modèles de soins autonomes et mutuels basés sur la gouvernance privée-publique authentique centrée sur la communauté locale, en particulier avec les coopératives développées comme organisations de base. En activant l'identité coopérative, les coopératives, qui peuvent assurer une gestion démocratique, la participation des membres à la gestion et la socialisation des bénéfices, peuvent rendre le système de soins communautaires et les services publics plus publics en fournissant des soins aux personnes âgées, aux enfants et aux patients dans la communauté locale. Elles peuvent renforcer le système de soins communautaires en réalisant diverses dynamiques, telles que la mise en œuvre des politiques publiques du gouvernement, le retour d'information sur celles-ci et l'expérimentation de pratiques non encore institutionnalisées.

Parmi les exemples concrets de coopératives qui créent un modèle de soins centré sur la communauté par le biais de la coopération entre les coopératives ainsi qu'entre les secteurs privé et public, et qui, ce faisant, rendent les services publics plus publics, on peut citer le réseau de soins intégrés Eunpyeong promu par la coopérative sociale de santé Salim dans le district d'Eunpyeong, à Séoul, et le groupe Seikaku Club (la coopérative de consommateurs Seikaku Club et le village du vent Seikaku Club) dans la préfecture de Chiba, au Japon. Sous le thème de la "prise en charge", ces coopératives mettent en place des pratiques concrètes pour la question du vieillissement, de la pauvreté des personnes âgées et des enfants, de la maltraitance des enfants, de la désinstitutionnalisation des personnes handicapées, sur la base des besoins des membres et des habitants locaux et de leur participation volontaire. A partir de ces cas, nous devons examiner quelles sont les contributions des coopératives aux soins communautaires, à la fourniture de services sociaux et à la création d'emplois et comment l'identité coopérative, différenciée des autres types d'organisations, est réalisée dans le domaine des soins. Cela illustre la valeur de la coopérative qui est fortement capable de faire face à la tâche globale commune de l'être humain, à savoir "ne laisser personne derrière".

Résumé étendu (KR) disponible

Mots-clés : soins communautaires, souci de la communauté, ODD, service public, gouvernance locale

Changement institutionnel des coopératives sociales de santé et de bien-être

OH Chun-Hee (Cooperative Institute for health plus, Université Sungkonghoe, Corée) et KIM Sunhwa (Université Sungkonghoe, Corée)

Cette étude examine quels travaux institutionnels les Coopératives Sociales de Bien-Être de la Santé (HWSC) ont entrepris au cours des 26 dernières années pour créer un nouveau champ organisationnel, qui a commencé avec les fournisseurs de soins de santé englobant une variété d'acteurs. Le travail institutionnel se concentre sur l'étude des activités dans le processus de création, de maintien et de perturbation de l'institution. Cette étude a mené une étude de cas exploratoire sur le "champ organisationnel dans son ensemble", y compris 25 HWSC et la Korea Health Welfare Social Cooperative Federation (KHWSCF), qui sont leurs associations. La HWSC critique le système de soins de santé existant et définit l'organisation comme une coopérative de consommateurs de soins de santé. En outre, elle construit une identité mettant l'accent sur la santé des utilisateurs de soins médicaux et crée un nouveau système de soins de santé. Surmontant la crise causée par l'émergence involontaire de quasi coopératives médicales, elle s'est imposée comme une entreprise sociale et a renforcé son identité. Depuis la loi-cadre sur les coopératives, l'organisation s'est transformée en HWSC en acceptant la forme organisationnelle des coopératives sociales. HWSC participe aux soins communautaires où les soins de santé et le bien-être sont mélangés pour résoudre les problèmes de la société super-âgée, et forme finalement un champ organisationnel qui fusionne la santé, le bien-être et l'économie sociale. Le HWSC a pris diverses mesures à différents moments du processus de création et d'expansion des champs organisationnels. Étant donné le manque de recherche sur les processus de création de champs organisationnels pour résoudre les problèmes sociaux, le cas de HWSC peut suggérer comment de nouveaux champs organisationnels sont formés dans le domaine socio-économique.

Résumé étendu (KR) disponible

Mots-clés : Les coopératives sociales d'assistance sanitaire, changement institutionnel, champ organisationnel, travail institutionnel, soins communautaires.

4.3. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD

AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉRIORÉE

Coopérative agricole

Examen des connaissances et de l'identité coopératives dans le secteur agricole australien. Efforts récents pour renforcer l'identité coopérative en Australie

Sidsel Grimstad (Newcastle Business School, Université de Newcastle, Australie) et Elizabeth Makin (Assistante de recherche, Newcastle Business School, Université de Newcastle, Australie)

Jusque dans les années 1980, l'Australie disposait d'un secteur coopératif agricole solide, notamment dans la production laitière et céréalière, la fabrication, le stockage et le transport, mais aussi dans les fournitures agricoles et la pêche. Les coopératives avaient également joué un rôle important dans le développement économique et communautaire régional de l'Australie, en particulier pendant les années de prospérité de l'après-guerre. Cette situation a changé dans les années 1980 avec l'introduction d'une nouvelle politique de concurrence nationale pour le secteur agricole et la suppression des protections réglementaires pour les industries manufacturières locales (Lewis 2006). Certaines des plus grandes coopératives agricoles ont essayé de concurrencer les multinationales et, ce faisant, ont aligné leur identité sur celle de l'entreprise appartenant aux investisseurs. L'introduction de capitaux extérieurs ou la pression exercée pour permettre aux membres existants d'accéder à la richesse accumulée ont finalement conduit à leur disparition ou à leur démutualisation.

La pandémie de COVID a mis en évidence les faiblesses d'une trop forte dépendance à l'égard du secteur des entreprises pour la croissance économique et la prospérité. Avec l'aggravation des inégalités, la récession économique et la crise climatique, l'apparition de la pandémie de COVID-19 a révélé que la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales pouvait sérieusement menacer la sécurité alimentaire mondiale et nationale. Cela a conduit à un regain d'intérêt pour le renforcement du secteur agricole australien, ainsi que pour la relance des entreprises collaboratives et coopératives dans les zones rurales australiennes.

En réponse, le gouvernement australien a financé deux grands projets :

Le "Farming Together Project" en 2017/18 et le "Co-operative Farming Project" en 2020/2021 pour soutenir la formation de nouvelles coopératives agricoles et agroalimentaires. En 2018, le "Farming Together Project" a sélectionné l'Université de Newcastle comme fournisseur d'éducation pour les agriculteurs activement impliqués dans la formation de nouvelles coopératives. Une quarantaine d'agriculteurs/étudiants de toute l'Australie, ont été inscrits à deux cours spécialisés proposés dans le cadre du certificat d'études supérieures en gestion et organisation des coopératives.

L'actuel "Projet d'agriculture coopérative" est mis en œuvre par le Business Council of Co-operatives and Mutuals (BCCM) et vise, par le biais de l'éducation, de la formation, de campagnes d'information et de travaux de plaidoyer, à soutenir et à reconstruire le secteur et l'identité des coopératives agricoles afin de maintenir la propriété et le contrôle nationaux des actifs alimentaires stratégiques et d'accroître la sécurité alimentaire des Australiens ; faciliter la compétitivité des agriculteurs australiens indépendants en leur donnant accès aux marchés et en générant des recettes d'exportation ; maintenir un mode de vie traditionnel tout en assurant une croissance économique pour renforcer les régions australiennes et contribuer à redistribuer la richesse aux agriculteurs par le biais de remises sur les produits et de participation aux bénéfices (BCCM, 2020).

En 2020, le BCCM a financé un projet de recherche pour contribuer à ce processus de reconstruction. L'approbation éthique et le consentement des participants ont été obtenus pour analyser et synthétiser les réflexions des agriculteurs/étudiants sur leurs expériences de création ou de développement de coopératives agricoles existantes. Ces données sont actualisées et complétées par des entretiens de groupe avec les mêmes agriculteurs/étudiants deux ans après la création de leur coopérative.

La théorie institutionnelle (Scott, 2008) a été utilisée pour analyser et identifier les obstacles à la formation de coopératives dans les données collectées. Les résultats préliminaires de la recherche indiquent que, malgré un certain enthousiasme récent pour le modèle coopératif en Australie, il existe des obstacles cognitifs réglementaires, normatifs et culturels importants à la formation de coopératives

et à la légitimité de l'identité coopérative. Les obstacles réglementaires comprennent un environnement législatif et politique qui ne reconnaît pas la différence coopérative. Les barrières normatives et culturelles-cognitives incluent un manque de connaissances sur les modèles d'affaires coopératifs, et des preuves d'hypothèses "tenues pour acquises" (barrière culturelle cognitive) selon lesquelles les coopératives sont un modèle d'affaires inefficace et démodé. La théorie de la réglementation (Freiberg 2017 ; Parker 2000) a également été utilisée pour articuler les opportunités de renforcement d'une identité coopérative distincte en Australie en utilisant des formes ciblées de soutien réglementaire.

L'objectif du projet de recherche est d'informer les décideurs politiques, les entreprises coopératives et les lobbyistes sur la nécessité de reconfigurer le paysage réglementaire comme condition préalable à une renaissance du secteur coopératif agricole en Australie aujourd'hui. Ce projet arrive à point nommé puisque le début de la pandémie de COVID-19 a révélé que la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales peut sérieusement menacer la sécurité alimentaire mondiale et nationale.

Références

Business Council of Co-operatives and Mutuals (2020) About Co-operative Farming Project. Accessed 14-9-2020 from https://coopfarming.coop/

Freiberg, A. (2017) Regulation in Australia (The Federation Press)

Lewis, G. (2006). The Democracy Principle. Farmer Co-operatives in the twentieth century Australia. Sydney. Accessed 14-9-2020 from https://fed.coop/wp-content/uploads/2017/11/TheDemocracyPrinciple.pdf

Parker, C. (2000) 'Reinventing regulation within the corporation: Compliance-oriented regulatory innovation.' 32(5) Administration & Society 529.

Scott, W.R. (2008) Institutions and Organizations: Ideas and Interests, 3rd Edition, Sage Press, California

Mots clés : formation de coopératives, innovation coopérative, coopératives agricoles, Australie.

Analyse de l'efficacité des activités d'assurance dans les coopératives rurales d'agriculture et d'élevage

KIM Taehoo (Institut économique rural de Corée, Corée)

En Corée, les coopératives agricoles et d'élevage ont commencé à fournir des services d'assurance en tant qu'activité d'assurance mutuelle. Depuis la séparation des activités financières et des activités liées à l'agriculture en 2012, elles fournissent toujours des services d'assurance à la communauté locale et aux membres, mais en tant qu'agences de courtage d'assurance. Malgré cette transformation en agences d'assurance, les coopératives locales fournissent des services d'assurance différents des agences de courtage d'assurance d'autres organisations financières. En particulier, dans le cas de l'assurance agricole publique, en plus de la vente de polices, les coopératives fournissent des services différenciés tels que la gestion de l'évaluation des dommages et le conseil en cas de dommages, afin de contribuer à la stabilité des affaires des membres et à l'augmentation de leur bien-être.

Malgré ces rôles, en raison du vieillissement et de la diminution des zones rurales, le besoin d'une meilleure qualité des services d'assurance se fait sentir pour les coopératives agricoles et d'élevage locales. Par conséquent, pour fournir de meilleurs services d'assurance, l'efficacité des activités d'assurance des coopératives doit être renforcée. Cette recherche tente de mettre en évidence l'importance des activités d'assurance des coopératives agricoles et d'élevage rurales, de souligner la nécessité de fournir des services d'assurance durables et de proposer des idées pour développer les activités d'assurance.

Principaux résultats de la recherche

Grâce à l'analyse DEA, cette recherche a analysé l'efficacité de l'activité d'assurance dans les coopératives rurales agricoles et d'élevage et a identifié les facteurs affectant l'efficacité. L'analyse de l'efficacité a été menée en considérant le nombre de bureaux, d'employés et les dépenses de vente et de gestion liées aux affaires financières comme des variables d'entrée et le montant de la commission d'assurance comme l'indicateur de sortie. Dans la deuxième étape de l'analyse, alors que le score d'efficacité a été utilisé comme variable dépendante, le nombre de membres et de membres associés a été utilisé comme variable indépendante afin d'analyser leurs effets sur l'efficacité.

L'efficacité de l'activité d'assurance étant faible dans la majorité des coopératives, il est possible de l'améliorer en augmentant les apports. Pour cela, il faut renforcer les services d'assurance personnalisés dans la communauté locale.

Mots clés : coopérative locale d'agriculture et d'élevage, activité d'assurance, analyse de l'efficacité.

Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

Mateus de Carvalho Reis Neves (professeur, Université fédérale de Viçosa, Brésil), Carlos Otavio de Freitas (Université fédérale rurale de Rio de Janeiro, Brésil), Felipe de Figueiredo Silva (Université Clemson, Brésil), Davi Rogério de Moura Costa (professeur, Université de Sao Paulo, Brésil) et Marcelo José Braga (Université fédérale de Viçosa, Brésil)

Au cours des dernières décennies, le Brésil a augmenté sa production agricole et a connu une participation plus forte sur le marché alimentaire mondial. Malgré cela, les populations rurales continuent de faire face à de fortes inégalités de revenus - environ 85 % du revenu agricole brut étant généré par 11,4 % des exploitations brésiliennes (Helfand et al., 2009 ; Alves et al., 2013). Plusieurs facteurs peuvent contribuer à une répartition plus équitable des revenus dans les zones rurales, notamment l'accès aux marchés, la vulgarisation rurale et les services financiers. La commercialisation des produits agricoles peut contribuer de manière significative à améliorer la sécurité alimentaire, à réduire la pauvreté et à stimuler le développement agricole (Fafchamps, 2005 ; Carletto et al. 2017). Cependant, de nombreux petits exploitants sont confrontés à la décision de choisir la meilleure destination pour leur production compte tenu des défaillances du marché qui peuvent les conduire à ne pas accéder aux meilleurs canaux de commercialisation et arrangements contractuels, ne parvenant pas à augmenter leurs gains (Jayne et al., 2006). Notamment, dans les pays en développement, où le commerce est souvent caractérisé par des défaillances du marché et des structures monopolistiques, les coopératives peuvent représenter une option intéressante pour la commercialisation des petits agriculteurs (Bernard et Spielman, 2009). Au Brésil, ces organisations représentent environ 40 % de la valeur brute de la production agricole (VAB) dans l'agriculture et l'élevage (IBGE, 2019). En aidant les petits agriculteurs, les coopératives peuvent également avoir le potentiel de contribuer à réduire les inégalités de revenus. Dans ce document de travail, nous nous intéressons à ces sujets.

Résumé étendu (EN) disponible

Mots clés : coopératives, marketing, inégalité des revenus, régression quantile inconditionnelle.

Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et du principe coopératifs

Alexander V. Sobolev (Professeur, Université russe de la coopération, Russie), Vladimir M. Pakhomov (Professeur, Université russe de la coopération, Russie), Svetlana I. Khidirova (Maître de conférences, Faculté d'économie, Institut humanitaire, Russie) et Bogdan A. Pakhomov (Étudiant, Université d'État des affaires internationales de Moscou, Russie)

Cette étude est consacrée à la clarification des questions d'identité et de principes coopératifs en relation avec les coopératives rurales en Russie. Une analyse rétrospective du problème de recherche couvre la période de 150 ans de l'existence historique des coopératives rurales par étapes : 1) le premier demi-siècle (jusqu'en 1917), 2) la période soviétique, 3) les trente dernières années de la Russie moderne.

Si les principaux types de coopératives dans la Russie pré-soviétique étaient largement guidés par les modèles de Rochdale, Schulze-Delitzsch et Raiffeisen, et que leur développement à l'époque suivait une trajectoire croissante (surtout au début du 20e siècle), les coopératives soviétiques ont été soumises à la nationalisation, ont été déformées et réduites au fait que dans les campagnes, les coopératives de consommateurs et les artels agricoles (fermes collectives) travaillaient sur une base commando-administrative. Les tentatives de modernisation des coopératives rurales dans la Russie d'aujourd'hui, visant à les rendre strictement conformes aux principes de l'ACI, ne peuvent être qualifiées de réussies, en partie parce que les principes coopératifs ne sont pas des règles, et que leur non-respect n'est pas punissable. Par exemple, les principes peuvent être interprétés de différentes manières : certains d'entre eux ont des caractéristiques politiques ("adhésion ouverte"), d'autres prescrivent des normes de comportement ("contrôle démocratique des membres" se réduit essentiellement au fait que "une personne - une voix"), les troisièmes - sont des concepts vagues (par exemple, "indépendance", "éducation", "coopération entre les coopératives", "préoccupation pour la communauté"). Par conséquent, les principes sont plus solidement ancrés s'ils définissent et consolident non seulement les relations juridiques, mais prescrivent également des obligations assorties de sanctions appropriées en cas de violation.

L'utilisation de l'expérience historique de la coopération russe contribue à l'expansion des connaissances sur l'identité coopérative : "L'adhésion volontaire et ouverte" est complétée par le "libre accord" ; le "contrôle démocratique des membres" est spécifié par "la participation directe de tous les membres à la gestion de la coopérative sur la base de l'égalité" ; la "participation économique des membres" signifie "la participation effective des membres à l'activité économique", "l'intérêt matériel de l'adhésion", "la participation des membres à la formation des fonds de la coopérative", "la responsabilité des membres pour le travail de la coopérative". L'analyse prouve que les principes présentés qui révèlent les caractéristiques d'une organisation coopérative sont en même temps des signes d'une coopérative (attributs d'une coopérative) - tous sont en connexion mutuelle les uns avec les autres, et aucun d'entre eux n'est accidentel.

Dans un environnement économique en constante évolution, les coopératives sont de plus en plus contraintes de recourir à des formes organisationnelles et juridiques qui ne correspondent manifestement pas aux caractéristiques coopératives. En grande partie parce que la législation coopérative n'a pas le temps de s'adapter, elle oblige les coopératives à se légaliser dans un "lit de Procuste" de formes contradictoires (coopératives de consommation ou de production, coopératives commerciales ou non commerciales, entreprises coopératives ou unions) ; les personnes qui peuvent être appelées coopérateurs sont regroupées dans des formes juridiques non coopératives, et les coopératives formellement organisées sont gérées et fonctionnent sans aucun esprit coopératif. Il y a manifestement une application formelle des principes de l'ACI et une ignorance des caractéristiques socio-économiques d'une coopérative. Il y a un déséquilibre évident, et global, dans la forme coopérative et l'essence de la coopération, et cela doit être pris en compte, à la fois lors de l'analyse des statistiques du mouvement coopératif, et dans la résolution des questions de soutien de l'État aux agriculteurs et aux paysans, et à leurs organisations (syndicats et associations coopératives).

Résumé étendu (EN) disponible

Mots-clés : identité coopérative, principes coopératifs, caractéristiques des coopératives, coopératives agricoles en Russie

Les coopératives vinicoles européennes : vers une typologie des réseaux de distribution en Amérique du Nord

Alfredo Coelho (Professeur associé, Bordeaux Sciences Agro, France)

Ce travail porte sur la compréhension des différentes stratégies adoptées par les coopératives vinicoles situées dans les principaux pays viticoles européens pour pénétrer les réseaux de distribution internationaux sur le marché nord-américain (Touzard et al., 2008 ; Theodorakopoulou I. ; Iliopoulos C., 2012).

La distribution du vin est un sujet qui a attiré peu d'attention dans la littérature alors qu'il s'agit d'une question assez importante car l'internationalisation des coopératives vinicoles est plutôt limitée. De manière générale, l'internationalisation se limite au stade de l'exportation et concerne principalement les vins d'entrée et de milieu de gamme (Couderc et Laye, 2006).

L'étude empirique est basée sur l'analyse des exportations de vins tranquilles et effervescents vers le marché américain, couvrant une période d'environ 54 mois (2017-2021). Notre échantillon comprend l'analyse de plus de 7 000 conteneurs expédiés par les principales coopératives viticoles de chaque pays individuel. Notre étude ne considère que les exportations directes, c'est-à-dire qu'elle exclut les vins expédiés par des intermédiaires tels que les sociétés de négoce (*négociants*).

Pour ce faire, nous avons adopté un cadre intégrant une approche *" stakeholder "* pour la compréhension des logiques derrière les stratégies de pénétration des réseaux de distribution (grossistes, importateurs, monopoles d'alcool) aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada.

Nos résultats suggèrent l'existence d'une hétérogénéité des choix dans les réseaux de distribution parmi les coopératives vinicoles mais aussi une unicité liée à la nature du type de produits commercialisés (vins tranquilles, vins effervescents...) ainsi qu'à la nature de l'origine géographique des coopératives vinicoles. Plus précisément, la distribution des coopératives de vin en Amérique du Nord présente différents modèles.

Ce travail contribue à une meilleure compréhension du comportement des coopératives vinicoles dans les circuits de commercialisation. Il apporte un éclairage sur les choix stratégiques des coopératives viticoles et peut contribuer à la politique viticole en apportant un éclairage sur les modalités de financement de la promotion des vins coopératifs dans les pays tiers.

Mots clés : coopératives vinicoles, canaux de distribution, exportations, Europe, USA

Les coopératives et l'économie sociale et solidaire

Nasir Iqbal Mughal (Fonds de lutte contre la pauvreté, Pakistan)

Dans de nombreux pays, dont le Pakistan, les coopératives sont utilisées efficacement pour promouvoir le développement agricole et rural. L'utilisation de coopératives de commercialisation agricole au Pakistan, en améliorant les pratiques de gestion post-récolte et en renforçant les liens commerciaux, a entraîné une augmentation significative des recettes de vente des petits producteurs de raisin dans la province du Baloutchistan, le pays le plus vaste mais le moins développé. Les coopératives jouent un rôle essentiel dans le développement rural.

Dans de nombreux pays, dont le Pakistan, le concept des coopératives et de l'économie sociale et solidaire génère un changement et un impact social qui se traduit par l'intégration de diverses solutions innovantes qui s'attaquent aux problèmes les plus cruciaux auxquels la société est confrontée, comme la pauvreté, le chômage et le manque de connaissances en matière de marché et de marketing.

L'unité examine le large spectre du comportement organisationnel et des réponses aux défis sociétaux complexes, y compris la manière dont les entreprises créent un accès à la commercialisation des produits agricoles et horticoles. Pour aider à générer la solidarité sociale et comment l'impact économique peut être mesuré d'une organisation dirigée par un groupe d'agriculteurs potentiels connus sous le nom d'organisation de producteurs/agriculteurs et quels changements ont été faits dans leur style de vie et l'amélioration de leur niveau de vie en satisfaisant les besoins domestiques.

- Sécurité alimentaire
- Statut d'éducation
- Accès aux services de santé
- Environnement favorable

L'organisation de producteurs montre que la solidarité sociale est utilisée par les entreprises sociales et les entrepreneurs sociaux pour créer de meilleurs résultats sociaux, comme l'augmentation du nombre de membres et la définition des rôles et des responsabilités de l'organe exécutif et général de l'organisation. L'unité examine également comment le paysage financier soutient le progrès social dans la prise de conscience et les activités liées à l'évolution du marché, en particulier l'impact de la chaîne de valeur, l'impact des produits classés et non classés, l'ajout de valeur par le biais d'un emballage attrayant qui entraîne un prix élevé sur le marché et un bénéfice financier plus important pour les producteurs.

Ce résumé basé sur la coopérative communautaire des producteurs de dattes de l'Organisation de producteurs de dattes (DPO) du district de Panjgoor dans la province du Baloutchistan au Pakistan et sur la solidarité sociale pour le changement et l'impact social et économique est un exemple d'autonomisation des petits agriculteurs impliqués dans la production et la commercialisation des dattes.

Les organisations de producteurs connues sous le nom de plateforme de solidarité sociale ont été innovées par les agriculteurs du groupe de producteurs de dattes. Le groupe de producteurs de dattes appelé Baloch Hamza Brothers converti en groupe de producteurs pour la commercialisation collective est un groupe de producteurs potentiels de dattes dans le district de Panjgoor au Baloutchistan, la province la plus grande (44% de la masse terrestre du pays), mais la moins développée, à la frontière avec l'Iran. Tout en travaillant sur une approche participative pour le développement rural et pour améliorer les activités génératrices de revenus en créant des liens avec le marché au niveau local, national et international.

Contexte et énoncé du problème :

Les petits exploitants agricoles sont confrontés aux défis de la pauvreté des objets, ils ont été vulnérables aux chocs de la commercialisation de l'agriculture en raison de la complexité de la

commercialisation et du rôle de l'intermédiaire qui capte le marché et devient un donateur autonome pour les petits agriculteurs qui répondent aux besoins. L'intermédiaire achète la récolte au stade de la floraison, lorsque les agriculteurs ont besoin d'acheter les intrants tels que les pulvérisations, les engrais et le matériel d'emballage, ainsi que le coût de la facturation de l'électricité. Ces agriculteurs sont obligés de vendre leur produit à l'intermédiaire parce qu'ils ont déjà obtenu des prêts à plusieurs reprises de la part de l'intermédiaire pour satisfaire leurs autres besoins domestiques.

Le mouvement coopératif dans cette partie du monde, appelée à l'époque l'Inde britannique, a débuté en 1904 dans le but de faciliter l'accès des agriculteurs au crédit formel. Il a été légiféré par la loi de 1904 sur les sociétés de crédit coopératif, remplacée plus tard par la loi de 1912 sur les sociétés coopératives indiennes, afin d'étendre le rôle des sociétés coopératives à d'autres activités. La législation a été mise à jour de temps à autre en tenant compte des nouveaux besoins et rôles des sociétés coopératives. Au moment de la création du Pakistan, le mouvement coopératif s'est poursuivi dans le cadre du Cooperative Societies Act 1925 (Rules 1926). Depuis lors, les coopératives ont connu des expériences variées, avec des succès et des échecs. Cependant, elles sont toujours considérées comme des institutions favorables aux agriculteurs.

Résumé étendu (EN) disponible

De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

Cynthia Giagnocavo (Professeur, Université d'Almería), Sepide Mehrabi (Université d'Almería), Juan Carlos Pérez-Mesa (Université d'Almería) et Laura Piedra-Muñoz (Université d'Almería)

La tendance croissante à l'internationalisation entraîne la nécessité d'établir des stratégies organisationnelles pour les petits agriculteurs. Cet article se concentre sur la petite agriculture familiale dans le sud-est de l'Espagne, où l'activité horticole est principalement organisée autour de modèles commerciaux coopératifs. Les objectifs sont d'examiner le rôle des coopératives en tant que mécanisme de coordination dans le secteur agricole d'Almería, et d'illustrer leurs objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Les coopératives d'Almería ont de plus en plus transformé leur rôle, passant d'une logique dominante de marché à celle d'une coopération collective en tant que mécanisme de coordination basé sur le bénéfice mutuel de la communauté et de l'environnement. Leur capacité à répondre à un large éventail de besoins et de défis économiques, sociaux et environnementaux des membres et de la communauté conduit à la longévité des coopératives.

Si l'évolution du marché mondial a eu une grande influence sur la nécessité du changement, les demandes de la communauté agricole, des membres et de la société en général ont fait en sorte que les facteurs sociaux et environnementaux soient aussi prioritaires que les aspects économiques, notamment en raison de la rareté des ressources en eau, de l'insuffisance des infrastructures et de la logistique, du changement climatique et de la diminution de la biodiversité. Les éléments sociaux peuvent agir en tant que moteurs et contrôleurs de l'activité économique, tout en promouvant des objectifs éco-sociaux tels que l'agriculture biologique, l'éco-efficacité dans l'utilisation des ressources agricoles, la gestion collective des biens communs et la protection de l'environnement. Dans ce sens, les coopératives ont fait des efforts substantiels en tant que moteur de l'innovation dans le secteur de la production et du commerce. Dans le même temps, elles jouent un rôle dans la transmission de la responsabilité sociale et de la sensibilisation à l'utilisation efficace des ressources naturelles aux différentes générations. Le cas d'Almería (sud-est de l'Espagne) permet de souligner les nombreuses composantes de la durabilité qui peuvent être considérées comme pertinentes dans les futures études sur la durabilité et la résilience des coopératives, ainsi que sur les valeurs coopératives.

Dans ce contexte, les objectifs de cette étude sont multiples : examiner le rôle des coopératives en tant que mécanisme de coordination dans le secteur horticole à Almería ; illustrer également son rôle dans la promotion du développement durable.

Résumé étendu (EN) disponible

Le rôle des coopératives dans le développement de l'agriculture durable : Le cas des coopératives d'agrumes en Espagne

Alicia Mateos-Ronco (Professeur, Centro de Investigación en Gestión de Empresas (CEGEA), Universidad Politécnica de Valencia, Espagne) et Natalia Lajara-Camilleri (Centro de Investigación en Gestión de Empresas (CEGEA), Universitat Politècnica de València, Espagne)

Les pressions environnementales et la nécessité de développer des économies durables sont des questions qui sont à l'ordre du jour des politiques depuis des années. Cependant, l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'Agenda 2030 par les Nations unies en 2015 a marqué un tournant tant au niveau académique que dans les politiques de recherche et de transfert (Esposito et al., 2020).

L'un des défis exprimés par l'Union européenne (UE) en matière de bioéconomie se concentre sur l'agriculture durable. Celle-ci repose sur l'idée que les intrants industriels (matériaux, produits chimiques, énergie) doivent provenir de ressources biologiques renouvelables, la recherche et l'innovation étant essentielles pour faciliter le processus de transformation (Bugge et al., 2016). Les références législatives explicites à ce type de développement désignent l'environnement comme un facteur clé pour la génération d'activités à haute valeur ajoutée, incitant à améliorer la composante technologique dans les activités agricoles et forestières traditionnelles. En mars 2020, la Commission européenne a présenté un plan d'action pour l'économie circulaire, qui vise principalement à attaquer le problème à la racine, en réglementant la conception de produits durables, la réduction des déchets et la responsabilisation des citoyens par le biais de l'information et des droits. Le secteur agroalimentaire, bien que non spécifiquement visé par ce plan, est concerné par la nécessité de réduire les déchets et d'avancer dans la transition d'une économie linéaire vers un modèle circulaire.

L'engagement envers ces mesures ne concerne pas seulement les gouvernements signataires, mais imprègne tous les niveaux de leurs sociétés, tant publics que privés. Dans ce contexte, comme le reconnaît l'Agenda 2030 lui-même, le secteur privé est essentiel pour atteindre les objectifs fixés et reconnaît explicitement le rôle des coopératives dans cette tâche (ONU, 2015). Cependant, à ce jour, peu de travaux scientifiques ont analysé le degré d'intégration des ODD dans la gestion des entreprises (Van der Waal et al., 2021). Mesurer l'interaction des entreprises avec les ODD est compliqué par les multiples interrelations entre les ODD eux-mêmes (Schaltegger, 2018). Cela a conduit à aborder l'étude d'un point de vue factuel pour détecter les forces et les faiblesses qui influencent le comportement des entreprises (Pizzi et al., 2020).

Les études socio-économiques sur l'économie circulaire appliquée au secteur agroalimentaire se sont jusqu'à présent concentrées sur des produits tels que le vin (Sehmen et al., 2020) et l'huile d'olive (Trivino-Tarradas et al., 2020). Il n'existe pas de travaux empiriques qui étudient le tissu d'entreprises du secteur des agrumes comme source de transformations vers la bioéconomie. L'Espagne, avec l'important poids économique, social et territorial de son secteur agroalimentaire, est appelée à relever le défi de passer d'une chaîne de valeur linéaire à une chaîne de valeur circulaire. Bien que l'idée sous-jacente soit la transformation d'une industrie orientée vers les produits en une industrie fournissant d'autres activités, un accent notable est mis sur la dynamique et la coopération intersectorielles.

Les coopératives agricoles sont la forme d'entreprise la plus courante dans le secteur agricole et ont joué un rôle de plus en plus important dans le système alimentaire de l'UE. Leur mission fondamentale est de rassembler l'offre des producteurs agricoles et d'agir comme un véhicule de transmission des demandes du marché, facilitant l'accès de ces producteurs aux chaînes d'approvisionnement alimentaire modernes (Bijman et al., 2012). Le développement dynamique qu'elles ont connu au cours de la dernière décennie dans de nombreux secteurs différents de l'industrie alimentaire européenne est attribué au fait qu'elles ont réussi à gagner des parts de marché importantes sur leurs marchés nationaux, ainsi qu'à un contrôle croissant sur des aspects cruciaux liés à la quantité et à la qualité de leurs produits à différents niveaux de la transformation des produits et des chaînes d'approvisionnement. Ils contribuent également de manière significative aux moyens de subsistance des populations rurales, car leur présence dans les zones rurales réduit considérablement la probabilité d'abandon des terres agricoles (Ma et Zhu, 2020). En outre, les producteurs placent souvent les décisions commerciales en matière de stratégie et d'innovation entre les mains de la coopérative auprès de laquelle ils

commercialisent leur production. Cela fait de ce type d'organisation un agent indispensable dans la transition vers des modèles plus durables.

Malgré le rôle important des coopératives dans le secteur agricole et agroalimentaire, elles sont, comme d'autres organisations, menacées par divers facteurs, tels que les pressions du marché, l'évolution de la demande et la réforme de la PAC. Ces trois facteurs sont à leur tour liés à la durabilité de l'activité agricole et agroalimentaire et conduisent à la nécessité de repenser les processus et le cycle de vie des produits, dans le but d'atteindre une consommation minimale d'intrants et de déchets de production (D'Amato et al., 2020). À cette fin, il est nécessaire de caractériser les méthodes de production actuelles, de prendre en compte les sous-produits et les déchets, et de repenser ces processus en tenant compte d'aspects tels que l'empreinte carbone et la revalorisation des déchets. En outre, il est stratégique d'étudier les attitudes personnelles des parties prenantes pour améliorer la mise en œuvre des stratégies de bioéconomie (Borrello et al, 2017), ainsi que l'adoption de technologies et de pratiques innovantes pour parvenir à une expansion économiquement durable du secteur agricole (Lapple et Thorne, 2019).

Résumé étendu (ES) disponible

Mots-clés : coopératives agroalimentaires, bioéconomie, économie circulaire, secteur des agrumes, durabilité

4.4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD

AVEC DES LOGEMENTS ET UNE ÉNERGIE ABORDABLES

Les coopératives d'énergie renouvelable vers l'ODD 7 : le contexte brésilien et allemand

Kathlen Schneider (Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC) / Instituto para o Desenvolvimento de Energias Alternativas na América Latina (IDEAL))

Le changement climatique est l'un des plus grands défis auxquels est confrontée la société contemporaine, affectant aussi bien l'augmentation des événements météorologiques extrêmes que la qualité de l'air que nous respirons ou la production de nos aliments. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2018), le secteur de l'énergie est responsable de l'émission de deux tiers des gaz à effet de serre. À cet égard, l'une des façons les plus significatives d'agir pour la défense de notre planète et d'atténuer les effets du changement climatique est de transformer le système énergétique par l'adoption d'énergies renouvelables et de mesures d'efficacité énergétique.

Souhaitant agir face à ce défi, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 2015 le Programme 2030 pour le développement durable et ses Objectifs de développement durable (ODD). Au cœur à la fois de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, l'ODD 7 s'appuie sur l'énergie et il appelle à " assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne ".[13]

Pour être atteint, un tel objectif proposé par l'ODD 7 nécessite une approche globale et une action locale qui engage tous les niveaux de la société, des institutions gouvernementales aux communautés locales. Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA, 2019), l'un des moyens les plus potentiels de combler cette lacune est de mettre en place des projets de production décentralisée d'énergies renouvelables, appelés production décentralisée ou production distribuée. La production de ressources énergétiques de manière décentralisée offre une plus grande efficacité des ressources en évitant les pertes d'énergie dues aux longues distances des fils de transmission, une plus grande flexibilité et des possibilités concrètes d'autonomisation des régions, des villes, des communautés et d'autres entités locales.

Dans ce contexte, les coopératives d'énergie renouvelable (RE-Coops) ont le potentiel de contribuer à la réalisation des objectifs de l'ODD 7. Les coopératives d'énergie renouvelable font référence à un modèle économique dans lequel les citoyens se rassemblent pour posséder et/ou partager conjointement un projet d'énergie renouvelable décentralisé. En d'autres termes, les RE-Coops sont des initiatives menées par des citoyens qui investissent dans leur propre production, distribution et/ou fourniture d'énergie renouvelable selon les principes énoncés par l'Alliance coopérative internationale (ACI). (COOPERATIVES EUROPE, 2019)

Selon Soares et al. (2018), en rendant l'énergie accessible et abordable, les RE-Coops améliorent la productivité, les conditions de vie et créent des emplois, notamment dans les zones rurales. Les RE-Coops pourraient également contribuer à la crise climatique en réduisant la consommation d'énergie en améliorant à la fois la sensibilisation à l'énergie et l'efficacité énergétique, puisque l'énergie est produite localement, évitant les pertes de transmission et de distribution associées au scénario énergétique traditionnel et centralisé. De nombreuses RE-Coops apportent des illustrations concrètes de méthodes mises en œuvre et consacrent des personnes à aider les membres à réduire leur consommation par l'adoption de mesures d'efficacité énergétique.

Les RE-Coops se développent différemment d'un pays à l'autre, compte tenu de la diversité des contextes culturels, économiques, politiques et géographiques. En Allemagne, par exemple, les RE-Coops jouent un rôle important dans le processus de transition énergétique du pays. Certains facteurs peuvent expliquer pourquoi les communautés d'ER sont bien développées en Allemagne : un mouvement bien établi en faveur des énergies à faible émission de carbone, une tradition sur les coopératives et autres associations pour réaliser des changements au niveau local, et un niveau élevé de leadership et de soutien de la part des municipalités (UK DEPARTMENT OF ENERGY & CLIMATE CHANGE, 2014).

[13] UN SDG 7 : https://sdgs.un.org/topics/energy

De l'autre côté de l'océan Atlantique, les RE-Coops au Brésil présentent un contexte bien différent. Dans ce pays d'Amérique latine, les initiatives en matière d'énergies renouvelables portées par les citoyens n'ont été réglementées que fin 2015. Ce modèle n'en est donc qu'aux premiers stades de son développement et, par conséquent, la littérature disponible sur ce sujet dans le contexte brésilien est lacunaire. D'autre part, il y a beaucoup d'intérêt pour mieux comprendre le modèle afin de le transformer en une réalité dans le pays.

Alors qu'au Brésil les RE-Coops sont une réalité récente, en Allemagne elles sont un mouvement fort et bien établi qui joue un rôle majeur dans la transition énergétique en Europe. Par conséquent, ce document a pour but de faire la lumière sur ce qui se passe au Brésil et dans d'autres pays, dans le contexte des RE-Coops en Allemagne, contribuant ainsi à la discussion internationale sur ce sujet, tout en examinant le rôle majeur que les RE-Coops peuvent jouer dans la collaboration à la réalisation de l'ODD 7.

Références

COOPERATIVES EUROPE, 2019. Cooperatives and Peace: Strengthening Democracy, Participation and Trust.

IPCC, 2018. *Special Report On Global Warming Of 1.5°Cglobal Warming Of 1.5°C*. [online] Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change. Available at: <https://www.ipcc.ch/sr15/>

IRENA, 2019. *Climate Change And Renewable Energy National Policies And The Role Of Communities And Regions*. Abu Dhabi: International Renewable Energy Agency.

SOARES, N. *et al*. The challenging paradigm of interrelated energy systems towards a more sustainable future. Renewable and Sustainable Energy Reviews, [s. l.], v. 95, n. November 2017, p. 171–193, 2018.

UK DEPARTMENT OF ENERGY & CLIMATE CHANGE, 2014. Community Energy Strategy: Full Report.

Mots-clés : coopératives d'énergie renouvelable, ODD 7, Brésil, Allemagne, transition énergétique

Liste des auteurs

A. J. Lakshmi

Professeur adjoint, Département de commerce, Sree Narayana College, Université de Kerlala, Inde

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Transformation numérique des coopératives en Inde : Un impératif

---

ACOSTA MORALES, Yaumara

Professeur adjoint, Universidad de Cienfuegos, Cuba

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

---

AHNACH, Aicha

Doctorant, Université Ibn Zohr, Maroc

Doctorant en sciences économiques. Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Economiques / FSJES AGADIR/ Université Ibn Zohr Agadir - MAROC

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- La perception des acteurs sur le rôle des coopératives de femmes dans l'empowerment des femmes, cas de la région de Souss Massa, Maroc.

ALLDRED, Sarah

Responsable des partenariats internationaux, The Co-operative College, UK

Sarah a rejoint le Co-operative College en 2012 en tant que responsable des programmes internationaux, après avoir travaillé pendant quatre ans chez Co-operatives UK et plus de dix ans dans le mouvement pour la paix, dans le cadre de son doctorat sur la reconstruction post-conflit. Sarah est maintenant responsable des partenariats internationaux au Collège et, en collaboration avec Co-operatives UK, elle supervise les riches relations internationales que nous avons établies au fil des ans, tout en les étendant à de nouveaux domaines.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

---

ALMEIDA LEYVA, Mary Karla

Université de La Havane, Cuba

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

ALVES, Cinara

ESCOOP, Faculté de technologie coopérative, Brésil

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Objectif de la coopérative : l'éducation coopérative du manager en tant que développement de l'identité coopérative**.**

ALPA, Oscar Daniel

Universidad Nacional de La Pampa, Argentine

Comptable public spécialisé dans l'administration financière UBA. Recto Universidad Nacional de La Pampa. Secrétaire des politiques universitaires Spécialiste en comptabilité des coopératives.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Enseigner la coopération dans les institutions éducatives et rendre visible l'alternative coopérative dans l'organisation de la vie économique et sociale.

ALTMAN, Hannah

Candidat au doctorat, Université de technologie du Queenland, Australie

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Ce qu'il y a dans un mot ? Les coopératives, l'information imparfaite, les signaux, la tromperie et la construction de l'avantage coopératif : L'exemple de l'industrie de la santé et de la forme physique

---

ALTMAN, Morris

Doyen et professeur, économie comportementale et institutionnelle et coopératives, école de commerce, université de Dundee, Royaume-Uni.

Morris Altman est le doyen de l'école de commerce de l'université de Dundee et professeur titulaire de la chaire d'économie comportementale et institutionnelle et de coopératives. Il est professeur émérite à l'université de Saskatchewan, au Canada, et a obtenu son doctorat en économie à l'université McGill en 1984. Ancien chercheur invité à Cambridge (Elected Visiting Fellow), Canterbury (Erskine Professor), Cornell, Duke, Hebrew, Stirling et Stanford University, il a publié plus de 120 articles revus par un comité de lecture et donné plus de 200 présentations universitaires internationales. Il a publié 19 livres sur la théorie économique, les coopératives, l'éthique, l'histoire économique et la politique publique.

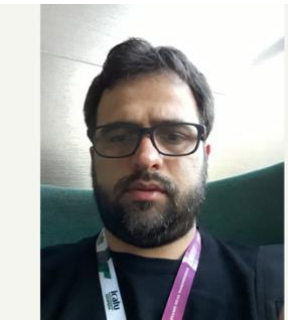
1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Ce qu'il y a dans un mot ? Les coopératives, l'information imparfaite, les signaux, la tromperie et la construction de l'avantage coopératif : L'exemple de l'industrie de la santé et de la forme physique

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

4.2 - AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES - Service de santé et de soins

- Les coopératives comme sauveurs de vie : L'exemple des établissements de soins pour personnes âgées et la crise de Covid-19



ALVES JUNIOR, Almiro

Doctorant, Universidade Federal de Viçosa, Brésil

Licencié en histoire, titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en vulgarisation rurale de l'UFV. Spécialiste en gestion d'entreprise (FGV-RIO). Chercheur et membre de la coordination du Centre de Référence en Entrepreneuriat et Coopérativisme pour le Développement Durable (CREC-UFV).

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] L'institutionnalisation de l'éducation coopérative au-delà des coopératives : le cas de la création de Cresol Instituto au Brésil.

AMATO, Giorgia

Université Roma Tre / Aroundtheworld.coop, Italie

Giorgia Amato est une économiste du développement, titulaire d'un doctorat sur l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire, avec une étude de cas en Éthiopie, de l'Université Roma Tre. Elle développe un vif intérêt pour les méthodes quantitatives et l'analyse des données. Depuis 2020, elle a rejoint, en tant que consultante, la Division des statistiques de la FAO, travaillant sur l'analyse des données agroalimentaires et la validation des données. Giorgia a également réalisé une recherche de terrain en Éthiopie, où elle a étudié l'impact de l'adhésion à une coopérative agricole sur la sécurité alimentaire des ménages. Elle a ensuite suivi les activités d'un projet de coopération internationale impliquant des coopératives comme principaux bénéficiaires dans deux régions du sud de l'Éthiopie. Giorgia est une personne passionnée, enthousiaste et capable d'apprendre rapidement, elle s'intéresse fortement à l'analyse politique et institutionnelle pour comprendre les dynamiques sociales et économiques qui investissent les gens. Sa plus grande passion est de voyager et d'être absorbée par de nouvelles cultures. A Aroundtheworld.coop, elle fait partie de l'équipe de recherche et de développement des capacités.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Recherche-action participative et réalisation de films documentaires pour étudier et diffuser sur l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop

---

ANANIA, Paulo

Maître de conférences, chercheur et consultant, Université coopérative de Moshi, Tanzanie

Paulo Anania est maître de conférences, chercheur et consultant à l'Institut d'éducation coopérative continue de l'Université coopérative de Moshi (MoCU). Il est également coordinateur régional des programmes de l'université dans les régions de Lindi et Mtwara. Paulo Anania a publié de nombreux articles sur les questions coopératives, principalement sur les coopératives agricoles en Tanzanie, dans des revues locales et internationales. Il a également présenté ses travaux dans diverses conférences de recherche. Ses domaines de compétence comprennent : la formation et le développement des coopératives, la gestion des coopératives, le développement économique communautaire, la gouvernance et le leadership, les affaires des coopératives et le plan stratégique, le marketing collectif, l'évaluation des performances des organisations d'agriculteurs, la méthodologie de recherche et l'analyse des chaînes de valeur et des parties

prenantes. Il a réalisé de nombreuses formations, services communautaires et travaux de conseil, notamment dans le domaine des coopératives.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- ÉDUCATION ET FORMATION DES MEMBRES POUR UNE BONNE GOUVERNANCE AMÉLIORÉE DANS LES COOPÉRATIVES - Expérience du programme d'autonomisation des membres dans les coopératives des régions de Kilimandjaro et d'Arusha, en Tanzanie.

ARZABE, Cristina

Chercheur, EMBRAPA, Brésil

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- Le rôle de l'identité coopérative en tant que moteur de l'ODD 5

ASCOLANI, Adrián

Directeur, Instituto Rosario de Investigaciones en Ciencias de la Educación (CONICET/UNR), Argentine

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Éduquer par la coopération et contribuer au développement d'une identité coopérative

---

ASUETA, Juan Martín

Facultad de Ciencias de la Administración, Universidad Nacional de Entre Ríos, Argentine

Je suis professeur chercheur en coopératives à la Faculté des sciences de la gestion de l'Université nationale d'Entre Ríos - Argentine. Je souhaite me concentrer sur la recherche en gestion des coopératives de travail associé.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Le programme de revenu social avec travail et la construction de l'identité coopérative

---

AVONDET, Silvana

CUDECOOP, Uruguay

Notaire, Faculté de droit - Diplôme de l'Universidad de la República : "Gestion des processus de développement économique local à travers les coopératives" (e-learning). Programme DELCOOP. Centre international de formation de l'OIT, Turin, Italie. Coordinateur du secteur du développement coopératif de la Confédération uruguayenne des entités coopératives (CUDECOOP). Membre de l'équipe de conception technique de l'HIMA du programme More Value (avec Inacoop et Latu). Membre de l'équipe d'évaluation de la reconnaissance de la valeur plus coopérative de l'Institut national de la qualité.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen

BAEK Soonjib

Fondation Good Neighbors Global Impact, Corée

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Développer un modèle alternatif de coopérative : Un cas de coopérative de taxi auto-pousse au Cambodge

---

BANDEIRAS, Pablo

Université Rey Juan Carlos, Espagne

4.1 - AVEC DES EMPLOIS RÉGULIERS - Travail, coopérative de travailleurs

- Les coopératives comme forces motrices dans la création de conditions de travail décentes. Le cas de l'Espagne dans la reprise après la grande récession

---

BATEMAN, Milford

Professeur invité, Université Juraj Dobrila, Croatie / Professeur adjoint, Université St Mary's, Canada

Milford Bateman est professeur invité d'économie à l'Université Juraj Dobrila de Pula en Croatie, professeur auxiliaire en études du développement à l'Université Saint Mary's de Halifax, au Canada, et chercheur associé au FINDE, à l'Université fédérale de Fluminense (UFF), à Rio de Janeiro, au Brésil. Ses intérêts en matière d'enseignement, de recherche et de consultation politique portent sur les questions de développement économique local, y compris le financement du développement local. Il finalise actuellement la deuxième édition mise à jour de son livre influent de 2010 intitulé "Why Doesn't Microfinance Work ? The Destructive Rise of Local Neoliberalism", qui devrait être publié en 2022 par Bloomsbury Publishing.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- La crise du COVID-19 et l'industrie mondiale du microcrédit : Une opportunité pour passer à de nouveaux modèles financiers coopératifs locaux

---

BEISHENALY, Nazik

KU Leuven, Belgique

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Comment les coopératives sont le moteur du changement - Un cadre de travail sur les ODD pour les coopératives

---

BERRANGER, Cécile

Université Roma Tre / aroundtheworld.coop / Université métropolitaine de Manchester, Italie

Cécile Berranger est titulaire d'un BSc en économie, d'un MSc en économie du développement et de l'environnement et d'un postgraduate master en "Co-operative firm" à l'Università degli Studi Roma Tre. Cécile a effectué un stage puis une consultance auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les organisations de producteurs et les institutions rurales. Elle prépare également un doctorat à la Manchester Metropolitan University Business School sur le rôle des coopératives dans le

remodelage des lieux. Parmi plusieurs publications scientifiques sur les coopératives, elle a écrit un livre italien sur les coopératives et les biens communs ('Cooperative Bene Comune'). En 2018, elle a rejoint Aroundtheworld.coop, où elle fait partie de l'équipe de recherche et est responsable de la communication.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Recherche-action participative et réalisation de films documentaires pour étudier et diffuser sur l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop

---

BICKFORD, Nicolas

Université Saint Mary's, Canada

Originaire de New York, aux États-Unis, Nicolas Bickford a découvert sa passion pour la coopération en vivant dans une coopérative d'habitation. Devenant rapidement un membre régulier de la communauté, il s'est immergé dans la coopération en faisant du bénévolat à la fois dans la coopérative de logement et dans une coopérative de crédit locale. Il a suivi le programme de maîtrise en gestion : Cooperatives and Credit Unions à l'Université Saint Mary's en Nouvelle-Écosse, au Canada, il a obtenu son diplôme à l'automne 2020. Depuis, il a pu transformer son amour de la coopération en une profession et est désormais spécialiste des finances à l'Oregon State Credit Union.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- Les valeurs coopératives dans un monde qui se réchauffe

BIDET, Eric

Professeur, UNIVERSITÉ LE MANS, ADDES, France

Je suis professeur associé à la Faculté de droit, d'économie et de gestion de l'Université du Mans (France) où je dirige le Master et la Chaire d'économie sociale et solidaire. J'ai obtenu un doctorat de sociologie de l'Université de Paris X en 2001. Mes principaux intérêts de recherche sont les coopératives, l'économie sociale et solidaire, l'entreprise sociale et la coproduction de services sociaux dans une perspective comparative entre l'Europe et l'Asie (avec un accent sur la Corée du Sud). Je suis également membre du comité éditorial de RECMA et de la commission scientifique internationale du CIRIEC, et je copréside depuis 2019 l'ADDES, une association pour le développement des données sur l'économie sociale.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- RSE et transition, renouveau et enjeux pour l'identité coopérative

---

BILLET, Adrien

FWO SB Fellow, KU Leuven, Belgique

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives

BLANCO, Carlos Gonzalez

Coopératives des Amériques

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Jeunes

- La jeunesse et le partenariat ACI-UE : Les jeunes, l'équité et l'inclusion dans le mouvement coopératif avec la recherche thématique mondiale sur la jeunesse.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

---

BODINI, Riccardo

Directeur, EURICSE

Riccardo Bodini est le directeur d'Euricse, une fondation de recherche axée sur le développement des connaissances et l'innovation pour les entreprises coopératives et sociales. Il a rejoint Euricse en 2010 pour travailler au développement de projets et a depuis occupé les postes de coordinateur (2012-2015) et de coordinateur général (2016-2018). En plus de gérer la Fondation, Riccardo travaille directement avec des agences du secteur public, des coopératives et des entreprises sociales sur des projets de recherche appliquée et de conseil allant de la planification stratégique et de la conception organisationnelle à l'analyse des politiques. Avant de rejoindre Euricse, il a travaillé pendant neuf ans à Chicago pour RW Ventures, une organisation spécialisée dans le développement économique urbain et régional, où il a travaillé sur une variété de projets destinés à favoriser le développement des entreprises dans les zones urbaines mal desservies. Riccardo est diplômé summa cum laude en études de communication à l'université de Bologne et a obtenu un master en politique publique à l'université de Chicago.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres

---

BORONAT PONT, Violeta

Secrétaire du développement institutionnel et responsable du programme d'égalité des sexes, Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine.

Magister en administration publique ; diplômé et professeur en sciences de l'éducation à l'université de Buenos Aires. Membre de l'Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos, d'IDELCOOP Fundación de Educación Cooperativa et de l'Instituto Universitario de la Cooperación, en tant que secrétaire du développement institutionnel et responsable du programme d'égalité des sexes. Membre du Conseil consultatif élargi de l'Institut national de l'associativisme et de l'économie sociale (INAES). Expertise en matière de renforcement institutionnel et de processus de développement dans les organisations publiques, coopératives et sociales ; systèmes éducatifs et perspective de genre.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- Actions en Argentine dans une perspective de genre dans le domaine de la coopération

BOUCHARD, Marie J.

Professeur, Université du Québec à Montréal (CAN) / Président, Commission scientifique internationale du CIRIEC sur l'économie sociale et coopérative

Marie J. Bouchard est professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal (CAN) et présidente de la Commission scientifique de l'économie sociale et coopérative du CIRIEC International. Elle est actuellement coordinatrice externe du projet Opportunities and challenges of statistics on Social and Solidarity Economy, mené par l'UNRISD pour le compte de l'Equipe spéciale inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSE), après avoir présidé pour l'Organisation internationale du travail le groupe de travail technique COPAC sur les statistiques coopératives. Au Canada, Marie J. Bouchard est également membre du Centre de recherche sur l'innovation sociale (CRISES) et conseillère scientifique pour le projet TIESS (Innovating Territories in Social and Solidarity Economy).

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

BOUDES, Mélissa

Professeur adjoint, Institut Mines-Télécom Business School, France

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Plate-forme coopérative : construction d'une identité par la méta-organisation

---

BRAGA, Marcelo José

Université fédérale de Viçosa, Brésil

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

---

BRUNEEL, Johan

KU Leuven & IESEG Ecole de Management

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives

BUFFA, Gabriela

Idelcoop - Fundación de Educación Cooperativa, Argentine

Gabriela Buffa est professeur et diplômée en sciences de l'éducation de l'Université de Buenos Aires. Elle est membre de l'équipe pédagogique d'Idelcoop où elle développe des programmes de formation en coopérativisme et fait partie du comité éditorial de la revue Idelcoop. Elle a participé à des recherches sur les coopératives, la petite enfance et la jeunesse, et sur les questions de genre. Elle a été membre du réseau des jeunes de l'ACI. Elle est actuellement membre du conseil d'administration de l'Institut de mobilisation des fonds coopératifs.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Un demi-siècle d'éducation coopérative. Contributions à une pédagogie de la solidarité.

CABRERA, Jorge

PromoCoop - Promouvoir le développement coopératif

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Identité coopérative et reconnaissance de la marque dans les coopératives de consommateurs

---

CARABINI, Camilla

Doctorant, Université de Milano Bicocca, Italie

Camilla Carabini est doctorante en anthropologie sociale et culturelle à l'université de Milano-Bicocca. Son programme de recherche porte principalement sur l'argent, la finance, l'inclusion financière, les crypto-monnaies, les CBDC et les coopératives. Elle est membre du conseil d'administration de la Fondazione Finanza Etica. Elle est experte dans le domaine du développement coopératif international : elle a travaillé pendant six ans pour Coopermondo, une ONG engagée dans la promotion des entreprises sociales et coopératives en Afrique et en Amérique latine. Elle a vécu, étudié et travaillé dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Des fondements philosophiques divers

- L'évolution des sens de l'identité coopérative. - L'importance de l'approche anthropologique dans le discours du développement coopératif.

CARINI, Chiara

Chercheur principal, Institut européen de recherche sur les entreprises coopératives et sociales (EURICSE), Italie

Chiara Carini est chercheuse senior à l'Institut européen de recherche sur les entreprises coopératives et sociales (Euricse), basé à Trente (Italie). Elle est responsable de l'analyse des caractéristiques, de la dynamique, de l'évolution et de l'impact des coopératives et de l'économie sociale à l'échelle locale, nationale et internationale. Elle a édité le premier rapport statistique officiel sur les coopératives italiennes publié par l'Institut national italien des statistiques et, au cours des dix dernières années, elle a travaillé sur le World Cooperative Monitor.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- Reconstruction de l'économie après Covid-19 : la contribution des grandes coopératives à la phase de relance

---

CASOLA, Natalia

Archivo Histórico del Cooperativismo Argentino, Argentine

Casola, Natalia. Docteur et professeur d'histoire de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires. Chercheuse au CONICET. Enseignant et chercheur au Centre d'étude de l'économie sociale de l'UNTREF. Membre de l'Archive historique du coopérativisme argentin (AHCA).

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] Le rôle des archives dans l'évolution, la préservation et la promotion de l'identité coopérative

---

CASTELLA, Carlos Daniel

Centro del Pensamiento Coomeva, Colombie

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] Le rôle des archives dans l'évolution, la préservation et la promotion de l'identité coopérative

---

CASTILLO ROMERO, Nadia Eslinda

Universidad Iberoamericana Puebla, Mexique

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- L'économie sociale et solidaire, et la critique de la division sociale du travail

CASTRO NUÑEZ, Rosa Belen

Professeur, Université Rey Juan Carlos, Espagne

Belen Castro, titulaire d'un doctorat en économie, est professeur associé permanent au département d'économie appliquée de l'université Rey Juan Carlos (Espagne). Son domaine d'expertise est l'analyse économétrique appliquée et ses domaines de recherche sont l'économie sociale, le marché du travail (en particulier les sujets liés aux femmes) et l'analyse de l'impact socio-économique. Elle est également conseillère externe chez Abbay Analistas, où elle a participé à des projets liés à l'économie sociale, au marché du travail et à l'impact socio-économique. Elle a publié plus de 40 articles, livres et chapitres de livres, qui ont reçu plus de 320 citations. Outre la diffusion scientifique, ses travaux ont été présentés dans des forums, des conférences et des réunions de différentes organisations internationales, telles que le Parlement européen, l'UNTFSSE, l'OCDE et l'OTAN.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Les coopératives comme forces motrices dans la création de conditions de travail décentes. Le cas de l'Espagne dans la reprise après la grande récession

---

CATÁ HERNÁNDEZ, Carlos Alberto

Coopérative Arqdecons, Cuba

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

---

CEBALLOS, José Carlos

Responsable de projet international, Centro Internacional Santander Emprendimiento (CISE), Espagne

José Carlos Ceballos. Chef de projet international avec 15 ans d'expérience dans l'identification, la création et la gestion de projets financés par l'ONU, l'UE et les institutions espagnoles, mis en œuvre dans plusieurs pays du monde. Expert en développement durable, coopération internationale, aide humanitaire et mouvements sociaux, travaillant dans la Fundación UCEIF (CISE) depuis 2017 pour la conception et la mise en œuvre de projets internationaux dans le secteur de l'éducation entrepreneuriale, avec un accent particulier sur la formation et la coopération en matière de connaissances, visant toujours un impact social positif. Il a notamment été le coordinateur des deux projets ECOOPE et YOUCOOPE, axés sur l'éducation coopérative entrepreneuriale.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

CETERA, Frank

Conseiller commercial principal, Centre de développement des petites entreprises d'Onondaga, Onondaga Community College, États-Unis

Frank Cetera est conseiller principal en affaires au New York Small Business Development Center de l'Onondaga Community College. L'expérience de Frank en matière de coopératives se reflète dans sa vie en tant que fondateur du Bitternut Housing Collective, membre bénévole de la Syracuse Real Food Co-op et membre du conseil d'administration/président de la Cooperative Federal Credit Union. Frank est titulaire d'une maîtrise en systèmes durables de l'université de Slippery Rock, en Pennsylvanie, d'une certification de conseiller avancé en actionnariat salarié du NYSBDC et d'une certification d'analyste commercial d'Expert Rating - une société ISO 9001:2008. Frank est le président de la section nationale d'intérêt spécial de l'America's SBDC sur l'actionnariat salarié et la transition d'entreprise.

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- Mise en œuvre de la loi américaine Main Street Employee Ownership Act par les Small Business Development Centers

---

CHARBONNEAU, Josée

IRECUS, Université de Sherbrooke, Canada

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Facteurs facilitants et défis de l'écosystème de la conversion coopérative au Québec

---

CHAVES, Rafael

Professeur, Universitat de Valencia, Espagne

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

CHERIET, Foued

Montpellier Supagro, France

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'effet d'un contexte de crise sur les exportations françaises de vin : Comparaison des caves indépendantes et des coopératives viticoles

CHO Wanhyung

Professeur adjoint du Yonam College / Chargé de cours, Kyungpook National University, Corée

M. Cho Wanhyung est professeur adjoint au Yonam College et chargé de cours à l'université nationale de Kyungpook. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'alimentation et des ressources. Il assume également divers rôles dans d'autres organisations, comme celui de chercheur principal à l'Institut de recherche pour les études régionales de l'Université de Dankook, de vice-président de la Korea Society of Cooperative Studie, de président de Hansalim Livestock Food, etc. Ses principaux centres d'intérêt sont la commercialisation de produits agroalimentaires respectueux de l'environnement, la gestion de sociétés agroalimentaires et de coopératives de consommateurs, ainsi que les stratégies alternatives de développement des communautés rurales.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Stratégie alternative de développement rural avec un mouvement coopératif d'alimentation biologique locale pour la coexistence producteurs-consommateurs

---

CHO Mihyoung

Chercheur, Co-Research Coop, Corée

Mihyoung Cho est chercheuse à la Coopérative de Recherche. Ses principaux sujets de recherche sont le bien-être rural, le développement de carrière des adolescents, l'isolement social des jeunes, etc., et il s'intéresse aux coopératives sociales en tant que modèle de pratique locale du bien-être social. Actuellement, il expérimente la possibilité d'une coopérative en tant qu'organisme de recherche tout en exploitant une coopérative avec des chercheurs en bien-être social.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Une organisation de chercheurs indépendants est-elle viable en tant que coopérative de travail ? - Une analyse de cas à l'aide de la théorie de la propriété de l'entreprise de Hansmann.

CHOI Dongil

Unité Coop, Bureau international du travail

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

CHOI Eunju

Institut coopératif iCOOP, Corée

Eunju Choi est membre d'une coopérative de consommateurs et directrice en chef de l'Institut coopératif iCOOP. Elle travaille en tant qu'auditrice pour certaines coopératives et entreprises sociales. Elle s'intéresse au rôle crucial que les coopératives peuvent jouer pour rendre le monde plus équitable.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

CHOI Anthony Woo-jin

Étudiant en doctorat, Université de Sungkonghoe, Corée

Je suis actuellement étudiant en doctorat à l'université de Sungkonghoe. Je m'intéresse aux sujets liés aux modèles commerciaux coopératifs.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Étude sur les caractéristiques des modèles d'entreprise selon les types de coopératives basées sur le client

---

CHOI Woosuk

Université de Sungkonghoe, Corée

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - Distribution du capital et de l'excédent

- Mesurer la valeur des fonds propres des coopératives à l'aide du modèle d'évaluation des options

---

CHRISTIE, Neha

Tata Institute of Social Sciences Mumbai, Inde

Dans le cadre de mon travail avec des organisations à but non lucratif et des instituts de recherche universitaires pendant plus de neuf ans, j'ai participé à la création d'institutions locales par le biais de l'élaboration de politiques, de la mise en œuvre, du plaidoyer, de la recherche et de programmes de formation dans l'Inde urbaine et rurale. Les six dernières années de mon travail ont été consacrées à des recherches intensives sur les modèles de collectifs d'agriculteurs. Les domaines thématiques de mes recherches sont la gouvernance démocratique, le capital social, le comportement institutionnel, le leadership, l'autonomisation des femmes et les alternatives de subsistance.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Évaluation des liens entre la gouvernance démocratique et la participation des membres dans les coopératives

---

COELHO, Alfredo

Professeur associé, Bordeaux Sciences Agro, France

Mes thèmes de recherche : Les liens stratégie-finance dans les grandes entreprises, les coopératives et les exploitations viticoles dans les secteurs du vin et des spiritueux distillés.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Les coopératives vinicoles européennes : vers une typologie des réseaux de distribution en Amérique du Nord

COMPÈRE, Coline

CIRIEC International, Belgique

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

COSSEY, Jozef

Boursier doctoral, KU Leuven & UCLouvain, Belgique

Jozef Cossey est boursier de la Fondation pour la recherche en Flandre (FWO). Il prépare actuellement son doctorat en économie d'entreprise à la KU Leuven. Il est titulaire d'une licence en sciences économiques appliquées et d'une maîtrise en économie d'entreprise. À l'intersection de la numérisation et de la durabilité, sa recherche se situe dans le contexte de l'économie du partage. Plus concrètement, elle vise à évaluer les implications de diverses formes juridiques et arrangements institutionnels sur les résultats économiques, sociaux et environnementaux. Avant de rejoindre le KCO, il a travaillé sur les thèmes de l'économie sociale et de l'innovation sociale en tant que consultant auprès de l'OCDE.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives

---

CRISTOBAL, Stella

Responsable du département de l'innovation et du développement, Laboratorio Tecnológico del Uruguay (LATU), Uruguay

Spécialiste des systèmes de gestion intégrés (qualité, environnement, sécurité du travail) et de la gestion de l'innovation. Elle a complété sa formation par divers cours de troisième cycle : intelligence stratégique, connaissance et capital intellectuel, empreintes environnementales, entre autres. Responsable du département de l'innovation et du développement dans la gestion du laboratoire technologique de l'Uruguay (www.latu.org.uy). Participation active en tant qu'évaluatrice des reconnaissances et des prix nationaux accordés par l'Institut national de la qualité (INACAL) et la Fondation ibéro-américaine pour la gestion de la qualité (FUNDIBEQ). Elle participe à l'élaboration et à la validation du modèle uruguayen de gestion de l'innovation et du modèle de valeur plus coopératif.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen

---

CROWELL, Erbin

Neighboring Food Co-op Association et NCBA-CLUSA, US

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

DACANAY, Marie Lisa

Institut pour l'entreprenariat social en Asie, Philippines

Marie Lisa Dacanay est la présidente de l'Institute for Social Entrepreneurship in Asia et est une pionnière de l'éducation et de la recherche en matière d'entrepreneuriat social dans la région. Elle a été reconnue par la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social et le Forum économique mondial comme leader éclairé de l'année 2019 en matière d'innovation sociale. Elle a dirigé des recherches multipays sur les entreprises sociales et leur rôle dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable, dont une qui a abouti à un ensemble de repères et de lignes directrices pour les partenariats transformationnels et l'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur agricoles.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

---

DA SILVA, Sandra Maria

Conaq, Brésil

Sandra est une quilombola de la communauté Carrapatos da Tabatinga, de Bom Despacho dans le Minas Gerais. Elle a obtenu un diplôme en comptabilité, une maîtrise en connaissances traditionnelles à l'UFMG et un diplôme en travail social à l'UNIPAC. Sandra a plus de 40 ans d'activisme dans la cause quilombola et est l'un des leaders les plus actifs du Minas Gerais, étant l'un des fondateurs de N'GOLO - Fédération des communautés quilombolas du Minas Gerais. En outre, elle est directrice de la Fédération quilombola de MG, coordinatrice exécutive de la CONAQ et coordinatrice du collectif de femmes de la CONAQ. Son origine quilombola de lutte pour le maintien des racines culturelles, des ancêtres et des territoires lui a fait comprendre très tôt qu'elle avait une mission différente. La présence de sa mère Sebastiana et ses profondes racines religieuses lui ont fait comprendre très tôt que les quilombolas sont un peuple qui lutte pour un sens différent de celui qui imprègne l'existence de la plupart des gens qui les entourent. Cette perception a également eu un impact sur la manière dont s'est déroulée sa trajectoire politique, qui est née d'un profond désir de créer des moyens pour que l'existence collective quilombola soit maintenue. C'était une voie naturelle : une chose entraînant l'autre, une lutte menant à l'autre, et c'est ainsi que les entités avec lesquelles elle était en relation ont commencé à émerger. La CONAQ, la Fédération, les Femmes du Pays, l'AMNB, la Coalition entre autres fronts. C'est ainsi qu'elle a construit ses conceptions du projet quilombola, de la société, des relations de pouvoir qui imprègnent non seulement la lutte quilombola, mais aussi la lutte des femmes noires pour les droits, la reconnaissance, le respect et la dignité et la territorialité.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

DAMBERG, Svenja

Université de technologie de Hambourg, Allemagne

Svenja Damberg est chargée de recherche et doctorante à l'Institut de gestion des ressources humaines et des organisations de l'Université de technologie de Hambourg, en Allemagne. Elle a obtenu son diplôme de maîtrise en études commerciales et de développement à la Copenhagen Business School, au Danemark. Svenja Damberg aborde des sujets de recherche en mettant l'accent sur le marketing stratégique et les méthodes de recherche quantitative. Elle a publié des articles dans des revues telles que Ecological Economics et International Journal of Sports Marketing and Sponsorship et a présenté ses recherches lors de conférences internationales, notamment la conférence annuelle de l'AMS. Elle fait office d'examinatrice pour des revues telles que le Journal of Co-operative Organization and Management.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Comprendre l'orientation coopérative dans le contexte de la banque coopérative

---

DAVE, Mohit

Chef, Partenariats et mobilisation des ressources, Alliance coopérative internationale Asie-Pacifique

M. Mohit Dave est responsable des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'ACI-PA, basé à New Delhi, en Inde, et sert de secrétaire au Comité de l'ACI-PA sur la recherche coopérative. Il est responsable de l'examen et de l'analyse des priorités stratégiques ainsi que de l'identification des domaines potentiels de coopération au développement. Mohit a effectué des recherches et écrit sur le mouvement coopératif de la région Asie-Pacifique, notamment dans des domaines tels que la politique publique et le commerce agricole. Il a récemment coécrit un article qui passe en revue les rapports nationaux volontaires soumis par les pays de la région Asie-Pacifique au Forum politique de haut niveau des Nations unies et analyse la manière dont les coopératives y ont été reflétées. Mohit a étudié le génie mécanique à l'université de Mumbai et la gestion à l'Institute of Rural Management Anand en Inde.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

DEALDINA, Selma

CONAQ - National Quilombola, Brésil

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

DE LISIO, Claudia Elida

Instituto Universitario de la Cooperación, Uruguay

Juriste, avec une formation en matière de coopératives, de développement territorial et de processus de développement organisationnel. Elle a été directrice de la promotion des coopératives ; directrice de l'éducation coopérative IPAC Argentine ; directrice nationale de l'économie solidaire - Ministère du développement social Argentine ; membre de la zone de gestion institutionnelle de la Commission nationale du microcrédit et conseillère en politiques publiques, réunion spécialisée des coopératives du Mercosur. Professeur d'université. Il a été titulaire de la Chaire d'économie sociale sur les processus d'intégration (Master d'économie sociale IDEAS / UNSAM) Ancien sur les politiques publiques du RECM. Professeur d'IUCOOP en genre. Elle est actuellement directrice de la planification et du développement institutionnel d'INACOOP, Uruguay.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- Contributions à l'approche d'une perspective de genre et de diversité dans la réglementation des coopératives et de l'économie sociale

---

DO, Emi

Professeur adjoint, Université d'agriculture de Tokyo, Japon

Emi Do est un défenseur passionné des coopératives. Après avoir cofondé une coopérative agricole d'agriculteurs urbains, Emi a étudié les pratiques de gouvernance des coopératives agricoles multipartites au Japon. Elle est membre de l'équipe opérationnelle de social.coop, une plateforme de réseau social en ligne détenue par des coopératives, et cofondatrice de unfiltered.coop, une coopérative de médias basée au Japon. Emi enseigne à l'université d'agriculture de Tokyo et fait partie du comité de rédaction du Partenariat de recherche coopérative Asie-Pacifique. Ses recherches actuelles portent sur l'examen du rôle des coopératives de travail associé en tant qu'agent de transformation.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Envisager un avenir coopératif en collaboration : La fiction spéculative comme forme de formation d'identité coopérative

---

DOLLEY, Jonathan

Chargé de recherche, SPRU, Université de Sussex, UK

Jonathan Dolley est chercheur Marie Skłodowska-Curie à l'Unité de recherche sur la politique scientifique (SPRU) de l'Université du Sussex. Il a mené des recherches sur les liens entre la politique de développement urbain, les systèmes alimentaires périurbains et les questions de durabilité en Chine et en Inde. Ses recherches actuelles portent sur le mouvement alimentaire coopératif en Corée du Sud.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Des fondements philosophiques divers

- Réflexions sur le coopérativisme en tant que mode de transformation de l'être humain : perspectives du mouvement philosophique coréen du Donghak (apprentissage oriental).

DONGRE, Yashavantha

Professeur, Université de Mysore, Inde / Université Ritsumeikan, Japon

Anciennement professeur et doyen de l'université de Mysore, le professeur Dongre est actuellement professeur invité au College of Policy Science de l'université Ritsumeikan, au Japon. Ses recherches portent sur le troisième secteur, notamment les coopératives, les organisations à but non lucratif et les entreprises sociales. Il a publié de nombreux articles sur des questions liées aux coopératives et fournit également des services de conseil et de formation aux coopératives en Inde. Le Dr. Dongre est un membre fondateur du Comité de Recherche de l'ACI-AP et est également co-secrétaire du Comité de l'ACI-AP sur les coopératives dans les institutions éducatives.

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

---

DUFAYS, Frédéric

Professeur assistant, ULiège & KU Leuven, Belgique

Frédéric Dufays est professeur assistant à HEC Liège - Université de Liège et KU Leuven. Il y est le co-promoteur de la Chaire Cera-Boerenbond sur l'entrepreneuriat coopératif. Ses recherches actuelles portent sur 1) la mise en œuvre et l'impact de la démocratie économique et des pratiques délibératives dans les coopératives ; 2) les processus de légitimation des modèles organisationnels alternatifs ; et 3) les dynamiques internes collectives à l'œuvre dans l'émergence d'organisations hybrides telles que les coopératives et les entreprises sociales.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Codes de gouvernance pour les organisations hybrides : le cas des entreprises coopératives

---

DUGUID, Fiona

Chargé de recherche, CEARC, Université Saint Mary's

Fiona Duguid (PhD) est une chercheuse et une éducatrice basée à Chelsea, au Québec. Elle est chargée de recherche au Centre d'excellence sur la comptabilité et les rapports des coopératives de l'Université Saint Mary's (SMU) et instructrice dans le programme de gestion des entreprises coopératives de SMU et professeure adjointe (à durée déterminée) à la Shannon School of Business, programme de MBA (CED) de l'Université du Cap-Breton.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Fait pour les coopératives, par les coopératives : Le développement d'indicateurs conçus par les coopératives pour les ODD.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- L'importance des cas illustratifs de transformation d'entreprises en coopératives au Canada hors Québec

---

EDOSSA, Mekonnen Tolessa

Agence coopérative régionale d'Oromia, Éthiopie

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Mesure des mécanismes de contrôle de la bonne gouvernance dans certaines sociétés coopératives polyvalentes affiliées à l'union coopérative de Robi Barga, zone de West Shoa, État régional d'Oromia en Éthiopie.

EMERSON, John

Coopératives Europe

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Jeunes

- La jeunesse et le partenariat ACI-UE : Les jeunes, l'équité et l'inclusion dans le mouvement coopératif avec la recherche thématique mondiale sur la jeunesse.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

---

ENCISO-SANTOCILDES, Marta

Professeur associé, Université de Deusto, Espagne

Marta Enciso-Santocildes est professeur associé à la faculté de droit de l'université de Deusto depuis 1993. Elle est titulaire d'une licence en droit avec une spécialité en économie (1986-1991) et d'un doctorat en droit (2001, obtenu avec mention). Elle est chercheuse en coopérativisme, économie sociale et solidaire et innovation sociale dans des projets compétitifs locaux et internationaux et appartient à l'équipe de recherche Développement, économie et innovation sociale pour les personnes. Elle est membre de l'Institut d'études coopératives de l'Université de Deusto. Elle a édité plusieurs livres et a publié des chapitres de livres et des articles dans des revues scientifiques dans ses domaines de spécialisation.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- Les coopératives de développement d'entreprises. Une nouvelle structure pour promouvoir le modèle coopératif.

ESTEVAM, Dimas de Oliveira

Universidade do extremo Sul Catarinense (UNESC), Brésil

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- La participation des femmes dans le mouvement coopératif brésilien et mondial

ESTRAGÓ, Alfonso

Candidat au doctorat, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine

Économiste, postgradué en Data Mining, candidat au doctorat en sciences économiques (2021), UBA. Chercheur au Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, School of Economics, UBA (thèmes liés au coopérativisme et aux modèles de gestion horizontale). Articles scientifiques sur les sujets étudiés, publiés dans des revues à comité de lecture reconnues dans le pays. Professeur de premier cycle en administration, comptabilité et économie (UBA et Universidad de Belgrano). Professeur d'économie au niveau secondaire. 1st Prix du " Concours monographique 60th Anniversaire d'Intercoop : figures emblématiques du coopérativisme argentin ", organisé par Intercoop Editora Cooperativa, septembre 2017.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Vers un modèle de gestion véritablement coopératif : le cas des coopératives de travail du logiciel en Argentine

---

ETTANG, Dorcas

Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

EUM Hyungsik

Directeur de la recherche, Alliance coopérative internationale

Hyungsik Eum est directeur de la recherche à l'Alliance coopérative internationale (ACI). Il est sociologue et a travaillé comme analyste de données à l'Organisation internationale des coopératives de production industrielle, artisanale et de services (CICOPA). Il a travaillé sur plusieurs questions concernant les coopératives et l'économie sociale, notamment des études comparatives sur les coopératives de travail et les coopératives sociales, les statistiques sur les coopératives, l'emploi coopératif et l'institutionnalisation de l'économie sociale. Récemment, il a commencé à travailler sur la question du rôle et de la contribution des coopératives aux ODD. Il est l'auteur de "Cooperatives and Employment : Second Global Report" (CICOPA, 2017), co-auteur de "Cooperatives and Employment : Un rapport mondial (CICOPA, 2014) "Les coopératives dans les secteurs de l'industrie et des services dans la région Asie-Pacifique : Modèles, travail et emploi, écosystème et politiques publiques" (ICA AP et CICOPA, 2019) et co-éditeur de "Cooperatives and the World of Work (Routledge, 2019).

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Comment les coopératives sont le moteur du changement - Un cadre de travail sur les ODD pour les coopératives

ETXEBERRIA, Gonzalo Martínez

Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Le travail décent comme élément de base à intégrer dans l'identité coopérative actuelle et future

---

FERNÁNDEZ SOLÁ, Alberto

Universidad de la Habana, Cuba

Alberto Fernández Solá est titulaire d'un diplôme en comptabilité et finances, obtenu à l'Université de La Havane en 2021. Il a fait partie du groupe scientifique étudiant des entreprises de sa faculté, ainsi que de l'équipe de recherche des Coopératives. Sa thèse de fin d'études était liée à l'étude des coopératives de construction à Cuba. Le diplômé a présenté des articles lors de différents événements scientifiques au cours de sa carrière, tels que des conférences et des congrès scientifiques organisés avec l'université chilienne Arto Prat. Il a également participé à des événements culturels et sportifs organisés par l'université. Il a terminé ses études à l'Université de La Havane avec une moyenne de 4,70.

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

---

FERNANDO, Sanjaya

Université Rajarata du Sri Lanka

Sanjaya Fernando est passionné par la recherche sur les coopératives agricoles et les entreprises collectives, en particulier sur les petits exploitants. Il s'intéresse plus particulièrement à la manière dont les coopératives et les entreprises collectives contribuent au développement des petits exploitants. Sanjaya est maître de conférences en agrobusiness. Il a obtenu son doctorat à l'université Massey, en Nouvelle-Zélande.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Avantages pour les membres et performance des coopératives verticalement intégrées

---

FERRARIO, Cecilia

INACOOP, Uruguay

Sociologue. Actuellement, elle coordonne le domaine du renforcement et du développement productif à l'Institut national du coopératisme, INACOOP, Uruguay.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Plus de valeur coopérative : une initiative pour la gestion du changement et l'innovation dans l'écosystème coopératif uruguayen

FIGUEIREDO, Fabrício Henrique de

OCB et Université catholique pontificale de Minas Gerais

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- RELATIONS CONSOMMATEUR-MARQUE (CBR) : Une étude empirique à partir d'un modèle intégratif sur les stages dans une coopérative financière au Brésil.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- De Rochdale à la mondialisation. L'importance de l'adoption de bonnes pratiques de gouvernance et de gestion dans les coopératives comme stratégie pour garantir l'identité et la consolidation des coopératives dans un marché agile, volatile et orienté vers le capital

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Lutter contre la récession mondiale. Le rôle des coopératives dans la création d'emplois et le développement local : une étude sur les coopératives de l'État de Minas Gerais (Brésil)

FIGUEROA GONZÁLEZ, José Manuel

Président, Centre International des Entrepeneurs de Barcelóna, Espagne

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

---

FILIPPI, Maryline

Professeur, BSA, INRAE AgroParistech, Université de Paris Saclay, France

Maryline Filippi est professeur titulaire d'économie à Bordeaux Sciences Agro et chercheur associé à l'INRAE - AgroParisTech. Elle est spécialiste des coopératives agricoles en France et à l'étranger. Ses recherches contribuent à l'analyse des processus d'innovation, de gouvernance, de responsabilité sociale et de développement territorial. Elle a publié de nombreux articles scientifiques et dirigé des programmes de recherche. Elle est responsable de cours en ligne (Mooc) sur la coopération agricole. Elle est membre du comité éditorial de RECMA et du comité scientifique de l'ICA Board Europe depuis 2015 et membre désigné du Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA).

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- RSE et transition, renouveau et enjeux pour l'identité coopérative

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Identité coopérative et responsabilité sociale des entreprises : effet de levier pour atteindre les objectifs des ODD

FORGIARINI, Deivid

Coordinateur de cours de premier cycle, Faculdade de Tecnologia do Cooperativismo - Escoop, Brésil

Docteur en administration Professeur et chercheur à Escoop - Faculté de technologie coopérative. Coordinateur du projet de recherche financé par le CNPq - Système d'innovation pour les coopératives. Professeur de troisième cycle. Maîtrise en développement régional. Diplôme en administration et relations internationales. Agit principalement dans les thèmes suivants : apprentissage inter-organisationnel, marketing relationnel et innovation pour les coopératives. Chercheur dans le domaine de l'identité coopérative.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Objectif de la coopérative : l'éducation coopérative du manager en tant que développement de l'identité coopérative.

FREITAS, Alair

Professeur, Université fédérale de Viçosa, Brésil

Alair Ferreira de Freitas est titulaire d'un doctorat en administration de l'Université fédérale de Minas Gerais, au Brésil. Professeur au département d'économie rurale de l'université fédérale de Viçosa (UFV)/Brésil, membre du comité de coordination de la licence en coopérativisme et des programmes de troisième cycle en administration et en vulgarisation rurale. Il coordonne des projets dans le domaine du coopérativisme, de l'agriculture familiale et du développement durable.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] L'institutionnalisation de l'éducation coopérative au-delà des coopératives : le cas de la création de Cresol Instituto au Brésil.

FREITAS, Alan

Université fédérale de Viçosa, Brésil

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] L'institutionnalisation de l'éducation coopérative au-delà des coopératives : le cas de la création de Cresol Instituto au Brésil.

FREITAS, Carlos Otavio de

Université fédérale rurale de Rio de Janeiro, Brésil

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

---

FREUNDLICH, Fred

Université de Mondragon, Espagne

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

GAIGA, Giuliana Maricel

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Le programme de revenu social avec travail et la construction de l'identité coopérative

---

GALLEGOS CAIQUETAN, Santiago Geovanny

Professeur, Universidad Internacional del Ecuador, Équateur

Santiago Geovanny Gallegos Caiquetán (1974), économiste de l'Universidad Central del Ecuador, Master en gestion et leadership éducatif, Diplôme supérieur en compétences pour l'enseignement supérieur. Il étudie pour devenir avocat auprès des cours de justice de son pays. Il est actuellement professeur à l'Université internationale de l'Équateur. Il a travaillé dans des cabinets de conseil en planification et analyse stratégique, ainsi que dans le développement de projets d'investissement dans plusieurs entreprises privées liées aux petites et moyennes entreprises. Il a travaillé dans la fonction publique en exerçant le contrôle et le suivi de projets d'institutions publiques dans divers secteurs économiques.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- Le secteur coopératif équatorien : analyse de son rôle actuel et futur dans la relance économique du pays

---

GALLO, Marcelo

Universidad Nacional de la Pampa, Argentine

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Enseigner la coopération dans les institutions éducatives et rendre visible l'alternative coopérative dans l'organisation de la vie économique et sociale.

GARCÍA, Inés Liliana

Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR) Unidad Ejecutora de Conicet. Profesional de Apoyo a la Investigación Científica-Categoría Principal, Argentine

Inés Liliana García : née dans la Ville Autonome de Buenos Aires, en décembre 1967. Sociologue (Université de Buenos Aires) avec une spécialisation en économie sociale et développement local (FCE-UBA) et un master en économie solidaire (UNSAM). Membre de la carrière de soutien professionnel Conicet (catégorie principale) au Centre d'études urbaines et régionales (CEUR). Thèmes de recherche : Coopérativisme, Economies régionales et Economie sociale et solidaire. Plus d'informations.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- Coopératives et économie sociale et solidaire en Argentine. Trajectoire et son rôle actuel dans des scénarios complexes.

GARNEVSKA, Elena

Maître de conférences, gestion agricole et agroalimentaire, école d'agriculture et d'environnement, collège des sciences, université Massey, Nouvelle-Zélande.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Avantages pour les membres et performance des coopératives verticalement intégrées

---

GATTI LAGES, Alexandre

Sistema OCB, Brésil

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Le C Day : le mouvement qui affirme le pouvoir des coopératives

---

GIAGNOCAVO, Cynthia

Professeur, Université d'Almeria, Espagne

Prof. Cynthia Giagnocavo est la Chaire (Cátedra) d'horticulture, d'études coopératives et de développement durable à l'Université d'Almeria, en Espagne. Elle est également présidente du Conseil d'administration européen du RCC de l'ACI. Avocat qualifié au Canada, en Angleterre et au Pays de Galles et à New York, elle est également professeur au département d'économie et de commerce dans le groupe d'études organisationnelles. Ses travaux portent essentiellement sur les transitions en matière de durabilité.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

GLAS, Mariano

Professeur, Directeur GIDECOOP, Universidad Nacional del Sur, Argentine

Mariano GLAS (février 1975) est diplômé en administration de l'Universidad Nacional del Sur (Argentine). Master en administration des affaires à l'Universidad de Belgrano (Argentine). MBA, Ecole de Management de Lyon (France). Professeur d'organisations à but non lucratif et directeur de Guidecoop (Centre de recherche universitaire sur les coopératives et les organisations à but non lucratif). Parallèlement à sa carrière d'enseignant à l'Universidad Nacional del Sur, il a développé son activité professionnelle à Cooperativa Obrera où il a commencé comme stagiaire universitaire en 1997 en exerçant des fonctions dans différents secteurs. Depuis 2012, il est directeur de supermarché, responsable de l'exploitation des 135 magasins de la coopérative, du marketing et du commerce électronique.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Enseigner la coopération dans les institutions éducatives et rendre visible l'alternative coopérative dans l'organisation de la vie économique et sociale.

GLASS, Ayelet

Le mouvement des kibboutz, Israël

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Des principes aux actions : Conceptualiser et mettre en œuvre l'identité coopérative des kibboutz

---

GOODMON, Damien

Membre du conseil d'administration, Downtown Crenshaw Rising

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

GORDON-NEMBHARD, Jessica

Professeur, département des études africaines, John Jay College, City University of New York, États-Unis.

Auteur de Collective Courage : A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice (2014) & 2016 inductee into the U.S. Cooperative Hall of Fame, Jessica Gordon-Nembhard, Ph.D., est professeur au John Jay College, City University of NY. Elle est une économiste politique spécialisée dans l'économie coopérative, le développement économique communautaire, l'inégalité de la richesse raciale et l'économie politique noire. Elle est membre du Cooperative Economics Council de la NCBA/CLUSA, du comité de l'ACI sur la recherche coopérative, chercheuse affiliée au Centre for the Study of Co-operatives de l'Université de Saskatchewan et ancienne membre du conseil d'administration de l'Association of Cooperative Educators.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - Histoire des mouvements coopératifs

- Leçons tirées du mouvement coopératif afro-américain

GOTZ, Ilana

Chef de projet, Euricse, Italie

Ilana Gotz est chef de projet à Euricse, travaillant principalement sur des initiatives et des recherches liées au mouvement coopératif au niveau international. Elle gère le World Cooperative Monitor, Stories.coop, et contribue à divers projets liés à la formation internationale et à la création de réseaux, tels que Youcoope et Ecoope. Elle a rejoint Euricse en 2010, venant des Etats-Unis, où elle a obtenu une licence en études de communication à UCLA et un Master en administration des services sociaux, avec une concentration sur le développement communautaire et l'organisation, à l'Université de Chicago. Aux États-Unis, elle a travaillé dans le secteur des organisations à but non lucratif, où elle a occupé des fonctions liées à la gestion de projets et au développement communautaire.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

GOUVEIA, Rodrigo

PDG, PromoCoop, États-Unis

Rodrigo Gouveia est le PDG de PromoCoop, un partenariat international de consultants travaillant pour le développement et la promotion des coopératives dans le monde entier. Auparavant, il était directeur de la politique de l'ACI et secrétaire général d'Euro Coop, la Communauté européenne des coopératives de consommateurs. Il travaille pour le mouvement coopératif depuis 1998.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Identité coopérative et reconnaissance de la marque dans les coopératives de consommateurs

---

GRIMM, Suzane

Universidade do extremo Sul Catarinense (UNESC), Brésil

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- La participation des femmes dans le mouvement coopératif brésilien et mondial

---

GRIMSTAD, Sidsel

Université de Newcastle, Australie

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Maintenir l'identité coopérative à l'heure du COVID - Réinventer et communiquer la marque coopérative

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Examen des connaissances et de l'identité coopératives dans le secteur agricole australien. Efforts récents pour renforcer l'identité coopérative en Australie

---

GUILLOTTE, Claude-André

Professeur, Irecus, Université de Sherbrooke, Canada

Claude-André Guillotte est professeur à l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke, au département d'entrepreneuriat. Claude-André agit à titre de directeur de l'Institut de recherche et d'enseignement sur les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke (IRECUS).

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Facteurs facilitants et défis de l'écosystème de la conversion coopérative au Québec

GUTIERREZ, Danilo

Directeur exécutif, INACOOP, Uruguay

Danilo Gutiérrez Actuel directeur exécutif de l'Institut national des coopératives d'Uruguay (INACOOP) Ancien président de la Confédération uruguayenne des entités coopératives (CUDECOOP) Ancien membre de la Commission honoraire du coopératisme de la Présidence de la République Délégué de l'Uruguay dans la Commission de l'OIT pour la discussion et la rédaction de la Recommandation 193 Participe à la rédaction de la Loi des coopératives de l'Uruguay Ancien directeur de COFAC (épargne et crédit), CABAL (moyens de paiement). SURCO (assurances)

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et identité coopérative au XXIe siècle

- Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives en Uruguay : caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative

---

HANNIN, Hervé

Ingénieur de Recherche, Directeur du Développement, UMR MOISA - IHEV Institut Agro Montpellier

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'effet d'un contexte de crise sur les exportations françaises de vin : Comparaison des caves indépendantes et des coopératives viticoles

---

HANZAWA, Akihiro

Seikatsu Club Kanagawa, Japon

Akihiro a commencé à travailler pour Seikatsu Club en 1983 et est le directeur exécutif principal de la coopérative de consommateurs Seikatsu Club Kanagawa depuis 2014. Il est également PDG de Seikatsu Club Energy Co., Ltd. et directeur de Green Fund Akita.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- Individualisation de la société et évolution du rôle des coopératives de consommateurs japonaises - Défis des principes et de l'identité des coopératives au Japon

---

HARNECKER, Camila Piñeiro

NCBA CLUSA International, US

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

HEFFETZ, Anat Marle

Le mouvement des kibboutz, Israël

Anat Marle Heffetz est la co-directrice du département pour la croissance et le développement de la communauté dans le mouvement kibboutz, qui se concentre sur le renforcement de la résilience de la communauté dans les kibboutzim qui connaissent une croissance et des changements importants. Elle a participé à la rédaction du modèle Kibbutz Community at its Best et des processus soutenant sa mise en œuvre et travaille actuellement à une nouvelle étude sur les processus contemporains de formation et de réaffirmation de l'identité dans les kibboutzim. Elle a été directrice de la communauté de son kibboutz, Nirim, pendant quatre ans et a également mené des recherches sur la mémoire collective et l'identité des kibboutz en tant que doctorante au département de politique et de gouvernement de l'université Ben Gourion.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Des principes aux actions : Conceptualiser et mettre en œuvre l'identité coopérative des kibboutz

---

HEO Moonkyung

Professeur, Université de Jeonju, Corée

HEO Moon-kyung a été membre du comité présidentiel de planification des politiques et est actuellement professeur de recherche à l'université de Jeonju, où elle étudie le développement durable et les questions sociales et économiques. HEO Moon-kyung trouve gratifiant de discuter de cas politiques et d'appliquer les résultats aux pratiques réelles. Depuis qu'elle a invité Helena Norberg-Hodge à Jeonju, elle s'est engagée à assurer le succès de la conférence internationale sur l'économie du bonheur.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Caractéristiques des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs en Corée du Sud et leurs implications politiques

---

HERNÁNDEZ AGUILAR, Orisel

Professeur, Université de Pinar del Río, Cuba

Professeur de droit à l'Université "Hermanos Saíz Montes de Oca" Pinar del Río, Cuba. Licencié en droit, maître en droit constitutionnel et administratif et docteur en sciences juridiques.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

HERNANDEZ TORRES, Damaso L.

Coopérative Damaso, Cuba

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

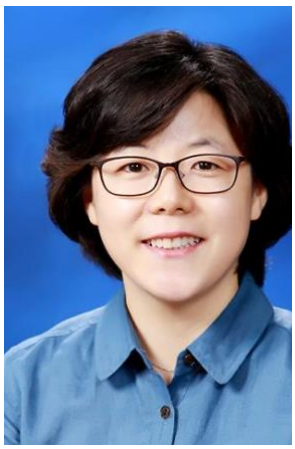
---

HERNÁNDEZ VEITIA, Arianna Beatriz

Université centrale "Marta Abreu" de Las Villas, Cuba

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

---



HONG Taesook

Lycée de Kyongin, Corée

Taesook Hong travaille en tant qu'enseignant en orientation professionnelle au lycée Kyong-in. Il a commencé à s'intéresser aux coopératives scolaires en 2013, et a formé en 2014 la coopérative sociale Doksan Nuri, une coopérative scolaire avec des membres de l'école. Grâce au fonctionnement de la coopérative sociale Doksan Nuri, il s'est rendu compte que l'éducation par le biais des coopératives scolaires pouvait être un outil éducatif essentiel et utile pour les élèves vivant dans le futur. Il pense que l'un des rôles de l'enseignant est d'amener les élèves à devenir des citoyens sains et démocratiques, il continuera donc à essayer d'apporter une éducation pratique et concrète telle que les coopératives scolaires dans les écoles.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Coopérative scolaire

- Les adolescents réalisent la valeur coopérative par la résolution de problèmes

---

HOWLAND, Mary Ann

Conseil américain du commerce durable

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

IDIAKEZ, Francisco Javier Arrieta

Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Le travail décent comme élément de base à intégrer dans l'identité coopérative actuelle et future

IYER, Balasubramanian

Directeur régional, Alliance coopérative internationale Asie-Pacifique

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

JACOBSEN, Gurli

École de commerce de Copenhague, Danemark

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Développer la compréhension coopérative dans les organisations coopératives

---

JANG Seungkwon

Professeur, Université de Sungkonghoe, Corée du Sud

Seungkwon Jang est professeur de théorie de l'organisation. Il enseigne des sujets de gestion à la Business Administration Major et au département de gestion des coopératives de la Graduate School de l'université de Sungkonghoe, et est président de la Korean Society for Cooperative Studies. Il a obtenu son doctorat en théorie des organisations à l'université de Lancaster (Royaume-Uni). Il a récemment édité les livres The Management of Consumer Co-operatives in Korea : Identity, Participation and Sustainability (Routledge, 2019), Waking the Asian Pacific Co-operative Potential (Academic Press, 2020), Fair Trade Business and Movement (en coréen) (Hanulmplus, 2020), et Management of Cooperatives in Korea (en coréen) (Hanulmplus, 2021). Ses recherches portent sur la théorie des organisations, l'innovation, la gestion des coopératives, le développement international, le commerce équitable et l'économie sociale.

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

JARAMILLO FRANCO, Gustavo

Professeur, Université d'Antioquia, Colombie

Licenciée en philosophie, avocate et spécialiste en droit de l'Université d'Antioquia. Maîtrise en neurosciences, Université de Murcie-Espagne. Études de doctorat en éducation, Université d'Antioquia-Colombie. Vaste expérience des processus éducatifs dans les secteurs vulnérables de la ville de Medellin, en prenant comme référence les idées des pionniers du coopérativisme. Il a été secrétaire adjoint à l'éducation du département d'Antioquia où il a promu des stratégies de transformation éducative par le biais de réseaux de coopération. Il a été directeur du secteur coopératif pendant plus de 20 ans. Professeur dans la ligne de la "Pédagogie organisationnelle", qui trouve ses fondements dans les idées du Pionnier du Coopérativisme Roberto Owen.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Robert Owen : "Chemin vers une identité coopérative"

JAYAN, Shanmugham D.

Avocat, Vijayaraghavan et Devi, Inde

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Transformation numérique des coopératives en Inde : Un impératif

---

JENSEN, Anthony

Université de Newcastle, Australie

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

---

JEON Hyeong-Soo

Professeur émérite et docteur en économie, Université de Daegu, Corée

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Des fondements philosophiques divers

- Sur la compréhension confucéenne de la pensée coopérative

JEONG Misuk

Enseignant, Changduk Girls' Highschool, Corée du Sud

En tant qu'enseignante de lycée, JEONG Misuk s'intéresse à la pratique et à la recherche en matière d'éducation environnementale depuis 2002 et étudie l'éducation au développement durable (programme 21 de BLK, en Allemagne) et l'éducation au changement climatique depuis 2004. En 2011, alors qu'elle travaillait au lycée Samgaksan, une école innovante de Séoul, elle a dirigé l'élaboration et la mise en œuvre de projets sur le changement climatique en tant que matière intégrée et l'installation d'énergie solaire sur le toit de l'école par la construction d'une coopérative d'énergie solaire en 2013. Depuis 2015, la création d'une coopérative scolaire qui gère des magasins d'alimentation saine, elle a mené des recherches pour étudier la valeur éducative des coopératives scolaires et la connexion des activités de la coopérative scolaire au programme de l'école.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Coopérative scolaire

- Une étude de cas sur l'éducation au développement durable basée sur la collaboration entre l'école et la communauté locale à travers une coopérative scolaire de transition énergétique

---

JI Min-Jin

Chercheur principal, Institut coopératif iCOOP, Corée

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

---

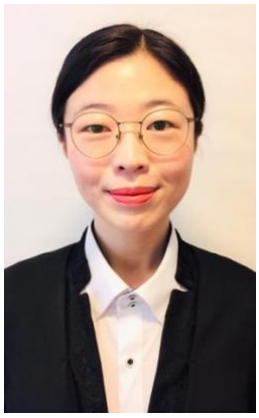
JI Minsun

Fondateur et directeur, Coop Connections, États-Unis

Minsun Ji est une universitaire militante. Elle est la fondatrice et directrice de Labor Coop Connections, LLC, qui fournit une éducation populaire sur le travail et les coopératives, l'incubation de coopératives et la recherche sur l'économie sociale. Elle enseigne au Center for New Directions on Politics and Public Policy de l'université du Colorado à Denver et milite pour l'intégration des syndicats au mouvement coopératif.

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Comment les coopératives plateformes peuvent-elles préserver l'identité coopérative ?



JO Yuseong

Seikatsuclub kazenomura, Institut de recherche sur l'ESS de Chiba, Japon

Collaborateur du Seikatsuclub Kazenomura du Japon et chercheur à l'Institut de recherche économique sur la solidarité sociale de Chiba. A mené des recherches sur les expériences de participation à une communauté co-nourricière, The Qualitative Case Study on Experience in Providing Care Services of the Consumers' Cooperative Member, etc.

4.2 - AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES - Service de santé et de soins

- Comment les coopératives créent-elles les services publics durables centrés sur la communauté ? - Les coopératives créent les services publics durables centrés sur la communauté

JU Suwon

Directeur, SE Edulab, Corée

Directeur de SE Edulab. Chercheur, conférencier et auteur sur les coopératives.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Coopérative scolaire

- Nécessité de créer une gouvernance collaborative en adoptant une loi et une ordonnance sur les coopératives scolaires.

JUNIOR, Jorge Serra

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants.

KANG Do-hyun (Paul)

Université de Sungkonghoe, Corée

Ancien trader en produits financiers dérivés, je me consacre aujourd'hui à la diffusion des idées coopératives en tant qu'universitaire et activiste. Je crois qu'en travaillant ensemble de manière coopérative, nous pouvons apporter de petits changements dans notre vie quotidienne, et ces petits changements s'additionneront pour créer un monde meilleur.

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - Distribution du capital et de l'excédent

- Mesurer la valeur des fonds propres des coopératives à l'aide du modèle d'évaluation des options

---

KATO, Osvaldo Ryohei

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants.

KANG Hyun-ju

Centre de soutien à l'économie sociale OSAN, Corée

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- L'influence de la diversité des conseils d'administration sur la performance des coopératives : L'effet médiateur du conflit

---

KHABENJE, Melvin

Alliance coopérative internationale Afrique

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Jeunes

- La jeunesse et le partenariat ACI-UE : La jeunesse, l'équité et l'inclusion au sein du mouvement coopératif avec la recherche thématique globale sur la jeunesse.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

---

KHIDIROVA, Svetlan I.

Maître de conférences, Faculté d'économie, Institut humanitaire, Russie

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et des principes coopératifs

KIM Hyungmi

Université Sangji, Corée

Hyungmi KIM, docteur en économie, a travaillé à iCOOP Corée, et enseigne maintenant l'économie sociale à l'Université Sangji. Elle a écrit sur le mouvement des coopératives de travail depuis les années 1970 dans " The 100-year Movement of Co-operative in Korea 1/2 "(2019), et sur le mouvement des coopératives de consommateurs depuis les années 1920 dans " The Origins and development of consumer co-operation in Korea " (2013).

KIM Jeongseop

Chercheur principal, Institut économique rural de Corée, Corée

Jeongseop Kim est chercheur principal à l'Institut économique rural de Corée. Il a travaillé sur les questions relatives à la durabilité des communautés dans les zones rurales de Corée. Récemment, il a lancé un projet de recherche sur l'économie sociale dans les zones rurales de Corée.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Les organisations et réseaux de l'économie sociale dans les zones rurales de Corée du Sud : Tendances et défis

---

KIM Changjin

Professeur, École supérieure d'économie sociale et solidaire, Université de Sungkonghoe, Corée.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

KIM Seong-bo

Professeur, Département d'histoire, Université Yonsei, Corée

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

KIM Sonam

Chargé de recherche principal, Institut national d'histoire coréenne, Corée

Je suis chercheur sur le mouvement coopératif dans la période moderne et contemporaine en Corée, et l'auteur de 'History of cooperatives and the life movement' (2017, Somyung Publishing).

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

KIM Sue-Lynn

Chercheur associé, Institut coréen d'économie rurale, Corée.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Les organisations et réseaux de l'économie sociale dans les zones rurales de Corée du Sud : Tendances et défis

---

KIM Sunhwa

Université de Sungkonghoe, Corée

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- Comment le changement institutionnel émerge-t-il ? L'étude de cas des pratiques de commerce équitable des coopératives de consommateurs coréennes

4.2 - AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES - Service de santé et de soins

- Le travail institutionnel des coopératives : les coopératives sociales de santé en Corée du Sud.

KIM Taehoo

Institut économique rural de Corée, Corée

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Analyse de l'efficacité des activités d'assurance dans les coopératives rurales d'agriculture et d'élevage

---

KIM Yikyung

Candidat au doctorat en études de l'Asie de l'Est, Université Sungkyunkwan, Corée

Yikyung Kim est candidate au doctorat en études est-asiatiques à l'université de Sungkyunkwan. Elle a mené des études de terrain et des recherches historiques sur les coopératives et l'économie sociale coréennes. Actuellement, elle prépare une thèse sur le thème d'une histoire comparative des coopératives d'Asie de l'Est au début du 20e siècle. Elle participe également à des recherches sur le développement d'indicateurs de valeur sociale des coopératives de consommateurs coréennes, et mène des recherches sur les questions de travail.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

KOO Chungok

Professeur, Université des femmes de Séoul (Corée)

Chungok Koo est professeur à l'université des femmes de Séoul. Elle travaillait auparavant comme chercheuse à l'institut de recherche de la Fédération nationale des coopératives de crédit de Corée. Elle a été présidente de la Korean Society for Cooperative Studies.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

KORNGINNAYA, Sudha

Professeur associé, Département de commerce, Besant Women's College

Sudha K est professeur associé au département de commerce du Besant Women's College, à Mangalore, dans l'État de Karnataka en Inde. Récemment, elle a réalisé deux projets de recherche internationaux en collaboration pour des publications dirigées par ILOCOOP et ICA (Asie-Pacifique). Il s'agit de : "The Changing Cooperative Landscape in the World of Work : A Study of Women Empowerment through Participatory Strategies in India" dans les publications de Routledge dans le livre intitulé "Cooperatives and the World of Work" et "Asian Cooperatives and Gender Equality" dans les publications d'Elsevier dans le livre intitulé "Waking the Asian Pacific Cooperative Potential" respectivement.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- La participation des femmes pour approfondir l'identité coopérative - Perspectives coopératives en Inde

---

KURIMOTO Akira

Alliance coopérative japonaise, Japon

AKIRA KURIMOTO a étudié le droit à l'Université de Tokyo. Il est membre senior de l'Alliance coopérative japonaise depuis 2021. Il a été professeur de programme coopératif à l'Institut pour la société solidaire de l'Université Hosei de Tokyo de 2015 à 2020. Il a été directeur de l'Union des coopératives de consommateurs japonaises de 1990 à 2003 et membre du conseil d'administration/chercheur en chef de l'Institut des coopératives de consommateurs du Japon depuis 1998. Il a été Président du Comité de Recherche de l'ACI (2001-2005) et membre du Comité des Principes de l'ACI. Il est le Président du Comité de Recherche de l'ACI Asie Pacifique.

[DISCUSSION OUVERTE] Réflexion sur la recherche coopérative : Passé, présent et futur de la recherche coopérative

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

KWON Yoo-Hong

Professeur, Université d'études supérieures Hallym

Professeur de gestion du tourisme et de l'hôtellerie, Université Hallym d'études supérieures, docteur en sciences du tourisme. Il a occupé les fonctions de secrétaire général et d'auditeur de la Tourism Sciences Society of Korea. Principaux articles récents : "An Exploratory Study of Success Factors of Co-operatives in the Tourism and Leisure Service Sectors" (Journal of Tourism Sciences, 44(5), 2020), "An Exploratory Study on the Classification of Co-operatives in the Tourism and Leisure Service Sectors" (Journal of Hotel & Resort, 20(1), 2021). Ses principaux domaines d'intérêt sont les entreprises sociales dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, les festivals locaux et la création de marchés traditionnels attractifs.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Caractéristiques des coopératives dans les industries du tourisme et des loisirs en Corée du Sud et leurs implications politiques

---

LAHFIDI, Abdelhaq

Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance, gestion et identité des coopératives au Maroc

LAJARA CAMILLERI, Natalia

Centro de Investigación en Gestión de Empresas (CEGEA), Departamento de Economía y Ciencias Sociales, Universidad Politécnica de Valencia, Espagne.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Le rôle des coopératives dans le développement de l'agriculture durable : Le cas des coopératives d'agrumes en Espagne

---

LAMA, Sanjay

Université de technologie de Sydney, Australie

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Modèle d'entrepreneuriat coopératif pour le tourisme communautaire

LANAS MEDINA, Elisa

Professeur chercheur, Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador, Equateur

Avocat et docteur en jurisprudence de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito (PUCE) ; docteur en droit, avec mention en droit du travail et sécurité sociale de l'Université de Valence (UV) ; diplôme supérieur en pluralisme juridique de la Faculté latino-américaine des sciences sociales de l'Équateur, Quito. Professeur chercheur du département de droit de l'Universidad Andina Simón Bolívar, Équateur, et coordinatrice académique du Master en droit du travail et sécurité sociale de la même université. Elle a mené plusieurs enquêtes sur l'économie solidaire et les politiques publiques en matière de travail, d'emploi et d'économie solidaire.

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et identité coopérative au XXIe siècle

- Politiques publiques pour l'économie solidaire en Équateur. De la non-existence à l'institutionnalisation. Contributions pour aller vers la co-construction et la co-production

---

LEE Eunjung

Institut coopératif iCOOP, Corée

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

---

LEE Hyangsook

Institut coopératif iCOOP, Corée

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Contribution des assurances mutuelles de l'économie sociale coréenne à la communauté

LEE Jeong-eun

Co-Recherche Coop, Corée

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Une organisation de chercheurs indépendants est-elle viable en tant que coopérative de travail ? - Une analyse de cas à l'aide de la théorie de la propriété de l'entreprise de Hansmann.

LEE Kyung-ran

Institut d'études coréennes, Université Yonsei, Corée

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

LEE Seong-young

Co-Recherche Coop, Corée

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Une organisation de chercheurs indépendants est-elle viable en tant que coopérative de travail ? - Une analyse de cas à l'aide de la théorie de la propriété de l'entreprise de Hansmann.

LEE Sang-Hoon

Professeur, Université de Sungkonghoe, Corée du Sud

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Étude sur le processus de co-création de valeur centré sur le consommateur : le cas des coopératives de consommateurs

---

LEE Sang-Youn

Professeur, Université de Sungkonghoe, Corée du Sud

Le Dr Sang-Youn("Youn") Lee travaille à la division de l'administration des affaires et à l'école supérieure d'économie sociale et solidaire de l'université Sungkonghoe (SKHU) en Corée du Sud. Youn a rejoint SKHU en 2016. Né en République de Corée, il a reçu une formation en gestion d'entreprise (B.B.A., Université de Corée et M.S., KAIST) et une formation en entrepreneuriat (Ph. D. de l'Université d'État de Washington). Avant de rejoindre la SKHU, il a travaillé comme professeur adjoint à l'école de commerce de l'université d'État de New York New Paltz. Youn a été publié dans Annals of Public and Cooperative Economics, Long Range Planning, Journal of International Entrepreneurship, et Academy of Management Best Paper Proceedings. Ses recherches portent sur le financement, la gouvernance et la diversité dans les entreprises sociales. Dans le domaine des affaires réelles, il a travaillé chez Telecom Industry pendant 10 ans en tant que stratège d'entreprise. Il a collaboré avec l'UNRISD pour le projet sur les systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- L'influence de la diversité des conseils d'administration sur la performance des coopératives : L'effet médiateur du conflit

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- Systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration sur la performance des coopératives de consommateurs : l'effet modérateur de la propriété psychologique collective.

LEE SunHee

Université de Sungkonghoe, Institut coopératif iCOOP, Corée

SunHee Lee se spécialise dans la gestion des coopératives dans le cadre d'un programme de doctorat à l'université de Sungkonghoe. Elle étudie le crowdfunding et l'entrepreneuriat social. Elle travaille actuellement en tant que directrice d'Eggplant Cooperatives qui mène principalement des activités de recherche et de conseil.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- L'influence de la diversité des conseils d'administration sur la performance des coopératives : L'effet médiateur du conflit

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- Systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul

---

LEE Yoobin

Doctorat. Candidat, Université de Sungkonghoe, Corée

Yoobin Lee est doctorante au département de gestion des coopératives et professeur visiteur à l'université de Sungkonghoe. Elle a travaillé sur plusieurs questions concernant les coopératives et l'économie sociale, notamment l'éducation coopérative (y compris les entreprises communautaires), le consommateur éthique, le marketing social. Elle espère être un pont entre le chercheur et l'acteur de terrain.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Étude sur le processus de co-création de valeur centré sur le consommateur : le cas des coopératives de consommateurs

---

LEE Yena

Coach d'équipe et chercheur, Coopérative sociale HBM, Corée

Yena Lee est une chercheuse sur les coopératives en Corée. Elle s'est intéressée aux coopératives de consommateurs et aux membres et a obtenu son doctorat en gestion d'entreprise sur le thème de la participation des membres. Pendant ses études supérieures, elle a été attirée par le coaching d'équipe et l'éducation, et travaille maintenant comme coach d'équipe à la Mondragon Team Academy (MTA Korea), donnant des cours à l'Université de Sungkonghoe.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Participation des membres

- Une étude sur la participation et le comportement des membres des coopératives de consommateurs en Corée - axée sur le rôle de l'auto-efficacité et de l'appropriation psychologique des membres.

LIPPOLD CHENEY, Emily Alice

Chercheur indépendant, États-Unis

Emily "Alice" (USA, elle/il) est une praticienne de la coopération depuis quinze ans, ayant commencé son travail par la fondation d'un système de logement abordable à capital commun. Elle a travaillé dans les secteurs des étudiants, du logement, des travailleurs et du développement à divers titres. En outre, elle a passé de nombreuses années à construire et à servir l'infrastructure du mouvement (par exemple, les fédérations, les associations), en particulier au service de l'évolution du mouvement CoopYouth. "Ser joven y no ser revolucionario es una contradicción hasta biológica". (S. Allende) Actuellement, elle vit à Mexico et passe une grande partie de son temps à réfléchir, à faire des recherches et à écrire sur ses années de pratique coopérative.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Des fondements philosophiques divers

- L'identité coopérative authentique : La coopération comme philosophie anarchiste

---

LORET DE MOLA GUTIÉRREZ, Priscilla

Université de La Habana, Cuba

Priscilla Loret de Mola Gutiérrez est titulaire d'un diplôme en comptabilité et finances, obtenu en 2021 à l'université de La Havane. Elle a participé à divers événements scientifiques tout au long de sa carrière, notamment à des conférences et congrès scientifiques avec l'Université Arto Prat au Chili, ainsi qu'à des activités culturelles et sportives organisées par l'université. Au cours de la quatrième année de sa carrière, elle a rejoint le groupe scientifique étudiant des entreprises existant dans la faculté et, plus tard, celui lié à l'étude des coopératives. Comme travail de thèse, elle a présenté une recherche sur les coopératives de construction dans le secteur de la construction. Elle a conclu ses études avec la meilleure moyenne du cours, 4,983 pour un maximum de 5 points.

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

---

MACHADO, Carla Santos

Coordinateur des études de troisième cycle et de la vulgarisation à la Faculté d'enseignement et de recherche coopérative de l'État du Mato Grosso - I.COOP, Brésil.

Diplômée en psychologie de l'université de Cuiabá, elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en gestion des entreprises de l'université fédérale du Mato Grosso et en gestion publique de l'institut d'éducation de Cuiabano, et d'un MBA en gestion des personnes de la Fundação Getúlio Vargas Rio de Janeiro. Précurseur dans la mise en œuvre du modèle de gestion des personnes par Skills à Mato Grosso/Brésil. Consultante en gestion des ressources humaines depuis 1994 ; facilitatrice dans le développement des dirigeants et des équipes ; conférencière sur des sujets liés au comportement humain et professeur dans des cours de premier et deuxième cycles. Elle est actuellement coordinatrice des études de troisième cycle et de la vulgarisation à la Faculté coopérative d'enseignement et de recherche de l'État du Mato Grosso - I.COOP.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Les relations entre les sujets dans la communauté en tant qu'impulsion pour le développement du profil d'une personne coopérative.

MAKIN, Elizabeth

Assistant de recherche, Université de Newcastle, Australie

Elizabeth (elle/il) est une doctorante et chercheuse ayant une expérience professionnelle dans le secteur coopératif, en particulier dans le droit et la gouvernance des coopératives. En plus de cette expérience, elle est fière d'être membre et directrice d'une coopérative de travail.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Examen des connaissances et de l'identité coopératives dans le secteur agricole australien. Efforts récents pour renforcer l'identité coopérative en Australie

MANCORI, Andrea

Aroundtheworld.coop, Italie

Andrea Mancori est un vidéaste et un monteur vidéo. Il a plus de 15 ans d'expérience et a travaillé pour d'importantes chaînes de télévision telles que Fox International Channel - National Geographic, SKY, RAI, La7. Il est cofondateur de aroundtheworld.coop, un collectif qui vise à transformer la recherche socio-économique en vidéos qui encouragent la pensée critique et fournissent une inspiration sur les coopératives innovantes. Avec Sara Vicari, chercheuse en action participative, et en partenariat avec le programme Coops4Dev de l'Alliance coopérative internationale, il a fait le tour du monde pendant toute l'année 2019 en documentant des coopératives sur tous les continents. 13 reportages vidéo ont été réalisés, tous disponibles sur le lien suivant : https://www.youtube.com/channel/UCcKPCevcxi1rcZYics0u6-g/playlists. Au sein de aroundtheworld.coop, il est responsable des activités de réalisation de vidéos.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Recherche-action participative et réalisation de films documentaires pour étudier et diffuser sur l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop

MANTZARI, Elisavet

Maître de conférences en comptabilité, Université de Birmingham, UK

Elisavet est maître de conférences en comptabilité à la Birmingham Business School. Les recherches d'Elisavet portent sur l'utilisation quotidienne des informations comptables par les praticiens et sur la responsabilité sociale des entreprises. L'exploration de la responsabilité dans le contexte des coopératives est au cœur de ses activités de recherche. Elle a organisé des ateliers, présenté et publié des articles universitaires sur des domaines connexes. Elisavet a une expérience professionnelle dans le domaine de la comptabilité et de l'assurance des entreprises. Elle est également membre du comité de la British Accounting and Finance Association Interdisciplinary Perspectives Special Interest Group et administrateur de la UK Society of Co-operative Studies.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

MARIÑO, Manuel

PromoCoop - Promouvoir le développement coopératif, Costa Rica

Manuel Mariño est le président de PromoCoop, un partenariat international de consultants travaillant pour le développement et la promotion des coopératives dans le monde entier. Il a occupé des postes de direction depuis 1985, année où il a été directeur du département pour l'Amérique latine du Centre coopératif suédois (actuellement We Effect) à Stockholm. Il était le directeur régional lorsque l'organisation a établi son bureau pour la région d'Amérique latine à San José, au Costa Rica. De 2001 à 2017, il a été directeur régional pour les Amériques de l'Alliance coopérative internationale. Manuel a plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de la coopération au développement en Afrique et en Amérique latine.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Identité coopérative et reconnaissance de la marque dans les coopératives de consommateurs

MARKHELKA, Bogdan Radu

Doctorant, Université de Saragosse, Espagne

Je suis doctorant à l'Université de Saragosse et je me concentre sur l'étude des principes et des valeurs coopératives dans une perspective économique. J'étude la manière dont les principes se manifestent dans l'entité, leur degré de présence et leurs effets sur différentes variables économiques au niveau microéconomique.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE – Valeurs coopératives

- Théorie des jeux et principes et valeurs coopératifs

MARCUELLO, Carmen

Professeur, Université de Saragosse, Espagne

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE – Valeurs coopératives

- Théorie des jeux et principes et valeurs coopératifs

MARTINELLI, Francesca

Directeur, Fondation Centro Studi Doc, Italie

Francesca Martinelli, après un master en philosophie, a obtenu en 2017 un doctorat en " Formation du capital humain et relations de travail " à l'université de Bergame et de Paris VIII Vincennes-St-Denis. Aujourd'hui, elle est en charge de la communication institutionnelle et des relations internationales de la coopérative italienne Doc Servizi. Fin 2018, elle est la directrice de la Fondation Centro Studi Doc, où elle est en charge de la recherche et du développement. En 2018, elle a reçu le prix " Astrolabio del sociale - Pierre Carniti " annoncé par le Centro Studi CISL avec un essai sur la société Pegasus.

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- L'entreprise Pégase : une forme innovante de coopération alternative au paradigme dominant

---

MATEOS-RONCO, Alicia

Professeur, Centro de Investigación en Gestión de Empresas (CEGEA), Universidad Politécnica de Valencia, Espagne

Alicia Mateos-Ronco est ingénieur agronome (PhD), professeur titulaire à la Faculté d'administration des entreprises de l'Université polytechnique de Valence (Espagne) et membre du Centre de recherche en gestion des entreprises (CEGEA). Elle a travaillé sur plusieurs questions concernant les coopératives et l'économie sociale, notamment la gestion d'entreprise, la gestion des coûts, l'information financière. Elle a également développé ses recherches dans le domaine des assurances agricoles. Récemment, elle a commencé à travailler sur le rôle des coopératives dans la bioéconomie et l'économie circulaire.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Le rôle des coopératives dans le développement de l'agriculture durable : Le cas des coopératives d'agrumes en Espagne

---

MATINDIKE, Shadreck

Université d'État de Midland, Zimbabwe

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

MAUREL, Carole

Professeur associé, Université de Montpellier, France

Professeur associé en finance d'entreprise et commerce international à Montpellier Management (Université de Montpellier), Carole Maurel est titulaire d'un doctorat en sciences de gestion, et est membre de Montpellier Research in Management (MRM). Ses recherches portent sur l'internationalisation des PME, et plus particulièrement sur la gestion des exportations, et ses dimensions financières (financement, performance, risque). Elle est spécialisée dans l'industrie agroalimentaire et l'industrie viticole. Elle a publié dans plusieurs revues, telles que Management International, Research in International Business and Finance, Systèmes Agroalimentaires Food Systems, International Journal of Entrepreneurship and Small Business, Journal of Wine Economics ou encore International Journal of Wine Business Research.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'effet d'un contexte de crise sur les exportations françaises de vin : Comparaison des caves indépendantes et des coopératives viticoles

---

MCCULLOCH, Maureen

Oxford Brookes Business School, Royaume-Uni

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

MAYA DELGADO, Milton

Chercheur, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) Ecuador / Centro Andino de Acción Popular (CAAP), Equateur

Milton Maya Delgado est économiste à l'Université catholique pontificale d'Équateur. Elle est titulaire d'un master en politique publique de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO-Equateur) et chercheuse associée au Centro Andino de Acción Popular (CAAP).

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- Économie sociale et solidaire : contradictions des politiques publiques dans la transition du système économique équatorien

---

MBUGUA, Mary

Maître de conférences adjoint, The Co-operative University of Kenya

Mme Mary Njoki Mbugua est maître de conférences au département de gestion des coopératives et de l'agrobusiness de l'Université coopérative du Kenya. Elle a plus de 5 ans d'expérience professionnelle dans l'éducation, la formation, la recherche et le conseil en matière de coopératives.

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - Distribution du capital et de l'excédent

- Démutualisation, contrôle des membres et performance financière des coopératives au Kenya

---

MCIVOR, Liz

Directeur de la fiducie, Co-operative Heritage Trust, Royaume-Uni

Liz McIvor est la directrice du Co-operative Heritage Trust - une organisation caritative indépendante au Royaume-Uni, fondée en 2007 afin de préserver et de protéger les actifs patrimoniaux restants du mouvement coopératif britannique. Ces biens comprennent le bâtiment où les Rochdale Equitable Pioneers ont commencé leur aventure en 1844, et où les premières valeurs et les premiers principes de la coopération ont été établis, ainsi que des documents relatifs au développement du mouvement au Royaume-Uni. Elle a une formation en histoire industrielle et en patrimoine public lié aux expériences des classes ouvrières britanniques.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] Le rôle des archives dans l'évolution, la préservation et la promotion de l'identité coopérative

MCMAHON, Cian

Chercheur postdoctoral, Centre international de gestion coopérative, Sobey School of Business, Université Saint Mary's, Canada

Cian McMahon est un chercheur postdoctoral de l'International Centre for Co-operative Management (ICCM) qui étudie les systèmes de gouvernance coopérative démocratique et participative (projet SB S006019N de la FWO). Avant de s'affilier à l'Université Saint Mary's (SMU), il a obtenu un doctorat sur les coopératives de travail et le développement durable à l'Université nationale d'Irlande Galway (NUIG), où il a également donné des cours sur l'économie hétérodoxe et l'économie politique radicale. M. McMahon a travaillé auparavant comme analyste politique au sein du Think-tank irlandais de gauche progressiste pour l'action sur le changement social (TASC). Il souscrit à un rôle public pour les universitaires en s'impliquant dans l'éducation des militants syndicaux et communautaires.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Identité coopérative et gouvernance humaniste

MEHRABI, Sepide

Université d'Almeria, Espagne

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

MENDOZA VIDAURRE, René

Associé de recherche, Université IOB-Anvers, / collaborateur, Fondation Vent de Paix et membre, COSERPROSS coop, Belgique

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - Distribution du capital et de l'excédent

- La redistribution équitable dans les coopératives rurales d'Amérique centrale

---

MESEGUER, Victor

Social Economy Europe, Belgique

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

---

MINER, Karen

Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

MIRABEL, Thibault

Université de Paris-Nanterre, France

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Productivité, concurrence et contrainte budgétaire souple. Une analyse comparative entre les entreprises appartenant aux travailleurs et les entreprises conventionnelles

---

MODISE, Julia

Chargé de recherche, North-West University, Afrique du Sud

Julia Mantsali Modise est actuellement chercheuse post-doctorale dans le domaine des arts musicaux en Afrique du Sud : Resources and Applications (MASARA), à l'Université North-West. Elle a obtenu son doctorat à l'Université de Western Cape en 2020 sur les coopératives de femmes. Elle a beaucoup travaillé en tant que développeur communautaire. De 2012 à 2014, elle a été la secrétaire provinciale du Cap-Occidental du South African Women Entrepreneurs Network (SAWEN). Elle a siégé à trois conseils de gouvernance à différents moments.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

MOHAMMAD, Mostafa

Chambre des coopératives d'Iran, Iran

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- La relation entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives en Iran

---

MOLEFE, T. O.

Centre africain d'épistémologie et de philosophie des sciences, Université de Johannesburg, Afrique du Sud.

T. O. Molefe est un travailleur coopératif et un chercheur affilié au Centre africain d'épistémologie et de philosophie des sciences de l'Université de Johannesburg, où il est candidat à une maîtrise de philosophie en politique sociale et développement. Ses recherches portent sur l'épistémologie des philosophies et des pratiques de gouvernance des coopératives.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Des fondements philosophiques divers

- Décolonisation des coopératives et identité coopérative

MOURA COSTA, Davi Rogério de

Professeur, Université de Sao Paulo, Brésil

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

MOXOM, Jeffrey

Coordinateur de recherche, Alliance coopérative internationale

Jeffrey Moxom est coordinateur de recherche à l'Alliance coopérative internationale. Ayant rejoint l'ACI en 2018, il coordonne un certain nombre d'initiatives de recherche sur le développement coopératif international, notamment les statistiques coopératives, le droit coopératif et le développement durable. Il a étudié la politique à l'Université de Leicester (Royaume-Uni) et l'environnement, le développement et la politique à l'Université du Sussex (Royaume-Uni).

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Jeunes

- La jeunesse et le partenariat ACI-UE : Les jeunes, l'équité et l'inclusion dans le mouvement coopératif avec la recherche thématique mondiale sur la jeunesse.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

---

MUGHAL, Nasir

Fonds pour la réduction de la pauvreté au Pakistan (PPAF), Pakistan

Expérience pratique dans les domaines de l'agrobusiness et du marketing, de l'analyse et des études de la chaîne de valeur, de l'accès au financement des PME, des MPME et du développement des ressources en eau. Cadre accompli dans la gestion d'ONGI, crédité de plus de 20 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets/interventions de grande valeur avec des organisations de renommée mondiale, notamment l'ONU, AUSAID, l'ACDI, l'USAID et le PNUD, ainsi que d'autres agences de développement, ONGI, organisations communautaires et organisations gouvernementales, ministères/départements aux niveaux fédéral, provincial ou de district, ainsi que des interventions au niveau communautaire axées sur les sciences alimentaires et le développement agricole, la recherche et la mobilisation sociale. Expertise technique en matière de participation, d'autonomisation et de développement des jeunes, en tant que membre d'une équipe chargée d'élaborer une politique de la jeunesse et de concevoir des événements de renforcement des capacités.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Les coopératives et l'économie sociale et solidaire

MUKAI Kiyoshi

Professeur émérite, Université de la ville de Nagoya, Japon

Il est directeur de l'Alliance coopérative japonaise. Il a donné une conférence sur la fonction des organisations à but non lucratif dans l'économie de marché à l'école supérieure d'économie de l'université de Nagoya. Récemment, il a commencé à travailler sur le rôle et la contribution des coopératives pour rendre la société civile plus inclusive.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Une étude théorique sur l'identité coopérative à travers les leçons tirées de l'expérience du mouvement coopératif japonais et de l'autogestion des travailleurs yougoslaves.

MULUME ODERHWA, Etienne

Universidad Autónoma de Baja California, Mexique

Etienne Mulume Oderhwa Professeur, chercheur dans le domaine des sciences humaines à l'Université autonome de Baja California. Il est titulaire d'un doctorat en études du développement mondial de l'Université autonome de Basse-Californie et d'un master en relations internationales et affaires étrangères de l'Université autonome métropolitaine. Il a enseigné des cours de premier et de deuxième cycle liés aux relations internationales, à la philosophie et aux sciences. Spécialiste des études africaines.

3.2 - POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ - La paix

- L'économie sociale : une façon de comprendre la transition vers la vie civile de la population ex-combattante des FARC-EP

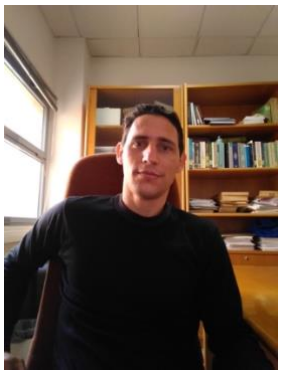
MUNYARUKUMBUZI, Emmanuel

Université du leadership africain, Rwanda

Emmanuel Munyarukumbuzi est membre de la faculté de l'African Leadership University. Il est titulaire d'une maîtrise en communication (Bond University, Australie) et d'une licence en communication (National University of Rwanda, Rwanda). Ses recherches portent sur la communication pour le développement, l'éducation aux médias, la durabilité, la responsabilité sociale des entreprises et le déploiement des TIC dans la communication humaine.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Maintenir l'identité coopérative à l'heure du COVID - Réinventer et communiquer la marque coopérative



MUÑOZ MARIBONA, Erik

Université de La Havane, Cuba

Professeur de l'université de La Havane. Doctorant de l'université de La Havane et d'Alicante (bourse de la Fundación Carolina). Recherche sur la gestion financière des coopératives et des petites et moyennes entreprises. Expert en investissement. Master en comptabilité de gestion et licence en comptabilité et finances.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - Histoire des mouvements coopératifs

- L'histoire méconnue du cadre juridique du mouvement coopératif à Cuba et les leçons à prendre en compte pour son développement aujourd'hui

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - [Panel] Les expériences des coopératives cubaines du point de vue de l'organisation, de la jeunesse rurale, de l'économie et des finances

---

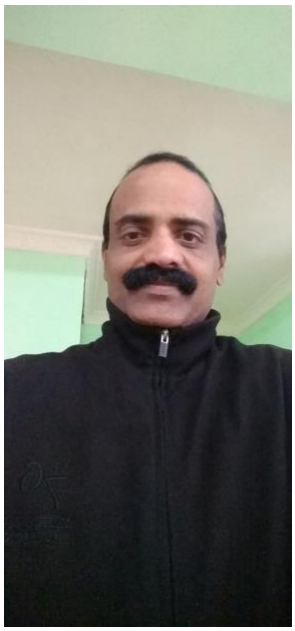
MUÑOZ-PICO, Hilda Paola

Professeur, Universidad Internacional del Ecuador

Hilda Paola Muñoz Pico. Equateur (1987). Docteur en communication (Université de Navarre, Espagne). Elle est titulaire d'une maîtrise en gestion de contenu (Université Austral, Argentine) et d'une licence en communication sociale de l'Université centrale de l'Équateur. Elle est professeur à l'Université internationale de l'Équateur. Elle a été consultante à l'ONU, où elle a coordonné la mise en œuvre de stratégies de communication pour des homologues nationaux et des partenaires stratégiques. Elle a collaboré à des équipes interdisciplinaires et connaît bien le travail avec les organisations de coopération. Elle a également été rapporteuse pour l'ambassade des États-Unis et a travaillé comme journaliste.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- Le secteur coopératif équatorien : analyse de son rôle actuel et futur dans la relance économique du pays



MUTHUMARIAPPAN, Karthikeyan

Professeur, département des coopératives, College of Business & Economics, Université de Wollo, Éthiopie.

M. Karthikeyan est professeur associé au département des coopératives. Il travaille dans le domaine de l'enseignement et de la recherche depuis plus de 21 ans en Inde et à l'étranger. Il est l'un des partenaires fondateurs de l'International Comparative Analysis of Social Enterprise Models (ICSEM) initié par EMES Research Network, Belgique, et a participé à de nombreux projets de recherche majeurs et mineurs financés par des agences nationales et internationales. Ses principaux domaines d'intérêt sont la gestion, les approches de vulgarisation, l'organisation et la gestion des coopératives, la gouvernance des coopératives, les coopératives et les entreprises sociales, la responsabilité sociale des coopératives et l'audit social, la comptabilité et l'audit des coopératives, la gestion des ressources humaines, le marketing, le leadership et l'esprit d'entreprise, les systèmes d'information comptable, les SIG.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Mesure des mécanismes de contrôle de la bonne gouvernance dans certaines sociétés coopératives polyvalentes affiliées à l'Union coopérative de Robi Barga, zone de West Shoa, État régional d'Oromia en Éthiopie.

MUTUBERRIA LAZARINI, Valeria

Instituto Universitario de la Cooperacion (IUCOOP)

Coopérativiste. Économiste (FCE/UBA). Master en économie sociale (ICO/UNGS). Doctorant en Anthropologie Sociale (IDAES/UNSAM). Coordinatrice du Département d'Economie Sociale, Coopérativisme et Autogestion du Centro Cultural de la Cooperación "Floreal Gorini". Professeur à FCE-UBA, UNQ, UNTREF. Membre de l'IUCOOP.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- Systèmes d'information pour l'économie sociale, solidaire et populaire (ESSP) dans une perspective de genre

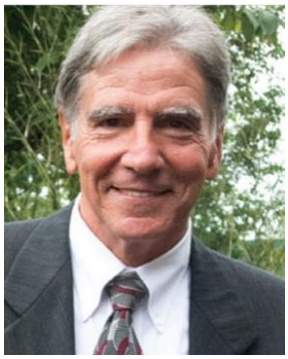
---

MWAMBI, Mercy

Centre mondial des légumes, Thaïlande

Mercy Mwambi travaille en tant que scientifique postdoctorale - évaluation d'impact au World Vegetable Center en Thaïlande. Ses domaines d'intérêt comprennent l'inclusion sociale, l'autonomisation des femmes, les coopératives et les organisations de producteurs, la sécurité alimentaire, la mise à l'échelle et les approches de vulgarisation innovantes. Plus précisément, Mercy a plus de 8 ans d'expérience dans la recherche sur les coopératives et les organisations de producteurs dans les pays en développement, principalement sur les thèmes de l'adhésion, de la participation à la prise de décision, des bénéfices, des modèles commerciaux coopératifs et du rôle des coopératives pour les groupes vulnérables. Mercy a obtenu son doctorat à l'université et au centre de recherche de Wageningen, aux Pays-Bas. Auparavant, elle a travaillé pour le World Agroforestry Center.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19



NADEAU, Emile

Co-Directeur, le projet de société coopérative, US

E.G. Nadeau est titulaire d'un diplôme de premier cycle en sociologie de l'Université Harvard (magna cum laude) et d'un doctorat en sociologie de l'Université du Wisconsin-Madison. Il effectue des recherches, développe, enseigne et écrit sur les coopératives et le développement communautaire depuis plus de 50 ans.

2. - RENFORCER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE

- Recommandations pour le renforcement de notre identité coopérative internationale

---

NAIK, Gopal

Indian Institute of Management Bangalore, Inde

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Les coopératives peuvent-elles accroître la concurrence sur les marchés agricoles primaires ? Les résultats d'une micro-étude.

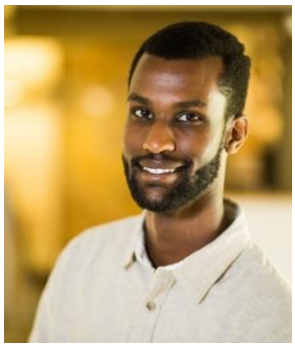
NAVIDI, Hamed

Chambre des coopératives d'Iran, Iran

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- La relation entre l'adhésion aux principes coopératifs et le succès socio-économique des coopératives en Iran

---



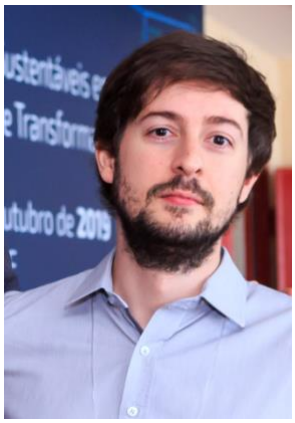
NDENGEYINGOMA, Billy

École d'économie et de sciences politiques de Londres, Royaume-Uni

Billy Ndengeyingoma est un candidat au doctorat en études de planification régionale et urbaine à la London School of Economics. Il étudie les aspirations, la gouvernance et la mise en œuvre de projets de coopératives de logement à Kigali, au Rwanda. La recherche examine les temporalités du logement et du développement urbain et attire l'attention sur les réseaux socio-spatiaux construits par les organisations coopératives. Grâce à son projet de doctorat, Billy vise à enrichir le répertoire des alternatives au logement abordable et au développement économique local à Kigali et, plus largement, dans les milieux urbains africains. Ses intérêts professionnels à long terme sont orientés vers les institutions publiques et privées travaillant sur le développement en Afrique.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE – Valeurs coopératives

- L'organisation coopérative : solidarité, confiance et fiabilité comme moyens éthiques de développement du logement



NEVES, Mateus de Carvalho Reis

Professeur, Universidade Federal de Viçosa, Brésil

Mateus Neves est professeur d'économie agricole dans le cadre du programme d'études supérieures en économie appliquée et coordinateur du baccalauréat en coopératives, tous deux à l'université fédérale de Viçosa, au Brésil. Il est le coordinateur scientifique de la société brésilienne d'économie, de gestion et de sociologie rurales (SOBER). Il a été le coordinateur scientifique des deux dernières éditions de la réunion brésilienne des chercheurs en coopératives (EBPC). Il travaille à l'analyse des politiques publiques et de leurs relations avec le milieu rural. Il étudie les effets économiques des coopératives dans les zones rurales et urbaines. Il applique des méthodes d'obtention et de traitement des données dans les approches économiques de l'évaluation d'impact.

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

---

VNI, Merav

Coordinateur des coopératives, Mouvement des kibboutz / Université de Haïfa, École de sciences politiques, Israël

Merav Niv est conseillère juridique et coordinatrice des coopératives au sein du mouvement des kibboutz. Elle se concentre sur l'amélioration de la mise en œuvre interne et externe des valeurs et principes coopératifs au sein des kibboutzim et dans tout Israël, et sur la promotion d'une collaboration et de partenariats axés sur la coopération entre les différents acteurs. Mme Niv est une étudiante en recherche active à l'école de sciences politiques de l'université de Haïfa, se concentrant sur l'aspect démocratie et citoyenneté de l'adhésion aux kibboutz et aux coopératives. Elle a participé à la rédaction du modèle de la communauté kibboutzienne à son meilleur et aux processus qui soutiennent sa mise en œuvre, ainsi qu'à des groupes de recherche universitaires étudiant le kibboutz contemporain.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- Des principes aux actions : Conceptualiser et mettre en œuvre l'identité coopérative des kibboutz

---

NOVKOVIC, Sonja

Professeur, Centre international de gestion coopérative, Université Saint Mary's, Canada

Sonja Novkovic est professeur d'économie et directrice académique de l'International Centre for Co-operative Management à l'Université Saint Mary's de Halifax, au Canada. Ses recherches, son enseignement et ses écrits portent sur les systèmes économiques comparatifs, l'économie coopérative et l'économie sociale et solidaire au sens large, avec un accent particulier sur la démocratie économique. Elle contribue au projet d'indicateurs de performance de durabilité de l'UNRISD en apportant la perspective de l'économie coopérative. Elle collabore à un projet de recherche sur la gouvernance coopérative humaniste financé par le FWO - Belgique. Sonja est présidente du comité de recherche de l'Alliance coopérative internationale (2013-2021) et membre du conseil des économistes de la NCBA-CLUSA.

[DISCUSSION OUVERTE] Réflexion sur la recherche coopérative : Passé, présent et futur de la recherche coopérative

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Opérationnalisation de l'identité coopérative

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Identité coopérative et gouvernance humaniste

OH Chun Hee

Chercheur en politique, Institut coopératif pour la santé plus, Corée

Chun-hee Oh est chercheur en politiques à l'Institut de recherche coopérative Health Plus et suit actuellement un programme de doctorat en administration des affaires. Les articles comprennent "Le travail institutionnel des coopératives : Focusing on Health Welfare Social Cooperatives" et "Institutional Change of The Health Welfare Social Cooperatives". Les principaux domaines d'intérêt sont la gestion des coopératives, le marketing, la stratégie, les coopératives sociales de protection de la santé, la participation civique, les soins de santé primaires, les soins communautaires et les services sociaux.

4.2 - AVEC DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ ACCESSIBLES - Service de santé et de soins

- Le travail institutionnel des coopératives : les coopératives sociales de santé en Corée du Sud.

OKBANDRIAS, Meron

Université de Western Cape, Afrique du Sud

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

OKEM, Andrew Emmanuel

Responsable scientifique, Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

OLIVEIRA, Jose Sebastião Romano de

Professeur, Cooperativa D'Irituia, OCB, Universidade Federal Rural da Amazônia, Brésil

Agriculteur, géographe, docteur et professeur de recherche à l'UFRA - Université rurale fédérale d'Amazonie, coordinateur du NEA - Nucleus of Agroecology and Family Agriculture. Il travaille en partenariat avec OCB/SESCOOP - Organisation des coopératives du Brésil/Service national des coopératives d'apprentissage ; IFPA - Institut fédéral du Pará ; UFPA - Université fédérale du Pará ; EMBRAPA - Société brésilienne de recherche agricole. Il travaille principalement sur les thèmes suivants : SAF - systèmes agroforestiers, coopératives, agroécosystèmes, services environnementaux, agriculteurs innovants, production durable. Il est également membre cofondateur de la Cooperativa Agropecuaria D'Irituia.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants.

OLIVEIRA, Mariceli Bastos

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants.

OLIVEIRA, Vera Lucia

Sicoob Executivo, Cooperada, Brésil

Je suis avocat et historien. Diplôme de troisième cycle en histoire sociale du travail, MBA en gestion d'entreprise avec accent sur les coopératives. En tant que fonctionnaire du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement du Brésil - MAPA (2003-2020), j'ai été coordinatrice générale de l'autogestion des coopératives et directrice adjointe du département des coopératives et des associations rurales. J'ai travaillé en tant que formatrice dans le Programme de formation pour la promotion des associations et coopératives rurales / égalité de genre en Afrique en 2017. En 2018, en tant que responsable du programme Coopergênero, j'ai été nommé par le MAPA pour coordonner le programme EUROsociAL / UE (confiance et cohésion sociale). Actuellement, je suis consultant IICA pour le MAPA.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- Le rôle de l'identité coopérative en tant que moteur de l'ODD 5

OZMAN, Muge

Institut Mines-Télécom, France

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Plate-forme coopérative : construction d'une identité par la méta-organisation

---

PALADINO CASTRO, Marcelo

AECD/OISE/UofT, Assistant de recherche, Projet Co-opConvert, Canada

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Une perspective comparative des éco-systèmes BCC au Canada et à l'étranger : Une synthèse des entretiens avec les informateurs clés réalisés dans le cadre du projet Co-opConvert.

PAKHOMOV, Bogdan A.

Étudiant, Université d'État des affaires internationales de Moscou (MGIMO), Russie

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et des principes coopératifs

PAKHOMOV, Vladimir M.

Professeur, Université russe de coopération, Russie

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et des principes coopératifs

---

PARK Seong-Jae

Institut GSnJ, Corée

J'occupe actuellement le poste d'économiste senior au sein de GSnJ, un groupe de réflexion privé sur l'agriculture et les questions rurales. Au Korea Rural Economic Institute (KREI), j'ai travaillé comme chercheur dans les domaines de la finance agricole, des coopératives agricoles et de la politique agricole. Après avoir pris ma retraite en 2014, j'ai donné un cours sur les coopératives agricoles à l'université nationale de Sunchon. J'ai étudié l'économie agricole (M.S. et B.S.) à l'Université nationale de Séoul en Corée et obtenu un doctorat en économie agricole à l'Université d'État de l'Ohio aux États-Unis.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- L'avenir des coopératives agricoles polyvalentes et les problèmes d'identité en Corée

---

PARK Bonghee

Directeur, Fédération des coopératives médicales de Corée, Corée

Praticien de terrain, auteur de Healthy City, co-auteur de 100 ans d'histoire des coopératives coréennes

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La trajectoire et l'identité du mouvement coopératif en Corée : son défi et sa tâche.

PARK Sungsoon

Professeur invité, Université de Sungkonghoe, Corée.

Sungsoon Park est professeur et chercheur invité à l'Université de Sungkonghoe et membre de la Commission Économie sociale et coopérative de CIriec International. Avant d'étudier la gestion des coopératives, elle a été présidente de Suwonmirae icoop en Corée. Elle a récemment travaillé en tant que consultante en coopératives et directrice pour les jeunes en matière d'entrepreneuriat. Ses recherches portent sur la stratégie, l'économie sociale et l'ESG.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration sur la performance des coopératives de consommateurs : l'effet modérateur de la propriété psychologique collective.

PASINETTI, Michele

Directeur, coopérative sociale CAUTO, Italie

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres

---

PECK, Michael

Directeur exécutif et cofondateur, 1worker1vote, US

Michael Alden Peck est directeur exécutif et cofondateur de 1worker1vote (www.1worker1vote.org), cofondateur et directeur général de The Virtuous Cycle Collaboratory (tvc2) - une coopérative de travail à but lucratif et une entreprise sociale dont la mission est "d'aplanir les courbes avec des cycles vertueux", secrétaire du conseil d'administration de l'American Sustainable Business Council (www.asbcouncil.org) qui comprend le Social Venture Circle (https://svcimpact.org/), membre du conseil consultatif d'entreprise de l'Alliance bleue verte (https://www.bluegreenalliance.org/), présidente bénévole du conseil d'administration de la coopérative syndicale Worx Printing (www.worxprinting.coop), membre bénévole du personnel de Coop Cincy (www.coopcincy.org) et ancienne déléguée internationale (1999-2019) représentant les États-Unis et le Canada pour MONDRAGON (https://www.mondragon-corporation.com/en/about-us/).

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

---

PEGO, Ana Cristina

Centre for Interdisciplinary Social Science (CICS), Universidade Nova de Lisboa, Portugal

Doctorat en géographie et aménagement du territoire, MBA, BSc en économie, chercheur à l'université Nova, principaux domaines académiques : Les villes intelligentes, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et le développement rural.

3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- La coopérative et le modèle d'économie circulaire : une solution durable. Le cas d'étude portugais

---

PEREIRA, Juarez

OCB, Brésil

FORMATION - Technologue en coopératives - Université fédérale de Sta Maria - UFSM - RS - Brésil. Cours de troisième cycle : Méthodes et techniques d'enseignement - Université pour le développement de l'État et de la région du Pantanal - UNIDERP - Campo Grande/MS - Brésil. Cours d'administration des affaires - Collège Estácio de Sá - Campo Grande/MS - Brésil. MBA en gestion d'entreprises coopératives - FGV/Rio - Campo Grande/MS - Brésil. MBA en gestion stratégique - FIA/USP - São Paulo/SP - Brésil. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES - Coordinateur de formation coopérative Entreprise : Union et Organisation des Coopératives de l'Etat de MS - OCEMS (1995 - 2000). Professeur de coopératives Entreprise : Université catholique Dom Bosco - UCDB - Campo Grande/MS (1998 - 2001). Directeur du développement Société : SESCOOP/MS - Service national d'apprentissage coopératif (2000 -) Responsable des domaines de la

formation professionnelle, du suivi des coopératives et de la promotion sociale.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Du crédit au papier toilette

PEREZ-MESA, Juan Carlos

Université d'Almeria, Espagne

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

PIEDRA MUÑOZ, Laura

Université d'Almeria, Espagne

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- De la logique dominante du marché à la coopération collective comme mécanisme de coordination pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture.

PILLAI, Ashish

Doctorant, AECD/OISE/UofT, Assistant de recherche, Projet Co-opConvert, Canada

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Pistes pour démocratiser l'économie et sauver des emplois par la conversion d'entreprises en coopératives : Situer le "modèle canadien"

PINCUS, Carolyn

Conseil américain du commerce durable, États-Unis

Avant de rejoindre l'American Sustainable Business Council, Carolyn Pincus était propriétaire d'une petite entreprise et travaillait depuis quinze ans dans le secteur de l'alimentation et des boissons. Elle est titulaire d'un MBA en durabilité avec une spécialisation en économie circulaire du Bard College, d'un certificat en affaires mondiales de NYU-SCPS et d'un BFA de la Fordham University/Alvin Ailey American Dance Theater, avec une mineure en sciences politiques. Elle a également six ans d'expérience dans des organisations à but non lucratif, dans les domaines de l'éducation, des arts, du développement communautaire et de la justice sociale. Elle est également co-présidente du comité DEI des anciens élèves de l'université Bard et bénévole pour la National Women's Liberation.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

PLANTILLA, Tetay

Fédération des coopératives de développement durable des peuples, Philippines

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

PLOTINSKY, Daniel Elías

Idelcoop fundación de Educación Cooperativa, Archivo Histórico del Cooperativismo de Crédito, Argentine

Professeur et maître en histoire. Lié au mouvement coopératif de crédit à travers différents emplois et responsabilités depuis 1969. Actuellement directeur de la fondation Idelcoop d'éducation coopérative et des Archives historiques du coopérativisme de crédit ; éditeur de la "Revista Idelcoop" ; et membre du comité de rédaction de "Otra Economía". Nombreux articles sur l'histoire du coopérativisme publiés dans différentes revues et compilations. Auteur de "El dinero de los argentinos en manos argentinas. Historia del cooperativismo de crédito" (2018) et co-auteur de "La economía social y solidaria en la historia de América Latina y el Caribe. Coopérativisme, développement communautaire et État " (comp). (2015).

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Un demi-siècle d'éducation coopérative. Contributions à une pédagogie de la solidarité.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] Le rôle des archives dans l'évolution, la préservation et la promotion de l'identité coopérative

---

POHLER, Dionne

Professeur associé, Université de Saskatchewan / Université de Toronto, Canada

Dionne Pohler est professeure agrégée à la Edwards School of Business de l'Université de la Saskatchewan, titulaire de la chaire CRS en gouvernance coopérative au Centre canadien d'étude des coopératives et à la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy, et chargée de recherche au Rotman Institute for Gender and the Economy de l'Université de Toronto. Mme Pohler a publié plusieurs ouvrages sur le travail, les coopératives et les politiques publiques. Dionne a été membre fondatrice du conseil d'administration de Co-operatives First, un organisme de développement des affaires et de renforcement des communautés qui s'efforce de travailler avec les communautés rurales de colons et d'autochtones du Canada pour répondre aux besoins qu'elles identifient grâce au modèle coopératif.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Exploration des attitudes à l'égard de la conversion en coopérative comme modèle de transmission d'entreprise : Premières données d'un sondage aléatoire auprès de propriétaires et de gestionnaires de PME canadiennes

POLO-GARRIDO, Fernando

Professeur associé, Universitat Politècnica de Valéncia. CEGEA, Espagne

Doctorat. Professeur associé en comptabilité. Universitat Politénica de València. Secrétaire général du CEGEA (Centre de recherche en gestion d'entreprise) Directeur du Réseau international de recherche sur la comptabilité des coopératives et des mutuelles (ACCOOP) Coordinateur du Groupe de comptabilité, d'information non financière et de finances de la Commission des coopératives et autres entreprises de l'économie sociale de l'AECA (Association espagnole de comptabilité et d'administration d'entreprise) Directeur du Master en gestion financière et fiscale Membre du Groupe de travail sur les normes comptables pour les coopératives de l'ICAC (organisme espagnol de normalisation). Intérêts de recherche : rapports financiers et rapports non financiers pour les coopératives http://orcid.org/0000-0003-0158-5736

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

PRADHAN, Sojen

Université de technologie de Sydney, Australie

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Modèle d'entrepreneuriat coopératif pour le tourisme communautaire

---

R. Radhika

Professeur adjoint, Université des sciences vétérinaires et animales de Kerala, Inde

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- L'ULCCS favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise en promouvant la diversification, la technologie, les compétences futures et l'agro-industrie.

RACHIDI, Lahoussine

Professeur superviseur, Université Ibn Zohr, Maroc

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Égalité des sexes

- La perception des acteurs sur le rôle des coopératives de femmes dans l'empowerment des femmes, cas de la région de Souss Massa, Maroc.

RAFFAELLI, Paola

Boursier post-doctoral, Université de Lund, Suède

Paola Raffaelli est post-doctorante à l'Université de Lund, en Suède. Depuis 10 ans, elle mène des recherches sur l'économie sociale, en particulier sur les coopératives, les organisations bénévoles, les organisations communautaires et les organisations caritatives dans différents contextes en Europe et en Amérique latine. Dans son projet actuel de post-doctorat, elle étudie les monnaies communautaires en Argentine et en Espagne.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Performance des coopératives de travail solidaires : Témoignages d'Argentine

---

RAMESHAN, Paleri

Uralungal Labour Contract Co-operative Society (ULCCS), Inde

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- L'ULCCS favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise en promouvant la diversification, la technologie, les compétences futures et l'agro-industrie.

RAMILAN, Thiagarajah

Maître de conférences, gestion agricole et agroalimentaire, école d'agriculture et d'environnement, collège des sciences, université Massey, Nouvelle-Zélande.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Avantages pour les membres et performance des coopératives verticalement intégrées

---

REYES LAVEGA, Sergio

Economía Solidaria y Cooperativismo de la UDELAR, Uruguay

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et identité coopérative au XXIe siècle

- Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives en Uruguay : caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative

---

RHAZZANE, Soufiane

Doctorant, Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion d'Agadir, Université Ibn Zohr, Maroc

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance, gestion et identité des coopératives au Maroc

RIBERI, Laura

Secrétaire à l'enseignement et à la recherche, Instituto Cooperativo De Enseñanza Superior (ICES), Argentine

Laura Riberi, Secrétaire académique et de recherche de l'Instituto Cooperativo de Enseñanza Superior de la ciudad de Sunchales, Province de Santa Fe. Argentine. Professeur de psychologie et de sciences de l'éducation, étudiante en thèse de licence en gestion de l'éducation, elle développe des activités d'enseignement et de recherche dans le département de recherche de l'ICES et du Centro Universitario Sunchales. Elle est actuellement impliquée dans la recherche, la coordination académique et la promotion du coopérativisme. Elle a déjà participé à des recherches sur le coopérativisme, le coopérativisme scolaire dans les écoles primaires, a collaboré au projet de recherche sur les collèges de la province de Santa Fe et à d'autres domaines de recherche.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Éduquer par la coopération et contribuer au développement d'une identité coopérative

---

RICHEZ-BATTESTI, Nadine

Professeur, LEST, Université d'Aix-Marseille, France

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- RSE et transition, renouveau et enjeux pour l'identité coopérative

---

RIEIRO CASTAÑEIRA, Anabel

Professeur associé, département de sociologie, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de la República, Uruguay.

Docteur en sociologie. Professeur associé à temps plein au département de sociologie, FCS, UDELAR. Chercheur dans le domaine de l'économie politique, conférencier dans le domaine de la théorie sociologique.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- Perspectives de genre et féministes à partir des différentes formes qui composent l'ESS aujourd'hui en Uruguay.

RIOS BAEZ, Juan Rodolfo Mauricio

Area de Investigación y Análisis Cooperativo de la Confederación Nacional Cooperativa de Actividades Diversas de la República Mexicana, Mexique

Licence en économie. Faculté d'économie, UNAM ; Master. Études latino-américaines Fac CPYS UNAM ; Président de l'Espace de recherche et d'analyse coopérative, CONFECOOP. 2021. Président de la Commission politique de la CONFECOOP. 2018-2021. Directeur exécutif du CIRIEC-Mexico International. 2019. Conseiller et consultant dans l'initiative de loi pour la promotion des coopératives à la Chambre des députés locale de l'État de Morelos. 2019. Conseiller consultant pour concevoir le règlement de la loi pour la promotion coopérative dans la Chambre des députés de l'État de Morelos. 2019. Proposition de formation coopérative pour SEDESO Morelos pour organiser des entreprises sociales coopératives d'artisans. 2019. Conseil et consultation pour la Direction du développement économique du gouvernement d'Atizapán de Zaragoza, Edo de Mexico.

2.3. EN DÉVELOPPANT UN RÉSEAU ENTREPRENEURIAL FORT

- Identité coopérative et intégration pour le développement durable dans la région du Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes

---

RIXON, Daphne

Professeur adjoint, Sobey School of Business, Université Saint Mary's, Canada

Daphne Rixon, PhD, est directrice exécutive du Centre d'excellence en comptabilité et rapports pour les coopératives de l'Université Saint Mary's. Elle a publié plus de 100 articles dans des revues spécialisées et des

conférences. Mme Rixon est l'auteur de plus de 100 publications évaluées par des pairs et de présentations lors de conférences. Elle est rédactrice en chef de l'International Journal of Co-operative Accounting and Management. Avec le Dr. Fiona Duguid, elle dirige actuellement deux projets majeurs : (1) la mesure de la contribution du secteur coopératif canadien à la mesure et à la communication des objectifs de développement durable du Canada et (2) le développement d'un indice de performance coopérative pour évaluer la performance par rapport aux sept principes des coopératives.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Fait pour les coopératives, par les coopératives : Le développement d'indicateurs conçus par les coopératives pour les ODD.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Comptabiliser les objectifs : aligner les objectifs économiques et socio-environnementaux des coopératives.

ROCCA, Elena

Responsable de l'innovation, coopérative sociale CAUTO

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres

---

RODRIGUEZ ESPINOSA, Néstor Alfonso

Doctorant, Universidad de Valencia / Chercheur, Unicossol Corporado, Espagne

Néstor Alfonso Rodríguez Espinosa est chercheur universitaire et doctorant en économie sociale à l'Université de Valence. Il a travaillé dans le secteur public et privé sur plusieurs questions de l'économie coopérative et solidaire, en particulier dans la comptabilité coopérative, la réglementation financière, dans l'analyse, la conception et la mise en œuvre de statistiques économiques et sociales. Il a été directeur de la recherche économique au Centre de recherche coopérative (Cenicoop). Il a travaillé comme professeur dans plusieurs universités. Récemment, il a commencé à travailler sur le rôle et la contribution des coopératives aux ODD, en particulier sur les questions de pauvreté. Il fait partie de réseaux de recherche comme Unicossol, il a fait diverses publications de livres, chapitres de livres et articles dans des revues universitaires.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Caractéristiques sociodémographiques des coopératives. Vers la mesure de leurs contributions à la réalisation des ODD. Le cas du mouvement coopératif colombien.

RODRÍGUEZ, Josune López

Faculté de droit, Université de Deusto, Espagne

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Le travail décent comme élément de base à intégrer dans l'identité coopérative actuelle et future

RODRIGUEZ MUSA, Orestes

Université de Pinar del Río, Cuba

Diplôme de droit de la faculté de droit de l'Université de La Havane (2006) et docteur en sciences juridiques de la même institution (2017). Professeur titulaire de droit constitutionnel et de droit coopératif à la faculté de droit de l'Université de Pinar del Río, Cuba. Coordinateur de l'Atelier international de droit coopératif (COODER) et du Projet de recherche visant à améliorer le conseil juridique des coopératives non agricoles à Pinar del Río. Auteur ou co-auteur de dizaines de publications scientifiques. Vice-président de l'Union nationale des juristes cubains de la province.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

---

ROJAS HERRERA, Juan José

Professeur et chercheur, Departamento de Sociología Rural, Universidad Autónoma Chapingo, Mexique.

Juan José Rojas Herrera est titulaire d'un doctorat en sciences économiques et commerciales de l'université de Cordoue, en Espagne. Il est actuellement professeur chercheur au département de sociologie rurale de l'Universidad Autónoma Chapingo. En outre, il est directeur du conseil scientifique de la section mexicaine du CIRIEC. Il est membre de l'Académie des sciences du Mexique et fait partie du Système national des chercheurs du CONACYT niveau I.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- L'enseignement du coopérativisme et de l'économie sociale et solidaire dans les universités mexicaines

---

ROJER, Guido

Université de Curaçao, UNED Madrid

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Ensemble à nouveau : Le rôle des coopératives dans la réduction de la fracture numérique

---

ROSA, Paula Cecilia

Professeur, Centro de Estudios Urbanos y Regionales, Centro de Estudios Urbanos y Regionales, Argentine

Rosa, Paula Cecilia est sociologue et professeur de sociologie (UBA). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences sociales (UNGS-IDES, 2012). Elle est actuellement chercheuse associée au Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET) au Centre d'études urbaines et régionales (CEUR/CONICET). Elle enseigne à la carrière de travailleur social (FSOC-UBA). Elle est spécialisée dans les questions urbaines (habitat populaire, accès au logement et pauvreté) et les problèmes liés à la participation et à l'économie sociale. Elle est co-coordinatrice de la ligne de recherche et de transfert : Développement régional et économie sociale au CEUR/CONICET. Elle est également coordinatrice de l'initiative collaborative Territorios en Acción.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- Les coopératives et l'économie sociale et solidaire en Argentine. Trajectoire et son rôle actuel dans des scénarios complexes.

ROUILLÉ, Yvan

Directeur Général Adjoint, Caisse Desjardins des Policiers et Policières / Saint Mary's University

Travaillant à la direction générale d'une Caisse Desjardins depuis plus de 8 ans, je m'intéresse particulièrement à la mise en place d'un nouveau paradigme coopératif pour renforcer l'identité coopérative : Les pratiques actuelles de gestion coopérative sont nécessaires mais pas suffisantes. Je fais de la recherche pour promouvoir l'identité coopérative et son modèle d'affaires.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- L'indispensable contribution des gestionnaires à l'identité coopérative

---

RUIZ-RIVERA, Maria José

Chercheur, UCLouvain, Equateur / Belgique

Docteur en sciences sociales et politiques à l'UCLouvain (Belgique). Elle est actuellement chargée de recherche au Centre interdisciplinaire de recherche sur le travail, l'État et la société (CIRTES) à l'UCLouvain, et professeur invité à l'Instituto de Altos Estudios Nacionales (IAEN) en Équateur. Ses recherches et publications portent sur l'économie sociale et solidaire, l'économie substantive et l'action publique. En particulier, elle s'intéresse aux coopératives, à leur institutionnalisation, à l'action collective et à leur inscription dans les politiques publiques. Elle est également consultante indépendante pour l'évaluation de programmes sociaux en Amérique latine.

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- L'identité coopérative sous tension : stratégies collectives, "nouveaux" espaces publics et leur influence sur l'agenda des politiques publiques en Équateur.

SACCHETTI, Silvia

Professeur associé, Université de Trente, Italie

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Gouvernance coopérative

- Gouvernance inclusive et durabilité des entreprises : développement de nouveaux outils pour la participation des membres

SAHAN, Erinch

Laboratoire d'action sur l'économie des beignets

Erinch est le responsable des affaires et des entreprises au Doughnut Economics Action Lab. Récemment, il était le directeur général de la World Fair Trade Organization, un réseau mondial et un vérificateur des entreprises sociales qui pratiquent le commerce équitable. Auparavant, il a passé 7 ans chez Oxfam à diriger des initiatives de campagne et a fondé l'initiative Future of Business d'Oxfam. Il a également travaillé chez Procter & Gamble en tant que responsable de la stratégie de marché, a créé une entreprise de meubles et a travaillé pour le programme d'aide australien. Erinch donne des conférences et écrit régulièrement sur le commerce durable. Il est titulaire de diplômes en finance et en droit, et d'un doctorat honorifique de l'université Brookes d'Oxford.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

---

SAK, Barbara

CIRIEC International, Belgique

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

SALATHÉ-BEAULIEU, Gabriel

TIESS, Canada

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

SALAZAR ARGUEDAS, Sergio

INFOCOOP, Escuela de Relaciones Internacionales UNA, Costa Rica

Sociologue spécialiste du coopérativisme et du développement, il est titulaire d'un doctorat en gestion publique et en sciences de l'entreprise de l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP) avec la thèse suivante : "Le coopérativisme en tant qu'agent de politique publique pour la lutte contre l'inégalité économique au Costa Rica : Une étude de cas". Il a mené des recherches sur les contributions des coopératives dans les zones rurales, démontrant que le modèle coopératif multiplie jusqu'à six fois les bénéfices des entreprises commerciales. Il est professeur à l'École des relations internationales de l'Université nationale (UNA) et a collaboré avec l'ICAP en tant qu'enseignant et dans le cadre de travaux universitaires. Il est actuellement directeur du développement stratégique de l'Instituto Nacional de Fomento Cooperativo au Costa Rica.

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et identité coopérative au XXIe siècle

- Analyse des politiques publiques relatives aux coopératives au Costa Rica : Caractérisation historique et impact sur l'identité coopérative

SAMARCOS LORA, Rui

Chercheur à l'Université de Coimbra, Portugal

Chercheur à la Fondation pour la science et la technologie du Portugal, ancien SYLFF Fellow de la Fondation de Tokyo pour la recherche politique, spécialiste en sciences politiques de l'Université de Brasilia (UnB), et licencié en relations internationales du Centre universitaire de Brasilia (UniCEUB). Ancien conseiller agricole international du gouvernement brésilien et actuellement candidat au doctorat au Centre d'études sociales (CES)/Faculté d'économie (FEUC) de l'Université de Coimbra. Il est membre du Hannah Arendt Center for Politics and Humanities du Bard College (HAC).

3.2 - POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ - La paix

- Une contribution du coopérativisme à un éventuel processus d'intégration économique dans la péninsule coréenne

---

SANCHEZ BAJO, Claudia

Chercheur associé, Faculté d'économie, Université de Buenos Aires, Argentine

Claudia Sanchez Bajo est titulaire d'un doctorat en études du développement de l'Institut international d'études sociales de La Haye. Chercheuse associée à l'Université de Buenos Aires, économie, CESOT. En 2007 (DAAD) et 2018, professeur invité à l'Université de Kassel. En 2016, chercheur invité à la LBJ School of Public Affairs, Université du Texas à Austin. En tant que Chaire inaugurale sur les entreprises coopératives à la Faculté de commerce et d'économie de l'Université de Winnipeg, au Canada, elle a développé la spécialisation sur les entreprises coopératives. Ses recherches portent actuellement sur l'entrepreneuriat coopératif et la consolidation de la paix.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE – Principes coopératifs

- Le principe coopératif de souci de la communauté : qu'est-ce que la communauté ?

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Expériences de coproduction de politiques publiques et identité coopérative au XXIe siècle

- Analyse du RECM Mercosur comme espace de politique publique sur les coopératives : Gouvernance multi-niveaux et identité coopérative

3.2 - POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ - La paix

- La contribution des coopératives à la paix positive : revue de la littérature

---

SANKAR G. Gopi

Institut indien de gestion de Bangalore

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Les coopératives peuvent-elles accroître la concurrence sur les marchés agricoles primaires ? Les résultats d'une micro-étude.

SANTELICES, Ramón

Directeur exécutif, COVIP, Chili

Diplôme de philosophie. 58 ans d'expérience dans les coopératives de logement. Associé fondateur et ancien membre du conseil d'administration - CONAVICOOP. Directeur exécutif - COVIP. Membre du conseil d'administration de VIVECOOP. Membre du comité exécutif - Union internationale pour le financement du logement (UIFH). Ancien président - UNIAPRAVI. Membre du conseil d'administration - CCHC. Publications : 1976 Bestandsaufnahme des genossenschaftlichen und sozialen Wohnungswessens in Lateinamerika. Köln ; Deswos 2014 Propuesta de política pública habitacional y urbana de COVIP. Santiago ; Alfabeta 2017 Propuesta de política pública habitacional y urbana de COVIP. Santiago ; Alfabeta 2019 Les fruits de la permanence. Une coopérative de logement dans un marché néolibéral. Santiago ; Rileditores 2020 Éthique discursive de la responsabilité sociale des entreprises. Santiago ; Rileditores

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE – Valeurs coopératives

- L'éthique discursive de la responsabilité sociale coopérative. Son identité.

SANTERO, Rosa

Université Rey Juan Carlos, Espagne

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Les coopératives comme forces motrices dans la création de conditions de travail décentes. Le cas de l'Espagne dans la reprise après la grande récession

---

SANTIAGO, Mary Ann

Collège du travail social et du développement communautaire, Université des Philippines Diliman, Philippines

Mary Ann R. Santiago, MCD Mme Santiago a obtenu son Master en développement communautaire à l'Université des Philippines Diliman. Elle est directrice de programme de l'unité de développement des partenariats et des réseaux du Center for Social Concern and Action, Université De La Salle, Manille, Philippines. Elle est également membre de la faculté du College of Social Sciences and Development de l'Université polytechnique des Philippines.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Les coopératives d'entraide et les coopératives d'initiative publique en tant qu'organisations de développement communautaire favorisant les droits de l'homme

---

SCHNEIDER, Kathlen

Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC) / Instituto para o Desenvolvimento de Energias Alternativas na América Latina (IDEAL)

4.4. AVEC DES LOGEMENTS ET UNE ÉNERGIE ABORDABLES

- Les coopératives d'énergie renouvelable en vue de la réalisation de l'ODD7 : le contexte brésilien et allemand

SCHOENMAECKERS, Jérôme

CIRIEC International, HEC-Liège, Belgique

Jérôme Schoenmaeckers est titulaire d'un doctorat en économie et gestion. Ses recherches durant sa thèse de doctorat ont porté sur la question des soins de longue durée, c'est-à-dire la prise en charge des personnes âgées dépendantes, en étudiant le rôle des trois principaux acteurs et leurs interactions : la famille, l'État et le marché. Embauché au CIRIEC (Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) en 2019, ses intérêts de recherche évoluent et ne se limitent plus à l'économie publique. En tant que Project manager au CIRIEC Belgique en économie sociale, il a réalisé un bilan des différents exercices de cartographie réalisés à ce jour en économie sociale. Conférencier invité à HEC-Liège depuis la fin de sa thèse, il vient d'obtenir un poste d'enseignant à mi-temps au sein de cette institution.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

SCHWENCK, Beatriz

Doctorant, Universidade de Campinas, Brésil

Sociologue brésilien. Doctorant en sociologie lié au programme de troisième cycle en sociologie de l'Université de Campinas (Brésil) et au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques de l'Université de Paris (France). Études doctorales financées par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD-France). Intérêts de recherche : économie solidaire, économie féministe, sociologie du travail, division sexuelle du travail, politiques publiques, genre.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - [Panel] Apports de la recherche pour l'approche de la perspective de genre dans les organisations coopératives et de l'économie sociale et solidaire.

- L'organisation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil

---

SEO Jinseon

Professeur adjoint, Université de Hannam, Corée

Je suis professeur adjoint en économie sociale et en affaires à l'université Hannam. Je m'intéresse et étudie la stratégie et le financement des coopératives.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Effets de la force des liens internes et externes du conseil d'administration sur la performance des coopératives de consommateurs : l'effet modérateur de la propriété psychologique collective.

SEOK Kyoung-mi

iCOOP Corée, Corée

Kyoung-mi Seok a été membre du conseil d'administration et présidente de Goyang-Paju iCOOP, une coopérative membre d'iCOOP, et a également travaillé sur le fonctionnement du magasin Nature Dream en tant que directrice. Actuellement, elle est vice-présidente d'iCOOP.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

SHADBOLT, Nicola

Professeur, Gestion agricole et agroalimentaire, École d'agriculture et d'environnement, Collège des sciences, Université Massey, Nouvelle-Zélande

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- Avantages pour les membres et performance des coopératives verticalement intégrées

---

SHIN Changsub

Personnel, iCOOP Corée, Corée

Changsub Shin est membre du personnel d'iCOOP Corée. Il travaille à iCOOP Corée depuis 1998. Il a obtenu un master en administration des affaires tout en travaillant. Il s'intéresse aux performances sociales de la chaîne d'approvisionnement des coopératives.

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- L'innovation entrepreneuriale en mode coopératif : le cas d'iCOOP Corée

---

SILVA, Ernandes Raiol

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - Modèle d'entreprise coopérative

- Agriculteurs, oui, mais aussi coopératifs et innovants.

SILVA, Felipe de Figueiredo

Université de Clemson, Brésil

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives et inégalité des revenus dans le secteur rural brésilien

---

SINGH, Devika

Université de Chicago, États-Unis

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

SINGH, Shyam

Institut de gestion rurale Anand, Gujarat, Inde

Le Dr Shyam Singh est professeur associé en sciences sociales à l'Institute of Rural Management Anand, en Inde. Le Dr Singh est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut pour le changement social et économique (ISEC), à Bangalore. Il a été le boursier en résidence de l'Université d'Anvers, en Belgique, en 2018. Ses recherches portent sur le développement et la gouvernance communautaires, le suivi et l'évaluation, la RSE et les réseaux sociaux. Il enseigne la société et la politique rurales, le suivi et l'évaluation, et l'analyse des réseaux sociaux à l'IRMA. Il a travaillé avec l'UNICEF, la Banque mondiale, le gouvernement indien et le Gujarat sur diverses missions d'évaluation et de recherche.

3.2 - POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ - Contribution à l'égalité

- Les coopératives sont-elles le moteur du changement social ? Une analyse relationnelle d'une coopérative laitière de Gujarat, Inde

---

SINGH, Simren

Chargé de programme, Alliance coopérative internationale Asie-Pacifique

MS. SIMREN SINGH travaille en tant que chargée de programme au bureau Asie et Pacifique de l'Alliance coopérative internationale (ACI) à New Delhi (Inde). Elle a travaillé dans le cadre du partenariat ACI-UE sur les coopératives pour le développement (2016-2021) et a participé à un certain nombre d'études de recherche dans la région Asie et Pacifique dans le cadre du partenariat ACI-UE.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Jeunes

- La jeunesse et le partenariat ACI-UE : La jeunesse, l'équité et l'inclusion au sein du mouvement coopératif avec la recherche thématique globale sur la jeunesse.

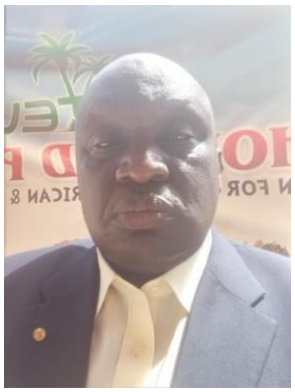
3.1 - POUR LA SURVIE DE NOTRE PLANÈTE - Action climatique

- L'environnement et le partenariat ACI-UE : Liens entre les coopératives et l'action climatique avec une recherche thématique globale sur l'environnement

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD – Les ODD

- Les coopératives : Présentes mais pas visibles. Témoignages de revues nationales volontaires

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD



SITATI, Fred

CONSULTANT COOPÉRATIF

Je m'appelle Fred Sitati, chef de coopérative à la retraite au Kenya, mais je propose actuellement des services de conseil à diverses organisations, dont l'Université coopérative du Kenya. Je suis titulaire d'un diplôme en gestion coopérative obtenu à l'Université coopérative du Kenya ainsi que d'une licence en droit (LLB) obtenue à l'Université du Mont Kenya.

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Participation des membres

- "La relance par les entreprises coopératives"

SMITH, Gwendolyn

Etnonomie

Gwendolyn Smith est titulaire d'un doctorat en résolution de conflits après avoir obtenu des diplômes en agronomie et en biotechnologie. Son travail s'est concentré sur la gestion des conflits liés aux ressources naturelles. Gwendolyn s'appuie sur plus de 20 ans d'expérience pour développer et mettre en œuvre des modèles et des outils permettant de mieux comprendre les conflits et de transformer les relations entre les communautés marginalisées et les parties prenantes plus puissantes telles que le gouvernement, les ONG et les entreprises privées. Son travail a été reconnu comme l'un des six meilleurs modèles de participation communautaire au monde et un livre primé sur les conflits et la durabilité, écrit à travers les yeux des communautés. Ses domaines d'expertise sont les conflits environnementaux, la participation et le développement durable.

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

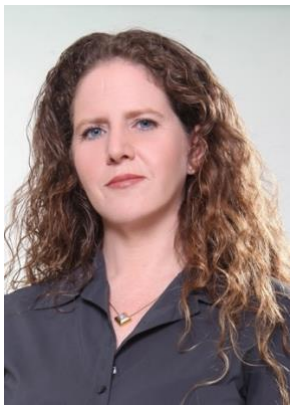
SOBOLEV, Alexander

Professeur, Université russe de coopération, Russie

Alexander Sobolev - Docteur en économie, professeur de l'Université russe de la coopération (Moscou, Russie). Depuis les années 1980, il mène des recherches et enseigne des disciplines académiques dans le domaine de la théorie et de l'histoire des coopératives dans cette université. Il a enseigné aux coopérateurs stagiaires des pays d'Afrique et d'Amérique latine à la faculté des coopérateurs étrangers de l'Institut coopératif de Moscou. Il a soutenu sa thèse de doctorat sur "Le développement de la théorie de la coopération dans la pensée des émigrés russes" à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de Russie. Il a été orateur lors de conférences internationales de l'ACI Recherche (Paris-Berlin).

4.3 - AVEC UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AMÉLIORÉE - Coopérative agricole

- Coopératives de la Russie rurale : Examen rétrospectif de l'identité et des principes coopératifs



SOLEL, Yifat

Union de crédit OFEK, Université de Haïfa, Israël

Yifat Solel est une activiste coopérative, une avocate des droits civils et une chercheuse. Elle est l'une des fondatrices et membre du conseil d'administration de la coopérative de crédit OFEK, chargée de la gouvernance et de la démocratie, et présidente de l'Alliance des coopératives pour la justice sociale, économique et environnementale, une organisation qui chapeaute des coopératives.

3.5 - POUR FAIRE FACE AUX CRISES AVEC FORCE - Les coopératives et la (post-) pandémie de COVID-19

- La crise de confiance des démocraties actuelles et la solution coopérative (potentielle) - Renoncer à l'alternative coopérative au capitalisme

---

SOARES DRUMOND, Vitoria Resende

OCB, Brésil

2.5 - EN SOUTENANT L'INNOVATION ENTREPRENEURIALE - L'identité coopérative comme avantage commercial

- De Rochdale à la mondialisation. L'importance de l'adoption de bonnes pratiques de gouvernance et de gestion dans les coopératives comme stratégie pour garantir l'identité et la consolidation des coopératives dans un marché agile, volatile et orienté vers le capital

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Lutter contre la récession mondiale. Le rôle des coopératives dans la création d'emplois et le développement local : une étude sur les coopératives de l'État de Minas Gerais (Brésil)

SORZANO, Deisy Milena

Cetys Universidad, Mexique

Deisy Milena Sorzano Rodriguez Economiste, Master en Sciences Sociales, Doctorat en Etudes du Développement Global, professeur, chercheur à temps plein à Cetys Universidad, Campus Tijuana. Points forts en gestion stratégique, développement organisationnel, qualité et autres. Expérience professionnelle dans la formulation et l'évaluation de projets, travail sur le terrain, diagnostics sociaux, conseil en commerce extérieur et articulation des connaissances en gestion et ingénierie pour le conseil général aux entreprises. Connaissances en veille technologique, gestion de bases de données, outils économétriques et logiciels statistiques. J'ai reçu une formation dans des séjours de recherche nationaux et internationaux par des spécialistes et des consultants, ainsi que la participation à des événements académiques avec la communauté scientifique internationale dans des universités au Mexique, en Colombie, en Espagne et aux États-Unis.

3.2 - POUR LA PAIX ET L'ÉGALITÉ - La paix

- L'économie sociale : une façon de comprendre la transition vers la vie civile de la population ex-combattante des FARC-EP

SOTO ALEMÁN, Lien

Université de La Habana

Licence en droit (2003), Faculté de droit, Université de La Havane. Docteur en sciences juridiques, Université de La Havane (2019). Professeur assistant du Département de conseil juridique et international de la même Faculté de droit. Membre de l'Association internationale de droit coopératif (AIDC), Bilbao. Membre actif de l'Association ibéro-américaine de droit de l'économie coopérative, mutuelle, sociale et solidaire (AIDCMESS), Argentine. Membre des sections de La Havane des sociétés de droit économique et de droit commercial de Cuba. Auteur de nombreuses publications sur le coopérativisme, l'économie sociale et la responsabilité sociale.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

---

SPITZBERG, Daniel

Chercheur principal, Turning Basin Labs / Community Fellow, CU Boulder, US

Danny Spitzberg est un chercheur utilisateur pour une économie coopérative. Il développe actuellement un modèle de recherche dirigé par les travailleurs avec TurningBasinLabs.com, une coopérative de recrutement et de formation basée en Californie.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- "Indexer la lutte partagée : Un langage de modèles pour un développement réaliste des coopératives"

SRNEC, Cynthia

Chargé de recherche, Sciences Po, France

Cynthia Srnec est chargée de recherche au Centre de sociologie des organisations (Sciences Po Paris), et chercheuse associée au laboratoire LITEM (Université Paris-Saclay, Univ Evry, IMT-BS). Elle est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université Lumière Lyon II et de l'Université de Buenos Aires (2018). Elle a été chercheur postdoctoral à la Fondation MGEN pour la santé publique, au CEPN (Université Sorbonne Paris Nord) et à l'IIEP-BAIRES (CONICET). Ses recherches portent sur la gouvernance, les conditions de travail et les réseaux sur l'économie sociale et solidaire et sur l'économie de plateforme et le travail numérique.

2.1 - EN TIRANT PROFIT DE L'ÈRE NUMÉRIQUE - Numérique et technologie

- Plate-forme coopérative : construction d'une identité par la méta-organisation

TANAKA, Iruma

Seikatsu Club Kanagawa, Japon

Iruma est titulaire d'une maîtrise en développement social de l'université du Sussex. Pendant trois ans, il a occupé un poste de premier plan dans l'engagement des jeunes sans-abri de Tokyo dans l'entrepreneuriat coopératif. Pendant quatre autres années, il a été responsable du programme pour les jeunes dans une branche japonaise de l'ONGI "Habitat for Humanity" et a également été sélectionné comme mentor du Fonds pour la jeunesse urbaine de l'ONU-Habitat. Iruma travaille actuellement pour Seikatsu club Kanagawa, une coopérative de consommateurs au Japon.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Identité et défis des coopératives

- Individualisation de la société et évolution du rôle des coopératives de consommateurs japonaises - Défis des principes et de l'identité des coopératives au Japon

---

TARHAN, Derya

Candidat au doctorat, AECD/OISE/UofT / Assistant de recherche, Projet Co-opConvert, Canada

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- L'importance des cas illustratifs de transformation d'entreprises en coopératives au Canada hors Québec

---

THAMSUHANG SUBBA, Chitra Kumari

Directeur général, NCF, Népal

Mme Chitra Kumari Thamsuhang Subba est la directrice générale de la Fédération nationale des coopératives du Népal (NCF). Elle a rejoint la NCF en 1995 et a servi pendant plus de 25 ans dans différentes fonctions. Elle a présenté un certain nombre de documents de travail dans des forums coopératifs nationaux et internationaux. Elle représente le groupe thématique national sur les ODD du gouvernement népalais au nom du Cooperative Movement of Nepal. Elle est rédactrice en chef du journal mensuel "Sahakari Sandesh". Elle a été récompensée de la main du très honorable président du Népal par le "Suprabal Janasewa Shree Padak".

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Présent mais pas visible : Amplifier l'identité coopérative dans les ODD

T.P., Sethumadhavan

UL Education, Inde

Le Dr T.P. Sethumadhavan est un consultant et scientifique de premier plan dans le domaine de l'éducation et des carrières dans le pays. Il est actuellement professeur à l'université transdisciplinaire des sciences de la santé et de la technologie de Bangalore et directeur de l'éducation de l'UL, la première coopérative d'Asie en Inde, vieille de 95 ans. Auparavant, il était directeur de l'université des sciences vétérinaires et animales du Kerala. Il est chercheur invité à l'institution Smithsonian, aux États-Unis, à l'université de Reading, au Royaume-Uni, à l'université d'Australie occidentale, à l'université de Dundee, etc. Le Dr Sethumadhavan est consultant auprès de la Banque mondiale, de l'ADB, du NSDC et du ministère indien de l'industrie agroalimentaire. En outre, il est un chroniqueur régulier dans les principaux quotidiens et a publié 41 livres en anglais et en malayalam. Sa dernière mission est de promouvoir des programmes appropriés de développement des compétences et d'améliorer l'employabilité des jeunes chômeurs. Ses domaines d'intérêt et de recherche sont l'extension de l'enseignement, la promotion des compétences pour l'emploi, les études à l'étranger et les interventions appropriées dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il est le fondateur de la startup edu nextedu.in.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- L'ULCCS favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise en promouvant la diversification, la technologie, les compétences futures et l'agro-industrie.

TSHISHONGA, Ndwakhulu

Université de KwaZulu Natal, Afrique du Sud

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Débattre des contributions des coopératives à la réalisation des ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19

TULUS, Robby

Fondateur et conseiller principal, INKUR (Fédération des entreprises coopératives populaires) et NASSEC (Association nationale des cadres socio-économiques), Indonésie.

Pionnier et co-fondateur, Credit Union Movement of Indonesia (1970-1980), Spécialiste de la formation, Confédération asiatique des coopératives d'épargne et de crédit (ACCU, 1981-1983), Directeur régional Asie, Canadian Co-operative Association (CCA, 1983-1993), Conseiller politique principal, ACI-AP (1993-1996) Directeur régional Asie-Pacifique, Alliance coopérative internationale (ACI, 1996-2002), Fondateur/Conseiller, NASSEC et INKUR Co-op Federation. Conseiller, Fondation Karl Albrecht et Institut d'études et de développement coopératifs, Indonésie. Rédacteur, Asia Pacific Co-op Research Partnership. Conseil/Conseiller du Congrès indonésien canadien (ICC - 2016 jusqu'à présent). Vit à Ottawa, au Canada.

1.5 – AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - [Panel] Identité coopérative et implication de l'Etat : Vu du potentiel coopératif de l'Asie Pacifique

UR REHMAN, Munib

Département des sociétés coopératives Gouvernement de Punjab, Pakistan

1.2 – AVEC UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE - Participation des membres

- Participation des membres à la gouvernance des coopératives agricoles : Une analyse qualitative au Punjab, Pakistan.

VALLE RÍOS, Deibby de la C.

Professeur, Université de Pinar del Río, Cuba

Diplômée en psychologie, Faculté de psychologie, Université de La Havane. Professeur du Département de gestion socioculturelle pour le développement, Faculté des sciences sociales et humaines, Université de Pinar del Río, Cuba. Maître de la VIIIe édition de la maîtrise en psychopédagogie, Faculté de psychologie, Université de La Havane. Membre du projet de recherche "Méthodologie pour améliorer le processus de conseil juridique des coopératives non agricoles dans la province de Pinar del Río, de sa gestation à sa dissolution". Ses recherches portent sur l'égalité des sexes, le coopérativisme et la psychologie de l'éducation.

1.4 – AVEC UNE CULTURE COOPÉRATIVE ET UN PATRIMOINE CULTUREL SAUVEGARDÉ - [Panel] La réception de l'identité coopérative à Cuba. Antécédents, réalité et perspectives

---

VAN RIJN, Jordan

Université de Wisconsin-Madison, US

Jordan van Rijn fait partie du corps enseignant du département d'économie agricole et appliquée de l'Université du Wisconsin-Madison, où il a obtenu son doctorat en 2018. Jordan est également chercheur au Center for Financial Security de l'UW-Madison et membre du Conseil des économistes coopératifs de la NCBA. Auparavant, Jordan a travaillé en tant qu'économiste principal pour la Credit Union National Association. Jordan mène des recherches sur les coopératives de crédit américaines et ses recherches et commentaires ont été présentés dans diverses revues universitaires et médias.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - Manifestation de l'identité coopérative

- L'identité coopérative et les coopératives de crédit américaines

---

VAN ROOSMALEN, Vasco Marcus

Utu Fund/Ecam, développement communautaire et mécanismes financiers

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

VANDRESEN, José Carlos

Cresol Instituto, Brésil

Il travaille depuis 2000 avec des recherches et des projets avec la société civile, les organisations rurales et urbaines. Licence en philosophie (2006) et Master en géographie (2014). Les principaux sujets de recherche sont liés à la promotion de la durabilité sociale, économique et environnementale (ESG) et concernent les identités collectives, les territoires, l'agriculture familiale, l'associationnisme, le coopérativisme, les pratiques et les connaissances traditionnelles, la cartographie et la cartographie sociale, les politiques publiques et l'éducation coopérative. Depuis 2012, il est directeur de CRESOL INSTITUTO, basé à Francisco Beltrão dans le Paraná-Pr et membre de l'Alliance mondiale des agri-agences - AGRICORD vzw.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] L'institutionnalisation de l'éducation coopérative au-delà des coopératives : le cas de la création de Cresol Instituto au Brésil.

VARKAROLIS, Orestis

Université de Nottingham Trent, Royaume-Uni

2.3. EN DÉVELOPPANT UN RÉSEAU ENTREPRENEURIAL FORT

- Comment (ne pas) construire de solides réseaux entrepreneuriaux coopératifs : Approfondir l'autonomie et l'apprentissage organisationnel dans les coopératives (de travail)

VERBEKE, Griselda

Professeur, Université de Buenos Aires, Argentine

Maîtrise en économie sociale de l'Universidad Nacional General Sarmiento. Diplôme de sociologie de l'Université de Buenos Aires. Professeur à la Faculté des Sciences Economiques, UBA et à la Faculté des Sciences Sociales, UBA, chercheur au Centre d'Etude de la Sociologie du Travail (CESOT - FCE- UBA) dans des thèmes de recherche liés au développement de l'Economie Sociale et du Coopérativisme.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Produire des instances éducatives institutionnelles par le biais de la vulgarisation universitaire

---

VICARI, Sara

Université Roma Tre & Aroundtheworld.coop, Italie

Sara Vicari, PhD, est une chercheuse en action participative, passionnée par les coopératives et leur rôle dans le développement humain durable. Elle est cofondatrice et coordinatrice de l'équipe de aroundtheworld.coop, un collectif qui vise à transformer la recherche socio-économique en vidéos qui encouragent la pensée critique et fournissent une inspiration sur les coopératives innovantes. Avec Andrea Mancori, vidéaste, et en partenariat avec le programme Coops4Dev de l'Alliance coopérative internationale, elle a fait le tour du monde pendant toute l'année 2019 en documentant des coopératives sur tous les continents. 13 histoires vidéo ont été produites, toutes disponibles sur le lien suivant : https://www.youtube.com/channel/UCcKPCevcxi1rcZYics0u6-g/playlists . Au

cours de la dernière décennie, Sara a travaillé comme consultante internationale - experte en coopératives et organisations de producteurs - auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Elle a également été chercheur post-doctoral au Collège coopératif britannique et à l'Université Roma Tre. Au début de sa carrière, elle a également été chargée de mission au bureau des relations internationales de Legacoop Nazionale (Italie).

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Recherche-action participative et réalisation de films documentaires pour étudier et diffuser sur l'identité coopérative : le cas du projet aroundtheworld.coop

---

VIDOVIC, Davorka

Professeur adjoint, Faculté des sciences politiques, Université de Zagreb, Croatie

Davorka Vidović, docteur en philosophie, est professeur adjoint à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Zagreb (Croatie). Elle est spécialiste en sociologie et détient un doctorat de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université de Zagreb. Sa thèse de doctorat portait sur l'entrepreneuriat social en Croatie. Au cours de la dernière décennie, ses recherches ont porté sur divers aspects de l'entreprise sociale, de l'entrepreneuriat social, de l'économie sociale, des coopératives, de l'innovation sociale, du développement durable et de la société civile dans des contextes croates, régionaux et comparatifs. Elle enseigne la sociologie de la société croate, les méthodes de recherche et le développement durable et l'innovation sociale.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Coopérative scolaire

- Les coopératives scolaires, des pépinières de coopératives ? L'identité coopérative dans les coopératives scolaires en Croatie

---

VIETA, Marcelo

Programme d'éducation des adultes et de développement communautaire, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, Canada.

MARCELO VIETA est professeur associé dans le programme d'éducation des adultes et de développement communautaire et codirecteur du Centre for Learning, Social Economy & Work, tous deux à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto (OISE/UT). Le professeur Vieta est l'auteur de Workers' Self-Management in Argentina : Contesting Neo-liberalism by Occupying Companies, Creating Cooperatives, and Recuperating Autogestión (Brill/Haymarket, 2020), auteur principal du rapport The Italian Road to Recuperating Enterprises and the Legge Marcora Framework : Italy's Worker Buyouts in Times of Crisis (EURICSE, 2017), et dirige actuellement deux grands projets de recherche étudiant les conversions d'entreprises en coopératives (www.coopconvert.ca) et les entreprises sociales d'insertion professionnelle axées sur les jeunes au Canada. Le professeur Vieta est également membre du comité de l'ACI-CCR.

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS - [Panel] Le projet Co-opConvert : Cartographier le potentiel de la conversion des lieux de travail et des espaces communautaires en coopératives au Canada et à l'étranger

- Pistes pour démocratiser l'économie et sauver des emplois par la conversion d'entreprises en coopératives : Situer le "modèle canadien"

VIGLIAROLO, Francesco

Professeur titulaire, économie régionale, Université catholique de La Plata, chercheur associé, CESOT UBA, Argentine

Docteur en sciences sociales, spécialisation en sociologie économique et économiste social. Professeur d'économie régionale. Il s'intéresse aux implications sociales de l'économie et, en particulier, à la relation avec les droits de l'homme. Il traite des processus de développement local en tant que construction d'identités territoriales qui impliquent l'affirmation de droits (raison ontologique) à travers le renforcement de formes de production associatives et démocratiques. Dans cette direction, il fonde ce qu'il appelle une "phénoménologie économique" qui propose d'observer l'économie à partir de la relation entre les sujets et la matérialité qui présuppose "des fonctions, des idées, des concepts" et l'affirmation des "droits relationnels d'une société démocratique", la raison ontologique par opposition à la raison utilitaire. Il a publié plusieurs livres et articles scientifiques dans lesquels il développe des concepts tels que le "capital social éthique", la "socialisation et la démocratisation économique", la "demande de droits des personnes", la "méso économie" et les "principes de la phénoménologie économique" liés à la raison ontologique.

3.4 - POUR RENFORCER NOTRE COMMUNAUTÉ - Communauté et territoire

- Pratiques sociales et nouvelles figures d'adhésion pour la définition d'un modèle de coopérative territoriale

---

VUOTTO, Mirta

Professeur, Facultad de Ciencias Económicas, Directeur, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Universidad de Buenos Aires, Argentine.

Mirta Vuotto est professeur-chercheur à la faculté d'économie de l'université de Buenos Aires. Elle est directrice du master en études organisationnelles de l'université General Sarmiento. Elle coordonne le Réseau des chercheurs latino-américains en coopératives. Ses recherches et publications portent sur l'économie sociale et solidaire, le travail associatif et la gestion des coopératives.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Apprendre à coopérer : expériences éducatives et identité coopérative

- Produire du contenu pour former à la coopération dans les institutions coopératives et éducatives

4.1 - AVEC DES EMPLOIS VALORISANTS – Travail et coopérative de travail

- Les raisons d'une identité coopérative dans une société d'édition

---

WAWERU, Kennedy Munyua

L'Université coopérative du Kenya, Kenya

2.4 - EN RÉPONDANT AUX BESOINS FUTURS DE CAPITAL - Distribution du capital et de l'excédent

- Démutualisation, contrôle des membres et performance financière des coopératives au Kenya

YAGHIL, Alexandra

Bantani Education, Belgique

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - [Panel] Collaborer, inspirer et s'engager : Identité et principes coopératifs pour débloquer l'esprit d'entreprise des jeunes

---

YI Ilcheong

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)

Ilcheong YI est coordinateur de recherche principal du programme Alternative Economies for Transformation et du programme Transformative Social Policy à l'UNRISD. Il a rejoint l'UNRISD en octobre 2008. Il a reçu une formation de politologue (B.A. et M.A., Université nationale de Séoul) et d'analyste des politiques sociales (D.Phil de l'Université d'Oxford). Il est spécialisé dans les questions de pauvreté, de politique sociale, de politique du travail et d'économie sociale. Avant de rejoindre l'UNRISD, Ilcheong était professeur associé à l'Université de Kyushu, professeur invité de la Fondation coréenne à l'Université de Malaya et chercheur invité au Centre Stein Rokkan de l'Université de Bergen.

1. EXAMINER NOTRE IDENTITÉ COOPÉRATIVE - [Panel] Statistiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) : identité coopérative et ESS

YOUN Kil-Soon

Université de Sungkonghoe, Corée

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- Systèmes et mesures politiques pour l'économie sociale à Séoul

---

YÜKSEL, Anil Güven

Faculté de droit, Université d'Ankara Yıldırım Beyazıt, Turquie

Anıl Güven YÜKSEL est assistant de recherche à la Faculté de droit de l'Université Yıldırım Beyazıt d'Ankara où il travaille pour les activités de recherche et d'enseignement sous la chaire de droit public général depuis 2013. Il est titulaire d'une licence en droit de la faculté de droit de l'université d'Istanbul (2011) et d'un master en droit public de l'université d'Ankara. Il a récemment terminé ses études de doctorat avec le projet de thèse intitulé "Droit à la participation à la vie sociale". En tant qu'avocat des droits de l'homme, Anıl Güven Yüksel est également membre du Comité d'évaluation des objections et des plaintes de l'Union centrale des coopératives forestières turques (OR-KOOP). Outre les coopératives et leur rôle dans l'intégration socio-économique et le développement durable, ses principaux intérêts de recherche sont le droit constitutionnel, la théorie de l'État moderne, la démocratie et l'État de droit, les droits économiques et sociaux, la liberté d'association, les droits des immigrants et la CEDH.

1.5 - AVEC DES PARTENARIATS AVEC LES GOUVERNEMENTS - Politique publique

- La protection constitutionnelle des forêts, des villageois forestiers et des coopératives en droit turc comme exemple pour examiner le rôle des coopératives pour un développement rural durable.

YUN Morin

Centre de soutien coopératif de Séoul, Corée

Morin Yun est le chef de l'équipe de soutien à la croissance, au Centre de soutien coopératif de Séoul. Elle est également professeur adjoint à la Seoul Cyber University Graduate School of Human Services. Elle mène divers programmes et activités pour les coopératives et l'économie sociale. Elle a été directrice exécutive de la coopérative d'enseignement de l'anglais Encoop et est actuellement candidate au doctorat dans le cadre du programme interdisciplinaire d'économie sociale de l'école supérieure de la Ewha Woman's University.

1.3 – AVEC UN ACCÈS À L'ÉDUCATION - Éducation

- Une étude sur les moyens alternatifs de développer l'éducation à l'identité coopérative dans la crise de la pandémie de Covid-19 - Focus sur les cas de l'éducation sans contact mis en œuvre par le Centre de soutien coopératif de Séoul

---

ZJAWIŃSKA, Marcelina

od.coop, Fondation Splot Społeczny, Pologne

Marcelina Kornelia Zjawińska - éducatrice, organisatrice communautaire et activiste de la ville. Diplômée de l'Université de Varsovie, sociologue. Travailleuse de l'éducation non formelle affiliée à l'ONG locale et au secteur de l'ESS. Coordinatrice de projets municipaux et européens liés aux communautés locales, aux jeunes et à l'environnement durable. Engagé dans le modèle de développement communautaire basé sur les actifs et le mouvement coopératif mondial. Fondatrice de la Fondation Kooperatywna et de od.coop, une coopérative de travail multipartite sur la gestion des déchets et l'économie circulaire. Participant au projet de réplication #coopyouth du réseau des jeunes de l'ACI. Ambassadeur de l'Entrepreneuriat Coopératif Mondial dans le partenariat ACI-UE (#coops4dev). Grand amateur de chats.

1.1 - AVEC UNE MARQUE COOPÉRATIVE SOLIDE - Marque de la coopérative

- Les coopératives sont cool. Mais les jeunes ne comprennent pas !

ZUGASTI, Ibon

Directeur, LKS MONDRAGON, Espagne

Ibon Zugasti est directeur de projet international chez LKS Cooperative (www.LKS.es - la division de conseil en gestion de MONDRAGON Corporation). Il est président du Millennium Project en Espagne, membre du conseil d'administration du Foresight Europe Network (FEN), directeur adjoint du Foresight Iberoamerican Network (RIBER) et président du Collège régional européen de prospective. Ibon est également associé gérant/directeur de PROSPEKTIKER (http://www.prospektiker.es/), un institut de prospective et de stratégie ayant une longue expérience des projets européens liés à la durabilité et membre du réseau PREPARE (http://prepare-net.com/).

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] Les ESG et les ODD rencontrent leur moment de Port Alegre

4. VIVRE NOTRE IDENTITÉ POUR CONTRIBUER AU MIEUX AUX ODD - [Panel] L'ESG a besoin d'un EKG

PILLAR

中国供销合作社
CHINA CO-OP

PLATINUM

SEOUL METROPOLITAN GOVERNMENT

GYEONGGI-DO

NATIONAL AGRICULTURAL COOPERATIVE FEDERATION

GOLD

EUSKO JAURLARITZA GOBIERNO VASCO
BASQUE GOVERNMENT
Ministry of Labour and Employment

CSCEEKGK
Higher Council of Cooperatives of Basque Country

KONFEKOOP
Basque Country Cooperatives Confederation

SILVER

National Federation of Fisheries Cooperatives

BANCO CREDICOOP
COOPERATIVO LIMITADO
La Banca Solidaria

icoop

IFFCO
पूर्णतः सहकारी स्वामित्व
Wholly owned by Cooperatives

BRONZE

Korea Cooperative Solidarity

COPPER

CDC
US Overseas Cooperative Development Council

INTERNATIONAL COOPERATIVE RESEARCH GROUP

SistemaOCB
CNCOOP - OCB - SESCOOP

Metsä

Smart

JCA Japan Co-operative Alliance

PROGRESS PROSPERITY PEACE

elevate your identity
coop

Rabobank

Coomeva

co-op
Japanese Consumers' Co-operative Union

co-operators

Desjardins

SVS
한국사회가치연대기금
Korea Social Value and Solidarity Foundation

FRIENDS

ABZ

National coop Grocers

angkasa

COOPEUCH
INSTITUCIÓN FINANCIERA COOPERATIVA

your coop
The Midcounties Co-operative

FACC
FEDERACION ARGENTINA DE COOPERATIVAS DE CONSUMO LTDA.

MASS-SPECC
COOPERATIVE DEVELOPMENT CENTER

1 COOPERATIVE INSURANCE SYSTEM OF THE PHILIPPINES
1974

DGRV

Die Wohnungswirtschaft Deutschland
GdW

SOCODEVI

alleanza delle Cooperative italiane

행복나래

KOREAN PARTNERS

NATIONAL AGRICULTURAL COOPERATIVE FEDERATION

National Federation of Fisheries Cooperatives

icoop

Korea Cooperative Solidarity

SEOUL METROPOLITAN GOVERNMENT

GYEONGGI-DO

SVS
한국사회가치연대기금
Korea Social Value and Solidarity Foundation

KOREAN SPONSORS

Ministry of Economy and Finance

Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs

GANGWON PROVINCE

City of ChunCheon

Korea Social Enterprise Promotion Agency

Korea Social Economy Network

춘천시 협동조합 지원센터
CHUNCHEON COOPERATIVE SUPPORT CENTER

GWSE 강원도사회적경제지원센터
GangWon Social Economy Center

SSEGOV
Association of Korean Local Governments for Social Economy and Solidarity

한겨레경제사회연구원
Hankyoreh Economy & Society Research Institute

KSCS
Korean Society for Cooperative Studies